

REVUE
DES
DEUX MONDES

CII^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

D

REVUE
DES
DEUX MONDES

CII^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME SEPTIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15
—
1932

054

R3274

1932 LV. 17

JUN 29 1932

312469

C P

L

il ne
route
l'une
marc
geur
trer
cela

A
le se
aup
cette
exor
de s

C
après
soir
aucu

Co
(4)

MADAME CLAPAIN

TROISIÈME PARTIE (1)

I

LA gare de Blaizot, comme il arrive fréquemment en Côte d'Or, est située dans la vallée, cependant que le bourg, perché sur la hauteur, contemple de loin des trains dont il ne se soucie qu'aux jours de marché et de fêtes locales. Une route en lacets, plantée de frênes et d'ormes alternés, mène de l'une à l'autre. Bien qu'elle exige du piéton une demi-heure de marche environ, aucun service de voiture n'attend les voyageurs au débarqué : preuve qui, à elle seule, suffirait à montrer combien Blaizot vit à l'écart du mouvement moderne, — cela du fait d'un climat rude et de la difficulté d'accès.

A défaut de mieux, la voiture postale offre son secours à qui le sollicite, bien entendu si les sacs de dépêches n'ont pas auparavant pris toute la place. Toutefois, les bénéficiaires de cette mesure le sont à titre gracieux, autant dire à un tarif exorbitant, puisqu'il dépend des prétentions du conducteur et de sa bonne volonté.

Quand Ida descendit du train qui l'amenait de Langres après de multiples changements, il était déjà six heures du soir : l'obscurité régnait et, à part deux lampes dans la gare, aucune lumière ne témoignait alentour de l'existence d'une

Copyright by Édouard Estaunié, 1932.

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 décembre 1931.

maison quelconque. Ne sachant en vérité de quel côté se diriger, elle se rabattit sur le seul être vivant aperçu dans la cour et qui était un homme en train d'arrimer un ballot sur une carriole.

— Le chemin de Blaizot ?

— Pas moyen de vous tromper : droit devant...

— Quelle distance ?

— Dame, deux kilomètres, en montée tout le temps. Si ça vous arrange, je peux aussi vous prendre.

Le hasard servait Ida : elle était tombée précisément sur le courrier.

Dix minutes plus tard, le chargement postal terminé, elle-même installée sur le siège à côté de l'homme, elle entamait la dernière étape au bout de laquelle l'attendait l'inconnu.

Une lente ascension commença. Avancer ainsi dans la nuit, vers un lieu dont on ignore tout, à travers une campagne que rien ne révèle, sauf parfois le passage brutal d'un vent glacé, provoque irrésistiblement de la détresse d'âme. Désireuse d'y échapper, au moins jusqu'à l'arrivée, Ida se tourna vers son compagnon, et désignant le cheval :

— J'imagine, dit-elle, qu'on n'en doit plus voir beaucoup dans le pays ?

— Oh ! fit l'homme, pour des autos, bien sûr, il y a des autos : je ne jure pas que plus tard, moi-même... mais on avait la bête et tant qu'elle marchera, autant l'utiliser, pas vrai ?

Puis, pour rendre la politesse :

— C'est la première fois que vous venez par ici ?

— Oui.

— Sans indiscrétion, chez qui vous allez ?

— Chez personne. Je compte descendre à l'auberge, s'il y en a... bref, où je pourrai.

L'homme fit une moue méprisante.

— Pour une dame comme vous, pas paisible l'auberge, avec le café qui est en dessous... Quant à la propreté... enfin, chacun son idée.

Ida sourit :

— Je n'ai aucune idée, puisque j'ignore le pays. Verriez-vous mieux à faire ?

L'homme à la dérobée jaugea la valise japonaise qu'Ida avait mise sous ses pieds.

— Peut-être bien aussi que vous n'êtes qu'en passant ?

— Je l'ignore. Si la contrée me plaisait, sans doute resterais-je quelque temps, fit Ida, ne comprenant pas ce qui la poussait à parler ainsi, puisqu'elle espérait repartir dès le lendemain.

L'homme encore se recueillit :

— On aurait bien une chambre chez le père... une belle chambre... mais la nourriture vous gênerait sans doute...

L'offre était glissée d'un air détaché.

— La nourriture m'est assez indifférente, je ne suis pas difficile... murmura Ida.

Elle continuait à ne pas s'expliquer la façon dont elle répondait ; il semblait qu'une volonté invisible la lui imposât.

— Enfin, conclut l'homme, vous pourrez toujours voir : en passant, je vous arrêterai chez le père.

Devinant l'affaire emportée, bien qu'Ida n'eût point répondu, il poursuivit :

— Le père, vous savez, c'est quelqu'un. A dix lieues du pays, demandez : « Qui est Blondeau ? » Tous vous diront : « Blondeau ? Plus de soixante ans qu'y demeure à Blaizot ! » Et puis, quoique ouvrier, de l'instruction, des idées, des tas de médailles... Après la guerre, on lui a donné une décoration pour une de ses inventions. Même que s'il avait voulu devenir maire... Mais y se f... de la politique, en quoi je ne l'approuve pas. On ne m'ôtera pas de l'idée que s'il en avait fait, je ne trimerais pas sur la route aujourd'hui, à gagner juste de quoi m'en tirer. Enfin, faut rien regretter... Quant à la maison, vous allez voir : c'est vaste, bien placé. J'y demeure aussi avec Lalie ma femme, une belle-sœur, toute la famille, quoi... C'est le père, autant dire l'ancêtre, qui veut cela, quitte à mettre de l'ordre quand on ne s'entend pas...

Les phrases de l'homme tombaient maintenant espacées, s'efforçant gauchement de peindre cet ancêtre, centre et pôle de la nichée des Blondeau. Cela seul toutefois frappait Ida que « le père » habitait Blaizot depuis soixante ans.

« Il doit tout savoir du pays, songeait-elle. La chance continue à me servir. »

Elle dit tout haut :

— Vous me donnez envie de le connaître. Alors, si je ne dérange pas...

— Oh ! pour du dérangement, non, bien sûr ! On avait même jadis une locataire. Elle n'y est plus. On sera content de la remplacer pour quelques jours.

Cinq minutes plus tard, les premières lumières de Blaizot paraissaient à un détour du chemin. Quand ensuite la voiture s'arrêta, Ida aperçut une obscure échoppe de cordonnier, l'unique lampe qui servait à l'éclairer étant couverte d'un abat-jour et posée sur table basse.

— Père ! appela l'homme, quelqu'un pour la chambre de la Ninel !

Puis, passant à Ida sa valise :

— Pour le règlement du trajet, on mettra le tout ensemble.

Déjà, à l'appel de l'homme, une femme entre deux âges avait paru.

— Entrez, madame, ce n'est pas très beau par le magasin, mais c'est plus court.

Au coin de l'échoppe, sous la lampe, un vieil homme en train de tirer l'alène, leva la tête :

— Serviteur, madame : et si quelque chose manque, ne vous gênez point pour le demander. Veille à tout, Lalie.

Ida qui suivait Lalie ne put s'empêcher de trouver à cet accueil, à la fois cordial et distant, une saveur qui gagnait sa sympathie.

De l'échoppe, on gagnait un escalier avec accès indépendant sur la rue.

— Madame vient-elle pour quelque temps ? interrogea Lalie atteignant au premier la porte de la chambre.

La même question que celle posée auparavant par Blondeau jeune, le conducteur : et la réponse vint aussi, encore plus nette dans son invraisemblance :

— Trois jours au moins, plus peut-être.

— Je demande cela, rapport à la nourriture. Pour les repas, madame demeure libre d'aller dehors : sinon, on peut également, comme au temps de la Nine, la servir ici.

« Ici » était la chambre où l'on venait d'entrer.

— Pour commencer, je préfère en effet ne point sortir. Le prix, je suppose...

— C'est le père qui le règle. Vous vous entendrez aisément !

Et discrète, Lalie s'éloigna, laissant Ida libre de s'installer dans le lieu où le hasard l'avait conduite.

Blondeau jeune n'avait pas menti : la chambre était vaste, meublée sans élégance, mais confortable et d'une propreté digne de la maison Brochard. Tout de suite Ida se dirigea vers la fenêtre afin de s'orienter : l'obscurité rendit vaine sa tentative. En revanche, une paix indéfinissable telle qu'Ida pouvait se croire entrée au port, et venue là pour n'en plus partir.

Puis se retournant, elle examina plus attentivement le mobilier et ne retint pas un geste de surprise. A côté d'elle, en effet, devant la fenêtre, se trouvaient un fauteuil et une table exactement disposés comme l'étaient à Langres le fauteuil et la table de M^{me} Clapain. Elle pensa en même temps : « Vais-je devenir son sosie ? »

C'était vrai : entre l'arrivée de M^{me} Clapain dans la maison Brochard et celle d'Ida dans la maison Blondeau point de différence. Même entrée saluée par un accueil réservé ; même bagage mince au débarqué, et, dans un instant, même repas solitaire dans la chambre. Ainsi, à l'heure où Ida s'apprêtait à entamer sa lutte contre la morte, il semblait que celle-ci à titre de représailles, prétendit imposer à l'adversaire ses propres habitudes. Du coup la détente initiale s'évanouit.

— J'étais folle : Dieu me pardonne, j'allais presque l'oublier !

L'arrivée de Lalie apportant le repas acheva ce rappel à la réalité. Elle entra à pas feutrés, — comme sans doute Ursule entra chez M^{me} Clapain, — et parut étonnée qu'Ida ne fût pas encore installée.

— Madame désirerait-elle que je l'aide à ouvrir sa valise ?

— Non, merci : toutefois, puisque vous habitez Blaizot depuis longtemps...

— Pas moi, interrompit vivement Lalie, mais le père !

— Va pour le père : croyez-vous qu'après dîner je pourrais lui demander un renseignement ?

— Rien de plus simple. Si ça ne vous gêne pas de nous trouver en famille, je viendrai chercher madame, dès qu'il sera libre.

— Entendu.

Une fois redevenue seule, toujours comme M^{me} Clapain, Ida déballa les quelques objets de toilette nécessaires, mangea du bout des lèvres, enfin attendit le rappel promis. La fatigue du voyage aidant, elle ne ressentait aucune impatience. Elle s'apprivoisait aussi avec la chambre, et cela encore allait avec

la sensation de détente éprouvée au début et qui recommençait.

Huit heures sonnaient quand Lalie revint annoncer que le père attendait en bas, prêt à répondre aux questions qu'on lui poserait.

Dès l'entrée dans la pièce où on l'introduisit, Ida s'arrêta, interdite. Elle s'attendait à un milieu en harmonie avec l'échoppe, désordonné et peut-être malodorant. A la place, elle trouvait une salle à manger-salon, avec buffet, desserte, les six chaises réglementaires ; çà et là quelques sièges d'autrefois ; au centre le carré brillant d'une table qu'éclairait une suspension descendue très bas ; autour de la table des formes attentives qui étaient les habitants : vision de bien-être solide à laquelle présidaient, sur les murs et se faisant face, deux agrandissements photographiques, l'un représentant une vieille femme en bonnet, l'autre barré par un nœud tricolore et reproduisant des traits junéviles. En quel lieu de chez nous, d'ailleurs, ne trouverait-on pas ces deux images, souvenir de la mère, et rappel du sacrifice de 1914 ?

Ensuite, avançant un peu, Ida distingua les assistants.

Du côté de la porte, se tenaient Blondeau jeune, et une femme en deuil, sans doute la veuve du Blondeau tué à la guerre. Près de celle-ci, une chaise vide marquait la place de Lalie ; un fauteuil préparé à côté de Blondeau jeune paraissait aussi attendre l'étrangère ; au bout de la table enfin, le dos à la fenêtre et veillant sur l'assemblée, l'ancêtre...

Les cheveux embroussaillés, la bouche en arc et comme tirée en bas par le coin de la barbiche, il respirait un air de dignité malicieuse, mélange singulier de fatigue résignée et d'orgueil d'un pouvoir auquel chacun évidemment restait soumis.

A l'apparition d'Ida, seul il ne se leva point, mais il dit :

— Vous m'excusez, madame ? à cause des douleurs je fais épargne de mes mouvements.

En même temps, d'un geste noble, il invitait Ida à venir auprès de lui. Un remue-ménage suivit, chacun s'asseyant de nouveau, et le cercle se reforma tel qu'auparavant, avec cette seule différence que l'étrangère s'y trouvait provisoirement comprise.

Après un court silence embarrassé, toujours de règle en pareil cas, ce fut le père qui reprit :

— Vous aviez, paraît-il, une question à me poser? A moins que ce monde-là ne vous gêne, interrogez et je répondrai, si c'est possible.

La voix, très calme, continuait, comme à l'arrivée, de frapper Ida par une sonorité plaisante.

— Possible? je n'en doute pas, répondit Ida avec un sourire involontaire : qui mieux que vous pourrait me dire s'il existe à Blaizot un notaire, ou à défaut, un homme d'affaires?

— Madame vient peut-être pour acheter de la terre? interrogea vivement Blondeau jeune.

— Tais-toi! dit le père, on ne doit pas être indiscret.

— Il n'y a pas d'indiscrétion, fit Ida en rougissant : je ne nourris aucun projet d'établissement ici.

— En tout cas, madame, le notaire habite dans notre rue et se nomme Farizet. Quant à un homme d'affaires, je n'en connais pas, ou plutôt chacun dans le pays l'est plus ou moins, pour ce qui regarde sa partie.

La fin de la réponse effraya Ida :

— Espérons que M^e Farizet suffira pour m'éclairer, murmura-t-elle.

— Sur que Farizet la connaît dans les coins, reprit encore Blondeau jeune : lui aussi reste à Blaizot depuis les temps, de sorte que s'il s'agit d'un mariage...

— Penses-tu! interrompit Lalie à mi-voix.

— Pourquoi non? c'est de l'âge de madame, pas vrai?

— Je crains que vous ne m'ayez pas très bien vue en me ramenant de la gare, répliqua Ida d'une voix indécise : sinon, vous auriez deviné qu'il s'agit de tout autre chose...

— Et qui demeure votre affaire, pas la nôtre, coupa le père, amenant ses lunettes sur le front. Mais quoi! Madame repart déjà?

— C'est qu'en vérité il ne me reste plus qu'à vous remercier, balbutia Ida qui venait de se lever.

— Une soirée solitaire manque de gaieté. Si c'est crainte de gêner, faut demeurer... à moins, bien entendu, que le cœur n'y soit pas.

— Au contraire, dit Ida.

Et elle se rassit, comme si une main posée sur son épaule l'y contraignait. Le père approuva :

— A la bonne heure! Nous aussi, on est content de se dis-

traire. Depuis le départ de la Nine, on manquait de compagnie.

— Qu'est-ce que la Nine ? dit Ida, désireuse d'alimenter l'entretien au moins par politesse.

La réponse vint cette fois de la femme en deuil :

— Une femme qui occupait votre chambre quand on la louait à l'année.

— Et qui venait, comme moi, vous déranger le soir ?

— Non, fit Lalie, la Nine avait ses habitudes, et n'aimait pas plus aller chez les autres que se laisser déranger par eux.

— Une personne du pays sans doute ?

Ida n'aurait pu dire pourquoi elle demandait cela.

— Du pays ? si l'on veut : ou plutôt des environs.

— Et probablement retournée chez elle, en vous quittant ?

La femme en deuil eut un rire méchant :

— Pour retourner chez soi, faudrait en avoir un.

— Eh ! là, Christine, interrompit le père, t'as donc pas désarmé ?

Et revenant à Ida :

— Quand deux femmes sont ensemble, à la longue le lait finit toujours par aigrir. Entre la Nine et elle, l'une vieille, celle-ci telle que vous la voyez, pas moyen d'accorder des manies !

— Vous savez bien, père, que ce n'était pas ça qui me heurtait.

— Suffit, ma fille : s'il fallait s'occuper de la vie d'un chacun, on ne recevrait jamais personne.

— N'empêche, insinua Blondeau jeune, que pour l'amour, toute vieille qu'elle paraissait, celle-là devait rudement s'y connaître.

— Ah ! cette jeunesse fourrant de la bagatelle partout, même quand il n'y a plus lieu !

Blondeau jeune ricana :

— Vous ne disiez pas cela quand Hurtot montait chez la Nine !

— Hurtot était un vieux souldard : je redoutais la casse.

— Hurtot était son revenez-y : pour tenir encore à une brute pareille, fallait-il qu'elle eût un tempérament !

Le père ramena ses lunettes sur le nez, comme s'il cherchait à voiler le présent pour mieux retrouver son passé :

— Erreur, dit-il : Hurtot était beau quand, toi, tu étais

encore à naître ! On sait ce qu'on est quand l'amour commence : mais sait-on ce qu'on sera, une fois qu'il a fini ?

Toujours poussée par l'instinct profond qui l'avait obligée à parler de la Nine, Ida murmura :

— Amour, dans le cas d'un ivrogne, paraît un bien grand mot. Les yeux du père s'animèrent d'une courte flamme.

— Autre erreur, madame. Il est exact que, sur sa fin, l'Hurtot dont nous parlons traînait dans les fossés, et qu'à partir d'un moment de sa vie, n'y a pas eu plus feignant ni plus sans le sou : cependant, moi qui prétends avoir toujours mené ce qui s'appelle une bonne vie, et qui en ai eu ma récompense, — pour cela oui, des médailles, l'encouragement au bien, même du ruban violet, — eh bien ! moi qui vous parle, je me demande si après tout, de nous deux, Hurtot n'a pas tiré encore le meilleur numéro !

— Bon ! s'exclama Blondeau jeune, qu'y me fasse après cela de la morale, quand on se lutine sans conséquence sur ma charrette !

— Tais-toi, blanc bec : tu vois bien que madame et moi parlons d'un temps qui ne te regarde pas !

— Expliquez-vous, dit Ida.

Le père laissa son corps s'abandonner sur le dossier du fauteuil :

— Eux, n'est-ce pas ? ça ne songe qu'à des autos, tandis que nous, jadis...

Il parut disposé à s'arrêter.

— Tandis que vous ?... répéta Ida.

— Nous, on en était pour le cœur.

— Hurtot, lui aussi ?

— Pis que les autres... Avant de rencontrer la Nine, évidemment, passant de l'une à la suivante, et ainsi tant que Dieu voulait ! Il y a des gens comme cela, auxquels il suffit d'ouvrir le bec, pour qu'en sortent des mots tout en miel et qui engluent la proie. Il en était. Mais, je le répète, un soir, le sort a mis la Nine sur sa route. Alors, fini le faraud : plus de couranderie, plus de rigolade, rien que l'amour, et un amour pour la vie !

— Avec de rudes interruptions, dit à mi-voix la femme en noir.

— Pas du côté d'Hurtot, pour sûr !

Et se tournant vers Ida, le père poursuivait :

— Faut vous dire, madame, qu'en ce temps-là, la Nine était bonne chez les Bernard, à Froidure : une chtiote, point belle, mais qui passait pour brave à la besogne, et avec des yeux qui, sans le chercher, incendiaient leur homme. Ne pouvant obtenir qu'elle quittât les Bernard, mon Hurtot se débrouille, entre chez eux. Là, supplications pour le mariage. Pour quelles raisons la Nine refusait-elle obstinément? Avait-elle deviné qu'Hurtot, sauf pour l'amour, ne valait pas grand chose? Possible. Toujours est-il que là voilà grosse et le cachant. Quand vint le moment d'accoucher, elle partit soi-disant chez des amis. Au retour, elle avait l'air comme toujours, bien sûr, mais pour s'être trop longtemps serrée, elle avait accouché d'un enfant mort, et c'est là-dessus qu'Hurtot commença de boire. Les Bernard durent le mettre à la porte. La Nine, restée chez eux, cessa aussi de le voir. Bref, l'interruption comme on disait tout à l'heure...

Le père s'arrêta une seconde. Ida, que ce récit banal décevait, en profita pour glisser :

— Je ne vois pas vraiment ce que le cœur vient faire dans pareille aventure.

— Attendez! reprit vivement le père : après cela, des années, encore des années, et puis, il y a trois ans ou à peu près, le dernier Bernard qui meurt, la Nine, devenue libre, qui offre de s'installer ici, ce qu'on accepte naturellement. Or, elle n'y était pas depuis vingt-quatre heures qu'Hurtot se représente. La vie l'avait roulé partout. Du beau gars de jadis, que restait-il, bon Dieu! Il avait tout perdu, maison et champs; on n'était même pas sûr que sa chemise fût à lui; ivrogne et abruti à se demander s'il pouvait coudre une idée avec une autre... Eh bien, madame, à travers pareilles casses, son amour, lui, était resté à cran : il le ramenait tel un lys poussé sur le fumier! Ce qui suivit ne nous regarde plus : avouez quand même qu'une passion pareille, et durant toute une vie, ça mérite qu'on s'y arrête, et peut-être qu'on l'envie!

Ida soupira :

— Avait-elle été du moins partagée?

Ce fut Blondeau jeune qui répondit :

— A en juger par leurs disputes quand il venait, faut croire que non.

Le père haussa les épaules :

— Querelles de vieux ménage, peut-être.

— Quant à moi, reprit Lalie, je n'ai jamais rien surpris qui permit de croire que la Nine fût redevenue sa maîtresse.

— Eh! riposta encore le père, à leur âge, pour qui s'aime, se retrouver ensemble suffit.

— La Nine alors n'a jamais aimé personne, fit la voix aigre de la veuve. Elle tenait trop à rester seule. D'ailleurs, quand Hurtot est mort...

— Elle a quitté le pays, et qui dit que ce n'était pas de chagrin?

— Oh! père, laissez-moi rire: vous savez aussi bien que moi que si la Nine a quitté, d'autres choses l'y poussaient!

— Cette Nine, en tout cas, paraît avoir laissé ici des souvenirs bien vivaces, conclut Ida qui, cette fois, se levait.

Il lui semblait tout à coup que prolonger l'entretien ne lui apprendrait rien de plus. Le père lui tendit la main :

— En effet, madame, il y a des moments où le coffre du passé s'ouvre trop de lui-même, et le diable sait pourquoi je me suis laissé aller à tant parler d'elle, surtout maintenant qu'elle n'est plus là.

— Où peut-elle bien être? dit Ida comme malgré elle.

Mais aucune réponse ne vint et, ayant salué à la ronde, elle remonta dans sa chambre.

II

Encore une nuit, mais dans le décor de hasard, loin de la maison Brochard. Quel désarroi, d'abord, devant des tiroirs dont on se demande lequel utiliser, et même s'il vaut la peine d'en ouvrir un! Puis, tandis qu'Ida procède à sa toilette de nuit, toujours comme la nuit précédente, un nom qui la poursuit, toutefois sans rapport avec M^{me} Clapain :

— La Nine... la Nine... je suis dans la chambre de la Nine...

Phrase absurde, bien que tenace comme un rythme de danse rapporté du bal.

— Et après? dit tout haut Ida : en quoi cela m'intéresse-t-il qu'il y ait eu ici une femme s'appelant la Nine?

Effort vain.

— Nine... Nine... répète le mécanisme déclenché dans la cervelle.

Glissée entre les draps, pelotonnée, frissonnante, avide surtout d'un silence que son âme lui refuse, Ida s'oblige à fermer les yeux. Aussitôt devant elle reparaissent la salle à manger d'où elle revient, les deux portraits aux murs, la femme en noir, amère, Lalie, bonne fille indifférente, Blondeau jeune, indiscret et égrillard, enfin l'ancêtre...

— Songer, murmure-t-elle, que chacun d'eux savait peut-être qui était Mme Clapain... Pourquoi ne les ai-je pas interrogés? Au lieu de cela, cette histoire de la Nine dont je voudrais me dégager et qui demeure...

Elle demeurerait. Ida pourrait répéter mot pour mot le récit du père. Même, elle y découvre des lacunes importantes. S'il en ressort, en effet, qu'Hurtot a poursuivi la Nine d'une passion que le temps ne parvint pas à diminuer, la Nine de son côté n'en semble guère avoir été touchée : dès lors, à qui la Nine avait-elle donné son cœur? La Nine a-t-elle même jamais aimé?

Le mot fait tressaillir Ida ; elle songe :

« De quoi vais-je m'occuper, moi qui ignore l'amour? »

Et se tournant sur l'oreiller, elle jette hors des draps ses bras découragés. Revirement imprévu : hier, à pareille heure, elle feuilletait l'indicateur, toute à la pensée de défendre contre une morte la paix de sa vie présente ; ce soir, cette même vie lui paraît un cachot morne : pour une heure de passion partagée, elle accepterait d'y renoncer à jamais.

Fugitives mais brûlantes, des imaginations suivent, à travers lesquelles passe encore la Nine, devenue symbole. Cette fille laide, — on a eu soin de l'affirmer, — quitte à la dérobee le sage logis des Bernard pour rejoindre son amant. Les voila dans l'ombre, bouche à bouche, défaillant. Leurs mots? qu'importe, dès lors qu'ils jouissent d'un émoi qu'Ida leur envie passionnément, ne l'ayant jamais approché?

Enfoncée de nouveau dans les draps, Ida mord l'oreiller pour s'empêcher de crier. C'est qu'aussi, à la lueur de cette Nine, sa conscience commence de s'éclairer. Il est affreux d'ignorer ce que toutes les autres ont connu, affreux d'appeler ainsi à vide celui qui ne viendra sans doute jamais. Ah! reposer, ne fût-ce qu'un instant, sa tête sur une poitrine, s'y

sentir abritée, blottie, et là, en même temps qu'on attend l'ineffable, se donner d'avance tout entière! Misère, quelle solitude, ce soir!... Si seulement la découverte du vrai nom de M^{me} Clapain la récompensait demain? Mais non : personne pour la conseiller quand elle devra interroger ce notaire Farizet, — pas même Dancy...

Dancy... Hier, désireuse de retrouver son image, elle n'arrivait qu'à revoir un dos, gravissant l'escalier. Cette fois, il est devant elle, sur le Rempart : il sourit, il se penche...

« Mon Dieu! serait-ce que je vais aimer à mon tour? »

Elle défaille ; elle sait bien qu'elle rêve : un homme jeune et beau ne s'éprend pas d'une fille laide et mûre ; sur deux rencontres où, en somme, ne s'échangèrent que des propos polis, va-t-elle maintenant bâtir un roman? Cependant, parce que le sommeil vient, ne lui semble-t-il pas aussi que le miracle même fait partie de la vie ordinaire?

« Si je lui écrivais demain matin? »

On peut en vérité n'avoir rien à dire et laisser comprendre que rien contient un monde. Elle écrira... c'est décidé.

Nuit pareille à la dernière, s'achevant aussi par une décision de voyage ; mais, hier, il ne s'agissait que de partir pour Blaizot, tandis qu'ici l'onde imaginaire qui offre à une âme surmenée le secours de son flot, prétend l'emporter vers la mer inconnue. Des sommeils qui suivent, lequel vaut mieux? Inutile de le chercher, puisque chacun parut une mort bien-faisante où aucun songe ne passait.

Qui n'a connu, d'autre part, le dépaysement d'un réveil le matin dans une chambre d'hôtel abordée la veille aux seules lumières. Quand Ida se levant ouvrit les volets, à la place des pavés familiers, elle aperçut une rue de village, bordée par d'humbles maisons, et çà et là, en guise de passants, des volailles errantes. Il lui fallut un effort pour se rappeler où elle était. Puis, subitement un étouffement d'anxiété lui serra le cœur : ce matin, enfin, commençait la bataille contre la mort!

Cette pensée suffit pour dissiper les pensées de la veille. L'approche de l'action nettoie l'âme des scories susceptibles d'entraver son jeu. Ida qui avait résolu d'écrire à Dancy, se contenta ainsi d'envoyer à Ursule son adresse chez les Blondeau, et, tout en s'habillant, n'eut plus qu'un souci : rassembler ses souvenirs concernant M^{me} Clapain.

Ce fut comme une reprise de possession par celle-ci. Mme Clapain entra dans la maison Brochard; Mme Clapain, travaillant à sa fenêtre, recevait Angélique et un monsieur de Paris; Mme Clapain enfin, souriait, étendue sur son lit. Ainsi résumé, ce qu'Ida possédait de positif sur Mme Clapain ne comptait pas. En revanche, quelle sensation aiguë que, morte, Mme Clapain s'obstinait encore à vivre! Par instants, Ida tournait brusquement la tête, comme si, derrière elle, une ombre l'avait guettée. Le bruit de sa marche lui semblait doublé par celui d'une autre invisible. A un certain degré d'évocation, la limite du réel s'efface, et la porte s'ouvre sur le possible. Ce possible, aujourd'hui, enveloppait Ida au point d'effacer à ses yeux le reste du monde: elle n'aurait pu le définir et cependant le réalisait avec la même précision que sa propre existence.

Même impression quand, enfin prête à sortir, elle pénétra dans l'échoppe où travaillait le père. Celui-ci leva la tête:

— Bon sommeil, cette nuit? interrogea-t-il.

— Excellent.

Et elle sourit parce qu'elle avait conscience de mentir et peur qu'il ne s'en aperçût. Elle poursuivit:

— Je vais de ce pas chez M^e Farizet. Auriez-vous l'obligeance de m'expliquer où se trouve sa maison?

Le père sourit à son tour:

— Allons, je vois que vous n'êtes pas de celles qui perdent le temps! Descendez la rue: avant le tournant, une maison à gauche, facile à reconnaître, car son jardin est unique par ici.

— Merci.

— Pas de quoi, et bonne chance!

Elle partit. Trois minutes plus tard, elle apercevait la maison indiquée, mais il suffit de beaucoup moins de temps encore pour que s'ouvrent, dans un cerveau, des perspectives imprévues. Durant ces trois minutes, Ida venait de réfléchir que si le notaire chez lequel elle se rendait refusait de répondre, rien au monde ne pourrait modifier cette volonté de silence, *précisément* parce que *M^{me} Clapain était morte*. Que peuvent les vivants contre un interdit que personne n'est en droit de révoquer? C'est la force des morts qu'on ne revient plus sur leurs décisions. Ainsi, dans le duel qu'Ida croyait commencer, alors qu'en réalité il durait déjà depuis trois jours, les premiers mots de Farizet décideraient de l'issue.

La porte du notaire mit longtemps à s'ouvrir. Ida s'appretait à sonner de nouveau quand enfin parut une vieille servante, certainement arrachée à sa lessive à en juger par ses bras ruisselant de savon et, à cause de cela sans doute, d'une humeur exécrable.

— Vous voulez ?

— Parler à M^e Farizet.

— Vous voyez bien qu'il n'y est pas.

Ida, qui attendait tout sauf ce contre-temps, eut un haut-le-corps.

— Non, je ne le vois pas, puis j'ai précisément je le demande.

— Du moment que je vous assure, moi, qu'il est absent !

— Pour longtemps ?

— Tout aujourd'hui, pour sûr.

— Alors, je dois revenir demain ?

— Si ça vous chante.

La porte claqua, lancée à la volée. Ida se retrouva seule. Autant elle redoutait, un instant auparavant, l'entretien qu'elle venait chercher, autant cette remise, imposée par le hasard, l'accablait. Vingt-quatre heures maintenant à rester là, sur place, dévorée par des pensées inutiles : vingt-quatre heures d'attente, alors que le temps pressait et qu'à Langres, les calamités, elles, n'attendaient pas !

Elle eut un mouvement de découragement :

— Après cela, que faire ?

La rue, au delà du tournant indiqué par le père, continuait de descendre. Ida, pour user le temps, se remit en marche et machinalement obéit à l'invitation de la pente. Bientôt ensuite, elle aperçut devant elle une route en corniche que bordait d'un côté un parapet, tandis qu'expiraient sur l'autre face des jardins en terrasse. Alors, elle gagna le parapet et surprise contempla le paysage qui s'offrait.

Combien différent, celui-ci, des larges horizons de Langres ! Ici, plus de lignes balancées, ni de champs étalés : au contraire, un précipice au fond duquel, pareille à un fleuve entre des hérissements de terre, glissait une plaine étroite. En face, sur les pentes abruptes, la tache de deuil des bois de pins. Au-dessus d'elle, un cirque de roches ; au bord de celui-ci, les maisons de Blaizot alignées en sentinelles et, sur tout cela, un ciel où bataillaient des nuages.

Indifférente à ces beautés rudes, le premier étonnement passé, Ida se détourna et bientôt ne regarda plus que la route.

Aux heures incertaines, il n'est pas de spectacle plus attirant que celui d'une route. Parce qu'on n'en soupçonne ni le point de départ, ni le point d'arrivée, elle devient la piste ouverte aux rêves. Tandis que le regard suit si loin qu'il peut aller, le cœur guette l'apparition d'un promeneur souhaité, ou se croit lui-même parti pour le lieu féerique où toutes choses deviendront telles qu'on les espère.

Hélas ! pas plus que le paysage entrevu auparavant, la route ne pouvait rendre en ce moment à Ida la résignation désirée. Il semblait aussi qu'après avoir imposé l'obsession de sa présence, M^{me} Clapain se fût éloignée. Peut-être lui avait-il suffi de rendre ainsi plus aiguë l'appréhension de la lutte imminente, et plus cuisante la remise de celle-ci.

— Ah ! songeait Ida, prise tout à coup d'une atroce lassitude, arriverai-je jamais au but ? On ne lutte pas contre l'insaisissable !

Or, au même instant, une camionnette sortant de Blaizot faisait retentir son klaxon. Fermée par une bâche noire, conduite par un jeune homme probablement assez inexpert, elle avançait lentement dans la direction d'Ida, en machine qui hésite devant la descente où on l'engage.

Si enfoncé soit-il dans ses pensées, et fût-ce pour la maudire, le piéton regarde toujours l'automobile qui l'oblige à se garer. Donc Ida, collée au parapet, obéit à la règle. Soudain, elle devint blême. Devant elle, inscrits sur la bâche en lettres blanches et disposés comme il suit, passaient les mots suivants :

BOULANGERIE CLAPAIN
BLAIZOT
TOURON, SUCESSEUR

A la minute précise où elle désespérait de l'atteindre, l'insaisissable reparaissait, mais, cette fois, avec quel air de défi !

III

Il paraît superflu d'analyser la succession des sentiments qui suivirent.

Cinq minutes plus tard, Ida rentrait chez les Blondeau. A quoi bon en effet attendre le retour du notaire, quand il

suffirait d'interroger ceux-ci, pour être renseignée ? Le père, au fait de tous les gens du pays, n'avait pu ignorer ces Clapain : près de lui, du moins, on ne risquait pas comme chez Farizet de se heurter à une consigne de silence.

Quand Ida pénétra dans l'échoppe, nul n'aurait soupçonné le tumulte qui agitait son âme. Les heures de crise nous révèlent à nous-mêmes. Souriante, elle ne semblait qu'une dame un peu lasse et charmée d'aborder un lieu de repos : en réalité, lucide, rusée, elle s'appêtait à interpréter les moindres nuances de visage ou de voix.

— Ouf ! dit-elle en s'approchant du père, vous permettez que je m'assoie un instant ?

Le vieil homme, qui martelait une semelle, jeta un bref regard de côté.

— Quoi donc ? répondit-il : ça ne va plus comme ce matin ? mauvaises nouvelles chez Farizet ?

— Point de nouvelles au contraire : Farizet est absent.

— C'est des choses qui arrivent. Vous en serez quitte pour entendre un jour de plus mon rabâchage.

— Je ne m'en plaindrai pas, au contraire.

Et prenant une chaise, Ida s'approcha de l'établi et s'installa.

Elle reprit ensuite d'un ton indifférent :

— Figurez-vous que tout à l'heure, tandis que je rentrais chez vous, j'ai croisé une voiture de boulanger au nom de Clapain. Ayant connu jadis une personne du même nom, je me suis demandé quel lien de parenté pouvait exister entre elle et votre compatriote. Qu'est-ce que les Clapain d'ici et où sont-ils ?

— De braves gens, les Clapain, mais tous au cimetière.

— Vous en êtes bien sûr ?

— Parbleu ! Quant à des parents à eux, non, je n'en connais pas et je les connaîtrais, s'il y en avait, ayant participé dans les temps aux règlements d'après l'enterrement, et à ce qui s'ensuit.

— Tant pis, soupira Ida, maîtrisant sa déconvenue, j'avais imaginé... mais vous devez avoir raison.

Ils se turent. Une fois de plus l'insaisissable, après avoir reparu, menaçait de s'évanouir. Pourtant tout ne devait pas être dit, car sur le visage du père Ida lisait aussi une soudaine

méfiance. Il arrive que des traits humains qui ne bougent pas se ferment pourtant sans qu'on puisse définir par quel mécanisme.

— C'est bien sur une voiture que vous avez lu le nom ?

A son tour, maintenant, Blondeau interrogeait.

— Certainement. Pourquoi ce doute ?

— Parce que j'aurais cru plutôt à un ragot de la Christine.

— Qui ça, la Christine ?

— La veuve de mon fils... celle qui, hier soir, faisait face à Lalie.

— Pourquoi supposez-vous... ?

— Curieux, tout de même ! machonna le vieux, cependant que son marteau repartait avec violence.

— Curieux en quoi, s'il vous plaît ?

— En ceci que parmi tous les gens de Blaizot, vous vous intéressiez précisément à ceux-là.

— Je viens de vous expliquer...

— Ta-la-ta..., on ne m'ôtera pas de l'idée que quelqu'un vous a raconté ce qu'ils ont fait pour la Nine.

Ida ne put retenir un imperceptible tressaillement.

— Les Clapain avaient fait quelque chose pour elle ?

— Ils l'ont élevée, tout simplement ! La Nine, n'est-ce pas, était venue par l'Assistance publique. Ni père, ni mère. Ce n'était pas sa faute, à cette fille, pas vrai ? Heureusement que les Clapain se trouvèrent là pour lui fournir l'éducation et des principes. Pour des exemples à une jeunesse, sûr qu'elle ne pouvait mieux tomber.

Certaines phrases ont le don d'éveiller au fond de l'être un écho retentissant. En écoutant celles-ci, Ida venait de rapprocher deux noms auparavant dénués de liens : la Nine, M^{me} Clapain. Subitement aussi la pensée qu'ils s'appliquaient à une seule et même personne suivait. En admettant que la Nine souhaitât changer d'identité, n'était-il pas vraisemblable qu'elle en choisît une qu'elle savait pouvoir adopter sans risques de réclamations ? Les réussites dans la vie résultent presque toujours de telles inductions hardies. Après s'être dit tout d'abord : « Serait-ce possible ? » emportée par une sorte de logique intuitive, Ida songea : « Ce doit être ! » Puis, désireuse de ne pas laisser voir le vertige qui l'entraînait, elle baissa la tête et parut se recueillir.

Le seul bruit du marteau de Blondeau remplit un instant l'échoppe.

« Si je pousse plus avant, continuait de songer Ida, obtiendrai-je une réponse de ce vieux qui semble déjà se défier de moi ? Sans le savoir, il vient de m'indiquer la vraie voie. La Christine qui, à l'évidence, détestait la Nine, n'hésitera pas, elle, à me renseigner ; mais où la trouver ? »

En même temps, elle se leva.

— Déjà reposée ? dit le père.

— En effet. J'aimerais toutefois dire un mot à Lalie, avant de repartir.

Elle demandait Lalie, dans l'espoir qu'on lui répondrait Christine.

Le vieux haussa les épaules :

— Toutes les femmes dehors jusqu'à onze heures... Mais si je puis les remplacer...

— Merci : cela ne presse pas. Au revoir, monsieur, et confuse du temps que je vous ai fait perdre.

— Pas de mal, madame, et toujours à vos ordres !

Pensif, le père la regarda gagner la porte. « Que voulait-elle exactement et que vient-elle chercher ici ? » se demandait-il, résolu désormais à exiger autour de lui une prudente réserve autour de cette inconnue énigmatique.

Ida, de son côté, réfléchissait : « Puisque toutes les femmes sont dehors, il me suffira de surveiller de loin les abords de la maison : je suis sûre d'atteindre la Christine... »

De même qu'elle avait tout de suite deviné l'inutilité de poursuivre l'interrogatoire de Blondeau, elle sentait l'obligation de continuer immédiatement son enquête, de manière à ne pas laisser à l'intéressée le temps de recevoir l'ordre de se taire. Elle était parvenue, on le voit, à l'une de ces heures où l'on exécute d'instinct des actes qui supposeraient en temps normal de longs calculs ou une souveraine habileté. Plus aussi elle réfléchissait, plus s'affirmait en elle la conviction entrevue d'abord dans un éclair que la Nine et M^{me} Clapain ne faisaient qu'un. Chose curieuse, à cette conviction se mêlait un vague désappointement. Non pas qu'Ida dédaignât la joie d'approcher si aisément d'une vérité qu'elle avait crue inaccessible ; mais cette vérité même la décevait. De M^{me} Clapain, provoquant du fait de sa seule présence des catastrophes, à la paysanne

culbutée par un ivrogne, quelle chute ! D'autres points aussi surgissaient, singulièrement obscurs. Pourquoi chez M^{me} Clapain tant de précautions pour cacher un passé à ce point dénué d'importance ? Si encore l'enfant d'Hurtot avait vécu, et bien que dans les campagnes on n'y regarde pas de si près, pareille conduite se serait expliquée à la rigueur ! Mais l'enfant était mort ; c'était même là une des rares précisions du récit de l'ancêtre : donc, aucune explication plausible d'allures mystérieuses plus propres en somme à attirer l'attention qu'à la détourner. Hésitations d'une imagination surexcitée par les circonstances et qui peu à peu dépose, comme un sédiment, le trouble de l'intuition pour revenir aux clartés de la raison. Qui n'a connu pareilles fluctuations ? On se sent assuré et l'on nie : à peine a-t-on nié qu'on se reprend à affirmer.

Pour la dixième fois peut-être. Ida arpentait le haut de la rue, surveillant de loin les rares passants qui paraissaient aux alentours, quand une forme surgit inopinément et dit :

— Bonjour, madame, cela va bien depuis hier soir ?

Le hasard décidément ne cessait pas aujourd'hui d'être bienveillant. Christine d'elle-même venait de joindre Ida, elle semblait même l'avoir aussi cherchée ! En revanche, sans sa robe de deuil, restée pareille, Ida l'aurait-elle reconnue ? A la place du visage pâle, de l'air d'oiseau de nuit, un teint rose, des lèvres détendues, un bonheur de vivre qui rayonne.

« D'où vient-elle et pourquoi semble-t-elle si heureuse ? » ne put s'empêcher de penser Ida, cependant que, répondant au salut, elle disait :

— Ravie de vous rencontrer : justement je projetais de vous demander un entretien seule à seule.

— Quand il vous plaira, madame.

— Tout de suite, alors. Voulez-vous que nous marchions un peu ensemble ?

— Si cela vous convient.

Entre femmes, il s'établit toujours un accord immédiat et tacite qui évite les explications délicates. Déjà Christine tournait le dos à la maison Blondeau : elle avait compris que « seule à seule » signifiait loin du père. De même Ida se demandait encore par quelle voie aborder le sujet, quand cette demande, lui vint, directe, et qui permettait de courir droit au but :

— De qui s'agit-il ?

Elle répondit aussitôt, soulagée :

— De cette Nine que vous semblez avoir particulièrement connue.

L'expression de Christine changea brusquement.

— Une commission de sa part ?

Dans la voix aussi avait passé de l'angoisse.

— Non, dit vivement Ida : toutefois, si vous en attendez une, c'est que vous savez où elle demeure, peut-être même quel nom elle a pris, à supposer qu'elle n'ait pas gardé le sien.

A mesure que sortait cette réponse, le visage de Christine achevait de perdre sa détente. La femme qu'Ida avait maintenant devant elle, était redevenue tout entière pareille à celle qu'elle avait entrevue la veille, c'est-à-dire, fermée et dépourvue de bienveillance.

— Dommage, dit-elle lentement, que pour ce genre de renseignements, je n'en sache guère plus que vous. En quoi d'ailleurs cela vous intéresse-t-il ?

Exactement la question que le père aurait posée, s'il l'avait osé. Puis, parce qu'Ida demeurait hésitante :

— Faut vous expliquer, si vous voulez qu'on vous éclaire !

Bien qu'elle sentit la minute décisive, Ida tenta de biaiser.

— J'ai eu chez moi une pensionnaire dont je me demande si elle n'est pas la Nine, murmura-t-elle.

— Et après ? Qu'est-ce que cela peut vous faire ?

Le visage de Christine devenait de plus en plus dur. Comprenant qu'elle faisait fausse route, et prête à tout risquer pour aboutir, Ida reprit résolument :

— Vous m'avez paru hier médiocrement apprécier cette Nine. Je ne vous demande pas vos raisons. Or, pour d'autres à coup sûr, celle que je soupçonne d'être également la Nine, se trouve mêlée à ma vie de telle sorte que j'ai besoin, — un besoin impérieux, — de savoir quel mystère se cache derrière elle. Ayant appris qu'elle avait des attaches dans le pays, je n'y suis accourue que pour cela. En m'aidant à faire la lumière, vous pouvez sauver tous les miens. De grâce, ne vous détournez pas ainsi, croyez en ma parole, et surtout soyez assurée que, quoi que vous me disiez, je ne vous trahirai pas !

Ayant ainsi découvert son jeu, ce qu'elle sentait une imprudence, elle attendit ensuite. A entendre sa voix sup-

pliante, à voir ses mains trembler, Christine ne pouvait douter qu'elle ne dit la vérité. Cependant, elle demeurait les yeux à terre et ne répondit pas.

Désespérée par ce mutisme, Ida poursuivit, cette fois sans calculer ses mots :

— Ah! comment obtenir une lueur dans le dédale où je m'égare? Au besoin, si vous craignez de vous compromettre, un signe suffira : je comprendrai... Celle dont je parle est venue s'installer chez moi, il y a environ dix mois ; la Nine n'a-t-elle pas quitté Blaizot à la même époque? Quant à son extérieur...

Elle hésita, faute de trouver tout de suite des mots qui rendissent de M^{me} Clapain une image exacte. On décrit aisément un passant : on ne voit plus ceux avec qui l'on a vécu. Comment aussi ne pas substituer aux traits réels, d'autres plus adéquats à l'image morale qu'on s'est forgée?

— Quant à l'extérieur... elle était sans âge discernable : peut-être soixante ans... peut-être beaucoup moins. Pas plus qu'on ne lisait son âge sur son visage, on ne pouvait lire dans ses yeux. Ceux-ci avaient l'air de tout voir et donnaient en même temps la sensation qu'ils ne voyaient pas. Elle ne parlait que rarement, avare de mots et de gestes. Elle vivait à sa fenêtre, — tricotant ou regardant, je ne sais, — et assise dans un fauteuil, devant une table, disposés justement comme la table et le fauteuil qui sont ici dans ma chambre. Surtout, — ah! surtout! — elle s'enveloppait de mystère : un mystère qui dès le début m'inspira de l'épouvante. Avais-je d'ailleurs assez raison? Il n'y avait pas en effet une heure qu'elle était morte...

Christine, à ce mot, tressaillit ; mais toute à l'évocation qu'elle tentait, Ida ne s'en aperçut pas : interposée entre elle et le monde extérieur, M^{me} Clapain l'absorbait tout entière.

— ... Oui, une heure ne s'était pas écoulée que ma sœur et moi nous nous sentions prises dans un réseau de calomnies, et qu'à moins de déchirer les voiles qui recouvrent le passé de cette femme, nous risquions le déshonneur!

Une question à mi-voix coupa la suite. Christine maintenant disait :

— Morte... est-ce bien sûr?

— Ah! s'écria Ida, vous l'avez reconnue ; sans cela, le demanderiez-vous?

Un éclair d'allègement passa dans les yeux de Christine : pourtant elle devait douter encore, puisqu'elle répéta :

— Morte... depuis combien de temps ?

— Quatre jours.

De nouveau des yeux qui luisent de l'intense désir que la chose annoncée soit véritable : puis, tout à coup, un flot presque à voix basse. A son tour, Christine parle enfin :

— La Nine est bien partie à la date que vous indiquez. La Nine, chez nous, tricotait ou regardait, assise à sa fenêtre, exactement comme votre pensionnaire. La Nine ne sortait pas, ne recevait guère qu'Ilurlot, et encore le chassait-elle avec des injures : mais elle savait toujours ce qu'elle aurait dû ignorer, et elle est partie emportant les secrets de tout le monde.

— Même les vôtres ? interrompit Ida, comme si une autre lui soufflait ces mots dangereux.

Christine eut un geste farouche :

— Possible : cela ne regarde personne. Vous prétendez qu'elle est morte ? Je n'ose y croire. Ces êtres-là ne meurent pas sans achever le mal qu'ils ont commencé et elle me haïssait ! Comme je l'ai haïe, moi aussi !

— Et moi donc !

— Soit ! mais parlons-nous de la même ? Sans doute celle que vous décrivez ressemble à la Nine : des yeux dont je ne pourrais seulement indiquer la couleur parce qu'ils ne vous regardaient pas, des lèvres qui avaient l'air de siffler les syllabes, le teint de ce mur, l'allure endormie d'un chat en cours de chasse... en revanche, une curiosité que rien ne décourageait, la sensation que, même à distance, on restait sous sa griffe...

Renversement des rôles : c'était au tour de cette femme de se perdre en phrases tâtonnantes, de quêter les mots précis capables de créer la lumière ardemment souhaitée. Mais plus elle avançait, plus aussi une incertitude naissait, troublant chacune pareillement. Que sont des ressemblances physiques quand de telles différences demeurent ? M^{me} Clapain tout mystère, la Nine toute ardeur indiscrete, l'une indifférente au monde extérieur, l'autre au contraire tournée vers lui et en tirant ses seuls motifs d'activité.

— Ah ! dit Ida, se débattant contre le doute qu'elle sentait l'envahir, quoi que vous disiez, je me sens certaine... si cer-

taine que les deux se confondent ! Même les récits d'hier soir n'arrivent pas à m'ébranler !

— Quels récits ?

— Mais... ceux du passé de la Nine.

— Je ne comprends pas.

— J'avais imaginé sur le compte de ma pensionnaire des choses terribles : voici qu'on me servait les amours d'un Hurtot ! rien, en vérité, à la taille d'une Clapain !

Un cri sourd jaillit des lèvres de Christine.

— Quel nom avez-vous dit ?

— Celui de la femme morte chez nous. De quelle autre s'agirait-il ?

Ensuite, un brusque silence. Impossible aussi de ne pas reconnaître cette fois la détente définitive qui jaillit sur la face de Christine. Tout à l'heure, les moindres traits y marquaient l'hésitation et la recherche d'une vérité qui se dérobe plus on tente d'en approcher : maintenant, au contraire, une sécurité s'y installe, rayonne. En vain les yeux sont-ils retournés à terre, en vain la bouche s'obstine-t-elle à rester muette : Ida n'hésite pas.

— On dirait que ceci vous éclaire ?

Aucune réponse ne suit.

— De grâce... il me semble... j'ai lu dans votre voix que vous aviez conviction faite... Je répète qu'il y a quatre jours, cette Nine ou Clapain, — je ne sais plus, — s'est suicidée... Auriez-vous encore peur d'une morte ?

Toujours point de réponse. Simplement Christine a hoché la tête. Refuserait-elle de parler ? N'est-ce pas plutôt que, libre de satisfaire un long désir de vengeance contre la morte, elle cherche le moyen sûr qui ne la compromettra pas ?

— Et pourtant vous savez ! jeta Ida.

Alors enfin, à voix basse, penchée comme pour une confidence, Christine se décide :

— L'histoire d'hier soir n'était qu'un commencement : pour apprendre la suite... allez donc à Froidure... à peine une heure de marche depuis chez nous.

— Chez les Bernard ?

— Il n'y a plus de Bernard... plus qu'une maison à vendre... Excellent prétexte pour visiter... faire jaser... et revenir convaincue que votre Clapain n'avait rien à envier à la Nine.

— En quoi cela prouvera-t-il qu'elles ne font qu'un ?

— Si j'hésitais encore, croyez-vous donc que j'aurais parlé ?

Ensuite, quelque chose qui ressemble à une fuite. Christine a tourné bride et, rapide, repart vers la maison Blondeau. Ayant dit l'essentiel, à quoi bon en effet prolonger un tête-à-tête qu'on pourrait signaler au père ?

Ida, elle, demeure immobile sur la chaussée. Ce premier pas dans la lumière l'éblouissait.

« Après ce que je viens d'entendre, songeait-elle, le reste doit n'être qu'un jeu ; ce soir je saurai tout. Comme ç'aura été simple ! »

Elle oubliait qu'il n'y a rien de simple dans la vie et qu'il ne suffit pas de connaître les actes d'une Nine pour pénétrer les mobiles d'une Clapain.

IV

Deux heures plus tard, Ida s'engageait sur la route de Froidure.

Départ dans l'allégresse : n'était-elle pas assurée d'envoyer le soir un bulletin de victoire à Dancy ? Certaine de la vérifiable identité de M^{me} Clapain, elle ne doutait pas de découvrir avec la même facilité la raison du suicide, — et du même coup l'unique moyen de couper court aux calomnies qui menaçaient. Elle doutait moins encore que la chance ne continuât de la servir. Sans le hasard de sa descente chez les Blondeau, sans doute aurait-elle erré longtemps avant d'atteindre une parcelle de vérité : mais il y avait eu ce hasard ! Les bonheurs ont coutume de se suivre. En avançant d'un pas alerte, Ida se savait certaine d'aller encore à leur rencontre.

Autour d'elle, cependant, quel étrange paysage ! Plus de verdure, aucune habitation visible, mais, de tous côtés, des champs avares sur qui un ciel bas menaçait de crouler, faute d'étais. Par à-coups, des rafales de vent aigre, et toujours devant soi une chaussée droite, ondulant au gré du sol vers un horizon que chaque pas faisait reculer.

Il existe une secrète action du visage de la terre sur l'âme de qui le regarde. Parce que les moindres traits de ce visage étaient ici âpres et durs, la joie d'Ida peu à peu diminuait. Ne découvrant encore au bout de trois quarts d'heure de marche

aucune silhouette de village, elle commença aussi de douter d'avoir pris la bonne route. C'est alors que, se retournant pour mesurer la distance déjà parcourue, elle aperçut assez loin derrière elle une forme humaine qui cheminait dans la même direction.

Troublante apparition que celle d'un être vivant dans une immensité déserte. Tout d'abord, ce n'est qu'un point noir, perdu dans l'espace nu, une apparence d'insecte rendant plus tangible le vide morne de l'étendue. Mais, lentement, le point grossit, prend des contours, et, à mesure, on distingue le bruit d'un pas : il semble que la solitude se peuple, l'anxiété devient attente ; on cesse de songer au danger que peut receler une approche inconnue, on n'aperçoit plus que le secours qu'on en espère.

L'être qui venait, était une femme : quelqu'un du pays sans aucun doute, probablement une ouvrière retour des champs, bref ce qu'il fallait pour tirer d'embarras. Elle avançait sans hâte, sans curiosité pour celle qui la guettait, reflétant l'indifférence de la terre d'alentour. Dès qu'elle parut à portée, Ida l'interpella :

— Pardon, madame, la route de Froidure ?

— Mais celle-ci, bien sûr !

— La propriété Bernard se trouve-t-elle encore loin ?

La femme, qui jusqu'alors n'avait pas interrompu sa marche, obliqua soudain vers Ida :

— Serait-ce que vous venez pour acheter ?

Une flamme de curiosité avait passé dans ses yeux, en même temps que, par une brève inspection, elle tentait d'évaluer la valeur marchande de cet acquéreur inconnu.

— En effet, balbutia Ida, rougissant malgré elle : on m'a dit... il paraît que c'est à vendre.

— Plus gros que vous ne croyez, la propriété Bernard, déclara la femme à mi-voix, donnant ainsi tout haut une conclusion à son examen muet.

— N'importe.

— Je passe à côté : vous n'avez qu'à venir avec moi.

— Je n'osais vous le demander.

Déjà Ida se remettait en route. La femme en fit autant. Bien qu'elle eût repris son expression indifférente, on la sentait heureuse de l'occasion offerte pour lui permettre de se

renseigner mieux sur une étrangère soi-disant désireuse de s'établir au pays. Ida, de son côté, éprouvait un soulagement à rompre, grâce à cette compagnie imprévue, l'impression d'inquiétude qui, tout à l'heure, commençait de l'accabler.

— Alors, de quel endroit vous êtes? reprit soudain la femme. Pas de Blaizot, car je vous connaîtrais... De Dijon, peut-être?

— Oh! répondit Ida en souriant, de plus loin encore, de Langres... Ayant appris par hasard qu'il y avait à Froiture une propriété à vendre, l'envie de la voir m'a prise. On ne sait jamais... les occasions...

— Pour une occasion, en effet, dit sentencieusement la femme, vous tombez bien, mais elle regarde surtout les hommes, rapport à la chasse. Enfin, c'est votre affaire.

Il y eut ensuite un de ces silences dont on devine qu'ils recèlent l'embarras de toucher un sujet qui brûle les lèvres. Ce fut Ida qui le rompit.

— Les Bernard habitent-ils en ce moment la propriété et savez-vous si je vais avoir affaire à eux directement?

— Les Bernard n'existent plus depuis que M. Augustin est mort.

— Qui était M. Augustin? insista Ida, étonnée du ton agressif de la réponse.

Mais aucune réplique ne vint.

— Enfin, à qui appartient la propriété, et qui la vend?

— Une cousine qui a fini, Dieu merci, par rentrer de moitié dans son droit.

Le ton paraissait de nouveau irrité.

— Pourquoi fini?

— Rapport au procès. On ne lit donc pas les journaux chez vous? Pendant trois ans que l'affaire a duré...

— Un procès avec qui?

— Avec la gueuse ou ceux qu'elle avait mis en avant.

D'un geste rude, la femme secoua les épaules; puis s'arrêtant :

— Tenez! voilà justement qu'on commence à voir ce que vous cherchez.

De la main, elle désignait une sorte de taupinière surgie sur le plateau et couverte d'un bois littéralement prisonnier dans une enceinte de pierres qui courait à perte de vue. Cette

tache verte, posée au milieu des terres comme un objet sur une table, avait un aspect à la fois irréel et sinistre.

— Vous voyez le bout de la chasse à M. Augustin, poursuivait la femme. Pauvres de nous! dire qu'on l'avait obligé à bâtir ce mur! autant préparer sa place au cimetière.

— On l'avait obligé... dites-vous?

— Mais oui, la Nine! Sa maîtresse, quoi!

Ida attendait-elle ce nom? Il est probable. En tout cas, aucune surprise ne passa sur son visage. La chance continuait de jouer pour elle, et elle le trouvait naturel. Christine d'ailleurs n'avait-elle pas prévu cela en l'envoyant à Froidure?

Paisible, elle se tourna vers la femme :

— Excusez mon ignorance, mais je vois que là où je comptais trouver simplement une propriété à vendre, je risque de tomber dans des histoires embrouillées que j'aimerais bien connaître avant d'aller plus avant. Puisque les journaux en ont parlé, ne pourriez-vous me mettre au courant, ne serait-ce qu'en gros, de ce que vous savez? Qu'était-ce que ce M. Augustin?

Il parut, à mesure qu'Ida s'exprimait ainsi, que la femme n'avait eu précisément que le désir d'entendre pareille demande.

— Naturellement, fit-elle, je me disais bien que, puisque vous habitez si loin, vous arriviez sans connaître. Ici du moins on peut interroger n'importe qui. On est pour, on est contre, mais pour savoir, on sait...

Puis, satisfaite de ce préambule qui l'autorisait à répéter devant des oreilles neuves un récit où elle serait libre de déverser sa propre opinion :

— M. Augustin? c'est le fils aux Bernard, et les Bernard autant dire les propriétaires du pays. Des gens établis là depuis toujours, pas commodes d'ailleurs! Eux, bien entendu, ne possédaient pas de château. Tout riches qu'ils étaient, impossible de leur en remontrer pour la culture : bref, du vrai monde, valide, musclé, exigeant au possible, et tant pis pour qui ne suivait pas. Quant au fils, à ne pas croire qu'il sortait d'eux! Un p'tiot fluët, le nez fourré dans les livres, juste bon à chasser le lapin... Ça n'empêchait pas de lui chercher une héritière. Seulement, comme répétait la mère Bernard, avant de nicher, faut faire un nid, et c'est alors qu'on a

construit le château. Pauvre vieille! ça porte malheur de bâtir. Ni elle ni son mari ne vivaient encore quand M. Augustin s'y est installé avec cette fille.

Ida, redoutant un arrêt, affecta d'ignorer de qui il s'agissait.

— Une fille amenée de la ville?

— Pas même! une souillon, entrée comme domestique et que la mère Bernard avait couvée depuis des ans. A peine au château, c'était couru : plus de mariage en perspective, mais la mise en cage, la prison quoi! M. Augustin n'avait plus le droit de sortir; interdiction de chasser dehors : le mur qu'on bâtit tout autour de la propriété... Si par hasard M. Augustin parvenait à s'évader, aussitôt la Nine accourait : « On vous demande pour ceci... pour cela... » et le pauvre obéissait!

— Peut-être qu'il l'aimait?

— Non, madame, elle lui faisait peur! A preuve qu'une fois il me l'a avoué à moi-même. D'ailleurs, ça n'a pas trainé : un beau jour on a appris que M. Augustin venait de mourir, — d'un coup de sang qu'ils ont prétendu... Comme si des gringalets en mouraient jamais! Quant à l'argent liquide, aux valeurs, plus rien : bien sûr que la Nine s'était payée d'avance. Enfin, en guise de bouquet, un testament qui lui léguait le reste, terres, meubles, maison... C'est alors que le procès a commencé...

Ida écoutait maintenant, le cœur battant, tout entière à l'image qui, à travers ces mots très simples, érigait en face de Mme Clapain une Nine, riche autant que redoutable. La femme, elle, reprise par les passions qui l'avaient agitée jadis, semblait oublier maintenant qu'une autre l'écoutait.

— Le procès... la justice... ah! parlons-en! Le pays en l'air, les députés qui s'en mêlent, et la politique, et les curés... Ainsi, moi par exemple, on m'a appelée pour témoigner. J'étais bien sûre, n'est-ce pas, de mon affaire? Eh bien! plus j'affirmais que la Nine avait volé, moins on voulait m'écouter, sous prétexte que Joudetot, le conseiller général, patron de la clique, prétendait le contraire! Avec cela que Joudetot, qui est aussi médecin, allait vendre la mèche, lui qui a assisté à la mort de M. Augustin et peut-être... Toutefois à ce sujet, mieux vaut mettre un plomb sur la langue...

— Vous ne supposez pas?... interrompit Ida, épouvantée par le doute qui s'offrait.

— Si, madame : tout est possible, à preuve le jugement de la justice, qui a donné les terres à la Nine, et le château seulement à l'héritière !

— Ainsi la mort du fils Bernard aurait été, d'après vous...

Mais l'angoisse qui traversait la voix d'Ida, rappela soudain la femme à la prudence :

— Suffit : chacun peut penser ce qui lui plaît. Et puis... voici Froidure, et, à côté, mon chemin à moi.

Sans qu'elles s'en aperçussent, la route qu'elles suivaient avait rejoint le mur du parc Bernard. Du bois prisonnier, on n'apercevait que des branches s'efforçant de s'évader par-dessus le rempart de pierres. Au bout de celui-ci, quelques maisons.

— La grille du château se trouve sur la gauche, acheva la femme : impossible de vous tromper. N'y a qu'à sonner.

— Et si personne ne répondait ?

— En vous adressant au café Bastier, juste en face, vous arriverez toujours à vous faire montrer au moins le parc. Bien le bonsoir, madame...

A grands pas ensuite, la femme prit un sentier qui s'ouvrait là. Quand Ida s'avisa de vouloir remercier ce guide providentiel, il avait disparu, déjà caché par une clôture.

Indécise, elle cessa de marcher. Elle se demandait : « Que croire de ce récit aux réticences passionnées ? » Elle se revoyait inspectant avec Dancy le misérable trousseau laissé par Mme Clapain. Que celle-ci eût joué un rôle de servante-maitresse, elle l'acceptait : mais comment l'imaginer riche ? Comment surtout s'arrêter à l'idée, glissée à mots couverts, d'un crime l'aidant à conquérir cette richesse ? Hypothèse folle, en vérité ; produit d'imaginations surexcitées et qu'il convenait de négliger. Pourtant Dancy avait dit, lui aussi : « Des mains d'assassin ! », mais peut-être se moquait-il. Et, se ressaisissant, Ida murmura :

— On ne tue pas un homme de nos jours, sans que personne s'en aperçoive ! Continuons d'avancer.

Devant elle, presque aussitôt, la grille Bernard parut. Un peu au delà gisait Froidure.

Froidure n'est pas un village : à peine peut-on le tenir pour un hameau. Point d'église, ni de mairie. Jadis simple relais de poste, il se compose à droite des anciennes écuries de la Compagnie, transformées aujourd'hui à usage de ferme, et

à gauche de quatre ou cinq mesures, dont une partie est le reste d'un prieuré. Au milieu, coupant la route, l'abreuvoir qui servait jadis aux chevaux des diligences; alentour, ni ombrages, ni jardins; sur les murs la lèpre du temps. Le lieu comme le nom respire la désolation, et ces quelques bâtisses perdues font un contraste poignant avec la masse du parc Bernard. On dirait un radeau attaché à la rive d'une île verdoyante, cependant que la grande mer des champs, immobile et traîtresse, guette l'occasion de le détruire.

Avant d'approcher de la grille, Ida chercha des yeux si elle n'apercevait pas quelque visage humain : personne. Le petit café désigné par la femme paraissait vide de patron et de clients. Aucun bruit non plus : un silence accablant, une solitude à frissonner de peur.

Cessant d'hésiter, malgré le malaise que projetaient en elle les circonstances et le lieu, Ida tira enfin la cloche de la maison Bernard. Une sonnerie suivit, très loin, lugubre. La cloche en effet, au lieu d'être installée près de la porte, l'était dans la maison même, maison qu'Ida apercevait maintenant à travers les barreaux de la grille, et située à l'arrière d'une vaste pelouse, retournée à l'état de pré abandonné.

Un long moment passa, sans que quelqu'un parût. Ida sonna de nouveau.

À défaut de mieux, elle examinait en même temps les lieux à distance. Le château Bernard avait vraiment bel air. De lignes simples, uniquement orné par une légère avancée centrale, il semblait à la mesure des bois qui l'encadraient. A coup sûr, on devinait là l'œuvre d'un homme de goût : les dix fenêtres de façade marquaient en outre que cet homme ne redoutait pas de voir grand.

Désappointée à la pensée que son second appel restait inutile comme le premier, Ida s'appêtait à repartir, quand brusquement un homme surgit de l'un des fourrés du parc, faisant signe qu'il allait venir.

— Qu'est-ce que vous voulez ? demanda-t-il, une fois à portée de voix.

— Il paraît que la propriété est à vendre : pourrais-je visiter ?

— C'est le mardi et le vendredi qui sont les jours ; moi, je ne passe que pour nettoyer de temps à autre, et encore pas tout, bien entendu !

— N'importe ! je me contenterais... Ne voudriez-vous point me laisser entrer ? Il va de soi que je reconnaitrai votre obligeance.

Une courte lueur anima le regard de l'homme à la perspective du gain possible.

— C'est bon, mais ne vous plaignez pas si vous ne voyez que ce que je puis montrer.

Tirant de sa poche une grosse clef, il fit jouer la serrure de la grille. Ida et lui s'étant rejoints, ils commencèrent de remonter de concert l'allée courbe qui contournait la pelouse et conduisait au perron du château.

Tout en marchant, Ida examinait à la dérobée son guide dont une boiterie accentuée ralentissait le pas : peut-être un ouvrier loué à la journée, peut-être quelque habitant de Froidure, chargé de surveiller au mieux la maison abandonnée. Elle ressentait aussi une sensation d'attente singulière, comme si, à voir les lieux où avait vécu Mme Clapain, elle allait se trouver subitement éclairée et décider en connaissance de cause s'il s'agissait d'une calomnie, d'une voleuse, ou pis encore.

Désireuse d'affirmer son rôle, elle reprit :

— Quelle est la surface du parc ?

— Douze hectares... clos partout... une idée à M. Bernard.

— J'espère que la clôture n'est pas comptée dans le prix ?

— Ça, c'est affaire entre le notaire et vous.

Et l'homme haussa les épaules, marquant qu'il s'en désintéressait, sans doute aussi avec l'espoir de décourager la curiosité de la visiteuse.

Ida affecta de ne pas s'en apercevoir et poursuivit :

— Le logement a l'air considérable. M. Bernard y vivait probablement avec une nombreuse famille ?

— M. Bernard était garçon.

— On m'a parlé d'un procès...

— Le contraire m'eût étonné : tout le pays en est malade.

— Un procès entre les héritiers...

— Et l'amie de M. Bernard. Tout à fait exact.

— Mais ce procès, au moins, est-il fini, et un acheteur ne risque-t-il pas... ?

— Archifini, à preuve qu'on a cassé le testament et dépouillé l'amie de M. Bernard en ne lui laissant que les

terres. Pour dire que la justice est juste, non : la justice n'est pas juste.

Presque exactement les mots de la femme sur la route, toutesfois, à l'évidence, pour des raisons opposées. On arrivait d'ailleurs au bout de la montée, sur le terre-plein qui longeait le château. Alors, l'homme se tournant vers l'horizon :

— Je vous demande un peu ce que signifient maintenant les terres sans la propriété ! Tenez, d'ici on les voit toutes... Ah ! M. Bernard avait choisi son endroit : pas besoin de prendre sa canne pour aller surveiller ses gens. A chacun sa manie : il détestait, cet homme, de sortir de son patelin ; il avait même fermé le parc pour y chasser à l'aise. De là à prétendre au tribunal que son amie l'empêchait de sortir, et patati et patata, les cancans n'avaient pas loin à courir, et Dieu sait s'ils l'ont fait ! De même pour l'argent... M. Bernard, ça se savait, était richard : voilà bien une raison pour laisser ses billets dans une armoire ! Qui est-ce qui peut connaître s'il en gardait chez lui et, au cas où il en gardait, si on les lui a pris ? Avec des originaux pareils...

Toujours comme la femme, on le devinait secoué par une sorte de fureur intérieure. La pensée du procès avait suffi pour qu'il en oubliât sa fonction : un peu plus, il allait prendre à témoin l'étrangère du déni de justice commis à l'égard de l'amie de M. Bernard. Mais soudain il s'aperçut qu'Ida continuait d'avancer vers le perron central et s'interrompant :

— Non, madame, on n'entre pas au milieu ; M. Bernard, de son vivant, avait condamné cet accès. Après avoir fabriqué son énorme bâtisse, croyez-vous qu'il ait songé à la meubler ? Pas dedans de quoi garnir trois pièces ! Le premier, les combles, la moitié du rez-de-chaussée, tout est à l'état de neuf avec les quatre murs sans plus ; M. Bernard, lui, se contentait d'un appartement de rien... la seule chose que je puisse faire voir.

Et tandis qu'Ida, étonnée, revenait sur ses pas, il acheva :

— Par ici... sur le côté...

Il désignait un apprentis vitré, visiblement accolé après coup au flanc de la maison. Quatre marches en fer le reliaient au sol. En les gravissant, il parut à Ida qu'elle montait à une dunette. De là, en effet, la vue ne commandait plus seulement les champs, mais encore la porte du parc, Froidure, et le long ruban de la route.

— Singulière entrée... et vous assurez que c'était la seule utilisée du temps de M. Bernard ?

— Dame ! il n'y en avait pas d'autre.

— ... Elle donne sur la cuisine !

— Faut croire que ça ne lui faisait pas honte.

— Et quelle cuisine !

Immobilisée au seuil, Ida n'osait plus avancer, tant la pièce qui s'offrait, apparaissait obscure et sale. Par économie probablement, on avait dû substituer la porte vitrée donnant sur l'appentis à l'unique fenêtre qui donnait le jour auparavant. Encrassés par la suie et les poussières, les murs se refusaient à renvoyer la lumière. Une odeur de moisissure émanait d'eux, écœurante et funèbre. Pressentant le recul de la visiteuse, l'homme prit un sourire niais :

— Je répète qu'il n'y a que ce coin qui ne soit pas comme le peintre l'a laissé. Faut songer que ceci, évidemment... On y a vécu plus de vingt ans sans réparer et ça se connaît.

Puis, obligeant Ida à pénétrer afin de passer lui-même, il gagna un angle où se trouvaient deux portes à angle droit, ouvrit celle de face :

— Voilà, dit-il, qui devait faire d'abord le salon ; seulement, pour sa commodité, M. Bernard a préféré tout de suite le couper en deux. Il a eu comme cela sous la main une salle à manger, bien suffisante puisqu'il ne recevait personne, et une gentille pièce pour dormir...

Ida toutefois n'écoutait plus. Uniquement elle contemplait ces deux cabinets en enfilade et garnis de misérables meubles. Tout au fond, dans le plus éloigné, s'apercevait une sorte de grabat, — le lit du maître ! — Encore était-ce moins la pauvreté de celui-ci que son emplacement qui attirait l'attention. Installé contre la porte de communication avec le hall central, il semblait n'être là que pour en condamner l'usage. Ainsi, de ce côté, aucune sortie, sauf par la cuisine, et, grâce aux volets clos, on ne savait quoi de sinistre épandu dans l'air...

Irrité de n'être pas suivi, l'homme se retourna :

— A côté de vous, encore une chambre... oui, cette porte à votre droite que j'ai oublié d'ouvrir en passant. Pour la voir, il vous suffira de pousser... La serrure ne marche pas?... Là ! ça y est... On ne prétendra pas, je pense, qu'elle avait des goûts de luxe, puisque c'est là qu'elle couchait...

— Ainsi, voilà où *elle* vivait ! murmura Ida sans hésiter au sujet de celle qui était désignée de la sorte, ni parvenir à dissimuler sa stupeur.

A la vue de l'affreux réduit que s'était réservé la Nine, que penser désormais du rôle qu'elle avait joué ? Une ancienne laverie, point de fenêtre, mais une lucarne à peine suffisante pour aérer, des murs peints à la chaux ; en guise de lit un matelas sur un tréteau ; et point d'autre meuble, pas même une table pour la toilette ou une chaise pour déposer le vêtement. Si l'appartement de Bernard évoquait la prison, celui-ci criait le poste de guichetier.

L'homme reprit :

— En tout cas, on ne dira pas qu'elle s'était mise loin pour le soigner !

Aucune hésitation ni pour l'un ni pour l'autre : « *le* » ne pouvait que désigner Bernard.

— A-t-il été malade longtemps ? interrogea Ida, presque malgré elle.

Devant un tel décor, elle ne parvenait pas à concevoir que les événements y eussent suivi un cours normal.

— Mort subite, répondit l'homme brièvement.

— Ah !...

— Eh bien ! quoi ? C'est-y que vous savez autre chose ? Vous n'allez pas supposer maintenant qu'on l'a tué ? D'abord, il y a Joudetot, le médecin, qui peut en témoigner, puisqu'il a signé le décès ; et puis qu'est-ce qu'elle demandait, elle, sinon garder son homme le plus longtemps possible ? Avec cela que, faute de passer chez le maire, on ne s'aime pas autant que d'autres ! M. Bernard l'avait prise quand il avait dix-huit ans ; il est mort à quarante. Vingt-deux ans ensemble, sans que personne ait jamais jasé, est-ce ou non preuve qu'ils s'accordaient ?... Tuer Bernard ! pour ce que ça devait lui rapporter !...

— Mais qui vous parle de cela ? interrompit Ida d'une voix blanche.

Puis, s'efforçant de reprendre un air indifférent :

— Alors, voilà tout ce que vous pouvez me montrer ?

Le contraste entre ces quatre pièces dépourvues d'air, de lumière et d'issues, et l'énorme logement qu'elle devinait alentour l'accablait.

— Oui, madame. Pour le reste, le clerc conduit chaque

mardi et vendredi. Moi, comme je vous en avais avertie, je ne viens que de temps à autre, histoire de surveiller le dégât. Après la mort, *elle* m'avait commandé : « Baptistin, prends-en la charge ! » Depuis, les autres m'ont proposé de continuer : je continue.

— C'est bien, merci

Ida maintenant regagnait le terre-plein. Sans raison plausible, elle rapportait de cette courte visite une immense fatigue et se sentait incapable de reprendre tout de suite le chemin de Blaizot.

— J'aimerais m'asseoir quelque part avant de repartir, mais où est-ce possible à Froidure ? demanda-t-elle, quand l'homme, après avoir soigneusement tout refermé, la rejoignit.

— Peuh !... au café Bastier peut-être...

— Ah ! un mot encore...

Et de la main, désignant l'étendue :

— Donc, tout cela jadis les terres de M. Bernard et, aujourd'hui, la propriété de celle que vous appeliez son amie ?

— Non, plus maintenant. La Nine a déjà revendu. Même qu'en attendant, elle aurait probablement réalisé meilleure affaire.

— Et cette Nine... qu'a-t-elle fait de cet argent ?

L'homme parut surpris :

— Faudrait aller le lui demander vous-même... peut-être alors qu'elle vous renseignerait. Seulement, elle est partie, une fois ventes faites... et pour savoir où... en vérité, je ne sais pas.

Une seconde fois, Ida répéta :

— C'est bien, merci...

Satisfait du pourboire, l'homme offrit de la reconduire jusqu'à la grille.

— Inutile, je préfère descendre à mon pas.

Elle éprouvait un désir violent de solitude ; mais une vision, à défaut du compagnon refusé, l'escortait désormais, et c'était sur un lit le sourire sardonique d'une morte.

Ce sourire enfin parlait :

— Après ce que tu as vu, disait-il, ose donc te faire une opinion sur moi !

V

La grille franchie, Ida hésita, se demandant quelle direction prendre. Rentrerait-elle tout de suite à Blaizot ou tenterait-elle de se réfugier d'abord dans le café qui s'offrait en face d'elle ?

Comme auparavant, celui-ci semblait vide : apparence trompeuse d'ailleurs, car à côté de l'entrée stationnait maintenant une auto désuète et poussiéreuse, telle qu'on en voit dans nos campagnes.

Accablée par une fatigue plus morale que physique, Ida subit l'attrait d'un asile momentané où elle pourrait retrouver le recueillement nécessaire et une reprise de forces pour le retour : donc elle opta pour le café et se dirigea vers lui. Mais à peine en eut-elle poussé la porte qu'elle recula devant une affreuse odeur de tabac et d'alcool.

La patronne du lieu, en train de bavarder avec un groupe d'hommes rassemblés autour d'une table, accourut :

— Vous désirez, madame ?

C'était une commère à l'air jovial, le poing sur des hanches rebondies et ravie par l'apparition imprévue d'une cliente supplémentaire.

Ida balbutia :

— Je ne souhaitais qu'un renseignement : je suis bien, n'est-ce pas, sur la route de Blaizot ?

En même temps, elle repassait le seuil, revenait vers la chaussée : elle se sentait chassée par les regards des buveurs qui, arrêtant net leurs propos, la dévisageaient.

— Bonne affaire, dit quelqu'un en arrière, je craignais de ne pas vous retrouver !

Elle se retourna : l'homme de la maison Bernard, Baptistin, venait à elle, un carnet grasseyé à la main.

— Celui-là vous mettra au courant, dit sèchement la patronne, certaine qu'Ida n'avait cherché qu'une défaite pour justifier son recul.

Après quoi, pleine de dignité, elle se retira, non sans laisser la porte ouverte, histoire de suivre ce qui se passerait.

Étonnée, Ida avança vers Baptistin :

— Qu'y a-t-il ? Aurais-je par hasard perdu quelque chose là haut ?

— Non, dit Baptistin... seulement j'avais oublié... Aussi vous êtes partie si vite !

Et tendant le carnet :

— Le notaire demande qu'on inscrive toujours là le nom et l'adresse chaque fois qu'on vient pour visiter.

— A quoi bon ? car je doute de jamais donner suite.

— N'importe ! Du moment qu'on vous a vue au pays... Le notaire n'aurait qu'à savoir votre passage... Je ne tiens pas à perdre ma situation.

Ida réfléchit une seconde.

— A votre gré... donnez...

Ida inscrivit sur le carnet : « M^{re} Cadifon. Langres. » Elle se croyait assurée que ce nom, ici, ne dirait rien à personne. Que de fois juge-t-on sans conséquence un acte, lequel suit cependant la courbe implacable du destin !

— Est-ce tout ? acheva-t-elle. Oui ? Alors adieu, brave homme.

En dépit de sa lassitude, décidément elle repartait pour Blaizot. Au même moment, à l'intérieur du café, les cris reprenaient. Ida entendit :

— Hé ! mais c'est Baptistin !

— Baptistin ! amène-toi pour prendre un verre !

Ensuite, ce bruit s'éteignit : la porte du café Bastier venait de se refermer sur le nouvel arrivant. Le retour d'Ida commença.

Avancée lente au début, chargée du regret de n'avoir pu ou su tirer de ce décor tout l'enseignement qu'il devait donner.

— Après ce que tu as vu, ose donc te faire une opinion ! avait dit tout à l'heure le sourire de la morte.

Mais, repassant devant la grille, que voyait Ida ? Une demeure énorme, sépulcre démesuré d'une cuisine et de trois réduits dont on se demandait s'ils existaient pour satisfaire à l'avarice du maître ou pour assurer une surveillance étroite par la domestique.

La grille dépassée, que voir encore, sinon le mur, ce long mur sans ouvertures, qui semblait dressé là moins pour emprisonner des arbres que pour garder un secret ? Et de nou-

veau la question angoissante : quelle volonté avait exigé qu'on l'érigèât, celle d'un maître misanthrope ou celle d'une aventurière décidée à séquestrer l'amant dont elle guette l'héritage?

Puis, le mur cessant enfin d'escorter la route, le regard d'Ida n'atteint plus que des terres, rien que des terres, c'est-à-dire justement l'héritage. Captées ou données? Comment en décider à travers tant de propos contradictoires, et quand les faits avérés eux-mêmes se soustraient à un jugement assuré, quel qu'il soit.

En particulier, il y a ce fait matériel du testament de Bernard léguant la totalité de son bien à une servante. S'en étonnerait-on, si une signature à la mairie avait sanctionné au préalable une liaison de vingt-deux années? Ainsi rien que de normal dans pareille récompense à un long dévouement... Toutefois, est-ce dévouement qu'il faut dire, ou attente d'une donation que l'intéressé se refusait à consentir?

Ah! plus elle y songeait, plus Ida perdait pied à travers ce dédale. La disposition des lieux, la claustration certaine de Bernard, tout justifiait les doutes sur le rôle de la Nine. En cassant le testament et restituant aux héritiers une part de l'héritage, les juges n'avaient-ils pas affirmé à leur tour leur croyance à un début de captation? On avait été jusqu'à parler d'un crime possible...

Un crime!... Alors, pourquoi vingt-deux ans de soins reconnus par tous? La donation obtenue, s'agissait-il de toucher l'argent plus vite? Mais ici, les ténèbres croissaient : il était certain que les terres avaient été vendues en hâte, la fortune réalisée, et il était non moins certain qu'à Blaizot comme à Langres, Mme Clapain gardait toutes les apparences de la gêne. Alors, pour qui travaillait-elle? Pas pour Hurlot à coup sûr! Pas pour un enfant, puisque le sien était mort!

Harassée, la pensée d'Ida s'arrêta : que servait de tenter d'expliquer dès maintenant l'inexplicable? Plus tard seulement, le choc du premier émoi passé, il conviendrait de reprendre un à un les faits avec sérénité, et savait-on si la vérité ensuite ne se dégagerait pas d'elle-même? Tant de fois, sous l'empire de la surprise, nous négligeons l'essentiel!

En même temps, Ida tourna la tête. Une auto approchait,

venant de Froidure, précisément celle qui tout à l'heure stationnait à la porte du café Bastier.

Rangée au bord de la route, Ida la reconnut aussitôt et la regarda passer. A peine entrevit-elle celui qui conduisait : un homme à la barbe d'un noir agressif qui criait la peinture. En revanche, elle crut sentir au passage une vague hésitation, le désir peut-être d'offrir une place à la passante qu'elle était, au cas où elle suivrait même direction. Impression fausse, probablement, puisque l'auto poursuivit sa route et bientôt disparut.

Après quoi, la route vide, une marche de plus en plus lasse, cependant que le jour tombe, que de toutes parts des vapeurs montent du sol. Enfin, au loin, des lumières paraissent... Un dernier effort et le retour s'achève. De courts voyages donnent parfois l'impression d'un changement de latitude ; en atteignant la maison Blondeau, trois heures à peine après l'avoir quittée, Ida pouvait se croire revenue d'un univers ignoré : si elle s'était interrogée, se serait-elle même reconnue ?

Par un heureux hasard, personne ne se trouvait dans l'échoppe quand elle la traversa. Son premier geste ensuite fut pour s'installer dans le fauteuil qui attendait près de la fenêtre et, là, dans une demi obscurité, pareille à M^{me} Clapain place Saint-Martin, elle savoura le plaisir d'un repos d'où toute pensée était exclue. Minutes d'oubli d'autant plus précieuses qu'on les sait comptées et qu'après elles, la tourmente reprendra ; minutes brèves aussi, car, à peine installée, Ida entendit qu'on ouvrait sa porte sans frapper.

— Ah ! mademoiselle, pardon ! je vous croyais dehors...

L'électricité jaillit, laissant paraître Lalie, une lettre à la main.

— Pour moi ? interrogea Ida, dont le cœur battit soudain.

— C'est arrivé poste restante, mais Blondeau jeune a pensé qu'autant valait vous l'apporter.

Déjà Ida s'emparait de l'enveloppe. Deux personnes seulement connaissaient sa présence à Blaizot : Ursule et Dancy. Si Dancy lui avait écrit !... Désillusion : elle reconnut l'écriture d'Ursule.

— Mademoiselle ne désire rien autre ?

— Non, merci.

Dépourvue de curiosité, Lalie s'inclina et repartit.

Toujours dans le fauteuil, Ida considéra la lettre d'Ursule.

« Qu'y a-t-il, songeait-elle, pour qu'Ursule m'ait envoyé cela le jour même de mon départ ? »

Raidie contre l'anxiété qui faisait trembler son bras, elle s'attacha à ouvrir l'enveloppe sans hâte.

La lettre d'Ursule n'était, à dire vrai, qu'un billet :

« Ma chère sœur, quelle folie que ton départ ! Quelqu'un, cet après-midi, a glissé *l'Éclaireur* sous la porte. Lis ce qu'il ose raconter et vois où ton imprudence nous a conduites. Reviens en hâte. Dieu sait même si cela suffira ! Je t'attends, Ursule. »

Ida relut une seconde fois, puis chercha la coupure annoncée. Il lui fallut un peu de temps pour la trouver, car, dans sa hâte à retirer le pli de l'enveloppe, elle l'avait laissée glisser dans un coin de sa robe. Quand elle l'eut reprise, plutôt que d'en prendre connaissance aussitôt, elle la posa sur ses genoux en haussant les épaules. Qu'importait ce qu'on inventait à Langres, puisque, la lumière faite grâce à son voyage, rien ne devait en rester. Du même coup, un étonnement lui vint devant les sentiments nouveaux qu'elle se découvrait.

C'était bien hier matin que, l'âme chavirée à la pensée du scandale commençant, elle avait quitté la place Saint-Martin ; pas encore trente-six heures depuis que sur le pas de l'étude elle défiait Henriceau : et voici que déjà Henriceau, les commérages venimeux d'une Cormier, Langres tout entier reculaient dans un tel lointain qu'elle se demandait si elle les rejoindrait jamais ! Entre ce monde et l'heure présente, s'érigeait la distance que créent seules les très longues absences. A y bien regarder même, enflammée à la pensée d'approcher du mystère de Mme Clapain, prise au piège de la curiosité, elle s'apercevait indifférente aux contre-coups personnels d'une découverte dont l'intérêt suffisait à la passionner.

Évolution imprévue : si, par miracle, quelqu'un était venu en ce moment lui annoncer qu'à Langres Ursule et elle n'avaient plus rien à craindre, Ida n'en aurait pas moins poursuivi sa recherche, pour le seul plaisir de connaître qui avait été cette morte dont l'image depuis la veille ne cessait de grandir à ses yeux sans consentir pourtant à s'éclairer.

Grandir est le terme exact. Hier soir, il ne s'agissait encore, on l'a vu, que d'une fille dépourvue d'origines, délorée par un de ses pareils et gardant au héros de l'aventure une fidélité de

souvenir affirmée plutôt que prouvée : mais aujourd'hui déjà, quelle apparition de servante énigmatique, tissant autour de son nouvel amant un tel réseau de silence que nul ne pourrait décider si elle l'a passionnément aimé ou bien assassiné, ni si elle a reçu de lui ou volé une fortune. Quel spectacle encore que cette femme amenant peu à peu l'homme qu'elle prétend aimer à devenir pareil à elle, tous deux délaissant de concert le logis magnifique pour une arrière-cuisine, lui bloqué dans son chenil, elle à la porte, chien fidèle ou cerbère, et défiant chacun de découvrir s'il s'agit là du triomphe d'une passion partagée ou d'un calcul qui prend le temps pour complice.

Ida soupira, interrogeant une fois de plus cette journée qui finissait :

— Prodigueuse amante ou criminelle ? A coup sûr, un abîme d'âme, mais comment y descendre ? En attendant, il y a *ceci*... Mon Dieu ! que peut bien me faire *ceci* ?...

Et prenant la coupure envoyée par Ursule, elle lut enfin :
« Le drame de la place Saint-Martin. On n'a pas oublié la mort inexplicable d'une pensionnaire des demoiselles C... survenue le 14 avril dernier. La première enquête officielle avait, nous l'avons annoncé, conclu à un suicide. Cependant on assure aujourd'hui que le dernier mot ne serait pas dit sur une affaire d'autant plus troublante que l'identité de la défunte reste ignorée. Circonstance curieuse, le jour même de l'enterrement, l'une des demoiselles C... disparaissait à son tour, partie pour une destination inconnue. Nous ne manquerons pas de tenir nos lecteurs au courant du complément d'enquête auquel procédera la justice si, comme nous l'espérons, celle-ci consent à abandonner la politique commode des yeux fermés. »

L'attaque montrait combien Dancy avait vu juste, en prédisant que tôt ou tard on impliquerait Ursule et Ida dans l'affaire du suicide : telle en éclatait pourtant la niaiserie qu'Ida laissa tomber le papier avec un haussement d'épaules. L'existence d'un lien entre « le départ d'une demoiselle C... » et la mort de M^{me} Clapain ne pouvait à l'évidence trouver crédit qu'auprès des imbéciles.

— Il faudra, si l'on tient à poursuivre, imaginer quelque chose de moins bête, puisque je vais revenir... Au fait, quand le pourrai-je?...

Tout à coup, elle ne savait plus. Partir tout de suite, comme le demandait Ursule, abandonner son enquête sans avoir tenté de la pousser à bout, ne serait-ce pas désertier?

Elle n'eut pas le loisir de discuter plus longtemps avec elle-même. Un coup léger frappé à la porte l'interrompit de nouveau.

— Entrez !

Elle croyait à un retour de Lalie : elle se trompait. L'ombre noire de Christine, à pas feutrés, avança dans la chambre.

— Vite, mademoiselle, vous avertir d'une **visite** qui peut venir !

Les mots arrivaient, si bas qu'on les entendait à peine.

— Une visite ? répéta Ida croyant mal comprendre.

— Le père vous croyant sortie a dit de repasser demain.

— Je ne connais personne ici !

— N'ayez crainte : celui-là sait qui vous êtes.

Ida stupéfaite se dressa. Un geste de Christine arrêta son élan.

— Chut ! il ne faut pas qu'on se doute... Celui-là aussi a tout vu, même le principal. A bon entendeur, salut !

Elle repartait.

— Au moins son nom ?

— Joudetot.

— Le médecin !

— Ah ! vous avez appris à Froidure... ? Eh bien ! si le premier conseil s'est trouvé bon, suivez le second : écouter, parler peu.

Déjà la porte se refermait sans bruit. Ida put supposer qu'aucune ombre noire n'avait passé et se retrouva seule, mais cette fois bouleversée par la perspective qui s'offrait.

Confesser Joudetot, c'est-à-dire l'âme du procès, le témoin du mort, à coup sûr le confident de Mme Clapain, quelle aubaine ! Puis brusquement des questions suivent. Par qui cet homme connaît-il la présence d'Ida ? Pourquoi veut-il la voir ? Ayant eu vent de l'enquête commencée, prétendrait-il y mettre fin ? Enfin un début de panique : de la part d'un tel personnage, devant lequel la justice même dut capituler, tout paraît possible, mensonges, habiletés, menaces : comment Ida ne sortirait-elle pas vaincue de la bataille qui s'annonce ?

— Ah! murmura-t-elle, Dancy seul pourrait sans doute obtenir la vérité!

Dancy! pourquoi pas? Elle l'entend encore sur le Rempart: « Si vous êtes embarrassée là-bas, qui vous empêche de me consulter? » Un peu plus tard, il a ajouté, — ces mots demeurent gravés en elle: — « En cas d'alerte, appelez au secours un ami qui ne souhaite qu'un prochain revoir. » Eh bien! voici l'alerte! en appelant au secours, elle ne ferait qu'obéir: elle obéira, parce qu'entre une Ida Cadifon et un Joudetot la partie risque de devenir par trop inégale, en outre pour une raison que son cœur se refuse à définir, et qui est peut-être aussi un égal désir du revoir.

Alors, sans plus hésiter, elle prit une feuille et écrivit:

« Dancy, Hôtel de Ville Langres. Ai besoin de vous. Urgent. Venez. »

Ensuite, ce télégramme remis à Lalie, elle reprit sa place dans le fauteuil, près de la fenêtre. « Quand reviendrai-je? » s'était-elle demandé après la lecture de la lettre d'Ursule: inutile de se le demander à nouveau.

— Maintenant, soupira-t-elle avec un indicible soulagement, je n'ai plus qu'à attendre... les jeux sont faits.

Ils l'étaient en effet. Seulement, on croit souvent conduire la barque, tandis que le courant la mène, et M^{me} Clapain tenait la barre!

ÉDOUARD ESTAUNIÉ.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

EN EUROPE CENTRALE

LA CAMPAGNE ALLEMANDE POUR LA REVISION

Le rétablissement des frontières occidentales de la Pologne apparaissait en 1919 comme un problème relativement simple. Ce ne furent, toutefois, ni les justes revendications polonaises, ni la victoire remportée par les Alliés, qui devaient en inspirer la solution. Tout dépendait de la solidarité entre les Alliés. On sait ce qu'il en advint. Les protestations allemandes trouvèrent de sérieux appuis auprès des membres les plus influents de la Conférence de la paix, pour toutes les questions qui concernaient Dantzig, la Poméranie polonaise, la Warmie et la Haute-Silésie.

Cependant, avec l'arrivée de M. Paderewski à Poznan, le 27 décembre 1918, avait éclaté l'insurrection de Grande-Pologne qui libérait le territoire. La Galicie avait déjà rejeté le joug autrichien et, le 29 janvier 1919, le délégué polonais, M. Dmowski, présentait au Conseil suprême les demandes polonaises au nom du Gouvernement national. Le résultat fut un compromis qui tint médiocrement compte des points essentiels signalés et défendus dans le mémoire polonais du 28 février 1919.

Fondées sur les articles 87 et 108 du traité de Versailles, les décisions du Conseil furent ensuite complétées par la Conférence des ambassadeurs au moment des plébiscites de Haute-Silésie et de Warmie. Ce dernier d'ailleurs eut lieu à une époque particulièrement désavantageuse pour la Pologne, le

16 août 1920, à la veille de la bataille qui se livrait auprès de Varsovie entre les armées polonaises et soviétiques.

Une commission composée de représentants des Puissances alliées et de l'Allemagne allait s'occuper pendant plus de quatre ans, et avec l'entier assentiment du délégué du Reich, de fixer définitivement la frontière germano-polonaise. D'autre part l'Assemblée nationale de Weimar ratifiait sans restriction le traité de Versailles.

Comment s'expliquer, dès lors, que l'Allemagne s'élève aujourd'hui avec tant de violence contre des engagements auxquels elle a souscrit sans réserve, qu'elle exige une modification de ses frontières avec la Pologne, et notamment la disparition du « corridor polonais » ? Ainsi nomme-t-on l'ancienne Poméranie polonaise, réincorporée à la Pologne en 1919 afin de lui ouvrir un débouché sur la mer Baltique.

POUR ISOLER ET DIMINUER LA POLOGNE

Un examen attentif des événements qui se sont succédé depuis 1919 suffit pour se rendre compte avec précision des fins poursuivies par la politique orientale du Reich : réduire d'abord la Pologne à l'état de pays secondaire en lui enlevant tous ses moyens de défense naturels et la supprimer en tant qu'État concurrent en Europe orientale ; rétablir d'autre part une frontière commune avec la Russie.

Mais pour réaliser ce programme, il est indispensable de couper la Pologne de son accès à la mer et de lui enlever le bassin minier qu'elle possède en Haute-Silésie. Telle est la conception allemande ; on la trouve exposée dès 1903 dans un savant ouvrage du professeur Fr. Ratych (1), dans les termes suivants : « Ce pays séparé de la mer, enfermé entre la Russie, l'Autriche et l'Allemagne, serait incapable d'atteindre à l'indépendance, et à l'importance politique d'aucun de ces États. Il saute aux yeux que sa situation est, de bien loin, une des plus disgraciées qui se puissent concevoir entre les pays d'Europe, à cause du manque de débouchés sur la mer et de son éloignement des parties les plus actives et les plus favorisées de

(1) Dr Friedrich Ratych, *Politische Geographie oder die Geographie der Staaten des Verkehrs und des Krieges*, Berlin-München, 1903.

l'Ouest européen, lesquelles se trouvent sur l'Atlantique (1). »

Supprimer tout accès de la Pologne sur la Baltique, c'est en outre assurer l'hégémonie allemande sur cette mer. Depuis le temps où furent fondées les unions hanséatiques jusqu'à l'Empire, la mer Baltique a toujours joué un rôle de premier plan dans les préoccupations de la politique germanique. De fait, à la veille de la Grande Guerre, elle était devenue une mer allemande. De 1914 à 1918, la domination absolue de l'Allemagne sur la Baltique empêcha toute liaison rapide et pratique entre la Russie et l'Europe occidentale. Le ravitaillement du Reich par les États scandinaves et la Baltique rendit inutile pendant longtemps les effets du blocus. Les ports de la Baltique enfin servaient de bases aux sous-marins allemands.

Actuellement, son importance a encore grandi en raison des ravitaillements en munitions, en armes, et même en troupes que les Soviets pourraient faire parvenir à leur alliée en temps de guerre. Au surplus les Allemands ont en mains tous les moyens nécessaires pour bloquer l'accès de la Baltique. Sædenborg, dans le petit Belt, servait déjà de base pendant la guerre aux sous-marins. Il suffit d'autre part d'organiser militairement l'île de Fehmar pour fermer le grand Belt.

Mais la domination sur une mer ne va pas sans la possession de ses côtes. Et c'est en occupant la Poméranie polonaise que Frédéric II posa les fondements de la puissance de l'État prussien. Ajoutons que la prise de possession de la Haute-Silésie, également enlevée à la Pologne, assurait à la Prusse des frontières orientales pourvues d'une organisation nettement offensive.

LA NOUVELLE FRONTIÈRE GERMANO-POLONAISE

Le traité de Versailles changea la situation. La nouvelle frontière n'a plus la valeur stratégique de l'ancienne ; elle ne se trouve plus qu'à cent cinquante kilomètres de Berlin, entraîne la perte de forteresses telles que celles de Dantzig,

(1) « Dieses Land, abgeschlossen vom Meere, zwischen Russland, Oesterreich und Deutschland eingeschlossen, würde die Selbständigkeit jener Königreiche und damit ihr politisches Gewicht nicht erreichen. Seine Lage wäre bei beträchtlichen Raum von vornherein eine der ungünstigsten die in Europa zu denken sind sowohl wegen Abschliessung von den Meeren, als auch wegen des Entfernens von dem bevorzugten atlantischen Raume Europas... »

— devenue ville libre, — Grudziöndz et Torun; elle affaiblit aussi la menace que constitue la Prusse orientale pour Varsovie. Il est évident par suite que seul un nouveau rapt de la Poméranie polonaise permettrait au Reich de restituer la chaîne continue de ses forteresses orientales et d'avoir ainsi les mains libres pour pratiquer en toute sécurité sa politique du *Drang nach Osten*.

N'oublions pas cependant que l'article 180 du traité de Versailles sauva de la destruction les forteresses de Glogau, Kustrin, Malborg et Kœnig-berg, ainsi que les forteresses modernes élevées tout au long de la rivière Pissa et des fameux lacs de Mazurie, dont l'ensemble constitue le système fortifié de Lötzen. La forteresse de Kustrin monte la garde dans la direction Berlin-Poznan. Ses forts, situés juste sur la frontière polonaise, communiquent avec les forts de Francfort-sur-l'Oder et, tout en menaçant directement la Poméranie polonaise, couvrent la base de concentration allemande sur l'Oder. Glogau, récemment modernisée, constitue le pendant de Kustrin au sud, du côté de la Haute-Silésie. Les vieilles forteresses de Kœnigsberg et de Malborg, et les nouvelles fortifications établies le long de la frontière polonaise, couvrent la base de concentration allemande au nord de Varsovie.

Toutefois, ce système fortifié est peu à craindre, aussi longtemps qu'il restera divisé en deux par le « corridor » polonais. Aussi la préoccupation de rétablir dans son intégrité la chaîne fortifiée d'avant-guerre n'est-elle pas étrangère aux revendications revisionnistes de l'Allemagne.

Du côté allemand, en revanche, il n'est pas rare qu'on rétorque que la Poméranie, qui forme ce couloir, n'est utile à la Pologne que pour des motifs d'ordre stratégique. Et c'est évidemment vrai. Entre tant de raisons qu'a la Pologne de tenir à ce territoire, celles qui sont inspirées par le souci de sa défense ne sont pas à négliger. Il importe que, dans le cas d'une guerre imposée, la Pologne conserve une certaine liberté de mouvement et maintienne en outre la liaison avec l'Europe occidentale.

Si le Reich retrouvait le contrôle de la Baltique et la possession complète de ses côtes méridionales, cela lui assurerait sans conteste la possibilité d'arbitrer souverainement toutes les questions qui concernent l'Europe septentrionale et le

proche Orient. N'oublions pas que les États scandinaves, et surtout la Suède, dans leur crainte séculaire d'une invasion russe, se sont ralliés entièrement aux vues du Reich, que la Lettonie et l'Esthonie, avec lesquelles la Pologne entretient des relations cordiales, ne peuvent pratiquer qu'une politique d'opportunité. D'autre part, les influences que l'Allemagne a su conserver en Finlande et qui furent raffermies en 1918, lui réservent de ce côté une neutralité bienveillante.

Il est clair que la Pologne, État de 32 millions d'habitants, susceptible, dans un proche avenir, d'un développement maritime plus considérable, appui naturel pour les petits États baltes, pourrait fort bien se trouver paralysée si l'impérialisme germanique, auquel l'alliance entre l'Allemagne et la Russie peut donner une force nouvelle, renaissait sur la Baltique.

LA QUESTION DE DANTZIG

Une des phases les plus caractéristiques de l'offensive que les Allemands dirigent contre la Pologne, indépendamment de la guerre douanière qu'ils lui font, est celle qui a pour théâtre la ville libre de Dantzig. Alors que, maintenant comme naguère, Dantzig doit uniquement sa prospérité à la Pologne, il se trouve qu'en vertu d'un véritable paradoxe politique et grâce au compromis du traité de Versailles, elle sert de place forte à la campagne revisionniste de l'Allemagne contre la Pologne.

Florissante au temps où elle servait de port au royaume de Pologne, forte de 80 000 habitants au *xvii^e* siècle, elle était tombée dans le marasme lors de l'occupation prussienne, en 1813; le nombre de ses habitants descendit alors à 16 000. Depuis la restauration de la Pologne, elle s'est développée de nouveau, triplant en deux ans le chiffre de ses affaires.

Sans tenir le moindre compte de ces faits, la Conférence de la paix laissa aux mains des Allemands deux ports situés à l'embouchure de la Vistule : Elbing, rattaché à la Prusse orientale, et Dantzig, dont elle fit sans doute une ville libre, mais qui resta pratiquement soumise aux influences allemandes, ainsi que toute la région qui va de Zoppot à Nogat et de Strippau à Tczew. Placée sous le protectorat de la Société des nations (article 102), pourvue d'une constitution spéciale, également garantie par la Société des nations (article 103), la

Ville libre, en vertu de l'article 104, n'est liée à la Pologne que par un statut douanier, qui la laisse indépendante au point de vue politique. La Pologne a théoriquement le droit de se servir du port et des voies de communication dantziennes, mais, dans la pratique, le pouvoir départi aux autorités polonaises, après qu'on leur eut imposé en 1920 un Conseil maritime, est à peu près nul.

Le Gouvernement polonais était chargé, d'autre part, de représenter les intérêts de la Ville libre, mais avec des restrictions qui laissaient au Sénat dantzien toute latitude d'aller à l'encontre des décisions polonaises. Le résultat est qu'il y a en permanence un dossier dantzien à la Société des nations et qui ne cesse de grossir.

Convaincue pourtant que l'attitude hostile de la Ville libre à l'égard de la Pologne et son loyalisme envers la Prusse n'étaient dus qu'à des causes passagères, la Pologne ne recula devant aucun sacrifice pour se concilier les Dantziens. Avec la Convention de Paris du 9 novembre 1920, celle de Varsovie et les accords ultérieurs, elle leur accorda de nombreuses facilités en ce qui concerne la monnaie, les douanes, les chemins de fer, le statut du conseil maritime, la représentation de la Ville libre aux conférences internationales. Malheureusement, toutes ces mesures de bienveillance n'empêchèrent pas les intrigues prussiennes d'entretenir à Dantzig un état d'esprit anti-polonais.

Il serait trop long d'énumérer les vexations qu'y doivent subir continuellement les fonctionnaires et les ressortissants polonais. Plus graves furent les contestations élevées par le Sénat dantzien à propos du droit d'hivernage dans le port de Dantzig, que possédait sans conteste la marine polonaise. Toutes les démarches polonaises pour obtenir un port d'attache à Dantzig furent également vaines. Rappelons encore qu'il fallut la menace de la flotte française, en 1920, pour rendre possible le déchargement des munitions à destination de la Pologne, au moment de la bataille de la Vistule.

LE NOUVEAU PORT DE GDYNIA

Toutes ces difficultés, qui ne cessaient de grandir et risquaient en fin de compte de mettre un sérieux obstacle au libre accès de la Pologne à la mer, l'amènèrent à concevoir la

création d'un autre port qu'exigeait par ailleurs son développement économique. Le 3 mai 1923, le Président Woyciechowski posait la première pierre du port de Gdynia, sur le littoral polonais, dans une anse qui, il est bon de le rappeler, avait été notée avant la guerre, par l'amirauté allemande, comme susceptible de servir de port de guerre.

D'autres considérations ne laissèrent pas d'influer sur cette décision. Le port de Dantzig répondant à peine aux besoins du commerce polonais, la modernisation des installations, anciennes et mal commodes, auraient exigé d'énormes dépenses. La métallurgie de Haute-Silésie, l'exploitation rationnelle des gisements polonais de zinc et de charbon, la production manufacturière et agricole, risquaient en effet de se trouver paralysées, faute de pouvoir exporter leurs produits par Dantzig.

Un consortium franco-polonais entreprenait donc en 1924 la construction du port de Gdynia sur l'emplacement d'une bourgade de pêcheurs, à une vingtaine de kilomètres de Dantzig. Six ans après, le trafic des marchandises passait de 9717 tonnes en 1924 à 3628331 tonnes en 1930, tandis qu'à Dantzig la progression accusait 8212093 tonnes en 1930 contre 2433212 tonnes en 1912.

Avec la régularisation du cours de la Vistule, votée dernièrement par la Diète polonaise, et l'aménagement des anciens canaux qui reliaient, par le Bug et le Pripet, la Vistule au Dniepr, c'est-à-dire la Baltique à la Mer Noire, il est clair que la Pologne n'a pas de trop de ces deux ports. D'autant plus que le minerai de fer de Suède à destination de la Pologne, actuellement déchargé à Stettin, que le coton et la laine, destinés aux filatures de Lodz, déchargés à Hambourg et à Brême, sont tout naturellement destinés dans un proche avenir à alimenter les ports de Dantzig et de Gdynia.

En attendant, le port de Gdynia a déjà rendu plus d'un service, notamment au moment des élections allemandes de 1930, qui accrurent l'élément nationaliste à Dantzig et eurent pour effet immédiat des violences parfois sanglantes contre la population polonaise. Elles provoquèrent d'ailleurs l'exode de quelques banques et maisons de commerce qui s'établirent à Gdynia. En même temps, le mouvement des passagers s'accroissait à Gdynia et diminuait à Dantzig.

Le Sénat dantzickois n'a pas manqué de se plaindre aussitôt à la Société des nations, en prétendant que la Ville libre se trouvait ainsi lésée dans ses intérêts et que la construction du port de Gdynia portait atteinte à son privilège d'assurer exclusivement le trafic maritime polonais. Thèse insoutenable, qui, tout en limitant la souveraineté politique et économique de la Pologne, aurait pour effet de mettre sous la dépendance des négociants dantzickois son développement commercial. La Pologne exporte en effet 50 pour 100 de sa production par voie maritime et 20 pour 100 par l'Allemagne. Son indépendance ne serait évidemment plus qu'un vain mot si 70 pour 100 de son commerce devaient être contrôlés par le Reich.

Il n'est que trop évident, en revanche, que la Pologne ne gagnerait rien à se servir de Gdynia contre Dantzig. Il s'agit simplement pour elle d'utiliser et d'aménager, en vue d'un rendement rationnel, son littoral maritime. La ligne de chemin de fer Katowice-Gdynia, qui relie directement le bassin minier de Haute-Silésie et les filatures de Lodz à la mer, dont la construction a été entreprise et financée par une Société française, raccourcit notamment le trajet par terre de 150 kilomètres. La Tchécoslovaquie, qui exporte déjà plus d'un demi-million de tonnes par la Pologne, bénéficie elle aussi de ces aménagements. Enfin, des accords spéciaux avec la Roumanie doivent avoir pour conséquence le rétablissement de l'importante voie commerciale qui reliait la Mer Noire à la Baltique. Ainsi, le littoral polonais est appelé, avec le temps, à jouer un rôle important dans le développement économique et politique de l'Europe orientale.

Il faut espérer que les Dantzickois parviendront à une meilleure compréhension de leurs intérêts; mais, à l'heure actuelle, le Gouvernement polonais ne peut assister passivement aux excès du nationalisme qui y sévit, ainsi qu'aux actes d'hostilité commis envers ses ressortissants par les bandes hitlériennes, qui se préparent ouvertement, sous la protection du statut de la Ville libre, à déchaîner la guerre en Europe (1).

Si limités que soient les pouvoirs du Haut-Commissaire de la Société des nations à Dantzig, il lui appartient, en vertu du règlement de procédure établi par le Conseil de la Société

(1) Cf. le rapport spécial N. C. 502-1331 du Haut Commissaire de la Société des nations à Dantzig.

des nations, le 11 juin 1923, d'appliquer la décision de ce Conseil en date du 22 juin 1921, qui stipule notamment :

« Le Gouvernement polonais est particulièrement désigné pour assurer éventuellement la défense terrestre de Dantzig ainsi que le maintien de l'ordre sur le territoire de la Ville libre, au cas où les forces de police locale seraient insuffisantes. A cet effet, le Haut-Commissaire demandera éventuellement des instructions au Conseil de la Société des nations, en lui soumettant, s'il le juge opportun, des propositions pour les mesures à prendre. »

Ce serait sans doute le seul moyen efficace de ramener rapidement à l'ordre les habitants de la Ville libre, abusés par les intrigues prussiennes.

LA POMÉRANIE POLONAISE

Gdynia et le littoral polonais de la Baltique sont, — nous l'avons dit, — réunis à la Pologne par la Poméranie polonaise qui forme le fameux « couloir ». Les habitants de cette Poméranie se rattachent au peuple polonais; cela ne souffre pas la discussion et a été reconnu de tout temps par les Allemands.

Aussitôt après la guerre, dès que la Pologne fut restaurée, l'élément allemand qui avait été implanté en Poméranie polonaise se retira. L'administration civile et militaire entraîna par son départ celui du petit commerce qu'elle faisait vivre. Les « optants » suivirent, c'est-à-dire ceux des Allemands qui, au moment de l'offensive soviétique de 1920, refusèrent librement la qualité de citoyens polonais. Ainsi s'explique la brusque diminution de la minorité allemande qui, en 1910, représentait 46 pour 100 de la population totale et qui tomba à 21 pour 100 en 1921 et à 11,8 pour 100 en janvier 1928, pour une population de 973 108 habitants. Lors des dernières élections à la Diète, les députés élus en Poméranie furent tous sans exception des Polonais, appartenant aux partis d'opposition, ce qui exclut de façon absolue toute idée de pression exercée par le Gouvernement au cours des élections.

En dépit de leur petit nombre, les Allemands possèdent en Poméranie polonaise 175 000 hectares contre 114 000 hectares aux Polonais. Cette situation est restée sans changement. Les banques germano-dantzickoises soutiennent les propriétaires

fonciers allemands pour empêcher que les propriétés ne passent dans des mains polonaises. D'autre part, le Gouvernement polonais n'a pas encore appliqué en Poméranie la réforme agraire, cependant en vigueur dans le reste du pays et qui devrait porter dans cette région sur 81 000 hectares appartenant aux Allemands.

Le pays est habité jusqu'au Notec par les Kachoubes, de race slave, sinon strictement polonaise. Ils résistèrent victorieusement de tout temps aux essais de germanisation déjà pratiqués au temps de Frédéric II par une colonisation intensive, dont il reste encore des traces dans les districts de Grudziadz, Chelmno, Torun et Bydgoszcz. Parlant la langue polonaise, de religion catholique, les Kachoubes s'estiment et se veulent Polonais, comme le prouvèrent leurs votes sous la domination allemande, alors qu'ils envoyaient régulièrement au Reichstag des députés polonais.

Fortement organisée au point de vue technique, l'agriculture, dans la moyenne et la petite propriété polonaise, obtient de hauts rendements comparables à ceux du Danemark. Dans les villes, la bourgeoisie est presque exclusivement polonaise et très activement patriote.

Toutes les tentatives allemandes pour créer dans cette province polonaise un mouvement séparatiste à l'instar de ceux que l'Allemagne a provoqués en Lithuanie, en Ukraine et en Ruthénie blanche, dans les dernières années de la guerre, ont échoué complètement.

Afin de légitimer ses revendications territoriales, l'Allemagne abuse du prétendu isolement de la Prusse orientale, séparée du reste du Reich par le « couloir ». De fait, comme nous le montrerons plus loin, cette province communique librement par voie de terre et de mer avec le Reich. Sans doute à l'heure actuelle la Prusse orientale souffre d'un marasme économique. Mais ce marasme est dû pour une large part à la crise mondiale, et pour le reste à la guerre douanière, d'initiative exclusivement allemande, qui a pour effet de séparer la Prusse orientale par une véritable barrière, de ses débouchés et de son hinterland naturel, la Pologne.

Une autre raison de la déchéance commerciale de la Prusse orientale est la fermeture des débouchés russes qu'elle possédait avant la guerre. Mais il ne s'agit là que d'une cause

secondaire. L'isolement économique de la Prusse orientale, où le Reich dilapide d'ailleurs des sommes formidables en aménagements de toute sorte mais surtout militaires, a été voulu par l'Allemagne elle-même ; il n'est nullement la conséquence du traité de Versailles sans cesse incriminé par les Allemands. Pour rétablir la situation économique de la Prusse orientale, il suffirait à l'Allemagne de nouer avec la Pologne des relations commerciales, qui auraient pour résultat de ranimer le port de Königsberg.

Mais faut-il le répéter ? La vraie raison pour laquelle l'Allemagne revendique la Poméranie polonaise est une raison d'impérialisme. Conquise par le fer et par le feu sur des populations slaves, maintenue sous la suzeraineté polonaise jusqu'en 1637, la Prusse orientale a toujours constitué l'avant-garde de l'expansion germanique vers l'Est.

FACILITÉS DE COMMUNICATIONS ACCORDÉES AUX ALLEMANDS

Le transit allemand à travers la Poméranie polonaise s'effectuait surtout, avant la guerre, par la voie de mer ; il a lieu maintenant surtout par terre. Les transports par chemin de fer ont doublé depuis la guerre ; trois lignes ont été mises à l'entière disposition du trafic allemand, sans limitation d'aucune sorte, indépendamment des cinq lignes, destinées au transit privilégié, qui relient directement, par la Poznanie, la Silésie allemande et la Prusse orientale. Dix trains par jour transportent les Allemands sur ce trajet, sans aucune formalité de passeports ou de douane. Un train par semaine est affecté aux transports de l'armée, sauf en temps de manœuvres où ils sont plus fréquents. Enfin, en vertu de l'article premier de la Convention germano-polono-dantzickoise du 21 avril 1921, en dehors du matériel de guerre, la liberté du transit pour les passagers, les marchandises de toute sorte, ainsi que pour les postes, télégraphes et téléphones, est obligatoire sur toute l'étendue de la Poméranie polonaise, quels que soient les moyens de communication employés.

En vertu de l'article II, toutes les marchandises en transit sont exemptes de droits de douane. L'article III stipule que le mouvement des passagers et celui des marchandises s'effectue sans aucune réserve concernant la nationalité ou l'origine.

Des trains spéciaux circulent en temps de vacances; d'autres sont réservés au transport de pommes de terre et d'engrais chimiques. Des lignes télégraphiques et téléphoniques spéciales ont été affectées aux fonctionnaires des chemins de fer, des douanes, de la police et de l'armée. Les tarifs relatifs au transport des marchandises, qui ne peuvent être supérieurs aux tarifs régionaux, sont régis par la Convention internationale de Berne.

Une seule limitation, des plus légitimes, a été imposée : les soldats en uniforme doivent déposer leurs armes pendant toute la durée du trajet à travers le territoire polonais.

Un tribunal arbitral, siégeant à Dantzig, et composé d'un délégué polonais, d'un délégué allemand et d'un délégué dantzigois, veille à la stricte exécution de la Convention. Or, *quoique l'Allemagne dispose ainsi de facto d'une majorité de deux voix sur trois, jamais aucune infraction au règlement n'a été enregistrée depuis dix ans.*

Tel est en gros le statut légal qui régit les transports allemands par la Poméranie polonaise; mais il va sans dire que la Pologne est toute disposée, pour chaque cas particulier qui se présentera, à accorder toutes facilités de nature à rendre parfaite la liaison de la Prusse orientale avec le reste du Reich. C'est ainsi d'ailleurs qu'en 1926, il suffit d'une demande allemande pour que la Pologne prit aussitôt toutes mesures utiles pour favoriser le grand transit.

UNE ÉTRANGE PROPOSITION

Quand on considère toutes les facilités accordées à l'Allemagne par le Gouvernement polonais et quand on prend connaissance des statistiques et des études publiées par les Allemands eux-mêmes, on a peine à comprendre comment la campagne revisionniste ait pu rencontrer un accueil si favorable dans certains milieux politiques européens et aux États-Unis, comme le prouvent par exemple les sensationnelles déclarations du sénateur Borah à l'occasion de la visite de M. Laval.

On trouvera au surplus une preuve révélatrice de l'état d'esprit des Allemands, en examinant la solution que le Gouvernement du Reich prétend donner à la « question du corridor polonais ». Il s'agirait simplement de compenser par

Memel et la Lithuanie la perte de Dantzig et de la Poméranie pour la Pologne!

Adopter une telle solution serait pour le Gouvernement de Varsovie abandonner lâchement une population ardemment patriote et polonaise par sa libre volonté. Mais que signifie en outre cette façon de faire bon marché de l'indépendance d'un État, dont l'autonomie a été reconnue par les traités?

Sans doute, on peut discuter la question du « séparatisme » lithuanien, systématiquement encouragé pendant la guerre et notamment dans les camps de prisonniers de guerre russes, et déplorer que deux nations qui furent liées dans le passé par une union millénaire et librement consentie de part et d'autre, deux nations que leur histoire, leur culture, et des intérêts communs avaient associées de tout temps, fussent isolées l'une de l'autre.

Mais la question n'est pas là. Elle est dans l'attitude vraiment singulière de l'Allemagne.

L'Allemagne, qui s'est instituée la protectrice des minorités nationales, appuie avec vigueur, à la Société des nations, les revendications lithuaniennes pour la région de Vilno, attribuée à la Pologne, autre « korridor », mais qui sépare cette fois la Lithuanie de l'U. R. S. S. Or, la Lithuanie est limitrophe de la Prusse orientale. Rendre la Lithuanie voisine de la Russie soviétique, c'est achever de la mettre sous la dépendance de l'Allemagne. Au reste la vassalité de la Lithuanie à l'égard de l'Allemagne est chose accomplie depuis la conclusion du traité germano-lithuanien, *qui confère aux ressortissants allemands en Lithuanie les mêmes droits qu'aux citoyens lithuaniens*. Jeu de dupes, où les Lithuaniens, pour conserver leur indépendance, se sont livrés pieds et poings liés à l'Allemagne.

Or, c'est cette Lithuanie, dont l'Allemagne a exalté le nationalisme contre la Pologne, c'est ce pays où l'Allemagne peut légalement se considérer comme chez elle, qu'elle voudrait, tout en y conservant bien entendu toutes ses influences, rétrocéder à la Pologne! Il est probable que la Lithuanie n'a guère été consultée dans cette affaire, mais il est clair que dans ces conditions, alors même que la Pologne n'exclurait nullement des possibilités de l'avenir celle de relations étroites avec la Lithuanie, il est clair qu'accepter actuellement cette solution, aboutirait à introduire en Pologne une importante

minorité germano-lithuanienne, dont elle n'a nul besoin et qui lui vaudrait les pires ennuis.

Cet exemple montre avec éclat la façon dont l'Allemagne conçoit la protection des minorités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il est superflu d'ajouter qu'en Pologne, l'astucieuse solution germanique n'a jamais été prise au sérieux.

Quoique les Allemands n'aient pas réussi, parce qu'ils ne se sentent pas encore en force pour le faire, à poser officiellement devant l'Europe et l'Amérique la question du « corridor polonais », on ne peut nier que leur campagne revisionniste tende à l'introduire officiellement parmi les préoccupations politiques internationales.

Pour la Pologne, la question ne se pose pas et ne se posera jamais. Quoiqu'elle soit ardemment pacifique, — elle en a donné mainte preuve au cours de ces dix dernières années, — la Pologne, consciente de sa force, se soulèverait jusqu'au dernier homme et ne se laisserait pas mutiler impunément.

Mais tandis qu'elle lutterait pour sa propre existence, pour son indépendance et son intégrité nationales, l'Allemagne, elle, ne chercherait, conformément d'ailleurs à une tradition d'impérialisme agressif qui se perpétue sans changement depuis que la Prusse l'entraîne dans sa destinée, qu'à franchir la première étape décisive vers une hégémonie européenne. Il faut l'aveuglement de ceux pour qui les leçons de l'histoire et les faits les mieux démontrés ne comptent pas, pour supposer qu'elle limiterait ses ambitions et s'arrêterait en si beau chemin.

W. SIKORSKI.

UNE INDUSTRIE NOUVELLE

LE TOURISME

De tout temps l'esprit de curiosité a jeté des hommes sur les routes du monde. Sans doute serait-il hasardeux de rien conjecturer sur l'état d'âme des trafiquants qui, dans les lointains de la préhistoire, parcouraient les routes de l'ambre, de la callais, du sel ou de l'étain ; mais on sent poindre l'instinct de « tourisme » dans l'accueil qui attendait le voyageur hébergé par les Gaulois : d'intelligence éveillée, bavards, avides de nouvelles, ils entouraient leur hôte et le pressaient de questions.

Est-il possible de faire une part au tourisme dans les entreprises des Phéniciens et des premiers Hellènes, si hardis, si aventureux, qui ouvraient partout des comptoirs et fondaient des colonies ? On ne saurait rien assurer à cet égard. Les grands historiens grecs, en tout cas, Hécatée de Millet, Hérodote, Strabon, Diodore de Sicile, tous historiens-voyageurs, éveillent en nous une idée plus nette du tourisme, Hérodote surtout qui, curieux et sagace, observant et notant, visite l'Égypte, la Perse, la Phénicie, la Cyrénaïque, la Babylonie, la Thrace, l'Italie, et qui laisse sur l'Égypte comme sur l'Europe centrale des vues si exactes qu'elles ont pu parvenir jusqu'à nous sans perdre leur valeur descriptive. Rome, conquête et organisation, construction à travers le monde antique et le monde barbare d'un admirable réseau routier pourvu de bornes milliaires, de relais, de postes et d'auberges ; Rome, les villas de plaisance et les thermes, les villes d'eaux et les stations balnéaires (soigneusement indiquées sur la carte de

Peutinger) : avec elle, la notion de Tourisme apparaît plus précise, plus généralisée, plus proche aussi de nos conceptions.

Il se devine encore, ce goût instinctif de tourisme, confusément cache dans les intentions des foules du moyen âge que la foi, la guerre ou le négoce mettaient en perpétuel mouvement. A la dévotion des pèlerins qui, péniblement, par des chemins mauvais et dangereux, allaient vers les sanctuaires lointains, vers Rocamadour, la Sainte-Baume, Saint Jacques de Compostelle, le Mont Cassin ou Jérusalem ; à l'appétit des marchands qui, avec leurs troupes de commis et leurs escortes de sergents, gagnaient les grandes foires de Champagne, de Flandre, d'Allemagne ou du Rhône ; aux instincts et aux turbulences des soldats et des routiers, à la foi des Croisés en marche vers l'Orient ; aux préoccupations des clercs, des moines et des écolâtres qui allaient chercher l'enseignement des universités célèbres, il se mêla toujours, vraisemblablement, quelque désir de connaissance et de découverte, un attrait pour l'aventure et le risque, et un peu de cette curiosité désintéressée qui est le propre du tourisme.

Néanmoins, bien qu'il y eût déjà des entreprises de voyage, des *guides* et des *itinéraires* à l'usage des pèlerins et des marchands, une gendarmerie monastique des routes ; bien qu'on voie surgir, en plein ^{xiii}e siècle, une figure extraordinaire comme Marco Polo, voyageur fastueux et savant, grand touriste qui explore l'Asie et étudie la Chine, — le voyage qui n'a pas une fin d'utilité pratique demeure alors un fait exceptionnel. On se déplace beaucoup certes, mais par nécessité, pour les besoins de son âme, de son commerce ou de ses affaires. Non par curiosité pure. Et M. Jourdain ne manquerait pas d'observer que si on faisait du tourisme, c'était sans le savoir...

C'est avec la Renaissance que le voyage de curiosité se dégage du voyage utilitaire ; avec la Renaissance, c'est-à-dire avec le grand élan de l'intelligence qui se crée un univers nouveau, qui, coup sur coup, formule les premières lois astronomiques, précise les données fondamentales de la géographie mathématique et physique, fonde les sciences, entreprend les grandes circumnavigations, découvre l'Amérique, retrouve l'antiquité païenne et fait naître l'humanisme. Par une coïncidence naturelle avec cette triple et heureuse « découverte du ciel, de la terre et de l'homme » apparaît alors le voyageur en

qui nous pouvons cette fois reconnaître le véritable touriste, celui qui court le monde *pour voir du pays*, pour élargir ses horizons spirituels, connaître d'autres gens, coutumes et mœurs que celles qui forment le cadre de son existence, visiter l'Italie, approcher les ruines antiques.

Le Xénomanes de Rabelais, qui s'embarque sur la nef de Pantagruel, simplement par amour des « choses estrangieres », préfigure ce personnage nouveau. Mais déjà notre Montaigne définit excellemment ses aspirations, qui sont exactement les nôtres : « Parmi les conditions humaines, celle cy est assez commune d'aimer le remuement et le changement. Le voyager me semble un exercice proufitable ! l'âme y a une continuelle exercitation à remarquer les choses incogneuses et nouvelles : et je ne sçache point meilleure eschole à façonner la vie que de lui proposer incessamment la diversité d'aultres vies, fantaisies et usances... » Et voyez comme le caprice de Montaigne nous écarte du point de vue utilitaire : « Moy qui le plus souvent voyage pour mon plaisir ne me guyde pas si mal : s'il faict laid à droite, je prends à gauche ; si je me treuve mal propre à monter à cheval, je m'arreste. Ay je laissé quelque chose à veoir derrière moy, j'y retourne : c'est toujours mon chemin : je ne trace aucune ligne certaine, ny droicte ny courbe... » C'est presque, à sa naissance même, une philosophie du tourisme qui s'ébauche deci, delà, dans les *Essais*.

Désormais, au xvi^e et au xvii^e siècle, les routes de France et d'Europe voient passer ces voyageurs (et il y en a d'illustres, La Fontaine, M^{me} de Sévigné, le président de Brosses) qui, à cheval, en litière ou en carrosse, puis en coche public et en diligence, voire en coche d'eau, vont ainsi par agrément, par plaisir de connaître, d'observer et d'étudier. En même temps, trait significatif, se répandent les « guides » aux titres aimables : *la Guide des Chemins de France*, de Ch. Estienne, 1552 ; *le Voiage en France dressé pour la commodité des Estrangers*, 1589 ; *l'Ulysse François ou le voyage en France*, 1643 ; *le Fidèle Conducteur pour le voyage en France*, 1654, etc. Au xviii^e siècle, à l'appel de Jean-Jacques, promeneur solitaire et rêveur, qui révèle les charmes de l'excursion à pied et découvre la « Nature », le tourisme se fait sentimental, lyrique, se répand en effusions, — et devient une mode.

Mais malgré sa rapide multiplication, le voyage de tourisme n'est toujours que disséminé et rare. D'allure littéraire, impliquant une culture élevée, il est individuel et reste un événement accidentel. Il est à la mode peut-être ; il n'est pas encore dans les mœurs. Besoin intellectuel pour quelques-uns, quelque peu aristocratique, ce n'est nullement un besoin social. Encore moins songerait-on à envisager cette élégante distraction comme une industrie. Ceci ne date que de nos jours. En sorte que, dans son histoire, le tourisme nous offre tout d'abord cette particularité d'être à la fois très ancien et tout moderne, vieux comme l'humanité et création d'hier...

UN BESOIN DE LA VIE ACTUELLE

C'est un des phénomènes surprenants de notre temps que la soudaine et rapide évolution qui a transformé, amplifié, et en somme recréé, — ou pour mieux dire *entièrement créé*, — le tourisme d'aujourd'hui. Ce tourisme moderne a depuis une cinquantaine d'années, pas davantage, date de l'apparition de la bicyclette, profondément modifié nos habitudes d'esprit et nos mœurs ; il s'est incorporé à celles-ci, a répandu et popularisé un goût du déplacement qui ne pouvait être autrefois qu'une fantaisie assez rare et un luxe restreint ; il en a fait un besoin, physique et moral, mêlé à notre vie actuelle. Et par sa diffusion, par son développement même, le tourisme a acquis de nos jours, dans tous les pays, et particulièrement en France, une valeur économique de premier ordre. On chiffre en milliards son rendement annuel. Ses moyens, ses méthodes, et jusqu'à son langage ont pris une tournure toute commerciale. Il a recours à la publicité et lutte contre la concurrence. Des expressions fort réalistes, qui eussent scandalisé le philosophe de Genève, reviennent avec une insistance caractéristique sous la plume des écrivains du tourisme : exploitation de notre fonds touristique, mise en valeur de notre capital de beauté, extension de notre clientèle, exportation à l'intérieur, régulateur de la balance commerciale, facteur du redressement financier, industrie hôtelière et touristique, etc...

Ce qui était naguère un art d'agrément est devenu, du moins pour ce qui est de la mise en œuvre, une vaste entreprise d'affaires, exigeant de ses dirigeants des connaissances tech-

niques, obligeant à des aménagements appropriés du pays, nécessitant un matériel d'exploitation et un outillage considérables, impliquant enfin une organisation administrative puissante et complexe, qui s'est, en effet, progressivement constituée. Très délibérément et de plus en plus, le tourisme se place donc sur le plan industriel ; il est admis aujourd'hui de le considérer comme une de nos principales et de nos plus productives industries nationales.

Et pourtant, le tourisme n'est pas exactement une « industrie » ; ce n'est pas la moindre singularité de ce sujet, fertile en vues paradoxales. Soumis désormais aux méthodes commerciales et industrielles, il se révèle une source abondante de profits ; il est indéniablement une nouvelle et grande force économique. Mais on ne saurait, à proprement parler, le qualifier d'industrie, car il ne produit rien par lui-même, il ne « fabrique » rien ; il n'exploite pas directement les éléments qui composent sa matière. Ni constitution, ni augmentation, ni risque d'un amoindrissement de capital en cette affaire ; ce capital existe « naturellement », et il est stable, constant, sans aucune perspective d'épuisement, susceptible seulement d'être mieux ou moins bien mis à profit : montagnes, forêts, vallées, mer, sites et paysages, art, monuments, vieilles cités, souvenirs historiques, toutes les beautés, tous les charmes de la France. Et ce « capital » est la propriété de tous... La « consommation » se fait et se paie sur place ; c'est, selon un mot imagé et exact, cette *exportation à l'intérieur* qui nous est assurée par la venue de visiteurs étrangers ; c'est peut-être là le trait le plus original de l'industrie du tourisme.

La voici entrée dans le cadre de l'économie générale du pays. Son rôle est très spécial. La curiosité touristique est multiforme ; les moyens d'action et de réalisation sont très divers ; par là, le tourisme touche à maintes autres activités créatrices dont il est intimement solidaire, — transports, routes, chemins de fer, automobilisme, hôtellerie, alimentation, vêtement, articles de luxe même, etc., — au milieu desquelles il assume un rôle d'animateur ; telle est sa fonction essentielle, toute dynamique. Il ouvre à chacune, indirectement, mais sûrement, un champ de plus en plus étendu de production ; il est ainsi, non une industrie propre, mais une industrie génératrice, une industrie-mère.

« HOMO ADDITUS NATURÆ... »

Dresser l'inventaire des ressources touristiques composant notre « fonds industriel », c'est esquisser le tableau géographique et historique de notre pays ; le capital à faire fructifier, c'est le cadre même offert chez nous au déploiement du tourisme. Or une géographie généreuse s'est plu à combler la France de beautés naturelles ; une histoire vivante et féconde l'a enrichie d'œuvres humaines, auréolée de pensée, de poésie et d'art. Aucun pays peut-être ne peut se flatter de concentrer, sur un si petit espace, autant de richesses naturelles ni d'aussi variées ; elles se répartissent et s'équilibrent heureusement. La France est une parfaite œuvre d'art due à la collaboration de la nature, du temps et des hommes. Par l'amabilité de son visage, la séduction ou la grandeur de son paysage, le prestige de son passé, le rayonnement de son esprit, elle exerce sur l'étranger une attraction légitime.

La multiplicité, la diversité des aspects du paysage français paraissent véritablement incomparables. Splendeur grandiose des cimes, des forêts et des glaciers des Alpes et des Pyrénées, hérissées de pics, d'aiguilles, de crêtes et de falaises. Gravité des très vieilles terres d'Auvergne, d'Armorique et d'Ardenne. Plissements jurassiens, serrés, vifs, coupés de cluses, animés de cascades. Géologie pittoresque du curieux Vivarais, du Velay, du Forez ; volcans éteints du Centre. Nudité pierreuse des Causses cachant sous leur aridité la féerie des grottes à stalactites ; charme agreste des alpages de Savoie ; abondance des pâturages nivernais. Riches plaines du Nord et bocages de l'Ouest. Châtaigneraies limousines. Paysages de pierre de Paolive, du Sidobre et du Rhône. Paysages d'eau du Marais poitevin, du Marais de Saint-Omer, des pays de Marennes ou de Guérande. Paysages nets, secs, ardents, du Midi, rutilants de soleil pur. Paysages gras, drus, plantureux et enveloppés de Normandie. Douce, monotone et attachante Bretagne, terre de légendes. Atmosphère fine, légère, spirituelle, du Val de Loire, des jardins de Touraine et d'Anjou peuplés de châteaux, ou d'Ile de France peuplée d'églises. Et l'Alsace fleurie du printemps ; et la Provence brûlée d'été ; et la Vosge forestière, rouge et dorée de l'automne ! Et nos vallées et nos rivières : la

Seine gracieuse et paisible d'abord, qui élargit ensuite ses méandres, puis s'ouvre en un vaste estuaire ; le Rhône rapide, fougueux et abrupt et lumineux ; la Loire seigneuriale et indolente, mais sujette aux brusques colères ; la Garonne, la Dordogne, le Lot, le Tarn trop méconnus, dont les falaises ensoleillées s'ornent de forteresses et de castels ! Et la beauté exotique des grands lacs de la région landaise, s'illuminant des magnificences des soleils couchants !... Tout, à peu près tout, se trouve miraculeusement réuni, comme en un résumé des apparences du monde, dans ce pays de France, exigü et privilégié. Tout : grâce et grandeur ; abondance et aridité ; mystère et clarté ; l'esprit de finesse flottant dans la lumière de nos vergers ; l'esprit de géométrie émanant des paysages calcaires solidement construits ; le désordre romantique des escarpements, des gorges torrentielles ou des entassements cyclopéens de la côte bretonne ; l'ordre et l'harmonie classiques des sites méditerranéens, presque la Grèce déjà, presque l'Afrique parfois...

Ce décor géographique, déjà si remarquable par lui-même, s'est, avec le temps, profondément humanisé, et il convient de porter en compte dans le bilan que, très sommairement et au hasard de la plume, nous venons d'effleurer, ce qu'ont laissé sur notre sol vingt siècles d'histoire, de civilisation et de haute culture. Une civilisation qui, — c'est un autre miracle, — a toujours trouvé, même dans les moments de fléchissement ou de déclin, des formes supérieures d'expression ; qui, par exemple, crée l'art gothique, — *opus francigenum*, disaient nos pères, — l'élève à la magnifique apogée du xiii^e siècle, et sait le laisser mourir en beauté au xv^e siècle, imposant de l'ordre et de l'harmonie jusque dans les derniers flamboiements de cette architecture finissante. Et quelle grâce aussi, quelle aisance de lignes, quel tact aristocratique, dans l'architecture de ces délicieux hôtels ou châteaux du xvi^e siècle, qui marquent le crépuscule de la société classique ! Ainsi, des grottes peintes et gravées de la Vézère qui fut le centre d'une civilisation préhistorique surprenante dans son art primitif, aux imposantes ruines gallo-romaines, à l'épanouissement multiforme de l'art roman, à l'élan prodigieux de la cathédrale gothique, au fleurissement des manoirs de la Renaissance, à la noblesse des châteaux et des parcs du grand siècle, toujours se main-

tient cette haute tenue, cette distinction du langage architectural, cette aptitude du génie constructeur de France à imprimer au monument les qualités de clarté, de logique et d'élégance qui sont le propre de son intelligence. Voyez l'unique Versailles, l'unique Nancy, l'unique Bordeaux. Voyez nos vieilles villes parlementaires : Aix-en-Provence, Dijon, Riom, Rennes, Toulouse. Voyez les cités de la grosse bourgeoisie marchande, les villes flamandes et picardes à beffrois et à carillons. Voyez nos bonnes villes médiévales, comblées d'églises, de monastères, de flèches et de pignons dentelés, ou ceintes de remparts, un Rouen, un Strasbourg, un Autun, un Clermont-Ferrand, un Avignon, un Carcassonne, Cordes ou Saint-Omer, Pérouges ou Vézelay, Aigues-Mortes ou le charmant Senlis. Que de telles richesses soient pour notre pays, du point de vue de l'industrie touristique, des avantages des plus précieux, cela est de toute évidence. Peut-être quelque jour un statisticien ingénieux établira-t-il la valeur marchande et le rendement annuel d'une cathédrale de Chartres ou de Reims, d'un site comme le mont Saint-Michel, la Grande-Chartreuse ou les gorges du Verdon (1).

Quelque importance et quelque attrait qu'ait notre passé historique, la France n'est pas uniquement un pays de ruines, d'archéologie, de tradition et de souvenir. La France moderne, active, laborieuse, industrielle, la France au travail sollicite aussi, par d'admirables créations, l'intérêt et l'enthousiasme du tourisme. Le Nord, par exemple, systématiquement dévasté, a entièrement reconstitué depuis la Guerre, sur des données neuves, son industrie : il possède un outillage et des installations qui sont actuellement parmi les plus parfaits du monde : mines et charbonnages, grosse et petite métallurgie, usines de textiles, etc., et nos beaux ports de Dunkerque, du Havre, de Rouen, de Bordeaux, de Marseille.

Il faut ajouter encore à ce substantiel actif ces gloires de notre terroir, nos vignobles universellement connus et appré-

(1) Cette estimation a été tentée pour le Mont-Blanc. « En 1913, 409 000 touristes en ont visité la face française; 275 000 la face italienne; 350 000 le versant suisse. En admettant pour chacun de ces touristes une dépense de 50 francs-or (transport, logement, achats divers), chiffre très modeste, on arrive à ce résultat que le Mont-Blanc a provoqué, en 1913, un chiffre d'affaires de 52 millions, soit 250 millions d'aujourd'hui. » (Du rapport présenté au Conseil national économique, par M. L. Auscher, session de juillet 1927).

ciés du Bordelais, de Bourgogne et de Champagne d'abord, puis de Touraine et d'Anjou, du Rhône, du Jura, d'Alsace.

Et les remarquables et vraiment exceptionnelles ressources en eaux minérales dont la nature nous a libéralement dotés, avec les stations thermales, luxueuses ou modestes, auxquelles les sources, fameuses dès les temps romains, ont donné naissance. Mentionnons aussi le chapelet serré et continu des plages et stations balnéaires de tous rangs, mondaines ou familiales, qui s'échelonnent au long des 3 000 kilomètres de notre littoral (sur 5 000 kilomètres de frontière !) Rappelons nos nombreuses stations de sports et de jeux d'hiver. N'oublions pas non plus d'inscrire parmi nos avantages le renom indiscutable d'un art culinaire, ennobli de crûs généreux, cette table française, si logiquement ordonnée, si subtilement savoureuse, et qu'on s'accorde unanimement à tenir pour la première du monde.

Telle se présente la matière étonnamment diverse du tourisme, ce capital à la fois cohérent et disparate, fait de paysage géographique, d'événements historiques, d'accidents pittoresques, de piété sentimentale à l'égard du passé, de régionalisme, d'archéologie et d'architecture, de souvenirs, de traditions, de cuisine aussi, de richesse matérielle, et de ces indispensables dont les effets peuvent être décisifs : ces qualités de politesse, d'urbanité, de compréhension aimable et de prévenance, de bon accueil enfin, qualités qu'il importe de maintenir en nous, et que vous me permettez de porter à notre crédit, en clôture de cet inventaire.

ROUTES DE TERRE ET ROUTES DE L'AIR

La gent touriste, de jour en jour grandissante et plus nombreuse, va à la conquête de ses richesses, prend possession de ses biens par les moyens les plus variés. Le tourisme, en se développant, devait d'ailleurs de lui-même se diversifier. La multiplicité des curiosités touristiques, les buts et les objets que le monde propose à son attention, comme aussi les progrès, l'extension et la puissance croissante des moyens de locomotion mis à la disposition des voyageurs, appelaient des subdivisions et des spécialisations dans le goût et dans la pratique du tourisme. Entre la modeste excursion pédestre, toujours

florissante, dont la mesure moyenne est d'une vingtaine de kilomètres, et la croisière autour du monde organisée par telle Compagnie maritime, conjuguant sur 50 à 60 000 kilomètres les transports par paquebots, pullman, cars et autos de luxe, entre ces formes extrêmes se déploie une gamme de tourisms particuliers, ayant chacun ses adeptes et ses fervents, offrant chacun son attrait propre, et tendant chacun à atteindre sa perfection et son plein épanouissement.

Le plus simple de tous, le tourisme primordial, le *tourisme à pied* se perpétue en dépit des accroissements de la vitesse, du confort et du champ d'action permis par l'automobilisme. Aux périodes de vacances, nous voyons le pédestrian, pèlerin de la route, cheminer à petite étape quotidienne, équipé, portant le sac, allègre, ne redoutant pas trop l'effort ni le contretemps. Pour lui, la découverte du monde se fait par le menu, et peut-être maintient-il parmi nous le plus pur esprit de tourisme. Il n'est pas de meilleure façon de connaître une région, d'en pénétrer l'intimité, d'en sentir la nature profonde, que ces contacts directs avec elle, les mille remarques faites au jour le jour, les flâneries fécondes, la communion de tous les instants avec le terroir, la population, le paysage, avec l'âme provinciale.

Le *touriste cycliste* est, sous ce rapport, le frère du pédestrian. La souplesse, la légèreté, la facilité de maniement de la bicyclette, lui permettent de s'insinuer dans le pays qu'il visite, d'en explorer le détail. Même indépendance de mouvement, même liberté d'allure et de décision. Et si le pédestrian a le plaisir physique de la marche, le cycliste a l'agrément corporel d'un exercice sain; il roule parmi les sites au rythme régulier et apaisant de la pédale.

La montagne a créé l'*alpinisme*, qui implique des aptitudes à l'effort musculaire, des qualités de résistance et de santé. Joie des ascensions et des escalades; allégresse des difficultés vaincues; récompense des altitudes conquises, de l'espace immense que l'on possède, du spectacle grandiose qui couronne l'excursion, de la religieuse beauté des levers de soleil.

La rivière a fait naître le *nautisme*, la délicieuse promenade d'eau, au battement des avirons, au claquement de la voile, au ronron du moteur, sur le large fleuve, ou l'estuaire,

ou le lac, ou sur la mince et gracieuse riviérette, bordée de roseaux, au caprice des méandres, à travers des paysages fluides, silencieux et calmes, dans le miroitement des lumières, sous le berceau des ombrages. Bientôt peut-être verrons-nous l'*hydrocyclisme*, le cyclisme sur rivière, prendre aussi possession des cours d'eau.

Le *motocyclisme*, rapide et fort, s'associe de près à l'*automobilisme*, aujourd'hui triomphant. La voiture automobile a continué et grandement accentué la révolution qu'avait commencée la bicyclette; elle domine et conditionne notablement le tourisme moderne, auquel elle confère brusquement une ampleur imprévue. Tout en favorisant, par les possibilités qu'elle offre à notre appétit de déplacement, par son confort, son élégance mondaine et son esthétique, l'éclosion du grand tourisme, elle brusque nos mœurs et nous façonne une mentalité neuve. Une vision rapide, fuyante, se substitue en nous à nos vieilles habitudes de perception, change l'image fixe que nous nous faisons des choses en une image mobile, vivante et cinétique. Effaçant nécessairement le détail, l'auto simplifie la notion du paysage, nous laisse des vues d'ensemble et porte notre esprit aux généralités. Cela, dans l'enchantement d'un transport souple, facile, affranchi des difficultés de la distance.

Et voilà que le tourisme prend son envol, conquiert le ciel et, grâce à l'avion, succédant au délicieux ballon libre, peut, en se grisant d'infini, glissant entre les nues, et comme suspendu à elles, révéler encore un autre aspect de notre univers. Un paysage aplani, topographique, illimité, immense et menu, s'écoule au ralenti, laissant jouer sur la tapisserie des champs, des terres, des cultures, des bois, les moires de la lumière et des douceurs fondues des tonalités. Ce *tourisme aérien*, aux hardis débuts, apparaît plein de promesses.

L'amour de la vie libre et du grand air, un besoin de retour à la nature, le pittoresque tonifiant de l'existence sous la tente, nous valent encore le *camping*, soit à pied, soit cycliste, soit automobile, soit nautique, dont l'usage tend à se répandre.

Le glacier et la neige, la splendeur limpide de la montagne cristallisée, et ce même amour de l'exercice vivifiant, conduisent au *tourisme et aux sports d'hiver*, en si grande

vogue dans nos stations des Alpes, des Pyrénées, des Vosges et du Jura.

A côté de ces tourisms d'action et de mouvement, il est aussi un tourisme de repos, c'est la *villégiature*; et un tourisme de santé qui, avec le *thermalisme* et le *climatisme*, avec les villes d'eaux et les centres de cure, les stations thermales ou balnéaires, les stations climatiques, constitue un élément d'une importance considérable, accolé au tourisme proprement dit.

Tourné vers la jeunesse, auxiliaire efficace et joyeux de l'enseignement, animant d'images sensibles les notions reçues par le livre ou la parole du professeur, le *tourisme universitaire et scolaire*, étend une de ses plus vigoureuses et sympathiques ramifications vers nos établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

Cet aperçu, en montrant les principaux aspects que revêt le tourisme, laisse déjà deviner quelles perspectives s'ouvrent sur le terrain économique : chacun de ces tourisms a ses besoins particuliers ; il comporte des acquisitions et de la dépense ; et des industries ou des commerces se sont édifiés sur ces besoins ou, tout au moins, ont dû ouvrir pour eux des rayons spéciaux.

ASSOCIATIONS DE TOURISME ET SYNDICATS D'INITIATIVE

Comment coordonner et diriger, comment stimuler ou même éveiller et provoquer ces activités dissemblables, jaillies d'un goût commun du tourisme ? Comment, d'autre part, « valoriser » la matière touristique, rendre productif le capital-beauté, aux éléments si variés ?

C'est la double tâche assumée d'un côté par les associations de tourisme ; d'un autre côté par des organismes de coordination, officiels ou dus à l'initiative privée. Naturellement solidaires les unes des autres, et effectivement groupés par nécessité pratique, ils constituent aujourd'hui, par leur étroite union, un vaste système de mise en œuvre complexe et puissant, qui est comme la machine motrice du tourisme industrialisé. Il importe d'en indiquer ici les rouages essentiels, — en observant que la France fut, parmi les nations, la première à construire la sienne et qu'elle possède celle dont le méca-

nisme est le plus complet et le mieux adapté à sa multiple fonction.

L'opération que doit, de façon permanente, accomplir cette organisation est à deux temps : d'abord attirer et animer la masse des touristes, l'inciter au voyage, la mettre en mouvement et l'envoyer au loin vers les buts qu'elle s'est choisis; ensuite accueillir ces voyageurs, aider à la satisfaction de leurs goûts, leur assurer la commodité, le confort et l'agrément du transport, du logement et de l'excursion. De là, cette division générale des diverses fonctions que, dans les milieux dirigeants du tourisme, on est convenu d'appeler le *tourisme actif* pour ce qui concerne le premier but et le *tourisme réceptif* pour tout ce qui a trait au second.

Le Tourisme actif a pour éléments composants les grandes Associations de tourisme. Avant 1890, le tourisme, timide, peu répandu, est à peu près amorphe; point d'organisation. A ce moment, la transformation de l'antique et incommode vélocipède en bicyclette, élargit tout à coup les horizons du tourisme, lui ouvre de telles possibilités qu'on voit soudain un peuple d'excursionnistes, libérés des servitudes du chemin de fer, s'élancer gaiement sur nos routes, que la voie ferrée avait peu à peu fait tomber en quasi-désuétude. La communauté des goûts et des besoins de ces premiers et enthousiastes touristes, un impérieux besoin d'entr'aide, un sentiment naturel de sympathie entre ces néophytes, la certitude que le cyclisme naissant était, non un engouement de mode, mais un fait social normal et durable, les amena à se grouper pour l'affirmation et la défense d'intérêts qui avaient surgi avec les mœurs nouvelles et qui allaient accuser rapidement leurs exigences. C'est que le tourisme, à son essor, trouvait pour s'exercer un cadre non approprié, que les routes délaissées étaient devenues médiocres, mal pavées, mal entretenues, manquant de signalisation; que l'hôtellerie, dont le rôle allait grandir, s'attardait en ses routines, qu'elle était souvent dépourvue du confort le plus élémentaire, qu'elle ignorait l'état d'esprit qui se façonnait chez le voyageur sous l'influence des sports, de l'hygiène et du tourisme; que les cartes et les guides étaient insuffisants en ce qui concerne les routes, et bien pauvres d'indications touristiques, etc...

Ainsi naquirent, spontanément, les grandes Associations de

tourisme : le *Club Alpin Français*, fondé en 1874, la plus ancienne des associations françaises de tourisme; le *Touring-Club de France*, fondé en 1890 et qui ne fut à l'origine qu'une modeste réunion de cyclistes; l'*Union vélocipédique de France*, 1881; puis l'*Automobile Club de France*, 1895; l'*Aéro-Club de France*, 1899; le *Yacht-Club*. Les titres disent suffisamment quelles sont les préoccupations dominantes de ces collectivités. Afin de donner une idée de l'activité qu'elles ont à déployer, examinons, à titre d'exemple, la plus importante et la plus représentative d'entre elles : le *Touring-Club de France*.

Petit groupe cycliste à ses débuts (1890), comptant déjà à sa première assemblée générale (1891), 541 membres, il réunit aujourd'hui 230 000 sociétaires cotisants. Il a à sa tête un président et deux vice-présidents qu'assiste un Conseil d'administration de vingt-sept membres, dont les fonctions, ainsi que dans les associations similaires, sont absolument bénévoles. Obligé de porter son intérêt sur une quantité de questions touchant le tourisme, de diviser et de spécialiser progressivement son labeur en plusieurs chapitres, le *Touring-Club* a dû créer un certain nombre de comités et de commissions d'études que complètent des services d'exécution assurés par un personnel fixe d'employés, dont l'effectif comprend actuellement 250 personnes. Ces comités et services sont l'expression de l'évolution et de l'accroissement du tourisme : comité de tourisme pédestre, de tourisme cycliste, de tourisme automobile, de tourisme en montagne, de tourisme nautique, de camping, de tourisme aérien, de tourisme colonial, comité technique des routes, service de la circulation routière, des itinéraires et des villégiatures, comité de l'hôtellerie, du tourisme gastronomique, du climatisme et du thermalisme, de l'hygiène générale et de l'urbanisme, des sites et des monuments, de l'art régional et des musées, de photographie touristique, de propagande, de tourisme universitaire et scolaire, commission d'assistance médico-chirurgicale et de protection aux blessés de la route, services internationaux et des triptyques, service de contentieux, etc... Qu'on excuse cette longue et sèche énumération : elle fait image, elle était nécessaire pour rendre sensible l'étendue d'un œuvre qui doit embrasser toutes les formes du tourisme et

beaucoup de ses à-côtés. Quatre mille délégués (bénévoles eux aussi) établissent des liens d'amitié et de collaboration entre la province et le siège administratif du T. C. F. Ajoutons que le budget de cette association s'est élevé de 1769 fr. 45 en 1891, à 10 000 000 de francs pour 1931. Voilà donc une institution privée qui, composée d'une masse nombreuse de pratiquants du tourisme, est en même temps un important et puissant organisme administratif du tourisme actif. Il n'est pourtant qu'un des éléments de l'organisation générale.

À côté du Touring-Club de France, de l'Automobile Club de France, du Club Alpin Français et de l'Aéro-Club de France qu'on peut qualifier d'associations nationales, se sont formés des groupements régionaux et locaux : le *Club Vosgien*, le *Nord-Touriste*, les *Excursionnistes marseillais*, les *Automobile-Clubs régionaux* groupés eux-mêmes en une puissante Fédération ; les *Aéro-Clubs* régionaux tous affiliés à l'Aéro-Club de France. Entre ces associations nationales ou régionales qui ont chacune leur individualité et leur autonomie et qui poursuivent des fins distinctes, des rapports s'établissent nécessairement, appelés par une évidente solidarité d'intérêts, par la convergence des buts, par le besoin d'unifier leur action. Toute question touristique d'ordre général les touche chacune plus ou moins directement ; par exemple, la signalisation routière, les impôts frappant l'automobilisme, les taxes hôtelières, etc... Il importe donc qu'elles aient entre elles un lien permanent : telle est la destination de l'organisme de liaison qu'est l'*Union nationale des Associations de tourisme*, fondée en 1920, qui assure l'exécution d'importants services communs à plusieurs Associations, comme par exemple celui des Examens de conduite des automobiles, de la répression des fraudes sur la distribution de l'essence, de l'établissement et de l'entretien des postes de secours sur route.

Parallèlement à l'organisation du tourisme actif se dresse le système complémentaire du tourisme réceptif.

Son élément fondamental est le *Syndicat d'initiative*, organisme d'accueil, groupant des personnes de bonne volonté, et dont l'œuvre est toute désintéressée. Chaque ville, localité, ou même région, offrant un attrait de curiosité, possédant une valeur touristique, ou climatique, ou thermique, pouvant de ce fait devenir un centre d'attraction, s'est généralement donné,

un tel syndicat. Son rôle est de préparer la réception et le séjour des visiteurs, de leur indiquer les hôtels convenables, de leur fournir des renseignements sur les curiosités, les sites, les monuments, les ressources de la ville ou de la région, de tracer des itinéraires. A cet effet, il ouvre dans sa station un bureau de renseignements, où des indications sont données, toujours gratuitement, à tout venant. En outre, il s'attache à mettre en valeur la localité ou la région qu'il représente, publie des notices descriptives, des « dépliants » de propagande, des cartes; il émet aussi des vœux, d'intérêt général ou local, qui sont transmis aux grandes administrations publiques, dont il devient de la sorte le collaborateur dans le domaine du tourisme. Au 1^{er} mars 1930, on comptait 703 syndicats d'initiative.

Autonomes et, on le conçoit, d'importance très variable, ces syndicats réceptifs se sont eux-mêmes agrégés, pour les mêmes raisons qui avaient amené l'union des associations du tourisme actif. A la fin de la guerre, sous l'influence principalement du Touring-Club, ils se sont solidarisés approximativement dans le cadre des divisions géographiques naturelles, formant des *Fédérations de Syndicats d'initiative* régionales. La France se trouve ainsi partagée en un certain nombre de circonscriptions touristiques. Leur nombre est de 20 pour la France métropolitaine, 3 pour l'Afrique du Nord, 7 pour les colonies.

A leur tour, les fédérations se sont confédérées en une *Union des Fédérations de Syndicats d'initiative*. Grâce à cet organisme de liaison et de direction, les syndicats locaux et les fédérations régionales concertent et coordonnent leurs efforts, disciplinent leur activité, peuvent aborder les problèmes d'utilité générale; ils obtiennent un meilleur rendement que si efforts et activité s'exerçaient en ordre dispersé.

Le besoin se fit bientôt sentir d'un rapprochement entre ces représentants autorisés du tourisme et les pouvoirs publics, les administrations et les services de l'État. Il importait que les desiderata formulés par les associations, les syndicats ou les fédérations, fussent connus et entendus en haut lieu; qu'au besoin, fussent même provoquées les initiatives administratives ou parlementaires. Enfin, le tourisme, grandissant chaque jour, ne pouvait plus confiner son activité dans les

limites des frontières nationales. Et puisqu'il devenait une grande et profitable industrie et, comme on l'a dit, une exportation à l'intérieur, il lui fallait porter ses ambitions au dehors, faire appel à la clientèle étrangère. C'est à cet effet qu'en 1910 fut créé ce rouage, l'*Office national du tourisme*, institution officielle rattachée au ministère des Travaux publics et dont le Conseil d'administration, composé de personnalités appartenant aux milieux parlementaires, aux administrations publiques, aux éléments dirigeants des grandes associations du tourisme, du thermalisme et du climatisme, est nommé par le ministre.

A l'étranger, où doit s'exercer sa mission essentielle de propagande, il dispose de nombreux bureaux spéciaux dans les capitales et les grandes villes du monde entier; il possède également des offices sur nos plus beaux paquebots transatlantiques.

La place prise dans la vie du pays par le tourisme, son intégration graduelle dans l'économie nationale, font apparaître des besoins et des droits qui nécessitent des mesures d'ordre général et appellent la consécration de dispositions législatives; voici donc un *Groupe du tourisme au Sénat* et un *Groupe du tourisme à la Chambre*, que rapproche l'*Union du tourisme officiel*.

Toutes les forces vives du tourisme que nous venons d'énumérer, tous les éléments du thermalisme et du climatisme qui sont aujourd'hui, avons-nous dit, des associés directs du tourisme, centralisent leur action et défendent leurs intérêts communs par le moyen d'une *Confédération nationale du tourisme, du thermalisme et du climatisme français*.

En France, comme dans presque tous les États, un *Conseil supérieur du tourisme* a été institué par le Gouvernement, conscient de la valeur économique du tourisme et de son action génératrice de travail et de richesse. Et enfin, dernière et suprême création, témoignage de la puissance acquise par le tourisme et de l'attention que désormais le gouvernement est amené à lui porter, ce *Haut commissariat du Tourisme* qui, devenu maintenant sous-secrétariat d'État, fait intervenir les intérêts du tourisme jusque dans les conseils du Gouvernement.

Presque tous les États modernes, on le devine aisément, ont été déterminés à s'armer aussi d'une organisation touris-

tique; ils ont institué des organes de conceptions assez diverses mais dont les lignes essentielles présentent une ordonnance assez semblable à celle qui vient d'être décrite, et qui souvent a été inspirée par la nôtre. Il va de soi qu'avec le développement universel du tourisme, le débordement de son essor par delà les frontières et l'interpénétration de ses activités, surgissent de vastes et graves problèmes internationaux (douanes, transports, passeports, etc., entre autres) qui mettent en solidarité les grands systèmes administratifs des nations et les placent, de fait, dans une certaine dépendance mutuelle (1).

Ajoutons que le tableau de l'organisation française du tourisme serait incomplet, si nous imaginions ce bloc isolé en sa fonction dans l'activité économique de la nation. Il est nécessaire de se le représenter environné d'autres systèmes, soit industriels, soit commerciaux ou financiers, qui sont comme en état de mitoyenneté avec lui. Ainsi les *Synlicats hôteliers* locaux s'amalgament en *Fédérations* régionales; une *Chambre nationale de l'Hôtellerie* a été créée en 1917; et il existe une *Alliance internationale de l'Hôtellerie*, qui a son siège à Paris. Pour les chemins de fer, nous voyons une *Union internationale des chemins de fer*. N'oublions pas l'*Union internationale pour l'émission des billets à coupons combinés*, la *Fédération internationale des Agences de voyage*; la *Fédération aéronautique internationale*, etc. Ces unités spécialisées concourent intimement à l'œuvre générale entreprise par les organisations proprement touristiques. Des *Congrès*, régionaux, nationaux, internationaux, provoquent entre les uns et les autres des rencontres fréquentes où sont étudiées et discutées les questions d'actualité ou d'avenir touchant au développement et au perfectionnement du tourisme.

L'HÔTELLERIE MODERNE

La position du tourisme dans le mouvement économique de notre temps a, comme on le voit, ceci de très spécial, qu'il confine aux activités les plus diverses, qu'il déborde sur elles

(1) Un accord permanent s'établit entre eux, grâce à trois rouages internationaux : l'*Alliance internationale du Tourisme* dont le siège est à Bruxelles; l'*Association internationale des Automobile-Clubs reconnus*, dont le siège est à Paris, et le *Conseil central du Tourisme international* également à Paris.

et en est en même temps pénétré : le rapprochement constant qui se produit entre les organisations du tourisme et les éléments du commerce, de l'industrie, des grands services publics, de la haute administration, est un trait frappant du mode de production propre au tourisme. C'est en toute cordialité et en étroite collaboration que se rencontrent, pour des études communes et des réalisations pratiques, les dirigeants du tourisme et les représentants de l'hôtellerie, des réseaux de chemins de fer, des compagnies maritimes, des Chambres de commerce, de la banque, des Conseils généraux, les fonctionnaires des services des Travaux publics, des Eaux et Forêts, des Beaux-Arts, de l'Hygiène, de l'Enseignement, des Monuments historiques, — et telle administration qui, comme celle des Douanes, semblait par ses exigences devoir être un obstacle perpétuel au libre développement du tourisme, devient une auxiliaire amicale par la compréhension dont elle fait preuve à l'égard des problèmes qui lui sont soumis et par la bonne volonté qu'elle apporte à les résoudre.

L'œuvre accomplie aujourd'hui par les associations et les organisations du tourisme, conjointement bien souvent avec lesdites administrations, est considérable, touffue et multiple. Nous ne pouvons encore qu'effleurer ici ce chapitre substantiel et en indiquer seulement les points capitaux. C'est dans les domaines de l'Hôtellerie, de la Circulation et de la Route que l'effort créateur a principalement porté. Route, chemin de fer et hôtel sont, en effet, les facteurs essentiels du développement du tourisme ; ils en conditionnent avant tout le bon fonctionnement. Point de routes satisfaisantes, point de trains rapides et faciles, point d'hôtels recommandables, et la plus belle région du monde demeure à l'écart de l'essor conquérant et fructueux du tourisme, privée des bénéfices que lui vaudrait une exploitation découlant de sa valeur foncière.

Pour ce qui est de l'hôtellerie, la *Chambre Touring-Club* a fait époque dans l'histoire du tourisme et même de nos mœurs. Libérée des tentures, des baldaquins, des tapisseries et rideaux qui, selon l'ancienne mode, en paraissaient être le décor obligé, mais que condamnait l'hygiène nouvelle, elle apparut avenante et fraîche, gaie dans sa simplicité, un peu nue, rassurante surtout avec ses murs ripolinés, son parquet net, son air de propreté, sa clarté et sa franchise d'aspect.

Rompant résolument avec les routines, elle fut une petite révolution et marqua, voilà quelque trente ans, le début d'un effort ininterrompu qui a entraîné le renouvellement total de l'hôtellerie.

Cette heureuse évolution a eu pour couronnement la création d'un organisme financier, le *Crédit national hôtelier*, destiné à permettre à l'industrie hôtelière française, par des avances de crédit, de se développer tant en quantité qu'en qualité, c'est-à-dire d'accroître sa capacité réceptive et de se moderniser. Institué par la loi de finances du 30 juin 1923, il est spécialement une banque des hôteliers, affectée à l'hôtellerie de *tourisme* et réservée à la *petite* et *moyenne* hôtellerie. Outre les opérations bancaires usuelles d'escompte, d'avances, de lettres de change, de comptes de dépôts, etc., il a essentiellement pour but de soutenir, par des prêts à court ou à long terme, les efforts de création ou de rénovation des hôteliers. Le court terme, d'une durée d'un an, concerne les dépenses rapidement amortissables que nécessitent les améliorations partielles ou saisonnières, les frais de réapprovisionnement en matériel, de meublement, etc. Le long terme, d'une durée de deux à douze ans, finance les opérations de crédit immobilier : la construction, les agrandissements ou la transformation des hôtels. Le montant total, depuis 1925, des prêts à court terme accordés par le C. N. H. s'élève à 15 712 000 francs et pour le long terme à 56 367 185 francs, ce qui a eu pour résultat la création ou l'amélioration pendant cette période de 14 183 chambres ou locaux hôteliers. Il est à observer que cette action se produit non au hasard des sollicitations, mais dans le cadre d'un plan national d'équipement hôtelier, arrêté par un *comité consultatif* formé de personnalités de l'hôtellerie, du tourisme et de la banque, aidé de *comités régionaux*, lesquels sont établis, soit dans les circonscriptions des Fédérations de syndicats d'initiative, soit dans celles des Régions économiques. Un *Service technique d'architecture* examine obligatoirement les plans proposés par les hôteliers ; ce service est mis aussi, gratuitement, à la disposition des hôteliers qui désirent le consulter sur leurs projets de construction ou de transformations. Le C. N. H. est donc à la fois une banque et un conseiller ; mais il s'interdit strictement toute participation à des entreprises commerciales et ses opérations sont d'ailleurs contrôlées par

un *commissaire du gouvernement*. Il était nécessaire d'insister sur cet élément capital et original de notre organisation touristique, institution excellemment adaptée à sa fonction, et que la France, remarquons-le aussi, est encore seule à posséder actuellement.

Une autre réalisation liée à l'œuvre du tourisme dans ce domaine, c'est l'enseignement professionnel donné dans les *Écoles hôtelières*. Une vingtaine de ces établissements, placés dans les grands centres de tourisme, prépare la formation d'un personnel compétent, armé de toutes les connaissances et qualités qu'exige de plus en plus le difficile, complexe, et très délicat métier d'hôtelier moderne. Ces écoles relèvent, les unes du sous-secrétariat de l'Enseignement technique, les autres du ministère de l'Instruction publique, d'autres enfin sont des institutions libres.

Signalons encore, pour leur curiosité, et pour les promesses d'avenir que peut-être ils recèlent en eux, certains aspects tout nouveaux de l'hôtellerie, nés des besoins du tourisme ; ils annoncent des spécialisations pittoresques que cette industrie semble appelée à développer et à parfaire : ce sont les *Hôtels d'aéroport*, d'un aménagement spécial, qui commencent à se multiplier aux États-Unis ; les premiers *Camps collectifs de camping* installés par le Touring-Club de France et les confortables *Hôtels-Camps* de Californie ; les *Auberges de la Jeunesse* en faveur de l'Allemagne ; les *Dude-Ranch*, grandes fermes du Far-West hébergeant des citadins qui, pendant leur villégiature demi-agricole, mènent une existence de cow-boys amateurs ; les *Wagons-Hôtels* des chemins de fer de Finlande, hôtellerie mobile (wagons-chambres et wagons-restaurants) qui stationnent sur les voies de garage durant les périodes d'affluence touristique. Voilà de piquantes anticipations du tourisme !...

L'ÉQUIPEMENT DE NOS ROUTES

Il ne m'est pas possible de traiter ici de l'influence dominante exercée par le tourisme sur la transformation du réseau routier mondial et sur son adaptation aux nécessités modernes. Ce sujet exige à lui seul un copieux développement. Je signalerai seulement quelques-unes des innovations qui ont été et

qui sont encore essentiellement du rôle des groupements de tourisme.

Tous les usagers de la route connaissent, au moins par expérience journalière, l'œuvre immense de *signalisation* accomplie depuis la guerre par le T. C. F. et par les organisations de tourisme, notamment les Automobile-Clubs, aidés par les principaux constructeurs, Dunlop, Michelin, Citroën, Renault, Peugeot, etc... Les anciennes plaques indicatrices de l'Administration, suffisantes pour un mouvement routier lent et peu fourni, ne convenaient plus aux besoins de la circulation automobile, toujours plus dense et qui accélère constamment ses vitesses. L'initiative privée a devancé l'action des services publics ; elle a indiqué à ceux-ci la solution du problème en fournissant nos routes de signaux de direction, d'obstacles ou de protection, apparents, clairs, aisément et rapidement lisibles. L'État, les Départements et les Communes coopèrent d'ailleurs maintenant très activement à cette signalisation routière. La Conférence diplomatique internationale de la route, tenue à Paris en 1926, les travaux de la Commission de signalisation aboutissant à la circulaire interministérielle du 2 avril 1930, ont décidé l'adoption internationale de types officiels d'indications conventionnelles, l'unification et la simplification des signaux, et ont établi une entente nécessaire entre les donateurs et l'Administration.

Une très avantageuse conquête de l'organisation internationale du tourisme est la création du *Triptyque douanier* qui permet à un automobiliste de se rendre d'un pays dans un autre pays, avec sa voiture automobile, en évitant le versement des droits de douane à la frontière et leur remboursement à la sortie, pour l'« importation temporaire » du véhicule lorsqu'il s'agit d'un séjour de tourisme dans un pays étranger. Commencé en 1896 sur l'initiative du Touring-Club de Belgique, et appliqué d'abord aux bicyclettes, l'usage du triptyque a été étendu, dès 1900, aux voitures automobiles : il réduit et supprime à peu près complètement les formalités de franchissement de la frontière.

Autres innovations heureuses du tourisme organisé, servant l'intérêt général : — l'important service des Examens pour l'obtention des *Permis de conduire*, confié à l'Union nationale des Associations de tourisme (339 631 examens en

1930 pour l'ensemble de la France); — le service du *Contrôle de la distribution de l'Essence*, exercé au nom des groupements du tourisme (35 000 kilomètres de route surveillés au cours de 1930); — le service tout récemment créé du *Secours sur route*: équipement progressif des routes, et selon un programme prévu, en postes de premiers secours, offerts par le T. C. F., l'A. C. F., les A. C. régionaux, par des industriels, et avec l'aide d'une subvention accordée par le ministère de l'Intérieur; le nombre de ces postes atteint présentement près de 2 000, ayant relevé déjà 81 morts et secouru près de 3 000 blessés: ce chiffre dit éloquemment l'utilité du nouveau service, — le service encore naissant de la *Surveillance de la route*: formation d'une garde mobile et rapide, compétente en matière de circulation routière et munie d'un matériel roulant approprié à sa mission. L'Union nationale des Associations de Tourisme, dont le rôle en cette entreprise de sécurité publique et d'initiative, d'expérimentation et de démonstration, a fourni à la gendarmerie nationale chargée de cette police un certain nombre de voitures et véhicules offerts par des constructeurs d'automobiles; elle a ouvert un crédit de 200 000 francs pour assurer le fonctionnement de cette surveillance pendant la période de démonstration.

Rappelons enfin les routes de pur tourisme, dont le tracé, la création ou l'amélioration sont d'inspiration touristique, construites sur l'initiative et avec la participation des grandes associations, les unes complètement équipées à cette fin et pourvues de nombreux services d'autocars, les autres en voie d'organisation ou en projet: routes magnifiques des Alpes et des Pyrénées, route des crêtes dans les Vosges, route des Cévennes inaugurée en 1929, route automobile du Puy-de-Dôme, route des Lacs landais classée depuis 1929 dans le réseau national. Ces éléments spécialisés s'incorporent au programme d'outillage économique du pays.

En ce qui concerne les chemins de fer, bornons-nous à noter sommairement: rapidité, confort et même luxe de ceux de ces transports qui sont affectés aux grandes lignes de tourisme. Nombreux services saisonniers. Chaque grand réseau ferroviaire possède son bureau de renseignements de tourisme et se livre à une active propagande par la brochure, l'image et l'affiche, au profit des régions qu'il dessert. Tarifs

G. V. 8 et 108 en faveur du tourisme populaire, accordant une réduction de 50 pour 100 sur le prix des billets pour les excursions collectives dirigées par les associations de tourisme. Création par les Compagnies d'une hôtellerie moderne et confortable dont les établissements, — s'ils ne sont pas absolument réservés à la clientèle de tourisme, — sont, par le goût et l'agrément de leurs installations, l'expression réalisée de l'« hôtel de tourisme ». Notons plus particulièrement les *Circuits d'autocars* organisés par tous les réseaux, et dont l'exploitation est généralement concédée à une Société auxiliaire de transports. Des centaines de circuits, couvrant des milliers de kilomètres, transportent annuellement des millions d'excursionnistes.

Il faudrait encore énumérer des œuvres diverses. Reboisements; aménagements de montagnes; chemins et sentiers forestiers des aux Clubs de tourisme; abris et refuges; bancs placés sur des points d'où se découvrent des vues panoramiques; tables d'orientation; sites remarquables aménagés et mis en valeur, tels que le Balcon de l'Oisans, la Grande Chartreuse, centre de tourisme modèle, la forêt de Fontainebleau, l'Aven Armand dans les Causses; ou les gorges du Verdon équipées par le Touring-Club de France, accessibles depuis peu grâce au tracé de 18 kilomètres de chemins; ou le projet de création d'un Parc national de Camargue par la réserve de 20 000 hectares autour du Vaccarès; etc. Nous sommes là en pleine matière touristique; l'inventaire de cette partie de l'œuvre de nos organisations pourrait emplir un volumineux chapitre.

Il nous faut nous restreindre; mais nous appelons l'attention de nos lecteurs sur un fait nouveau très significatif: la sauvegarde de notre « capital-beauté » assuré par la loi du 2 mai 1930 « ayant pour objet de réorganiser la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque ». Cette loi remédie efficacement aux insuffisances que laissaient subsister la loi du 21 avril 1906, relative aux paysages, et celle du 31 décembre 1913 sur le classement des monuments historiques. Elle est directement issue des études et des travaux d'une de nos grandes associations de tourisme: nous surprenons par cet exemple une des interventions extrêmes du tou-

risme moderne, qui fait sentir son influence jusque sur le terrain juridique et législatif.

Si incomplet que soit ce résumé de l'œuvre du tourisme organisé, il permet cependant d'en saisir l'importance, l'étendue et la diversité. Cette œuvre fait partie intégrante de l'outillage industriel, commercial et administratif du pays, puissante machine mise au service de son activité économique.

UNE ABONDANTE SOURCE DE RICHESSE

Ce n'est pas sans quelque embarras que nous abordons le chapitre de la valeur économique du tourisme : il fait apparaître une fois encore l'aspect paradoxal de cette « industrie ». L'économiste se trouve inéluctablement en présence d'une certitude et d'une imprécision, d'une évidence et d'un insaisissable. Que le tourisme organisé et industrialisé soit aujourd'hui une des grandes sources de la richesse nationale, qu'il participe pour une notable part à l'équilibre de sa balance commerciale, c'est ce dont on ne saurait douter et tout le monde est aisément d'accord sur ce fait. Mais l'estimation de sa valeur indiscutable échappe à la rigueur arithmétique et le calcul de son rendement déjoue les recherches du statisticien. Répétons-le : le tourisme n'est pas au sens strict du mot une industrie, mais une puissance génératrice et motrice. Il provoque, suscite, fait créer et produire abondamment autour de lui, sans être lui-même directement producteur. Dégager des chiffres particuliers au tourisme des statistiques générales se rapportant aux activités solidaires du tourisme est une opération qui, toujours, demeurera à peu près impossible. Comment, par exemple, déterminer dans le trafic global des chemins de fer la part qui revient au tourisme ? Comment extraire la contribution certainement très importante du tourisme dans le volume d'affaires des agences de voyages ? Le qualificatif d'automobile *de tourisme*, donné dans quelques classifications administratives à des voitures rapides, par opposition aux « poids lourds » de l'industrie, n'implique évidemment pas qu'une telle voiture ne soit affectée qu'à usage de tourisme. Pareillement, d'une enquête que nous avons fait entreprendre dans plusieurs grands magasins de confection, il

résulte qu'on ne saurait atteindre à plus de précision dans le domaine de l'habillement.

Un travail des plus estimables d'évaluation de la valeur foncière et commerciale du tourisme, — ou du moins de deux de ses éléments, le Thermalisme et le Climatisme, — est celui qui a été présenté au Conseil supérieur du Tourisme, au mois de décembre 1929, par le docteur Cany, président de la Fédération des Syndicats d'initiative du Massif central. Inventaire préliminaire et limité qui représente un effort intéressant de statistique critique. Se fondant principalement sur l'indice fourni par le produit de la taxe de séjour perçue dans les stations classées de cure et de séjour, et sur certaines informations contrôlées (qu'il n'y a pas lieu d'exposer ici), l'auteur est arrivé à la conclusion qui peut se condenser ainsi :

Valeur foncière du Thermalisme : 4 milliards 570 millions

Valeur foncière du Climatisme : 8 milliards 700 millions

Ce total de 13 270 millions représente la valeur des hôtels, casinos, sources, établissements thermaux, immeubles privés, édifices publics, installations. — Noter que n'entrent pas en compte les transports, voyages, excursions, etc. On est donc en droit de doubler, pour le moins, les chiffres.

Valeur commerciale, c'est-à-dire le rendement de ces centres, estimé d'après la dépense moyenne des visiteurs (2 000 à 2 500) : près de 5 milliards.

Ces 5 milliards se répartissent ainsi :

4 milliard 1/2 pour les matières premières alimentaires (agriculture, viticulture, etc.).

1 milliard pour la main-d'œuvre (employés, ouvriers).

1 milliard pour les impôts et taxes (État, départements, communes).

800 millions pour industries diverses.

500 millions pour les matières premières non alimentaires.

100 millions pour les hôteliers.

Le ruissellement en ces différentes directions de la richesse commerciale rend concrète la notion d'industrie nourricière, d'industrie génératrice, que nous avons plusieurs fois définie.

Par la pensée, additionnons les productions demandées aux industries, commerces et activités divers appelés à satisfaire aux besoins du tourisme en action. D'abord tout ce que doivent

au tourisme les *Transports*, par le rail, par la route, par la mer, et maintenant par les airs (1), et imaginons la masse de population formée par le personnel, employés et ouvriers, attaché à ces services. Représentons-nous la contribution que peut apporter le tourisme au commerce de l'*Automobile*, les achats de voitures, leur entretien, les réparations, les garages et les ateliers de mécanique, le débit de l'essence et de l'huile, les multiples accessoires de l'auto, les pneumatiques, l'électricité, les assurances.

Envisageons tout ce qu'embrasse le logement temporaire du touriste, l'*Hôtellerie* de tous rangs, du palace à l'auberge, de la pension de villégiature ou de cure au restaurant. Essayons de nous figurer la consommation du tourisme en *Habillement*, tricot, chandails, imperméables de caoutchouc, vêtements de cuir, chaussures de fatigue ou de montagne, etc... Puis les *Accessoires* du tourisme : sacs alpins, piolets, skis, jumelles, boussoles, etc.

La *Photographie*, art et commerce, c'est-à-dire, d'une part, la vente d'appareils photographiques, d'autre part, le commerce des photographies de monuments et la menue, l'innombrable carte-postale illustrée. L'*Imprimerie-Librairie* : les guides de voyages, les cartes topographiques, routières ou touristiques, les itinéraires et enfin l'abondante masse de publications publicitaires : dépliants, horaires, livrets, affiches.

Voyons aussi le *Commerce* détaillant qui vient se grouper auprès des hôtels et crée avec eux, en ouvrant des magasins élégants, des quartiers prospères. N'omettons point les services des Postes et Télégraphes, les expéditions de marchandises dont le trafic est accru par les apports du tourisme; ni le paiement des entrées dans les musées et les monuments; ni les bénéfices que retirent du tourisme, directement ou indirectement, l'État, les départements et les villes, en droits, taxes et impôts... A la vérité, il est bien peu d'industries qui ne se ressentent de l'influence créatrice du tourisme. Et si, du point de vue statistique, une discrimination n'est pas aisée de la part qui lui revient en propre, cette part n'en est pas

(1) Dans le premier semestre de 1931, 1 007 avions de tourisme ont atterri à l'aérodrome du Bourget, ou y ont pris leur envol; 475 étaient anglais, 307 français, 92 belges, 48 américains, 30 suisses, 18 allemands, 13 hollandais, 24 divers. Ce mouvement du port montre le développement du tourisme aérien.

moins certaine, considérable, pouvant se chiffrer en millions et milliards, — 10 milliards, soit le quart de notre commerce extérieur, estimait-on devant le Sénat (1927).

Dans cet énorme volume d'affaires, il importe de remarquer la part qui est due à la venue de visiteurs étrangers ; la consommation et les dépenses de ces hôtes constituent notre « exportation intérieure », important apport d'or qui intervient en faveur de notre balance commerciale. Quelques chiffres vont préciser cette notion. En 1930, 406 000 Américains (contre 313 000 en 1929) sont venus en Europe, dont moitié environ ont visité la France.

Au cours de 1930, notre pays a reçu :

| | | |
|--------------------------------|-----------|-----------|
| Des États-Unis | 200 000 | touristes |
| Du reste de l'Amérique . . . | 100 000 | — |
| De Grande-Bretagne | 881 000 | — |
| D'Espagne | 560 000 | — |
| De Belgique | } 700 000 | — |
| De Suisse | | |
| D'Allemagne | | |
| De l'Europe centrale | | |

Soit 2 millions 1/2 ; le revenu de cette importation a été évalué à 10 milliards pour 1930, — contre 13 milliards en 1929, fléchissement qui est la conséquence de l'état général de crise économique. (Compte rendu de la session annuelle du Conseil supérieur du Tourisme, 27-28 janvier 1931.)

Résultat aussi, avouons-le, d'un manque de vigilance de notre part. Tout succès commercial est en grande partie fonction d'un effort publicitaire. Dans la concurrence qui met la France en rivalité avec les pays voisins, il est extrêmement regrettable que notre Office national de Tourisme, spécialement chargé de la propagande à l'extérieur, ne soit doté que d'un maigre budget de 7 millions, dont il doit être défalqué les dépenses d'entretien de ses vingt bureaux à l'étranger, alors que l'Allemagne consacre à sa publicité 40 millions de marks-or (240 millions de francs), dont 17 millions de marks (102 millions de francs) destinés à l'Amérique du Nord, 10 millions de marks (60 millions de francs) pour New-York seul. Et l'Italie 30 millions de lires. Et l'Espagne 12 millions de pesetas. Aucun autre commentaire que celui-ci : tandis que l'importation touristique s'abaisse dans notre pays, elle s'est, depuis 1924, pro-

gressivement élevée en Allemagne, dans une proportion qui atteint 140 pour cent...

PERSPECTIVES D'AVENIR

Le tourisme élargit ses horizons. Mis en possession des moyens matériels puissants et agréables que lui apporte constamment le progrès industriel, ses ambitions grandissent avec ses possibilités d'action; c'est-à-dire, avec la vitesse des transports, le développement prodigieux de l'automobilisme et de l'aviation, l'extension et la perfection du réseau routier, l'accroissement de l'hôtellerie.

Les voyages d'agrément à travers les pays d'Europe ou d'Amérique en Europe, sont déjà d'usage courant. C'est au delà et dans une autre direction que se portent les nouvelles ambitions du tourisme. Le pittoresque grandiose, les merveilles, les séductions de notre empire colonial lui ouvrent des perspectives, singulièrement attirantes. Notre organisation touristique métropolitaine s'étend déjà à plusieurs de nos possessions et, en conséquence, le tourisme tend à s'y implanter. C'est ainsi que notre Indochine s'est équipée en routes et en hôtels assez complètement pour permettre de visiter très confortablement ses sites splendides et ses merveilleux monuments. C'est ainsi également que notre Afrique occidentale française est parcourue en ce moment par un groupe de quatorze touristes, membres du Touring-Club de France, qui a organisé pour eux, dans des conditions exceptionnelles de facilité, d'intérêt et de prix, un déplacement de six semaines destiné à servir d'exemple. Il en sera de même les années suivantes pour nos colonies d'Amérique, Antilles et Guyane, pour notre grande île de Madagascar et sa voisine, l'île de la Réunion, pour notre admirable Indochine et même, s'il est possible de trouver des participants pouvant disposer de beaucoup de temps, pour nos îles océaniques, véritables paradis sur terre. Ailleurs, le domaine est encore vierge. De hardies prospections, des raids de découverte entrepris par de puissantes maisons d'automobiles, ébauchent à travers l'Afrique et vers l'Extrême Orient les voies futures du tourisme.

Le temps n'est pas si loin où Taine, plaisantant agréablement les touristes, en distinguait les variétés « au ramage, au plumage et à la démarche » ; mais cet humour nous semble aujourd'hui bien désuet. Le tourisme s'est acquis parmi nos industries capitales, par droit de conquête, une place dont la légitimité ne saurait être contestée.

S'il est, comme cet exposé a tenté de le montrer, une force génératrice de nos industries, le tourisme est aussi un élément régénérateur pour des parties de notre France que la pauvreté de leur sol et l'âpreté de leur paysage faisaient considérer comme à jamais deshéritées et que les courants vivifiants de circulation humaine laissaient à l'écart. Ainsi des tristes landes bretonnes, ainsi des causses désertiques, ainsi de ces vallées pierreuses, splendides et stériles, les cañons de l'Ardèche, du Tarn, du Verdon. Des régions, hier ignorées, qui n'avaient d'autres ressources qu'une maigre économie rurale, reçoivent du tourisme, qui les offre à l'admiration des voyageurs, un flot de vie nouvelle et de richesse. Des cités déchues, que l'activité moderne délaissait et qui s'ensevelissaient dans leurs ruines, les Baux, Aigues-Mortes, Pérouges, Cordes, s'éveillent, grâce au tourisme, à l'espoir d'une résurrection. Et pour la plupart de nos grandes villes, florissantes depuis des siècles, une fonction nouvelle, celle du tourisme, s'ajoute à leurs aptitudes économiques foncières : ainsi de Grenoble qui, à la ganterie, à la papeterie, au ciment, adjoint l'industrie très profitable pour lui du tourisme ; ainsi de Rouen, de Dijon, de Nancy, de Toulouse, de Nîmes, de Strasbourg, devenus des capitales touristiques.

Grande valeur économique donc ; mais valeur morale et psychologique également. Car, au terme de cette étude, n'oublions pas le touriste lui-même : il a pu paraître un peu perdu dans cette vaste administration qui s'étend sur sa passion et enveloppe ses goûts et sa pensée. Conduit, dirigé, pris dans des circuits organisés et engagé dans des itinéraires tout tracés, n'ayant qu'à se laisser aller commodément, conseillé dans ses impressions, prévenu dans ses émotions, son « esprit de tourisme » n'est-il pas exposé à succomber dans la standardisation ? sa personnalité, son initiative, ne risquent-elles pas de s'évanouir ? L'esprit de curiosité se défendra toujours. Et les grandes facilités que lui permet l'organisation industrielle

du tourisme ne font qu'accroître son désir. N'est-ce rien que de pouvoir approcher familièrement les plus belles œuvres de la nature, les plus belles œuvres des hommes ? Précieuse acquisition d'images, de connaissances et d'émotions ; élargissement de la conscience.

Cultivons notre jardin, dit Candide : de ce jardin, le tourisme peut faire un parc magnifique. Celui qui a su voir notre passé historique se dérouler en images sensibles ; celui qui, dans ses promenades, a communiqué avec les foules, qui a été ému de la belle candeur de nos imagiers, qui a vu s'éveiller, fleurir, chanter, puis mourir la cathédrale française ; qui a senti le sourire de l'humanisme se mêler à la lumière des paysages de Loire, l'esprit de Descartes planer sur le parc classique ; celui qui pense avec Montaigne : « la vue des places que nous savons avoir été hantées et habitées par personnes desquelles la mémoire est en recommandation, nous esmeut ; je prise les reliques et les images de tant d'honnêtes hommes et si valeureux », ce touriste s'est acquis la plus pure richesse spirituelle. Pour lui, par le paysage et par le monument devenus des symboles, toute notre civilisation se peint dans son âme en émouvante épopée ; et il éprouve le religieux recueillement qui nous vient à contempler la marche des hommes, perpétuellement en route vers le destin.

EDMOND CHAIX.

BATAILLE DE LA MARNE

PIÈCE EN DEUX ACTES

Voici la première pièce vraiment originale, inspirée par la Guerre. Est-ce parce que la bataille de la Marne est notre Salamine? L'imagination de l'auteur est retournée tout naturellement vers ce modèle d'éternelle beauté qu'est la tragédie grecque. Dans la vision stylisée qu'il nous donne de la Bataille, l'individu disparaît; il cède la place à des personnages représentatifs : la France personnifiée, devenue une personne que nous voyons, comme l'aurait vue Michelet, souffrir, transir, espérer et renaître; la Mère; les Soldats; le Chœur composé de paysannes en robe noire et tablier bleu, qui sont les Provinces envahies. Le Messager annonce les événements à mesure qu'il les voit, car *il les voit* se dérouler sous ses yeux, il y assiste et il nous y fait assister par le récit qu'il en donne, entrecoupé, haché, haletant, et dont l'émotion qu'il lit dans ses yeux, dans sa voix, trouve aussitôt le chemin de nos cœurs.

Un symbolisme obtenu par un procédé de simplification tout classique, — un exposé direct qui relate les faits dans leur réalité objective et leur rigoureuse précision, — tels sont les deux éléments qui, loin de se contrarier se complétant, caractérisent la conception dramatique de l'auteur et en font la nouveauté. Pas de littérature, au sens fâcheux du mot. Pas de couplet patriotique. Rien de ce que les combattants appelaient « bourrage de crâne ». Mais la simplicité toute nue, une prose vigoureuse et sobre, un art qui ne s'aperçoit pas.

La mise en scène est à l'avenant. Pas de décors, rien qu'une

toile de fond. Pas de foules ni d'art de faire mouvoir les foules. Tout cela qui n'est que pour les yeux aurait affaibli l'impression : c'est parce qu'on ne voit rien, qu'on peut tout imaginer.

La pièce est admirablement jouée sur la scène du Vieux-Colombier. Les quinze acteurs, — de Mme Marie-Hélène Dasté (La France), si noble d'attitudes, si émouvante, aux paysannes du chœur, de M. Saint-Denis, le chauffeur de taxi, à M. Boverio, messenger magnifique qui, drapé dans son carrick, a des allures de prophète, — tous ont interprété cette prose toute frémissante de nos souvenirs avec la même simplicité et le même sens de la grandeur. Ce beau et si probe succès fait le plus grand honneur à la jeune et vaillante Compagnie des Quinze, ainsi qu'à son ingénieux et actif directeur, M. Michel Saint Denis.

Au sortir de la première représentation, un mot était sur toutes les lèvres et s'est retrouvé sous la plume de juges difficiles : un événement théâtral. L'Académie française s'est empressée de ratifier ce jugement en décernant d'emblée le prix Brieux à la pièce de M. André Obey.

R. D.

PERSONNAGES

FRANCE.

LE MESSENGER.

LES SOLDATS.

PREMIER SOLDAT (François).

DEUXIÈME —

TROISIÈME —

QUATRIÈME —

CINQUIÈME —

LA MÈRE.

LA VIEILLE DAME.

SYLVIE.

LE SOLDAT ALLEMAND.

LES FEMMES.

PREMIÈRE FEMME.

DEUXIÈME —

TROISIÈME —

QUATRIÈME —

CINQUIÈME —

SIXIÈME —

LES VIEUX CIVILS.

LE CHAUFFEUR DE TAXI.

LE PAYSAN.

LE DOCTEUR.

LE JARDINIER.

ACTE PREMIER

On entend, dans la coulisse à gauche, une lointaine musique militaire — *La Victoire en chantant...* et un bruit confus de voix d'hommes.

Au lever du rideau, les femmes sont massées, face à gauche, au milieu de la scène, silencieuses et tendant le cou et l'oreille.

UNE FEMME, soudain.

Les voilà!

TOUTES.

Les voilà!

(La musique et les voix se rapprochent.)

LA FEMME.

Les voilà... (avec un sanglot) qui partent!

LES FEMMES

Seigneur! ils partent pour la guerre!...

LA MÈRE.

Du calme! Il faut être calme et sourire. Il faut que les soldats qui partent pour la guerre traversent des villages en fête! Celles d'entre vous qui peuvent rire, qu'elles rient!

LA FEMME, sanglotante.

Oh! mon Dieu... Oh! mon Dieu!...

LA MÈRE.

Si tu ne peux te contenir, Marie, cache-toi derrière les autres. Pleure tout ton souï, mais lève les deux bras et agite-les joyeusement.

(Musique. Rires d'hommes. Piétinement de troupe.)

LA MÈRE.

Cache-toi. (La femme passe. La mère la retient par un bras.) Est-ce que tu crois, par hasard, que je suis gaie? J'ai le cœur crevé. (Elle lâche le bras de la femme et crie, avec bravoure.) Les voilà! Les voilà!

LES SOLDATS, en coulisse.

Au revoir, mesdames.

LES FEMMES ET LA MÈRE.

Au revoir! Au revoir!

(Elles font le geste de jeter des fleurs. On entend les troupes passer gaiement. Surgit un soldat de la coulisse. Il court à la mère et l'embrasse.)

LE SOLDAT.

Maman!

UNE VOIX D'HOMME, en coulisse.

François!

LE SOLDAT.

Oui, mon lieutenant.

(Il va pour se dégager. La mère le retient. Puis, le laissant aller :)

LA MÈRE.

Va, mon cher garçon.

(Le soldat sort en courant.)

LA VOIX D'HOMME.

Ne pleurez pas.

LA MÈRE.

Je ne pleure pas.

LA VOIX D'HOMME, s'éloignant.

Il reviendra... C'est une simple promenade

LES HOMMES, chantant.

C'est une simple promena-a-a-de...

LES FEMMES ET LA MÈRE.

Au revoir!

LES HOMMES, loin.

Au revoir!...

(Les bruits décroissent et meurent soudain.)

LES FEMMES, tout bas.

Partis !

LA MÈRE.

Attendez, attendez!... Le vent nous fera bien l'amitié de nous les rendre un peu.

(Silence. Les femmes prêtent l'oreille.)

VOIX DES HOMMES, très loin.

Au revoir !

LA MÈRE et LES FEMMES, passionnément tendues vers le fond.

Au revoir !

(Un temps.)

LA MÈRE.

Eh bien ! oui, les voilà partis. Il n'y a plus qu'à attendre qu'ils reviennent.

LES FEMMES, les bras ballants.

Attendons !

MARIE.

Ne devrions-nous pas rentrer chez nous, chacune dans sa maison et... ranger toutes les choses que leur départ a mises en l'air : toutes ces choses...

LES FEMMES.

Toutes ces choses...

LA MÈRE.

Mais vous pleurerez.

LES FEMMES.

Oh ! oui.

MARIE.

Madame, nous aurons beau faire, nous n'avalerons pas ces larmes. Il faut qu'elles sortent.

LA MÈRE.

Écoutez, mes enfants. Allez ranger votre maison, mais faites vite. Fourrez-moi dans l'armoire tout ce qui pourrait vous accrocher au long des jours qui vont venir. Et revenez ici avec des yeux séchés, une figure propre, un petit cœur tranquille.

(Les femmes vont pour sortir.)

LA MÈRE.

Je ne vous demande pas d'être heureuses, mais je veux que vous soyez gaies. Comme eux, là-bas, comme eux.

LES FEMMES.

Oui, madame.

(Elles sortent.)

LA MÈRE, fondant en larmes.

Petit garçon... petit garçon...

(Elle pleure sans bruit, les yeux droits dans le public. Le Messenger entre joyeusement par la gauche.)

LE MESSENGER, au public.

Nos troupes sont à Mulhouse. Si, si, si, si, Mulhouse!... Eh bien! vous êtes contents? Il paraît qu'en entrant à Altkirch, elles ont trouvé les maisons pavoisées avec des drapeaux d'avant 70. De vieux drapeaux déteints... Vous ne connaissez pas Altkirch?... C'est vert!... Oh! Alsace... Alsace...

(Il reste penché vers la porte du proscenium, guettant les nouvelles. Entrée tumultueuse, par la gauche, des femmes poussant devant elles un vieux paysan.)

LES FEMMES.

Alsace! Alsace!

UNE FEMME.

Alsace-Lorraine!

LES FEMMES.

Alsace-Lorraine!

LE PAYSAN.

J'irai à pied, moi qui vous parle, faire visite au maire de Strasbourg, mon collègue.

LES FEMMES.

Bravo !

LE PAYSAN.

A pied ! Oui ! Moi ! Trente kilomètres par jour ! Haha !

LES FEMMES.

Haha !

PREMIÈRE FEMME.

Quel Noël, cette année, si l'Alsace réveillonne avec nous !

TOUS.

Ah ! quel Noël !

DEUXIÈME FEMME.

Tous les chapeaux des dames de Paris, cet hiver, auront deux grandes coques de ruban.

TROISIÈME FEMME.

Nous porterons toutes des bas blancs.

QUATRIÈME FEMME.

Et des petits souliers vernis.

TOUTES.

Oui, oui, oui !

LE PAYSAN.

Rions !

(Tous se mettent à rire.)

LE MESSAGEUR.

Nous sommes à Sarrebourg et à Château-Salins. (Le rire du chœur cesse. Au public.) Hein ? Ah ! écoutez, prenez une carte. Sarrebourg, pas Strasbourg ! (Il hausse les épaules.) Quoi ?... Oh ! ça va bien, ça va aussi bien que possible. Je me demande seulement si... hum ?... Rien, rien...

(Il s'adosse d'un air absorbé au cadre de scène gauche.)

LA MÈRE.

Quel calme !... Mon Dieu, quel calme !

LE PAYSAN.

On ne dirait pas que c'est la guerre.

UNE FEMME.

Elle durera encore longtemps ?

LE PAYSAN.

C'est l'affaire d'un mois, six semaines.

LES FEMMES.

Six semaines !

LE PAYSAN.

Le temps de finir la moisson et de commencer les vendanges. Ah ! on ne savait pas qu'on était si forts !

LES FEMMES.

Non !

LE MESSAGEUR.

Chut !

LES FEMMES, plus bas.

On ne savait pas.

LE MESSAGEUR.

Tsss ! (En communication, par la porte du proscenium, avec un interlocuteur invisible.) Oui... oui... oui... Ben, euh ! évidemment, mais... c'est tout de même un échec... un échec peu grave, mais un échec... Bédame !... C'est loin de Nancy, ce Grand Couronné ?... Heu ! Heu !... Et... il y a beaucoup de casse ? (Le renseignement le fait siffler.) Effioù !... (Un petit temps.) Et, dites donc... eh !... Et en Belgique ?... Et en Belgique ?...

(On comprend qu'il n'a pas eu de réponse... Il tambourine d'un air soucieux sur le portant.)

LA MÈRE.

Mon Dieu, quel calme !

UNE FEMME.

Écoutez donc !

(Tous écoutent.)

LA FEMME.

Non, ce n'est rien.

LA MÈRE.

L'air est d'un fin !...

LE PAYSAN.

C'est un été comme on n'en a pas vu depuis longtemps. J'crois ben qu'il nous faudrait remonter jusqu'à 93, l'année de la comète...

LES FEMMES.

En 1911 ?

LE PAYSAN.

Oh ! ça, c'était l'enfer. Tout grillait... Non, je vous parle d'un été bel et brave... Eh ben, vous verrez ça, c't'été-ci sera un des plus grandioses ed'toute vol'vie !

LE MESSAGEUR, soudain, en se penchant vers la porte du proscenium.

Quoi ?... Quoi ?... Eh ! Eh ! Quoi ?...

(Il se jette dehors.)

MARIE.

Écoutez !

LES FEMMES, après un tout petit temps.

Les cloches !

LE PAYSAN.

Je n'entends rien.

LA MÈRE.

Si, si, mais alors... loin.

LES FEMMES.

Très loin.

(Entre France, masquée, par le fond. Elle marche, elle court, elle s'arrête elle repart, elle écoute, elle hésite, elle met ses deux mains croisées sur son cœur, elle a deux ou trois grands gestes avortés, elle sort en courant par la gauche.

Silence. Les femmes et le paysan sont restés à écouter. On entend brusquement un coup de canon lointain.

LE PAYSAN, se levant.

Hé?

(Deuxième coup de canon. Les femmes se lèvent.)

LE PAYSAN.

Vos cloches deviennent folles?

LA MÈRE.

C'est le canon, n'est-ce pas?

LE PAYSAN.

Ça m'en a l'air.

LES FEMMES.

Le canon !

MARIE.

On tire peut-être au Camp de Châlons.

LE PAYSAN.

Châlons est là (il montre la droite, premier plan) et le canon cogne par là-bas (il montre le fond gauche). Ça vient de Laon et de plus loin que Laon. Ça vient...

LES FEMMES, criant.

... De la guerre !

(Canon. Rentre le Messager par la gauche du proscenium.)

LE MESSAGER.

Toutes les portes des frontières enfoncées. Un million de soldats allemands entre en France avec 4 000 pièces de campagne, 450 batteries lourdes et 700 mortiers monstrueux.

(Canon.)

Ils avancent rapidement et sur un front énorme, par les routes nationales, les routes départementales, les chemins de traverse, à travers bois, à travers champs, à travers tout. Ils coulent, ils roulent, ils chantent, ils disent que la guerre est fraîche et joyeuse.

(Canon.)

Nous reculons.

(Silence. Entrent, par le fond gauche, trois femmes échevelées.)

LES ARRIVANTES.

Ils viennent !

LES AUTRES FEMMES.

Qui ?

LES ARRIVANTES.

Ils viennent !

LES AUTRES FEMMES.

Mais qui ?

LES ARRIVANTES.

Eux !

LE PAYSAN.

Les Allemands ?

LES ARRIVANTES.

Oui.

LE PAYSAN.

D'où venez-vous ?

LES ARRIVANTES.

Du Nord.

LE PAYSAN.

Du Nord de la France ?

LES ARRIVANTES.

Oui ! Oui !

LE PAYSAN.

Impossible !

LES ARRIVANTES.

Les maisons brûlent.

LES AUTRES FEMMES ET LE PAYSAN.

Les maisons ?

LES ARRIVANTES.

Les meules brûlent.

LES AUTRES FEMMES ET LE PAYSAN.

Brûlent ?

PREMIÈRE ARRIVANTE.

L'église a été bombardée.

DEUXIÈME ARRIVANTE.

L'école a été bombardée.

TROISIÈME ARRIVANTE.

La mairie, bombardée.

PREMIÈRE ARRIVANTE.

Le mail...

DEUXIÈME ARRIVANTE.

Le presbytère...

TROISIÈME ARRIVANTE.

Le cimetière...

TOUTES TROIS.

Bombardés !

LE PAYSAN.

Vingt dieux !

(Sortie du messager. Canon.)

LES ARRIVANTES, elles sursautent.

Allons-nous en !

LE PAYSAN.

Minute !

LES ARRIVANTES.

Tout de suite ! Tout de suite ! Allons-nous en ! (Canon.)
Allons-nous en !

LA MÈRE.

Voyons, mes filles, voyons... vous avez besoin de manger, de boire, de dormir. Ils ne viendront pas jusqu'ici.

LES ARRIVANTES.

Ha ! ha !

LA MÈRE.

En tout cas, pas aujourd'hui.

LES ARRIVANTES.

Ha ! Ha ! Ha ! Nous les avons vus.

PREMIÈRE ARRIVANTE.

Nous les avons vus fondre sur le village.

DEUXIÈME ARRIVANTE.

Nous sommes montées dans le clocher de l'église...

TROISIÈME ARRIVANTE.

Avec la femme du sacristain...

PREMIÈRE ARRIVANTE.

Qui est morte.

DEUXIÈME ARRIVANTE.

Ils coulent comme un fleuve.

TROISIÈME ARRIVANTE.

Ils roulent comme une flotte.

PREMIÈRE ARRIVANTE.

... sous de grandes voiles de poussière...

DEUXIÈME ARRIVANTE.

... tendues... ah !...

TOUTES TROIS.

... jusqu'au ciel !

(Canon plus proche.)

LES AUTRES FEMMES.

Allons-nous en !

LE PAYSAN.

Courage !

LES AUTRES FEMMES ET LES ARRIVANTES.

Allons-nous en ! Allons-nous en !

(Canon de plus en plus proche.)

TOUTES LES FEMMES, sauf la mère.

Ah ! (Canon.) Ah ! (Canon.) Ah ! (Canon.)

LE PAYSAN.

Partez !

(Canon.)

LES FEMMES.

Venez !

LE PAYSAN ET LA MÈRE.

Non !

(Canon.)

LES FEMMES.

Adieu !

(Elles sortent en courant par la gauche. Canon régulier et de plus en plus proche. — un coup toutes les trois secondes. Le paysan et la mère remontent lentement vers le fond.)

LE PAYSAN.

Si c'est pas malheureux d'gâcher les pièces de blé... et les vignobles... et tout un beau pays comme ça ! (Arrivé devant la porte du fond, il lève les bras.) Ah !... j'vois la guerre !... C'est un monstre !

(Canon. Il tombe sur les genoux et roule en coulisse.)

LA MÈRE.

Monsieur le Maire ! Monsieur le Maire !... (Elle sort. On l'entend crier.) Il est mort !

(Court silence, puis violente clameur derrière le théâtre. Une troupe de soldats en fuite surgit du fond, poursuivie par une voix qui crie.)

LA VOIX.

Halte ! Halte ! arrêtez-vous !... Face à l'ennemi ! Face à l'ennemi ! n... de Dieu !

(Les soldats s'arrêtent. Ils sont en ligne face au public. Ils se retournent vers le fond. Ils soufflent. Entre le Messager par le fond. Trompette.)

LE MESSAGEUR.

Échec de la première et de la deuxième armées en Alsace.
Échec des troisième et quatrième armées dans le Luxembourg belge.

Échec de la cinquième armée sur la Sambre.

Échec du corps expéditionnaire britannique à Mons.

Échec sur toute la ligne.

(Trompette.)

LA VOIX.

En retraite !

(Le Messager sort d'un long pas pesant (le pas de la retraite) par la porte gauche du proscenium.)

LA VOIX.

En retraite !

(Les soldats en ligne se retournent vers le public et font deux pas ensemble. Coup de canon formidable. Les soldats, pris de panique, se mettent à courir.)

LA VOIX.

En ordre !

LES SOLDATS, s'arrêtant.

En ordre !

(Mitrailleuses. Les soldats sortent par la gauche du même pas que le Messager. Mitrailleuses. Deux ou trois sifflements d'obus. On entend la voix de France qui appelle en coulisse.)

LA VOIX DE FRANCE.

Général !... Général !... Où est le général ?...

(Entre France par le fond. Depuis la mort du paysan, la porte du fond est devenue de plus en plus rouge.)

FRANCE.

Est-ce qu'on avait prévu cela dans les grandes manœuvres d'automne ? Ou bien, est-ce que ça vous surprend comme moi ?

Hein ?... Dites ?... Est-ce que ça s'est déjà vu dans d'autres guerres ?... Est-ce que ça se répare ?... Général, parlez !... Expliquez moi, je comprendrai. N'ayez pas peur d'être technique. Parlez-moi votre bon argot de bataille. Vous en avez un, général ?... (Elle appelle.) Général !... Ah ! j'ai été lâchement attaquée.

(Elle sort par la gauche du même pas que les soldats. Silence. La porte du fond s'éteint. Rentre, par le fond, le chœur de femmes, en se trainant.)

DEUX FEMMES, épuisées.

Oïe-oïe !

DEUX AUTRES FEMMES.

Oïe-oïe-oïe !

TOUTES.

Oïe-oïe-oïe-oïe !

LA CORYPHÉE.

Arrêtez ! (Les femmes s'arrêtent.) On n'entend plus le canon !

LE CHŒUR.

Si, si.

LA CORYPHÉE.

Non, je vous le jure. Écoutez bien !

(Elles écoutent.)

UNE FEMME.

Nous l'avons encore dans l'oreille.

LE CHŒUR

Nous en avons la tête pleine.

LA FEMME.

Haoum !... Haoum !...

LE CHŒUR.

Haoum !...

LA CORYPHÉE.

Non, je vous dis. Nous avons lâché le canon. Nous l'avons battu à la course.

LE CHŒUR.

Nous l'avons vraiment lâché ?

LA CORYPHÉE.

Oui.

LE CHŒUR.

Ouf !

(Elles se laissent tomber par terre ; un petit temps.)

UNE FEMME.

Le silence entre dans mes oreilles blessées comme un baume.

LE CHŒUR.

Un baume.

LA FEMME.

Mais ce que mes yeux ont vu ne s'efface point de mes yeux :
des flammes... de la fumée... du sang au soleil.

LE CHŒUR.

Du sang !

(Toutes se cachent les yeux.)

LA CORYPHÉE.

Laissez vos yeux ouverts. Rafraîchissez vos yeux, baignez-les dans le calme de ce village tout pareil à celui que nous avons quitté.

LE CHŒUR.

Mais ce n'est pas le nôtre.

LA CORYPHÉE.

C'est un gentil village de France comme le nôtre... Reposez-vous.

UNE FEMME.

Des flammes !

LA CORYPHÉE.

Tais-toi !

UNE AUTRE FEMME.

De la fumée !

LE CHŒUR.

Du sang !

LA CORYPHÉE.

Silence!... Il faut dormir, vous êtes mortes de fatigue.
Essayez de dormir un peu.

LE CHŒUR, à voix basse.

Du sang!

LA CORYPHÉE.

Dormez!

(Les femmes s'endorment l'une contre l'autre. La Coryphée se lève et va, sur la pointe des pieds, vers le fond gauche de la scène.)

UNE FEMME, en dormant.

Du sang!

(Elle s'éveille à demi, regarde dans le public d'un air égaré et se rendort en frissonnant. Entrent par la gauche milieu, une vieille dame vêtue de noir, de grand air, et un bon gros médecin rougeaud.)

LA VIEILLE DAME.

Voici ces pauvres femmes, docteur. (A la Coryphée.) Bonjour, madame.

LA CORYPHÉE.

Chut! Elles dorment. Bonjour, madame.

LE MÉDECIN.

Vous venez de loin?

LA CORYPHÉE.

Oh! oui!

LA VIEILLE DAME.

A pied?

LA CORYPHÉE.

A pied.

LE MÉDECIN, il crie.

C'est insensé!...

LA DAME ET LA CORYPHÉE.

Chut!

LE MÉDECIN, plus bas.

C'est insensé!

LA DAME ET LA CORYPHÉE.

Chut! Chut!

LE MÉDECIN, plus bas.

Ça me fait bouillir, vous comprenez. On ne perd pas la tête comme ça! Il y a quinze jours, toutes les feuilles nous bombardaient de statistiques de matériel, de véhicules, de munitions... est-ce que je sais?... Et tout d'un coup, tout ça s'envole?

LA CORYPHÉE.

Monsieur le docteur, vous ne pouvez pas imaginer... la brusquerie, la violence, la... (elle a un bref sanglot) l'épouvante de cette chose-là.

UNE DES FEMMES, en dormant.

Oh!... Oh!...

LE MÉDECIN.

Oui, ma mignonne.

(Il passe et va se pencher sur les femmes.)

LA DAME, à voix basse.

Ma pauvre femme, asseyez-vous.

LA CORYPHÉE, de même.

Si je m'asseois, je m'endors.

LE MÉDECIN.

Celle-ci fait une grosse fièvre.

LA CORYPHÉE.

Elle est si lasse.

LA DAME.

On va lui donner un bon lit.

LA CORYPHÉE.

Merci, madame.

LA DAME.

Qu'est-ce que vous avez donc de blanc dans les sourcils?

LA CORYPHÉE.

De la poussière, sans doute.

LE MÉDECIN.

Elle est enceinte, celle-ci, n'est-ce pas?

LA CORYPHÉE.

Oui, de cinq mois.

LA DAME.

Oh! pauvre, pauvre...

LE MÉDECIN.

Et celle-là, elle s'est donc déchiré l'épaule.

LA CORYPHÉE.

Ça doit être une balle... Nous quitions le village... Elle a poussé un cri...

LA DAME.

Une balle, mon Dieu... Est-ce que c'est grave?

LE MÉDECIN.

Je ne pense pas. Mais elle a dû pas mal souffrir.

LA CORYPHÉE.

Elle disait que ça lui cuisait.

(Le médecin qui s'est relevé revient près des deux femmes.)

LE MÉDECIN.

Eh bien! voilà. Il n'y a pas trop de dommage. Mais je voudrais les voir couchées.

LA DAME.

On va les y mener. On va les y mener.

(Ils se sont approchés du chœur endormi. Ils le contemplent en hochant tendrement la tête.)

LE MÉDECIN.

Réveillez-les, ma bonne amie.

LA DAME.

Mesdames, mes amies... mes filles... Réveillez-vous, je vous en prie... Vos malheurs sont finis.

(Les femmes s'éveillent.)

LA DAME.

J'ai une maison blanche dans un beau jardin.

LE CHŒUR.

Une maison blanche?

LA DAME.

Oui!... Grande!... Calme!...

LE CHŒUR, se levant.

Dans un jardin?

LA DAME.

... Avec une petite rivière.

LE CHŒUR.

Oh!

LA DAME.

Venez!

LE CHŒUR.

Oh!

LA CORYPHÉE.

Quel joli réveil, n'est-ce pas?

LE CHŒUR.

Oh! oui.

(Les femmes se mettent à rire doucement.)

LE MÉDECIN.

Elles sont gentilles.

LA DAME.

Venez. Venez.

(Elles font un pas vers la gauche. Coup de canon au loin. Stupeur.)

LE MÉDECIN.

Voilà l'orage.

LE CHŒUR.

Haha ! l'orage... C'est le canon !

LE MÉDECIN.

Mais non, voyons.

LE CHŒUR.

C'est le canon !

UNE FEMME.

Vous allez faire sa connaissance !

DEUXIÈME FEMME.

Il va faire trembler la terre sous vos pieds !

TROISIÈME FEMME.

Il va vous casser la tête !

QUATRIÈME FEMME.

Il va vous entrer dans la peau !

CINQUIÈME FEMME.

Il va vous sonner dans le ventre !

LE CHŒUR.

Chut !

(Un temps d'attente. Coup de canon.)

TOUS.

Horreur !

(Entre une femme, en courant, par le fond droite de la scène.)

LA FEMME.

Qu'est-ce que vous faites là ? Vous êtes fous ! Ils arrivent. Il en arrive depuis trois jours, la grande rue est trop étroite. Il est passé plus d'hommes dessus depuis trois jours que depuis trois siècles qu'elle dure. Leur artillerie, rien qu'en roulant, a défoncé tout un côté des maisons. Il n'y a plus de pavés ; ils sont rentrés dans la terre... Ils passent. Ils sont féroces. Un vieux garde-chasse a lâché sur eux, de son grenier, deux coups de carabine. Alors, ils tirent dans toutes les fenêtres. Le maire a été fusillé. J'ai tous mes cheveux roussis.

(Canon.)

LE CHŒUR.

Ah!

LA FEMME.

Allez! Allez!

(Le Chœur se jette hors de la scène par la gauche en criant. Un petit temps.)

LA VIEILLE DAME.

C'est malheureux! J'aurais tant aimé faire quelque chose pour elles... Enfin!... Bonsoir, docteur, il faut que je rentre, Félicie va boudier tout le temps du dîner.

LE MÉDECIN.

Bonsoir, ma chère amie.

LA VIEILLE DAME.

Soyez prudent! Vous avez entendu ce qu'a dit cette jeune femme? N'allez pas fumer votre pipe à la fenêtre quand ces gens-là défilent!

LE MÉDECIN.

Comme ça me ressemble! Je suis plus craintif qu'un lièvre. Bonsoir.

LA VIEILLE DAME.

Bonsoir.

(Ils s'éloignent, elle va vers la gauche, lui vers le fond. Canon.)

LE MÉDECIN.

Ah! dites-moi.

LA VIEILLE DAME.

Oui.

(Ils reviennent d'un pas l'un vers l'autre.)

LE MÉDECIN.

Vous allez certainement loger des officiers.

LA VIEILLE DAME.

Bon!

LE MÉDECIN.

Eh bien! ne les raillez pas, dites? Je les connais, ils n'entendent point l'ironie. Et ils sont d'un orgueil...

LA VIEILLE DAME.

Il m'arrive souvent de manquer de tact.

LE MÉDECIN.

Je vous prévient seulement qu'une certaine... facilité française les met hors d'eux. Je les connais bien... Il faut que vous pensiez parfois à effacer...

(Canon.)

LA VIEILLE DAME.

Il n'y a plus moyen de s'entendre.

LE MÉDECIN.

...à effacer ce petit pli qui danse au coin de votre bouche quand vous avez devant vous quelqu'un qui vous amuse.

LA VIEILLE DAME, riant.

C'est une ride.

LE MÉDECIN.

C'est un petit pli. Tenez, le voilà... Il vous fait ressembler à Mme de Sévigné.

LA VIEILLE DAME.

Ha ! Ha ! Ha ! Bon docteur... Allons, bonsoir. (Canon.) Je crois qu'il commence à pleuvoir des tuiles.

LE MÉDECIN.

Bonsoir, madame. Oui. Je vais coucher dans ma cave.

(Ils s'en vont, chacun par sa porte. On entend un choral lointain, mais vague, indistinct, avec des trous de silence. Entre le Messager. Il tend l'oreille vers le choral. Puis :)

LE MESSAGER.

Voici. Le général va bien. Jamais il ne s'est mieux porté. Lever à six. Coucher à dix. Déjeuner à midi. Dîner à huit heures. Une petite promenade pour la digestion. Et un sommeil d'enfant. (Choral lointain.) Vous entendez ? Je viens de les voir entrer à Soissons : c'est une mer humaine. Qu'est-ce que je disais?... Ah ! oui, le général dort ses huit heures sans même se retourner dans son lit. Autour de lui, les officiers d'état-major se mangent les sangs, se rongent les ongles, brûlent,

maigrissent, grelottent et enfantent, chaque nuit, dans la sueur et la géhenne du cauchemar, un plan de bataille génial qu'ils ne retrouvent jamais le matin. Ce qui fait que l'atmosphère du Grand Quartier... (Choral un peu plus proche.) C'est un choral de Bach... Ils le chantaient en entrant à Saint-Quentin. Et ils criaient aux gens en passant: « Demain Paris! Demain Moulin-Rouge! » (Avec l'accent allemand.) Moulin-Rouge! (Il prête l'oreille. Le choral s'est encore approché.) Bon Dieu! quelle ruée!... Et rien à faire pour les semer! Voilà le drame. Il est là. Pas ailleurs!... On donne des coups de boutoir à droite, à gauche, au centre, sur la Meuse, à Marles, à Guise. On les retient six heures. On les repousse même. Bah! c'est comme si on les soulevait à la force du poignet. (Il fait le geste du leveur de poids.) Ils vous regardent dans les yeux, ils vous soufflent dans le nez. Ils pèsent, ils pèsent... On a juste le temps de s'écarter pour ne pas être écrabouillé! Dès qu'on les lâche, ils dégringolent... brram!... comme une avalanche!... Alors, vous comprenez... (Fin du choral. Explosion de cris lointains.) Les voilà encore entrés dans une ville de France. (A quelqu'un de vague dans le public.) Mais est-ce que je sais, monsieur?... Amiens, oui, peut-être... oui, ça doit être Amiens... Amiens!... Ah! il faut que les soldats français soupirent après la bataille!... Il faut qu'ils recommencent à rire et à blaguer... Il faut...

(Entrée des soldats par le fond. Mornes, épuisés, muets.)

UNE VOIX, en coulisse.

Chantez!

(Les soldats se traînent sans rien dire.)

LA VOIX.

Oh! chantez donc!

UN DES SOLDATS (le François du début).

Moi, n'est-ce pas, qu'on me demande de mourir, je veux bien. Mais marcher comme ça... marcher comme ça...

LES SOLDATS, dans le grave.

Ta gueule!

LA VOIX.

Vous me feriez tant de plaisir si vous vous mettiez à chanter, mes enfants, je vous jure... Chantez, voyons, chantez!

FRANÇOIS, lamentable.

« Auprès de ma blonde... »

LES SOLDATS.

Ta gueule!

FRANÇOIS.

On n'a pas le droit! C'est dégoûtant! C'est inhumain! C'est lâche! C'est bête! C'est bête! C'est...

LES SOLDATS, plus fort.

Ta gueule!

LA VOIX.

Halte!

(Les soldats tombent par terre d'un bloc.)

LA VOIX.

Ne vous endormez pas. Bon Dieu!... Les voilà qui s'endorment!... Debout! Debout! Entendez-vous! Debout! allons.

(Les soldats se remettent péniblement sur leurs pieds et relèvent François endormi.)

LA VOIX.

Allez, en route... Marchons! Marchons!

(Les soldats s'en vont vers la coulisse. A gauche, François à la queue, soutenu par un camarade.)

FRANÇOIS, en sortant.

Soixante-dix-huit kilomètres depuis hier soir... Soixante-dix-huit kilomètres sans une heure de vrai sommeil. (Sa voix se perd.) Soixante-dix huit kilomètres!...

LE MESSAGEUR.

La 5^e armée... oui... eh bien! toute la nuit, elle s'est défilée entre les colonnes allemandes. Toute la nuit! Si elle ne s'est pas vue prisonnière à l'aube, c'est qu'il y a un bon Dieu. Toute la nuit, vous voyez ça!... Cliquetis, gourmettes, grincements de harnais et plac et plac et plac des chevaux... (A voix basse.) Hep! C'est des cuirassiers? (Dans un souffle.) C'est les uhlands.

— Oh! bon Dieu!

— Chut! Chut! Chut! Il y a des uhlands à notre droite...
Silen-ence!

(Un petit temps.)

— Et qui est-ce qui marche à notre gauche?

— On marche à notre gauche?

— Tenez! Tenez, il y a un type qui vient de buter contre
une racine.

— Qui marche à notre gauche? Qui marche à notre
gauche?

— Les fantassins du 1^{er} Corps?... Eh! Eh! C'est bien le
1^{er} Corps?

— J't'en f...! C'est des chasseurs du 10^e Corps allemand!

— Allemand?

— Allemand!

— Faites passer que le 10^e Corps allemand nous flanque
sur la gauche... Silence!... Éteignez les cigarettes!... Marchez
dans l'herbe!... Pressons! Pressons!... Et silence, hein?
Silence!

— Reculer pour mieux sauter!... Reculer pour mieux sauter!
Mais il n'y a pas moyen de reculer tranquille!... (Tourné vers la
coulisse à gauche.) Marchez, marchez, allons!...

(Il sort à grands pas vers la gauche. Entrent les femmes par le fond. Elles
trottent comme des moutons.)

LA CORYPHÉE.

Arrêtez!

LES FEMMES.

Non!

LA CORYPHÉE.

Arrêtez-vous!

LES FEMMES.

Non!

LA CORYPHÉE.

Arrêtez donc, je vous en prie. Reposez-vous.

UNE FEMME.

Non. Non. Le canon va nous rejoindre. Je le sens qui court
après nous...

LA CORYPHÉE.

Mais non.

LES FEMMES.

Il court.

LA FEMME.

... A travers champs comme un taureau...

LES FEMMES.

... Un taureau...

LA FEMME.

Qui voit rouge... Le voilà!

LA CORYPHÉE.

Non.

LES FEMMES.

Le voilà.

LA CORYPHÉE

Non, je vous dis.

(Canon.)

LES FEMMES.

Haaa!...

(Canon. Les femmes éclatent en sanglots. Canon. Les femmes trottent vers la sortie à gauche en pleurant comme des petites filles. Tout de suite, les soldats entrent par le fond. Ils font quatre ou cinq pas, épuisés.)

LA VOIX, en coulisse.

Halte!

(Les soldats s'entrechoquent et s'arrêtent. Une voix indistincte crie quelque chose derrière le théâtre.)

LA VOIX, en coulisse.

En route!

(Les soldats repartent. Canon.)

LA VOIX, en coulisse.

Halte! Halte! Halte!

(Les soldats s'arrêtent. Entre France, masquée. Elle court aux soldats avec emportement, s'arrête à un mètre d'eux, puis s'approche doucement. Elle fait un geste hésitant vers eux.)

LA VOIX.

En route!

(Les soldats repartent, France marche près d'eux et les guette avec passion. Une voix crie quelque chose derrière le théâtre.)

LA VOIX, en coulisse.

Halte!

(Les soldats s'arrêtent. Ils sont au premier plan, vaguement en ligne, face au public. Cinq pauvres têtes, cinq pauvres corps. France les passe en revue avec une sorte de terreur. Arrivée devant François, elle va pour glisser son bras autour du cou du petit soldat. Mais François chasse le geste comme on chasse une mouche, d'un air abruti. Cependant on entend ce dialogue :)

LA VOIX, en coulisse.

... ? (Interrogation indistincte).

LA VOIX, derrière le théâtre.

... ! (Réponse indistincte, lointaine. Mitrailleuse loin.)

PREMIÈRE VOIX.

C'est bien la forêt de Compiègne ?

DEUXIÈME VOIX.

De Compiègne ? Ha ha ! C'est la forêt de Chantilly.

PREMIÈRE VOIX, incrédule.

Allez ! allez !... Chantilly ?

DEUXIÈME VOIX.

Je vous le dis.

PREMIÈRE VOIX.

Chantilly ! Près de Paris ?

UNE VOIX.

Non, voyons... près de Berlin. Ha ha ha !

PREMIÈRE VOIX.

En route ! En route !

(Les soldats se remettent en marche et sortent par la gauche. Canon. On entend en coulisse le choral allemand, — nettement plus près que tout à l'heure, mais encore éloigné. France l'écoute toute droite à la place où elle est restée au départ des soldats. Le choral s'achève, comme tout à l'heure, sur des cris et des rires. Alors, France, troussant sa jupe, marche à grands pas vers le fond, comme si elle allait faire tête à l'ennemi et se fait cueillir vers le milieu de la scène, par l'arrivée du Messenger.)

LE MESSENGER.

Madame!

(France s'arrête et se retourne.)

LE MESSENGER.

Madame... (Il marche vers France.) J'ai l'honneur de vous rendre compte que la cathédrale de Reims est bombardée...

(France s'affaisse d'un coup. Le Messenger met un genou en terre et lui parle incliné et d'une voix monocorde, comme on parle à une mourante.)

LE MESSENGER.

La grande route de l'ouest, entre les deux tours.

(Canon.)

LE MESSENGER.

La Vierge qui riait au milieu des Rois, des patriarches et des anges...

(Canon.)

LE MESSENGER.

Les stalles du chœur, les boiserries et la chaire du Cardinal.

(Canon. Silence. Un oiseau de la forêt se met à chanter. France lève la tête vers lui, puis la laisse retomber.)

LE MESSENGER.

La statue de saint Rémi... La statue de saint Thierry... La statue de la reine de Saba... sont... oui... décapitées... Mais la statue de Jeanne d'Arc...

(L'oiseau reproduit en chantant l'inflexion de la dernière phrase. Rumeur en coulisse.)

LE MESSENGER.

Par un hasard miraculeux, Jeanne d'Arc...

(Cris en coulisse. Surgissent du fond des femmes pourchassées par un canon formidable.)

LES FEMMES, criant.

Haaa!... Haaa!... Haaa!...

(Elles fuient en tous sens. Tambour. Entrent les soldats.)

LES FEMMES, se jetant sur eux.

Eh bien?... Eh bien?...

LES SOLDATS, marchant.

Une ! deux ! une ! deux !

(Canon.)

UNE FEMME.

Est-ce que vous allez reculer ?...

TOUTES.

... Jusqu'à Marseille ?

LES SOLDATS.

Une, deux ! Une, deux !

TOUTES LES FEMMES.

Est-ce que vous allez...

(Canon.)

UNE FEMME.

... entrer dans la mer ?

UNE AUTRE.

... marcher dans la mer ?...

UNE AUTRE.

... reculer ?...

UNE AUTRE.

... fuir ?...

UNE AUTRE.

... vous sauver ?...

TOUTES.

... dans la mer ?

LES SOLDATS.

Une, deux ! Une, deux ! Une !... Deux !... Une !... Deux !...

(Ils sont sortis par la gauche. Les femmes, qui ont eu un moment de stupeur, se jettent à leur suite avec un grand cri indigné : Hooooh ! France a regardé tout cela accroupie, à travers les yeux vides de son masque.)

LE MESSAGEUR, toujours incliné vers elle.

Le Général souffre certainement beaucoup de devoir abandonner, chaque jour, un lambeau de terre française... (Sanglot de France.) Mais...

(L'oiseau chante. France et le Messageur lèvent la tête vers lui.)

LE MESSENGER.

... Mais il le fallait, madame, il le fallait... Un jour...

(L'oiseau chante.)

LE MESSENGER, se relevant.

Un jour... (Il regarde autour de lui et respire fortement, puis à voix basse: Ile de France... (Il marche d'un grand pas songeur vers la sortie à gauche en répétant: Ile de France!... (Au moment de sortir, doucement, au public:) Rien n'est perdu!... Non, non, non, rien n'est perdu!...

(Il sort sur la pointe des pieds. Choral allemand en coulisse, près cette fois, France se met debout d'un bond, et arrache son masque qu'elle jette loin d'elle.)

FRANCE.

Tout est perdu!... Tout! tout! tout! Et puis l'honneur aussi! (Tournée vers la gauche par où les soldats sont sortis.) Lâches! lâches! Eh! lâches!... Vous savez ce qu'ils disent de vous? Hein? Ce qu'ils écrivent de vous à leur famille? Oui, on a trouvé une lettre sur un prisonnier allemand, — car mes troupes ont fait un prisonnier, ha! ha! — la lettre commence comme ça: « Cette fameuse armée française qui f... le camp... » Cette fameuse armée française qui f... le camp... (Elle court jusqu'à la porte de gauche et hurle.) qui f... le camp!... (Comme si elle dialoguait de loin avec les soldats.) Vous avez entendu!... à quoi?... Oh! je vous en prie! Ne vous gênez pas pour moi!... Rien, je vous dis... Je ne vous demande rien... Allez, hop!... F.... le camp! (Elle tourne le dos aux soldats, arpente la scène, les ongles aux dents et, tout à coup, gémit.) Mais qu'ils sont forts!... Mais qu'ils sont forts!... Je ne savais pas, moi. Est-ce que vous saviez?... Évidemment, je savais qu'ils étaient forts, mais pas de cette force-là... Je les ai pourtant regardés vivre par-dessus les haies de l'Alsace... En voisine... à loisir... sous prétexte de prendre le frais... J'ai vu des laboureurs... des femmes... des enfants... Ce ne sont pas ces enfants que j'ai vus qui ont fait ces soldats-là... Il y a quelque part, en Allemagne, une usine... une caverne de guerre, avec un de leurs dieux comme maître de forge, voilà!... Et il choisit des femmes aux seins d'acier... et il les fait engrosser par des forgerons... et les enfants qui naissent apprennent la guerre dans la caverne et vivent dans le bruit des marteaux... et on leur fait chaque jour une bles-

sure... et on les réveille brusquement à coups de canon... et on leur donne à manger du cuir... Alors... Alors naturellement... on a... Eux!... (Au public.) Ils ne clignent jamais des yeux... Ils ne dorment jamais... Les balles dérapent sur leur peau... Il faut cent obus pour en tuer un!... Et ils sont un million!... Au secours! Au secours!... Angleterre! Madame Angleterre!... Impératrice des Indes!... Belgique, Belgique! petite amie... Toutes les Russies!... Italie! ma sœur Italie!... Espagne! Hollande! Suède! Amérique! Je vous somme de voler à mon secours à travers les airs!... (Les bras levés, elle fait, des yeux, le tour des gradins imaginaires.) Mais ne me regardez donc pas crever au fond d'un cirque, la tête sur vos bras croisés! Joueurs! Parieurs! Calculateurs! Lâches! Lâches! (Mitrailleuses.) (Comme si elle recevait des volées de balles.) Ah!... ah!... Oh!... haaa! (Elle presse ses deux mains sur son cœur et tombe. Trois secondes de prostration. Elle se relève à demi.) Juste à côté du cœur!... (Elle regarde son flanc blessé. Elle est à genoux. Elle pleure, tournée vers la gauche par où sont sortis les soldats. Elle se relève soudain et d'une voix pleine d'amour.) Oh!... Oh!... Il y a un de mes petits soldats qui... meurt de fatigue... Je viens, mon chéri... je viens, je viens!

(Elle se jette dehors. Explosion du choral allemand et derrière le théâtre, puis dans la coulisse à gauche, de plus en plus près. Rires, joie, voix rugueuses, puis un grand cri: « Paris! Paris! Nach Paris! » Canon. Silence. L'oiseau chante.)

(Soudain on voit jaillir du fond un soldat allemand, un seul, formidable, masqué, casqué, noir, bardé d'acier et de cuir. Le soldat se jette en scène et guette, le fusil bas. L'oiseau s'est tu. Le soldat allemand s'avance à grands pas lents et écartés vers le public, tandis que le rideau tombe.)

ANDRÉ OBEY.

(*La fin au prochain numéro.*)

MÉMOIRES

I

LES TENTATIVES DE RESTAURATION MONARCHIQUE

La question du drapeau qui est l'écueil principal contre lequel est venu échouer, au mois de novembre 1873, le projet de restauration monarchique avait été, on le sait, soulevée et débattue à plusieurs reprises avant cette époque décisive.

Pendant toute la durée du règne de Napoléon III, toutes les fois que des tentatives de réconciliation entre les deux branches de la famille royale avaient été essayées, ce point important avait toujours fait l'objet de pourparlers sérieux entre les négociateurs.

Les princes de la maison d'Orléans n'avaient pas dissimulé à M. le comte de Chambord que, dans leur pensée, jamais l'armée française ne consentirait à renoncer au drapeau qui était devenu pour elle un symbole d'honneur national. Ils avaient ajouté que la nation tout entière n'accepterait jamais un autre étendard que celui qui représentait pour elle le nouveau régime, inauguré en 1789, et auquel elle est si fortement attachée. Le danger de blesser, sur ce point, le sentiment du pays avait été vivement représenté au chef de la maison de Bourbon par tous ceux, *sans exception*, qui, appartenant au parti monarchique constitutionnel, désiraient voir la royauté rétablie sur la base de l'hérédité.

M. le comte de Chambord n'avait jamais opposé à ces repré-

sentations une négation formelle. Il s'était contenté de répondre qu'il ne pouvait consentir à débattre avec les princes de sa famille les conditions de son rétablissement sur le trône, ceux-ci n'ayant pas plus de qualité que lui pour traiter au nom de la France. Il avait ajouté que de pareilles questions ne pouvaient être abordées ni résolues hors de la France et sans elle : que c'était en France, et de concert avec la France, qu'il ferait connaître son sentiment sur ce point comme sur les autres. Et il avait fait remarquer plusieurs fois à ses interlocuteurs que sa livrée ne portait aucune cocarde et que lui-même ne portait jamais d'uniforme, afin de ne rien décider par avance.

Ces faits, je les connais personnellement, mon père ayant été souvent mêlé aux tentatives de fusion qui eurent lieu pendant la durée de l'Empire, entre autres à celle qui amena en 1833 la visite de M. le duc de Nemours à Frohsdorf, suivie d'une autre visite de M. le comte de Chambord à la reine Marie-Amélie à Nervi en 1836.

Aussi, lorsqu'après les désastres de 1870, le parti monarchique, se trouvant en grande majorité dans l'Assemblée nationale réunie à Bordeaux, dut naturellement songer au rétablissement de la royauté, l'idée ne vint à personne que le maintien du drapeau tricolore, sous lequel tous les royalistes les plus dévoués venaient de servir avec éclat pendant la guerre, pût faire une difficulté sérieuse. Tout le monde pensait que M. le comte de Chambord résoudrait, le moment venu, sans se faire prier, dans le sens attendu par le plus grand nombre de ses partisans, une question qu'il avait lui-même expressément réservée.

Je ne passai, en février 1871, qu'un jour à Bordeaux, M. Thiers m'ayant demandé dès mon arrivée d'accepter l'ambassade de Londres, et m'ayant emmené avec lui le soir même pour m'envoyer sans délai à mon poste.

Depuis cette époque jusqu'en avril 1872, date à laquelle je crus devoir donner ma démission, je ne pus prendre part, soit aux travaux de l'Assemblée, soit aux débats intérieurs des diverses fractions de la majorité, que par intermittence, et les faits qui se rapportent à cet intervalle ne me sont connus que par les récits que m'en ont faits des témoins dignes de toute confiance. Voici cependant, autant que l'on peut affirmer ce qu'on n'a ni vu, ni fait soi-même, ce qui se passa relativement à la fusion dans cette première période.

LA NOUVELLE TENTATIVE

Deux princes d'Orléans, le prince de Joinville et le duc d'Aumale, avaient été nommés par des collèges électoraux à l'Assemblée nationale. L'Assemblée devait se prononcer sur la validité de leur élection et par suite sur le maintien ou l'abrogation des lois qui avaient prononcé le bannissement des deux branches de la maison de Bourbon. Avant de trancher cette question délicate, les députés légitimistes de l'Assemblée firent demander aux princes, par leurs amis, des explications sur leurs intentions ultérieures, et l'attitude qu'ils comptaient prendre dans la Chambre comme dans le pays.

Les princes firent sans hésiter, tant en leur nom qu'au nom de toute leur famille et en particulier de M. le comte de Paris, l'aîné de leur branche, la réponse suivante.

Il ne leur appartenait pas, dirent-ils, de se prononcer sur la forme de gouvernement que la France, par l'organe de ses représentants, voudrait se donner. Mais si la royauté devait être rétablie, la seule qui fût et dût l'être, c'était la monarchie unie dans la maison de Bourbon, d'après le principe héréditaire. En ce qui les concernait, ils ne prêteraient jamais les mains à aucune tentative qui aurait pour but de rétablir la monarchie séparée de 1830.

Comme conséquence, plutôt que comme garantie de cet engagement, les députés royalistes demandèrent que les princes, aussitôt après le vote qui abrogerait les lois d'exil, fissent à M. le comte de Chambord une visite dans laquelle ils le reconnaîtraient implicitement comme le chef de leur famille et l'unique représentant de la Monarchie héréditaire.

Aucune difficulté ne fut opposée à cette demande. Les princes exprimèrent seulement le désir que la visite eût lieu en France et non à l'étranger.

Le vote d'abrogation de la loi d'exil ne fut obtenu de la Chambre que le 8 juin 1871, et non sans peine, l'opposition de M. Thiers ayant, comme on sait, fait retarder la décision jusqu'à la fin des troubles de Paris et lui-même ayant mis pour condition à son assentiment que les princes ne prendraient pas immédiatement séance à l'Assemblée.

A peine le vote de l'Assemblée était-il émis que les princes

d'Orléans se mirent en devoir de tenir leur promesse. Je vis à cette époque, à Londres, M. le comte de Paris qui se préparait à rentrer en France pour la première fois depuis 1818, et disait très haut que sa première démarche, aussitôt qu'il aurait touché le sol français, serait d'aller présenter ses hommages à M. le comte de Chambord. Nous n'échangeâmes pas une parole relative à la question du drapeau, tant l'idée qu'une difficulté quelconque pouvait être élevée sur ce point était étrangère à tous les esprits.

Je dirai sincèrement que je n'attendais pas alors un grand effet de la visite des princes. Mais, après ce que j'ai vu se produire depuis lors, d'après l'impression que cette même visite a causée au bout de deux années d'attente, et dans des circonstances bien moins favorables, ma conviction est aujourd'hui que cette réconciliation, opérée au lendemain de nos malheurs, et suivie de la présence en France de toute la maison de Bourbon réunie sous le drapeau national, aurait eu un immense retentissement. L'impulsion donnée au sentiment monarchique eût été irrésistible et la royauté eût été rétablie, sans effort, dans des conditions qu'on ne retrouvera plus. Mon opinion, à cet égard, est d'autant plus arrêtée (je le répète) que je doutais alors beaucoup du résultat, et que c'est l'expérience seule qui m'a convaincu.

On sait, hélas ! ce qui est advenu. M. le comte de Chambord ayant annoncé sa venue en France pour les premiers jours de juillet, les princes lui firent aussitôt demander dans quel lieu et quel jour ils seraient admis auprès de lui. Ce fut, si je suis bien informé, M. le marquis de la Ferté, gendre de M. Molé et jouissant depuis longtemps de la confiance de M. le comte de Chambord, qui fut chargé de la communication.

La réponse qu'il transmit au bout de peu de jours fut inattendue, et aussi peu compréhensible au premier moment pour lui que pour tout autre. M. le comte de Chambord faisait savoir à ses cousins qu'il serait heureux de les recevoir, mais que, comme il ne voulait laisser subsister entre eux et lui aucun malentendu, il les priait d'attendre qu'il eût, par un *grand acte* qu'il préparait, fait connaître toute sa pensée à la France.

Les princes d'Orléans, surpris et inquiets, firent aussitôt part de cette annonce mystérieuse aux députés royalistes,

envers qui ils avaient pris l'engagement de faire la visite ainsi subitement ajournée contre leur gré.

Ceux-ci ne perdirent pas un instant pour se rendre à Chambord auprès du prince, et ce qu'ils apprirent de sa bouche les jeta dans une véritable consternation.

J'en eus avis, dès le 7 juillet, par une lettre d'un de mes amis, député, lettre que j'ai sous les yeux et que je copie textuellement : « Il paraît, m'écrivait mon correspondant, que M. le comte de Chambord prépare envers et contre tous un nouveau manifeste où il sera dit que le drapeau tricolore s'étant souillé par son alliance avec la révolution, il faut arborer de nouveau le drapeau blanc. Maillé, Bisaccia, l'évêque d'Orléans se sont mis à genoux devant lui pour le supplier de n'en rien faire. Il tient bon. »

J'ai su depuis que cette expression, *mis à genoux*, que je regardais comme emphatique, était littéralement vraie, et que le duc de Bisaccia, entre autres, s'était jeté (au propre et non au figuré) aux pieds du prince en le priant de ne pas repousser le drapeau sous lequel son gendre, le duc de Luynes, servait la patrie, quand la balle des Prussiens l'avait frappé à Coulmiers (1).

Le Prince fut inflexible et le manifeste parut, déclarant que l'héritier de la maison de Bourbon ne consentirait jamais à quitter le drapeau de Jeanne d'Arc et de Henri IV. Double erreur historique, car le drapeau blanc n'était pas connu du temps de Jeanne d'Arc, et l'étendard que la Pucelle portait à Orléans était l'oriflamme fleurdelysée de couleur rouge. Quant au panache blanc de Henri IV, qu'une phrase historique a rendu célèbre, ce n'était pas un drapeau, mais un plumet que le fils de Jeanne d'Albret portait à son chapeau, en qualité de chef des huguenots.

L'effet de cette publication fut immense. Le sentiment général et partout exprimé fut que l'héritier de la monarchie venait d'anéantir lui-même toutes les espérances de son rétablissement. Les mots d'*abdication* volontaire, de *suicide* furent dans toutes les bouches, et reviennent à toutes les lignes des lettres qui me rendaient compte alors de la situa.

(1) Ces deux paragraphes et quelques autres passages de cette partie des *Mémoires*, ont été cités par M. Claude-Noël Desjoyeaux, dans son livre, *la Fusion monarchique* (Plon, 1913).

tion. M. Thiers en particulier, très hostile à l'idée de la restauration monarchique, me témoignait une satisfaction mal déguisée par ces paroles significatives : « Vous avez vu le manifeste éelos à Chambord. Cela inspirera un peu de patience aux partis. » J'entrai tristement dans sa pensée, mais sans approuver son sentiment, et faisant allusion au caractère de plusieurs élections partielles qui eurent lieu à peu près dans le même moment : « Je vous avoue, lui disais-je, que le suicide du comte de Chambord ne me console pas de la résurrection de M. Gambetta ! »

Mais ce qui indique le mieux le résultat déplorable de cette déclaration si peu motivée, c'est la conduite tenue alors par la presque unanimité du parti monarchique.

D'une part, en effet, les députés royalistes qui avaient sollicité et obtenu des princes d'Orléans la promesse de la visite qu'ils devaient faire, vinrent spontanément leur déclarer que, M. le comte de Chambord ayant subordonné lui-même l'hommage qu'on devait lui rendre à la connaissance d'un acte que rien n'avait fait prévoir, l'engagement cessait d'exister à leurs yeux, et les princes redevenaient libres de s'abstenir d'une démarche dont la signification se trouvait complètement altérée. De l'autre, une réunion de plus de quatre-vingts députés de la droite fit paraître dans la *Gazette de France* une déclaration sans signature mais dont chacun nommait les auteurs et qui répudiait en termes formels la solidarité du manifeste daté de Chambord.

Enfin, ce qui prouve mieux que toute chose le jugement irrésistible de l'opinion, c'est que, peu de semaines après, M. Thiers ayant profité du désarroi du parti monarchique pour demander une prorogation de pouvoirs de trois années, avec le titre de Président de la République, cette proposition fut à la vérité très vivement combattue par tous ceux qu'inquiétaient déjà les tendances révolutionnaires de la politique de M. Thiers. Mais personne, absolument personne ne saisit cette occasion pour proposer le rétablissement de la monarchie dont cependant, peu de mois auparavant, chacun s'entretenait tout haut dans les couloirs de Versailles comme d'un événement prochain et désirable.

Je le répète : le sentiment à cet égard fut unanime et dans un voyage que je fis à Versailles, au commencement d'août

suivan
aucun
sérieu
légitim
sens s
vaillé
reuse
tenue
mis c
chute

T
incid
tion
nale.
révol
plus
effort
rom
tile
la p
fois
de C
des
curi
hau
osé.
imp
pou
cip
Pie
à fl

dra
l'av
plu
ser
sa

suivant, pour préparer le mariage de mon fils, je ne rencontrai aucun député, ni de droite, ni du centre droit, qui proposât sérieusement de demander à l'armée française au nom de la légitimité rétablie le sacrifice de son drapeau. Le moindre bon sens suffisait pour comprendre que, dans un pays aussi travaillé que le nôtre par l'esprit révolutionnaire et où malheureusement la fidélité de l'armée ne s'était pas toujours maintenue contre l'émeute, laisser le drapeau national aux ennemis de la monarchie restaurée, c'était préparer d'avance sa chute certaine au premier semblant d'insurrection.

APRÈS LE 24 MAI

Tels sont, je crois, racontés avec une parfaite exactitude, les incidents qui firent avorter la première tentative de restauration monarchique faite par la majorité de l'Assemblée nationale. Je passe tout de suite à la seconde, à celle qui suivit la révolution parlementaire du 24 mai, et à laquelle j'ai été plus directement mêlé. S'il y eut, dans l'intervalle, quelques efforts individuels pour renouer des négociations si tristement rompues, comme ces essais n'eurent pas de suite, il est inutile de les mentionner. Une seule chose est à remarquer : c'est la persistance avec laquelle, à plusieurs reprises et toutes les fois que l'espoir d'un succès paraissait renaître, M. le comte de Chambord se hâta de le détruire, en reproduisant dans des documents publics son exigence sur le drapeau. Le moins curieux de ces documents n'est pas, sans doute, la réponse hautaine que s'attira l'illustre évêque d'Orléans, pour avoir osé, dans une lettre éloquente, supplier le Prince de ne pas imposer à la France au désespoir une condition qu'elle ne pouvait remplir. Inflexible sur ce qu'il nommait les principes, le comte de Chambord rappelait à l'évêque l'exemple de Pie IX, que la captivité et le malheur n'avaient pu amener à fléchir sur les droits essentiels de l'Église.

Or il se trouve que précisément sur cette question du drapeau Pie IX n'est nullement (personne ne l'ignore) de l'avis du comte de Chambord. Il n'a pas fait difficulté à plusieurs reprises de déclarer même à des royalistes qu'à son sens, enlever à une armée son drapeau serait une imprudence sans excuse. Assurément le petit-fils de Louis XIV n'est nul-

lement obligé, en matière temporelle, de se conformer à l'avis du Pape. Mais à tant faire que de le prendre pour modèle, pourquoi ne pas l'accepter aussi pour conseiller ?

Arrivons donc, sans différer davantage, au lendemain du 24 mai.

A ce moment, les conditions d'une restauration monarchique étaient tout autres et beaucoup moins favorables que deux années auparavant. En 1871, la majorité monarchique était énorme et son autorité irrésistible. En 1873, elle avait perdu en nombre autant qu'en ascendant. L'action de M. Thiers, maître souverain du pouvoir, s'était exercée deux années durant dans un sens ouvertement républicain. Cette influence jointe à la mobilité naturelle du suffrage universel, avait amené une série d'élections partielles, toutes de couleur républicaine. D'autre part, et toujours par le fait de M. Thiers, aussi bien que par une suite naturelle de l'attitude de M. le comte de Chambord, beaucoup d'hommes monarchiques de naissance et d'antécédents comme MM. Casimir Périer, Dufaure, Duchâtel, de Malleville, étaient entrés dans la pensée de fonder, au lieu d'une monarchie libérale (dont le chef naturel semblait se refuser à ce rôle), une république dont les institutions pourraient donner des garanties aux intérêts conservateurs. Enfin les amis de la maison de Bourbon n'étaient plus les seuls qui parlassent de monarchie. Le temps qui s'était écoulé depuis les désastres du dernier Empire en avaient effacé le souvenir et amorti l'impression.

Personne n'eût osé se dire bonapartiste en 1871 : en 1873, le parti de l'Empire était relevé ; il comptait des organes accrédités dans la presse, et une réunion d'une trentaine de membres dans l'Assemblée. Là aussi, la conduite de M. le comte de Chambord servait de raison ou de prétexte. Tel bonapartiste qui eût accepté la royauté de la maison de Bourbon si elle eût accepté elle-même l'étendard du nouveau régime retournait à la dynastie impériale, du moment qu'il y trouvait la seule forme de monarchie qui parût comprendre les exigences de la société moderne.

La majorité qui renversa M. Thiers le 24 mai ne fut que de quatorze voix ; dans le nombre figurèrent trente bonapartistes et une vingtaine de membres du centre gauche qui, ralliés avec M. Thiers à la forme républicaine, ne lui reprochaient

que ses alliances trop intimes avec le parti révolutionnaire. Cette faible majorité n'avait pu même être obtenue qu'en professant hautement que la question de la forme politique était réservée, et que le seul but des adversaires de M. Thiers était de ramener la direction de la politique intérieure dans un sens conservateur, en résistance aux passions et aux principes du radicalisme.

L'ordre du jour fut adopté et consumma la révolution parlementaire. Il était rédigé dans des termes qui ne comportaient pas d'autre sens.

La conséquence fut que le Gouvernement inauguré le 24 mai, représentant les diverses fractions parlementaires dont il était issu, dut professer la neutralité en matière de forme politique. La composition même de ce premier ministère lui en faisait une loi. Les monarchistes purs y étaient représentés par MM. Ernoul, de la Bouillerie et Dompierre d'Hornoy, les monarchistes constitutionnels, l'ancien parti orléaniste, par MM. Beulé, Batbie et moi, les bonapartistes, dans leur expression la plus adoucie, par M. Magne, et les républicains conservateurs par M. Deseiligny.

Réformer l'administration, où trop d'éléments révolutionnaires étaient restés depuis le 4 septembre, refréner les abus de la presse, combattre, en un mot, les passions ennemies de tout ordre social et avec lesquelles tout gouvernement est incompatible, tel était le seul but qu'un cabinet formé de tels éléments pût se proposer. S'il eût essayé de donner une constitution au pays, il se fût à l'instant divisé. Ce fut entre nous un contrat tacite d'ajourner pour quelque temps toute question de cette nature et de maintenir l'union du parti conservateur, en tenant entre ses diverses nuances une balance égale.

Nous sentions pourtant bien qu'un tel ajournement ne pouvait être indéfini.

Dès que l'œuvre de conservation sociale qui était échue au nouveau ministère paraissait accomplie, le pays demanderait, nous le prévoyions, la solution de la question politique. Il fut bientôt évident que le moment arriverait à la rentrée de l'Assemblée, après les vacances de l'été, date qui coïnciderait avec celle de l'évacuation complète du territoire par les armées allemandes. Il eût été souverainement imprudent de ne pas se préparer à cette échéance.

En qualité de ministre du Maréchal, j'étais tenu d'observer la neutralité convenue et de ne me servir pour préparer dans un sens quelconque le dénouement de l'interrègne politique d'aucun des moyens, — argent, force armée, influence administrative, — que ma situation officielle mettait en mon pouvoir. Mais je conservais mon droit personnel de député, comme de membre et de chef d'une des grandes fractions de l'Assemblée. Je pouvais, sinon agir moi-même, au moins conseiller mes amis et diriger ainsi, par voie indirecte, le cours des événements.

Voici donc, en toute sincérité, quel était mon état d'esprit et à quelle résolution je m'arrêtais.

Je considérais que c'était à la fois le devoir et l'intérêt des monarchistes constitutionnels de tenter, par une démarche ostensible et sincère, un dernier effort pour la restauration de la royauté. C'était à la fois leur intérêt et leur devoir de faire pour atteindre ce grand but tous les sacrifices qui ne toucheraient que leur amour-propre personnel, ou celui des Princes avec qui ils étaient en sympathie : de faire en sorte, en un mot, que si l'entreprise était de nouveau rendue inéxecutable, il fût clair pour les esprits les plus prévenus que c'était le comte de Chambord qui se refusait à sa fortune et consommait la ruine de sa race par des exigences dont il restait seul juge et seul responsable.

De cette manière, il arriverait de deux choses l'une : ou bien nous réussirions à vaincre les scrupules de M. le comte de Chambord, et alors la restauration pouvait être proposée à l'Assemblée, soit par nous, soit par un autre cabinet, et la partie jouée avec hardiesse pouvait encore être gagnée. Ou bien le comte de Chambord demeurerait inflexible dans ses prétentions insoutenables, et alors nous serions libres de chercher quelque autre moyen de salut pour préserver le pays des maux de l'anarchie, et peut-être nos alliés de la droite pure se croiraient-ils eux-mêmes, en conscience, libres de nous prêter leur concours dans cette recherche.

Dans cette pensée que partageaient mes amis le duc Decazes et le duc Pasquier, je n'hésitai pas à conseiller à M. le comte de Paris et à ses oncles, de faire spontanément et sans conditions la visite de famille dont ils avaient pris l'engagement envers les royalistes de l'Assemblée, et dont ceux-ci

les avaient déclarés déliés, après le manifeste de juillet 1871.

Je savais en effet que, parmi ces royalistes modérés, tout en reconnaissant que les princes avaient eu le droit de se regarder comme relevés de leur parole, on regrettait cependant assez généralement que la visite n'eût pas eu lieu. On se plaisait à penser que M. le comte de Chambord, rassuré par un acte éclatant sur les intentions des princes et de leurs amis, — sûr de ne plus rencontrer de compétition dans sa famille, ni dans le parti monarchique de France, — entrerait plus facilement en composition.

On espérait que les avis de ses cousins, plus au courant que lui de l'état de la société française, prendraient de l'influence sur son esprit, quand il ne pourrait plus les croire dictés par aucune arrière-pensée personnelle. Je ne partageais pas complètement ces espérances : mais, vraies ou fausses, il fallait en avoir le cœur net, avant de prendre soit dans un sens, soit dans un autre, une résolution définitive.

M. le comte de Paris se rendit à notre avis, qui était d'ailleurs conforme à son désir. Il partit pour Vienne dans les premiers jours d'août. Il était censé aller visiter l'exposition de l'industrie dont cette ville était alors le théâtre, et qui attirait un grand concours de toute l'Europe. Arrivé à Vienne, il fit savoir à son cousin sa présence et le désir qu'il avait de lui rendre ses devoirs.

La démarche avait été tenue complètement secrète. C'était nécessaire pour prévenir les commentaires anticipés de la presse, et aussi pour que les deux princes pussent entrer directement en rapport, sans le concours d'intermédiaires qui auraient pu être maladroits ou malintentionnés. Mais le coup ainsi joué n'en était pas moins assez hardi, car si M. le comte de Chambord, avant de recevoir son cousin, avait exigé de lui, comme on pouvait le craindre, son adhésion au manifeste du drapeau blanc, le comte de Paris n'aurait certainement pas souscrit à cette condition. Il aurait alors vu fermer sur sa personne même la porte du palais, et l'éclat d'un tel refus eût été désastreux.

Heureusement, il n'en fut rien. M. le comte de Chambord eut le bon esprit de ne demander aucune explication sur les points contestés. Sa seule exigence, qui était parfaitement légitime, et qui fut admise sans difficulté, consista dans la

rédaction d'une sorte de procès-verbal dressé par avance des paroles que le jeune prince devait prononcer en abordant l'ainé de sa race.

Ces paroles, dont je n'ai pas sous les yeux le texte exact, ne contenaient qu'une reconnaissance du principe de l'hérédité monarchique dans la personne du comte de Chambord et l'expression du désir que la France, après tant de malheurs, se résolût à chercher dans ce principe tutélaire le terme de ses agitations.

L'entrevue eut lieu dans ces termes le 3 août ; elle fut très cordiale de part et d'autre. M. le comte de Chambord parut touché des sentiments qui lui étaient exprimés. Les qualités de cœur et d'esprit qui se révèlent dans tous les entretiens de M. le comte de Paris trouvèrent en lui un chaleureux appréciateur, et il fit connaître son jugement les jours suivants, avec assez d'éclat pour que toute la presse d'Europe en retentit.

Je dois dire que l'impression produite par cette réconciliation de famille, quand elle fut connue en France, dépassa de beaucoup ce que j'en avais attendu. Ce fut une émotion presque générale. Je sentis que la monarchie avait plus de racines en France que je ne croyais, et que le désir de trouver un port après tant d'orages prêtait à ces nobles souvenirs une force inattendue. Si nous eussions pu en ce moment faire connaître à la France un programme politique commun aux deux branches de la maison de Bourbon, comme aux deux grandes fractions du parti monarchique, l'opinion publique nous eût entraînés à des résolutions beaucoup plus promptes que nous n'avions pensé. Une convocation immédiate de l'Assemblée eût été réclamée et le gouvernement, au lieu de pousser en avant la majorité, n'aurait eu qu'à la suivre.

Comme indice de cet état de l'opinion, je n'oublierai jamais ce qui se passa à un dîner qui eut lieu chez le maréchal de Mac Mahon à Versailles, peu de jours après que la nouvelle se fut répandue dans le public. Le matin avait eu lieu une séance de la Commission de permanence qui remplace l'Assemblée en temps de vacance. Tous les membres de cette Commission étaient invités avec les ministres chez le Maréchal, y compris ceux qui appartenaient à la gauche, même la plus avancée, MM. Scherer, Noël Parfait, etc. L'extrême droite y était repré-

sentée par plusieurs de ses membres, M. le duc de Bisaccia entre autres. Je ne m'approchai pas des membres de la gauche, avec qui je n'étais pas en relations assez amicales pour engager la conversation. Mais mon neveu, M. d'Haussonville, qui en connaissait plusieurs, et pouvait se mêler à eux sans exciter autant d'attention, me rapporta sur l'heure même qu'il les avait trouvés atterrés, convaincus que la monarchie était faite, presque résignés à la subir sans murmure, pourvu qu'elle fût accompagnée d'institutions libérales. Seulement, mon neveu remarqua qu'ils étaient convaincus que la réconciliation n'avait eu lieu qu'à la suite d'un désaveu, ou du moins d'une explication satisfaisante des déclarations antérieures de M. le comte de Chambord.

Je savais, hélas ! qu'il n'en était rien, ce qui troublait fort mon contentement. Je m'approchai du duc de Bisaccia : « Vous voyez, lui dis-je, comment vont les choses. Mais vous savez comme moi, que, malheureusement, rien n'est fait, et que ce feu tombera vite, si l'on vient à apprendre que nous n'avons aucune satisfaction sur le point que vous connaissez. — Il ne me contredit pas. — A vous donc d'agir, repris-je. Quant à nous, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir. » Je ne fus pas contredit davantage, mais je lus assez peu d'espérance et beaucoup d'embarras dans les yeux de mon interlocuteur.

Je crus le moment venu de m'expliquer sans détour avec mes collègues de la droite monarchique : je me ménageai un rendez-vous avec M. Ernoul, qui était le plus important d'entre eux, et avec qui mes relations étaient alors excellentes. Nous allâmes, dès les premiers jours de la semaine suivante, M. Beulé et moi, déjeuner chez M. Ernoul, en sortant du Conseil, et là, après lui avoir donné sur l'entrevue des deux princes des détails qui se trouvèrent entièrement conformes à ceux qu'il avait reçus de ses propres amis, et après nous être félicités en commun de cette bonne nouvelle :

— Voilà les princes réunis, lui dis-je, mais les partis ne le sont malheureusement pas encore. Vous connaissez comme moi les dispositions des diverses fractions de l'Assemblée, et vous savez que celle que nous représentons, M. Beulé et moi, ne donnera jamais les mains à la restauration monarchique, si elle n'est assurée que la royauté établie sera entourée d'insti-

tutions constitutionnelles et acceptera le drapeau national. Sur le premier point, les intentions de M. le comte de Chambord ne paraissent pas douteuses, et font espérer qu'il y aura peu de difficultés. Mais sur l'autre, nous ne sommes pas plus avancés qu'il y a deux ans, et vous savez que si son importance est moins grande aux yeux de ceux qui réfléchissent, elle l'est beaucoup davantage pour le gros public, pour le public du suffrage universel, toujours plus frappé des images que des raisonnements. Pour ce public-là, le drapeau blanc est le symbole d'un état social qu'il répudie. En notre qualité de membres du centre droit, nous devons vous dire franchement que, tant que ce point n'est pas réglé, nous essaierions vainement d'amener nos amis à un vote monarchique, et nous ne le tenterons même pas, sûrs de n'y pas réussir.

« De plus, en qualité de membres du Gouvernement, responsables de la paix publique, M. Beulé, directement comme ministre de l'Intérieur, et moi, comme chef du Gouvernement, nous ne pourrions consentir à laisser tenter une entreprise aussi périlleuse, par sa grandeur même, qu'une restauration monarchique dans des conditions où elle nous paraîtrait compromettre l'ordre et même l'existence de la société. Or, il est impossible de ne pas prévoir que la discussion seule du rétablissement de la monarchie dans l'Assemblée, — plus encore la rentrée du Roi, et la prise de possession du pouvoir par lui, — surexciteront vivement les passions révolutionnaires, qui regardent la République comme leur bien. Le droit constituant de l'Assemblée sera mis en question. Nous aurons des tentatives d'insurrection. Nous ne pourrons faire face à cette émotion inévitable que si nous sommes parfaitement sûrs de la fidélité et de l'obéissance de l'armée. Or, nous ne pouvons en répondre. Personne ne peut en répondre, si on ne peut, dès le premier jour et dans la première proclamation qui lui sera adressée, l'assurer que son drapeau ne sera pas changé, et enlever ainsi à l'émeute le moyen de succès sur lequel elle compte. Les exemples du 24 février, du 4 septembre et du 18 mars sont là pour prouver que le sort d'une journée est souvent décidé dans le premier quart d'heure, par le premier bataillon qui entre en ligne. Un bataillon qui tournerait, dans la crise qui se prépare, c'est, le lendemain, l'Assemblée dissoute, et la Commune proclamée dans toute la France.

Je suis décidé pour ma part à ne pas prendre cette responsabilité, et si l'Assemblée s'y exposait, je quitterais certainement le pouvoir plutôt que de l'encourir!

Nous conclûmes en pressant notre collègue de faire ou de faire faire auprès de M. le comte de Chambord les démarches les plus instantes pour qu'il modifiât le caractère absolu de ses décisions relatives au drapeau. Nous convenions qu'après s'être avancé comme il avait fait, il lui était difficile de se donner un démenti à lui-même par une rétractation complète. Mais quelque moyen terme pouvait être trouvé : il pouvait s'en remettre à la décision de l'Assemblée, se faire faire une consultation par ses amis, afin de céder à leur désir plutôt qu'à une condition imposée par d'anciens adversaires. La forme pouvait différer : le fond seul importait, et il m'arriva de dire plus d'une fois dans l'entretien qu'Henri IV avait su se tirer de plus mauvais pas que celui-là.

M. Ernoul ne m'opposa aucune contradiction, non sans doute qu'il professât en faveur du drapeau tricolore et contre le drapeau blanc des opinions aussi arrêtées que les nôtres ; mais il connaissait comme nous l'état des esprits, et appréciait comme moi l'obstacle insurmontable qui se rencontrait encore sur le chemin de la restauration. Il nous promit tous ses efforts pour le lever. Il s'engagea à entrer immédiatement en correspondance par des intermédiaires qu'il ne nomma pas avec le Prince et ses conseillers habituels.

Sur un autre point, nous fûmes encore complètement d'accord. On m'avait dit que M. le comte de Chambord, qui, dans son entretien avec son cousin, n'avait abordé aucun sujet politique, avait annoncé l'intention de garder cette réserve jusqu'à la veille de la réunion de l'Assemblée, et de faire connaître alors seulement sa pensée à la France.

Je fis observer à M. Ernoul que nous ne pouvions, — cette fois, pas plus lui que moi et même lui encore moins que moi, — admettre qu'on tint à notre égard une ligne de conduite qui nous excluait de toute participation à une si grande résolution. Nous étions ministres, ministres responsables devant l'Assemblée qui pouvait nous demander compte de ce que nous laissions faire aussi bien que de ce que nous faisons nous-mêmes et chargés en certaine mesure de la direction de la majorité qui nous avait confié le pouvoir. Nous laisser arriver

devant elle, en quelque sorte la bouche béante et les bras croisés, avec la chance qu'un manifeste venu de l'étranger, dont nous ignorions le contenu, vint bouleverser toutes nos combinaisons, jeter le trouble dans tous les partis, mettre la discorde peut-être entre les ministres, c'était nous condamner à un rôle ridicule auquel nous ne pouvions nous résigner. Le dévouement sincère de MM. Ernoul et de la Bouillerie avait droit à un autre traitement, et quant à moi, ma dignité ne s'accommoderait certainement pas de celui-là. Je m'opposerais donc à tout, si tout ne m'était connu d'avance.

Nous sortîmes de chez M. Ernoul dans un parfait accord de sentiments ; les conversations furent reprises les jours suivants, devant et avec M. de la Bouillerie, qui ne parut pas moins disposé que son collègue à appuyer nos représentations auprès de M. le comte de Chambord. Sur un seul point l'accord paraissait, sinon moins complet, en tout cas moins explicite : c'est quand j'étais amené par la suite des idées à examiner la triste supposition d'une persistance absolue de M. le comte de Chambord dans ses exigences. Je n'hésitais pas à établir (voulant avec de si bons collègues me montrer tout à fait loyal) que je chercherais alors quelque autre moyen que le rétablissement de la monarchie, pour assurer un avenir au pays et ne pas abandonner au parti révolutionnaire la place que nous avions conquise en commun le 24 mai. J'abordai l'idée d'une prolongation des pouvoirs du maréchal de Mac Mahon avec une organisation plus régulière que celle d'une Assemblée unique. M. Ernoul ne contestait pas le droit, peut-être la nécessité de recourir à une telle ressource ; mais cette extrémité lui paraissait si déplorable, le moyen proposé offrait à ses yeux si peu de chances de salut (et il n'avait que trop de facilité à me le démontrer), qu'il souffrait évidemment d'y arrêter sa pensée et se hâtait de détourner la conversation. M. de la Bouillerie, sans s'expliquer plus nettement, laissait entrevoir que, même dans ce cas, il se croirait, — coûte que coûte, — obligé d'obéir au Prince. Quant à moi, une fois ma réserve faite, par un scrupule de loyauté et de franchise, ne voulant pas paraître jouer deux jeux à la fois, je quittai tout de suite un sujet qui leur était pénible, pour rechercher avec eux les moyens d'atteindre le but commun.

Entre temps, ce que j'avais prévu arriva. On s'était attendu

que l'entrevue des Princes serait suivie d'une déclaration qui apprendrait au pays dans quelles conditions l'Assemblée serait appelée à disposer de son sort. Quand on vit que le silence se prolongeait et que M. le comte de Chambord entendait rester sous le bénéfice ou plutôt sous le poids de ses déclarations antérieures, l'attente fit place au désappointement. Les partis adverses, surpris un instant, non découragés, se mirent à l'œuvre. Bonapartistes et républicains reprirent à l'envi le thème usé, rebattu, mais toujours puissant sur les imaginations populaires, des méfaits de l'ancien régime, et agitèrent, devant les yeux de la bourgeoisie comme du peuple, le fantôme des nobles et des prêtres. Dans le monde des affaires, assez indifférent aux questions politiques, mais très juste appréciateur de ce qui menace la paix publique, on s'émut de l'émotion des autres, et l'on vint de plusieurs côtés me demander si le Gouvernement donnerait les mains à l'entreprise insensée de rétablir la royauté sans conditions préalables, sans avoir auparavant obtenu l'assurance qu'on pourrait amener le titulaire de la Couronne à des sentiments conformes à ceux, je ne dirai pas de la masse, mais de la presque unanimité du pays.

L'inquiétude ne se bornait pas à la France. A l'étranger aussi, on se demandait quelle direction cette restauration accomplie à la légère imprimerait à notre politique extérieure. Notre impitoyable vainqueur, le prince de Bismarck, se répandait à cet égard en commentaires injurieux. Il n'avait pas cessé, depuis le 24 mai, de nous représenter comme les serviteurs d'une politique de réaction cléricale qui menaçait la paix de l'Europe. C'était, chez lui, moitié feinte, moitié crainte sincère. Engagé dans une lutte aussi insensée que violente contre les catholiques d'Allemagne, il ne pouvait voir qu'avec déplaisir, de l'autre côté du Rhin, un gouvernement où figuraient des catholiques bien connus pour tels.

Mais il n'était pas fâché non plus d'avoir un grief, pour exploiter contre la France les sentiments ultra-pacifiques, pour ne rien dire de plus, des cabinets européens. Aussi, dès le premier jour, il fut entendu à Berlin que l'avènement d'Henri V serait le prélude d'une croisade entreprise par la France pour la restauration de tous les trônes renversés, à commencer par celui du Pape, à finir par celui de Don Carlos à Madrid, et en passant par le Hanovre, Parme, Modène, Flo-

rence et Naples. Chose étrange, ce conte ridicule trouva créance, même auprès des gens sensés. On ne se demanda pas quelles forces la France épuisée d'hommes et d'argent pourrait mettre au service de cette entreprise chevaleresque. En Italie surtout on simula ou on éprouva une crainte véritable, et comme pour protester et chercher des appuis contre nos vues conquérantes, le roi Victor-Emmanuel se décida à accepter l'invitation qu'il avait longtemps déclinée de se rendre à Berlin et à Vienne. Cette double visite eut lieu en effet dans le courant de l'été, et, malgré les protestations contraires que tous les ambassadeurs me firent parvenir, elle fut prise généralement comme une menace à notre adresse.

J'y voyais, pour ma part, plus de comédie que de véritable péril. Je savais que si la restauration avait lieu, la vérité se ferait bientôt jour. Or, la triste vérité, c'était que pas plus le Roi restauré que la République inaugurée n'avait un homme à mettre en ligne. Je me doutais aussi que les souverains d'Europe ne verraient pas longtemps avec malveillance un gouvernement issu d'une révolution faire place à un de leurs frères légitimes. La correspondance de M. de Bismarck avec son ambassadeur à Paris, M. d'Arnim, publiée depuis lors, m'a prouvé que je voyais juste et que ce bon politique partageait mes sentiments. Au fond, ce qu'il redoutait de la restauration, ce n'était pas qu'elle se jetât à l'aveugle dans une entreprise contre lui et contre l'Europe, c'était au contraire que la France monarchique trouvât plus facilement des alliances que la France républicaine. Mais tout le monde ne voyait pas si clair et les menaces qui ne m'effrayaient pas effrayaient bien des gens autour de moi. L'idée que la monarchie engagerait de nouveau notre malheureux pays dans les hasards d'une guerre qui le vouerait à de nouveaux désastres était un épouvantail dont les partis hostiles se servaient avec autant de complaisance que de succès.

Je crus qu'il était utile de rassurer l'opinion et je saisis, pour le faire, la première occasion naturelle. A un diner officiel donné par le préfet de l'Eure, à Évreux, au moment de la réunion du Conseil général, un toast m'ayant été porté, comme au représentant du gouvernement issu du 24 mai, je répondis, en faisant appel au concours de tous les partis dans l'œuvre de la conservation sociale, et dans l'éloge que je dus

faire du maréchal de Mac Mahon, je le présentai comme le chef naturel de cette coalition d'honnêtes gens. C'était dire que, dans la pensée du gouvernement, la trêve politique n'était pas encore dénoncée, et que le Maréchal n'était pas encore au bout de son rôle. Le public comprit à demi-mot cette réserve et m'en sut gré. Mes collègues de la droite, bien que je ne les eusse pas prévenus, ne m'en témoignèrent, à mon retour à Versailles, aucune humeur. Ils sentaient, sans oser le dire, que je leur venais en aide, dans leurs efforts alors très actifs et très sincères auprès de M. le comte de Chambord, en l'empêchant de s'imaginer que tout était fait et qu'il n'avait qu'à se montrer pour enlever tous les suffrages.

Ils ne réussirent pourtant ni à le faire sortir de son silence, ni même à lui arracher dans l'intimité une promesse quelconque, dont ils pussent venir me faire part. Vers les premiers jours de septembre, je fus averti par les correspondances de mes amis du centre droit, que leur position dans les départements devenait intolérable. Leurs partisans, leurs électeurs, les anciens membres du parti constitutionnel arrivaient chez eux à toute heure pour leur demander s'ils avaient abandonné les convictions de toute leur vie, pour rendre hommage à un pouvoir de droit divin sous l'étendard du drapeau blanc. Ils ne savaient que répondre, et moi, je ne savais non plus quelle réponse leur conseiller. J'engageai les plus pressés à prendre rendez-vous à Versailles avec leurs collègues de la droite, et à voir avec eux ce qu'on pouvait faire pour éclairer une situation qui ne pouvait rester plus longtemps dans les ténèbres.

C'est ce qui eut lieu, en effet, à la suite d'une séance de la Commission de permanence. Un très grand nombre de députés de la majorité de diverses nuances se trouvèrent, venus de divers points de la France, dans les couloirs de l'Assemblée et se réunirent dans un bureau. Mes amis, les ducs Decazes et Pasquier, étaient présents et le dernier porta la parole au nom du centre droit.

Il tint à ses collègues députés à peu près le même langage que moi à mes collègues ministres. Il leur représenta, comme moi, l'étendue du sacrifice qu'avait fait le parti constitutionnel en conseillant au comte de Paris une démarche qui délivrait le représentant de la légitimité de toute concurrence possible

dans la maison de Bourbon. On ne pouvait aller au delà, car il ne dépendait ni de ce parti, ni de ses chefs, ni d'aucun autre de changer les conditions dans lesquelles la monarchie pouvait être, avec une ombre d'espérance de succès, je ne dis pas rétablie, mais même présentée à la France. C'était aux royalistes maintenant à obtenir de leur Prince à eux, qu'il se mit en mesure de recueillir un héritage que personne ne lui disputait plus.

Ces paroles, prononcées avec beaucoup de gravité et d'émotion, comme sait le faire le duc Pasquier, furent accueillies par les députés de la droite avec une effusion de sympathie. Ces cœurs honnêtes et droits étaient profondément émus de la démarche si noble du comte de Paris et reconnaissants du conseil que les chefs du centre droit lui avaient donné. Ils sentaient, dirent-ils d'eux-mêmes, que c'était à leur tour d'agir et de conseiller. Pas une dissidence d'ailleurs ne s'éleva sur les conditions possibles d'une restauration, quoique beaucoup de membres qui appartiennent aujourd'hui à l'extrême droite fussent présents à la réunion, M. Lucien Brun, je crois, et certainement M. de Bisaccia. Ce dernier même s'écria, dans un entrainement que tout le monde partageait, que la seule monarchie possible en France était la monarchie *tricolore*. Personne ne le contredit. On se sépara très affectueusement, en se donnant rendez-vous au 4 octobre, jour où les membres de la droite promirent d'arriver en mesure de former un plan de conduite pour la rentrée.

Je ne puis mettre en doute aucun de ces détails, quoique je n'assistasse pas à la séance; car ils me furent rapportés unanimement, d'abord à la sortie même par les ducs Decazes et Pasquier, et dans la soirée par MM. de Kerdrel, Daru et plusieurs autres membres de la majorité de toutes les nuances, tous animés ce jour-là des mêmes sentiments.

Le bruit de cette réunion, répandu bientôt dans Paris, réveilla l'espoir des conservateurs, mais ne fit qu'exciter davantage l'irritation de leurs adversaires.

Les calomnies imaginées sur le caractère futur de la restauration, principalement sur l'influence qu'elle rendrait au clergé dans les affaires temporelles, circulèrent de plus en plus dans les campagnes, propagées, sans nul doute, par les agents des partis bonapartiste et révolutionnaire, mais accréditées

aussi, il en faut convenir, par l'attitude et les propos imprudents de certains membres du clergé.

On exploita avec succès, principalement les pèlerinages, les exercices religieux de toute sorte, qui furent multipliés pendant toute cette saison (on se le rappelle) avec une regrettable ostentation, et où des espérances politiques mal déguisées se mêlaient aux expressions de la piété et même aux formules de la prière. La cause de la religion, celle du pouvoir temporel du Pape et celle de la restauration d'Henri V, étaient mises trop fréquemment dans ces réunions dévotes sur la même ligne, comme destinées à triompher le même jour et par les mêmes moyens. Rien n'était moins adroit, et ne prêtait plus malheureusement le flanc aux ridicules imputations de la presse républicaine. Aussi aucun des organes du parti ne se faisait faute d'exploiter ces maladresses, et M. Thiers lui-même, le défenseur éloquent du pouvoir temporel au Corps législatif, l'un des auteurs de la fameuse loi de 1830, la charte cléricale de l'enseignement, ne dédaigna pas d'y apporter l'appui de son nom. Dans une lettre adressée au maire de Nancy pour s'excuser de ne pas faire une visite à cette ville, il annonça qu'il allait reparaitre à l'Assemblée, afin d'y prendre la défense de la *liberté religieuse* menacée. J'ose affirmer qu'il n'en pensait pas le premier mot, et qu'il savait bien que si quelque chose était mis en péril, c'était la religion elle-même par les imprudentes exagérations des fidèles.

Aussi c'est ce péril-là, qui atteignait plus haut que la cause de la monarchie, plus haut même que celle de la France, que je crus de mon devoir de conjurer. Pour peu qu'on laissât croire au pays que la restauration d'Henri V et la domination cléricale étaient synonymes, roi, religion, et bientôt société, périssaient dans la même ruine. Il me sembla que, sans manquer à la neutralité politique imposée au Gouvernement, je pouvais rassurer le pays sur les intentions de l'Assemblée. Devant prononcer encore quelques paroles dans le département de l'Eure, à l'occasion d'une de ces cérémonies rurales qui y sont si fréquentes pendant l'automne, je me proposai de donner à ce que je dirais le caractère d'une réponse indirecte aux malignes insinuations de M. Thiers.

C'était le 3 octobre, que la réunion champêtre devait avoir lieu. Le 4 au soir, je passai par Paris pour prendre le train de

nuit et coucher à Évreux, à la préfecture. En passant, je devais dîner chez le duc Decazes, et y rencontrer les principaux membres du centre droit sortant de la conférence avec la droite, dont le rendez-vous, comme je l'ai dit, avait été pris pour ce jour-là.

Je les y trouvai, en effet, mais dès mon entrée, à la tristesse de leur expression, je compris que cette seconde séance leur avait donné moins de satisfaction que la première.

Effectivement, les choses avaient changé. Au ton ouvert et affectueux qui avait caractérisé le langage de tous les membres de la droite royaliste dans le premier entretien, avait succédé dans celui-ci un mélange de hauteur et d'embarras dont la cause n'était pas difficile à deviner. Évidemment, tous leurs efforts pour déterminer le comte de Chambord à se prononcer avaient échoué, et les négociateurs revenaient sans aucun pouvoir pour traiter. C'est ce que firent comprendre avec une réserve qui n'était pas exempte de morgue, les royalistes de l'extrême droite, et ce qui ne fut pas démenti par l'expression de regret visible sur le visage de ceux de la droite modérée. Toute tentative pour rédiger en commun une résolution à proposer à l'Assemblée dut être abandonnée, au moins pour ce jour-là.

Des paroles assez aigres furent échangées; les membres du centre droit, habitués à se conduire par eux-mêmes et sans prendre de mot d'ordre, ne pouvaient s'accoutumer à voir des hommes politiques avancer un jour et reculer le lendemain, suivant une injonction revenue de l'étranger. Ils se plaignaient sans plus de façon qu'on leur eût manqué de parole. Bref, pour empêcher que la séance ne se terminât par une rupture, on convint de nommer une Commission de neuf membres qui aviserait au moyen de se mettre d'accord. Les noms désignés furent le général Changarnier, MM. d'Audiffret-Pasquier, Daru et Calla appartenant au centre droit, Chesnelong, Larcy et Baragnon de la droite appelée modérée, Tarteron et Combiér qu'on rangeait dans la droite extrême. Ce fut l'origine du Comité des neuf, qui était destiné quelques jours après à prendre une importance historique.

Quelque désappointé que je fusse de ces détails, je ne jugeai pas qu'ils dussent me détourner de mon intention, et, bien que livré intérieurement à une grande inquiétude, je me rendis à

la petite fête qui m'attendait à La Neuville du Bosc, dans le canton de Brionne. Au banquet, je pris occasion de la proximité des ruines de la célèbre abbaye du Bec, qu'on apercevait dans le lointain, pour insister sur la différence des temps présents et du moyen âge, et sur l'impossibilité de voir renaître dans notre siècle rien qui ressemblât à la puissance dont le clergé avait joui à d'autres époques. C'était une banalité au-dessus de toute contestation possible, et j'avais presque honte de moi, quand je m'escrimais contre de pareilles chimères. Mais à l'enthousiasme (le mot n'est pas de trop) qui accueillit mes paroles, je pus juger combien les inquiétudes répandues par la presse révolutionnaire avaient trouvé d'écho dans le cœur de nos bons cultivateurs. Je vis aussi qu'avec un peu de prudence et de bon langage, on venait à bout, sans trop de peine, de dissiper ces sottes préventions.

A Paris, l'effet du petit discours, dont le ton était assez heureux, ne fut pas moins grand. Seulement, il dépassa un peu le but que je m'étais proposé. J'avais eu autant l'intention d'avertir le comte de Chambord et ses amis du véritable danger qui menaçait leur cause, que de prendre la défense de cette cause même. Aussi n'avais-je pas prononcé le mot de monarchie, et m'étais-je borné à me porter garant que, quoi qu'il arrivât, l'Assemblée ne porterait jamais atteinte aux bases fondamentales de la société moderne. Cette nuance ne fut pas saisie, et mon langage fut pris comme une tentative d'apologie en faveur de la monarchie, qui supposait une adhésion complète. Depuis lors, aussi, ce langage m'a été souvent reproché à la tribune comme une violation de la trêve politique. Je me suis défendu aisément quant à la lettre même du discours; mais l'impression est restée. Et de fait, l'intérêt que je prenais, du fond de l'âme, au succès de cette grande cause, ne pouvait être sérieusement mis en doute.

Plus je m'étais compromis, un peu malgré moi, par ce discours et plus je sentis que la position devenait critique pour moi et pour tout le monde. Le temps s'écoulait et un mois à peine nous séparait du jour fixé pour la réunion de l'Assemblée. Ce n'était pas trop pour former un plan de campagne parlementaire. L'opinion, d'ailleurs laissée sans direction, se gâtait de plus en plus et nous en eûmes la preuve quelques jours après, par quatre élections partielles qui don-

nèrent à des candidats radicaux d'immenses majorités, dans des départements conservateurs. Les candidats modérés, en butte à toutes les calomnies dont le parti monarchique était l'objet, accusés d'être les soldats du drapeau blanc, sans qu'on leur eût mis en main aucun moyen de se défendre, ne pouvaient pas même aborder la lutte. C'est ainsi que dans la Haute-Garonne, M. Niel, neveu du maréchal de ce nom, jouissant d'une considération héréditaire, et d'une illustration qui n'avait rien à faire avec la Restauration ni avec l'ancien régime, négocia vainement avec les royalistes du pays dont le concours lui était nécessaire pour obtenir la permission de dire un mot en faveur du drapeau tricolore. N'ayant pu y être autorisé, il se sentit vaincu d'avance, et ne maintint plus sa candidature que pour la forme. Pendant ce temps M^{me} de Rémusat, la petite-fille de M. de La Fayette, la personne aimable et élégante que nous avons tous connue, parcourait les campagnes en assurant les paysans, leurs femmes et leurs filles qu'Henri V rétablirait le fameux droit du seigneur : lequel, par parenthèse, comme on sait, n'a jamais existé que dans les pamphlets du xviii^e siècle.

Le moment d'un parti décisif me parut arrivé. Je dénonçai solennellement à mes collègues Ernoul et la Bouillierie que si, dans un très court délai, ils ne me mettaient pas en mesure de fixer les incertitudes du pays, je me déclarais ouvertement pour le maintien de la trêve des partis, avec la prolongation des pouvoirs du maréchal de Mac Mahon pour un temps assez long. Ils se récrièrent, déclarèrent encore que le remède n'en était pas un, et que la France était perdue si elle n'en trouvait pas d'autre. Mais ils me promirent de tenter un suprême effort.

Un langage tout semblable fut tenu au même moment et d'après mes avis dans la *Commission des neuf* par les membres du Centre droit. Là aussi la nécessité d'une résolution prompte qui permit de se mettre en ligne avant la réunion de l'Assemblée fut représentée avec énergie, et c'est à ce moment qu'il faut placer un incident grave que le journal *le Times* a fait connaître, et qui eut sur la conduite du Comité une influence décisive.

L'attitude du maréchal de Mac Mahon, depuis la visite du 5 août, était au-dessus de tout éloge. Je ne crois pas que jamais

pareil exemple de désintéressement et de hauteur d'âme ait été donné par le chef d'un grand État. A la vérité, il n'avait accepté qu'à regret le pouvoir que lui décernait l'Assemblée dans la nuit du 24 mai. Mais c'est la prétention de tous les ambitieux de ne s'élever qu'à regret, et l'épreuve seule fait voir si c'est là une phrase toute faite ou un sentiment réel. On n'en put douter, cette fois, à la façon dont fut accueillie par le nouveau Président de la République la pensée d'une restauration monarchique dont la première conséquence était de le faire descendre du rang suprême. Ce fut un contentement sincère, plus visible encore sur sa physionomie si franche, que dans ses paroles dont la sobriété même garantissait la sincérité. L'oubli de sa propre personnalité était tel qu'on se prenait à l'oublier comme lui, et on parlait en sa présence d'un événement qui le rendait à l'obscurité de la vie privée, comme s'il n'y eût pas été le moins du monde intéressé.

Il suffirait de comparer cette conduite avec celle de M. Thiers, au moment de la rentrée des Princes dans l'Assemblée, pour apprécier la différence morale des deux caractères. Mais le maréchal de Mac Mahon est avant tout un esprit juste. La vie des camps qu'il a menée depuis sa jeunesse l'a familiarisé avec tous les rangs de la société française; l'esprit du soldat surtout lui est parfaitement connu, et nous avons tous pu voir que, quand on parlait devant lui d'enlever à la France son drapeau, l'absurdité d'une telle entreprise révoltait son bon sens naturel. Impression d'autant plus à remarquer chez lui que, né d'une famille royaliste et ayant fait ses premières armes sous le drapeau blanc, il ne cédait pas à un sot préjugé mais à un jugement de la réflexion et de l'expérience.

Le duc Pasquier avait quelquefois l'occasion d'entretenir le Maréchal des travaux d'une commission parlementaire pour la réorganisation de l'armée dont il faisait partie. Dans une de ces conversations, on parla des événements du jour, et le Maréchal interrogé, peut-être à dessein, par son interlocuteur, laissa voir le fond de sa pensée. De quelle expression se servit-il pour caractériser la résistance que l'armée opposerait au changement des couleurs nationales? Je l'ignore. On a dit qu'il s'était écrié qu'à la seule vue du drapeau blanc les chasse-pots partiraient tout seuls. Cette image ne ressemble en rien au tour de pensée et de langage habituel au Maréchal qui

ne trouve guère, en parlant, d'expression pittoresque. D'ailleurs, en annonçant avec cette énergie la certitude d'une rébellion dans l'armée, le Maréchal aurait certainement craint de paraître justifier en certaine mesure l'événement qu'il prédisait, et il est trop bon soldat pour jouer ainsi avec la discipline. Je suis donc persuadé qu'il s'exprima beaucoup plus modérément et même moins affirmativement. Mais ce que le chef d'armée se serait peut-être fait scrupule de dire, le chef d'État le laissa clairement entendre.

LA MISSION DE M. CHESNELONG

M. Pasquier sortit de la Présidence, très ému de cette déclaration. En y réfléchissant, il vit le parti qu'il en pouvait tirer, et dans la soirée, il fit demander au Président, s'il avait bien compris sa pensée et s'il l'autorisait à en faire part au Comité monarchique. L'autorisation lui fut accordée sans difficulté, par une lettre du secrétaire de la Présidence, M. le vicomte d'Harcourt, lettre dont M. Pasquier conserve l'original et que j'ai vue entre ses mains.

L'effet de cette communication, quand elle fut transmise au Comité dans la journée du lendemain, a été constaté par les membres du Comité même dans une déclaration qu'ils ont livrée à la publicité.

« Il est vrai, dit cette déclaration, que dans la première séance de la Commission des neuf, M. le duc d'Audiffret-Pasquier rendit compte confidentiellement à ses collègues des paroles que lui avait dites M. le maréchal de Mac Mahon sur la question du drapeau, que ces paroles parurent très graves à la Commission, et qu'elles furent un des principaux motifs qui la déterminèrent à confier à M. Chesnelong la mission que celui-ci eut l'honneur de remplir auprès du Prince. »

Effectivement, à l'issue de cette séance, M. Chesnelong reçut du Comité des neuf la mission de se rendre auprès de M. le comte de Chambord pour lui faire connaître que le sentiment unanime de ses amis était appuyé de celui du chef de l'État, et le presser une dernière fois de s'y conformer. Ce n'était pas une sommation, encore moins un ultimatum : mais c'était la voix de la nécessité, qui, chez les cœurs même les plus dévoués et les plus soumis, parle plus haut que le respect.

Quelque autorité qu'eût une telle mission, j'aurais désiré, je le confesse, dans un moment si critique, une ambassade plus solennelle que celle-là. Il me semblait que, sans manquer à son rôle de conciliation et de neutralité, le Maréchal lui-même pouvait adresser directement au comte de Chambord l'avis qu'il avait donné à ses amis. Il le pouvait suivant moi sans scrupule. Il ne s'agissait pas en effet, dans ma pensée, de lui promettre son concours, s'il remplissait certaines conditions, mais simplement de lui annoncer son opposition et de mettre en quelque sorte son veto, s'il ne les remplissait pas. Chef du pouvoir exécutif et commandant de l'armée, il avait le droit de prévenir tout ce qui pouvait ébranler l'autorité de l'un et la fidélité de l'autre, et du moment où il considérait que le projet de changer le drapeau national mettait en péril le double dépôt qui lui était confié, rien ne pouvait l'empêcher de faire savoir à qui de droit que son gouvernement combattrait résolument toute proposition qui aurait cette conséquence. Je cherche vainement qui lui aurait fait un grief de cette franchise. Les républicains n'auraient pu l'accuser d'avoir annoncé son opposition à une proposition monarchique et s'il en était résulté que le Prince, se rendant à la raison, eût ainsi lui-même rendu son succès possible, c'était une conséquence dont nous n'eussions pas été responsables mais dont nous aurions pris aisément notre parti. J'étais donc d'avis de faire la démarche à visage découvert, sinon avec publicité, au moins sans mystère, par l'organe de l'ambassadeur de France à Vienne, M. d'Harcourt, que sa qualité d'oncle du Maréchal et ses relations sociales rendaient très propre à une telle mission.

Le Maréchal d'ailleurs, dans ma pensée, n'aurait pas agi seul. Le président de l'Assemblée aurait appuyé sa démarche, au nom de la sûreté du corps souverain qu'il présidait; et j'avais déjà dans un entretien confidentiel presque amené M. Buffet à y consentir. Je ne sais ce qui fût résulté de ce coup hardi. Mais, soit que la réponse de M. le comte de Chambord eût été affirmative ou négative, il y aurait eu dans cette virile manière de procéder plus de franchise, de netteté et de vraie dignité que dans des négociations privées qu'on pouvait toujours qualifier d'intrigues. Puis, dans un sens ou dans l'autre, le terrain eût été déblayé une fois pour toutes.

Me trompais-je, et mes distinctions étaient-elles trop sub-

tiles? Je l'ignore, mais il est certain que j'échouai devant les scrupules de conscience du Maréchal qui vit dans toute relation, quelle qu'elle fût, avec un des prétendants au trône, une infraction à la neutralité qu'il avait promis de garder.

LE MARÉCHAL DE MAC MAHON ME RACONTE SA VIE

C'est dans un des entretiens que ma proposition et son refus firent naître que, se livrant à plus de confiance qu'il n'est dans son naturel d'en témoigner, il me raconta pourquoi et comment le passé assez étrange de sa vie lui ayant fait une situation qui rendait son pouvoir compatible à peu près avec tous les partis honnêtes, il croyait utile de garder cette situation neutre et de la ménager à tout événement.

Ce fut un véritable récit de toute son existence qu'il me fit alors sous une forme singulièrement piquante. Pour en donner une juste idée, il faudrait pouvoir reproduire sa parole un peu hésitante, et le rire de satisfaction auquel il donne libre cours quand il a rencontré une expression juste et qui le satisfait.

« Je suis légitimiste de naissance. La Restauration avait mis mon père à la Chambre des pairs, et avait très bien accueilli ma jeunesse. S'il y a un gouvernement que j'aie aimé et pleuré quand il est tombé, c'est celui-là. J'étais à Alger en 1830, ayant fait partie de l'expédition qui a conquis l'Afrique et j'aurais volontiers donné ma démission; mais on craignait la guerre avec toute l'Europe: on me le dit, on m'engagea à rester, et en définitive je restai.

« Je demeurai en Afrique; les fils de Louis-Philippe y venaient souvent: ils me traitèrent avec bienveillance, et dans l'expédition de Constantine, je servis d'officier d'ordonnance au duc de Nemours. Aussi, quand 1848 arriva, je ne voulus rien avoir à faire avec la révolution, et cette fois j'envoyai ma démission. Elle arriva au général Cavaignac qui était ministre de la Guerre. C'était mon camarade: il la garda et me fit répondre qu'il avait besoin de tous ses amis pour maintenir l'ordre, et défendre la France: et voilà, en définitive, comment j'ai été pris dans la République!

« Vient le coup d'État de 1851 et j'étais encore en Afrique à Constantine. Je fus très choqué de la manière dont le prince

Napoléon s'était affranchi de son serment, et je pris de nouveau le parti de n'avoir aucun rapport avec le régime naissant. Mon congé était donné et je parlais, quand eut lieu le vote plébiscitaire qui devait confirmer l'acte du 2 décembre. On fit voter les soldats, chose que je n'ai jamais approuvée. De ma fenêtre je les voyais aller au scrutin, les uns votant pour, les autres contre Napoléon. Ils formaient des groupes et se querellaient à haute voix. Je me dis : si l'armée, qui est la dernière ressource du salut de la France, se divise de cette manière, tout est perdu. Et sans bien réfléchir je descendis sur la place, et me mêlant aux groupes, je les haranguai : « Mes amis, leur dis-je, vous avez tous voté, les uns oui, les autres non, et chacun a bien fait de voter suivant sa conscience. Maintenant, c'est fait : vous devez vous mettre tous ensemble pour sauver la France et la loi. » Mon petit discours fut bien accueilli et chacun se mit à crier : « Vive la France ! Vive la loi ! » Mais après avoir prêché l'union, je ne pouvais plus me mettre à part, et voilà en définitive comment j'ai été fourré dans l'Empire.

« Il en résulta qu'ayant, sans le vouloir, servi tous les gouvernements, et voulu rester fidèle à tous, je ne suis tout à fait mal avec personne. Les légitimistes disent : « Il est né parmi nous » ; les orléanistes : « Il a bien servi nos princes » ; les bonapartistes : « C'est l'Empereur qui l'a fait maréchal » ; les républicains depuis le 24 mai : « Il est le Président de la République : avec lui c'est encore la République. »

« Personne ne veut se brouiller à mort avec moi ; tout le monde veut me garder pour un en cas. Je crois qu'il est bon que je reste ainsi, on ne sait pas ce qui peut arriver. Si la monarchie est rétablie, j'en serai charmé ; si elle ne peut pas revenir, ou si elle tombe après s'être relevée, il y aura peut-être des jours où on sera bien aise de trouver le vieil en cas. »

Et là-dessus le Maréchal se livra à un accès de gaieté si franche qu'il aurait été impossible de ne pas s'y associer.

JOURS D'ATTENTE

Je n'en regrettai pas moins que ma proposition qui, ce me semble, n'eût rien compromis, ne fût point agréée. Mais l'excès de scrupule est un défaut si rare chez ceux qui gouvernent,

qu'il n'en faut jamais médire. Les hommes publics, d'ordinaire, n'ont que trop de propension à subordonner les moyens au but. Quand on en rencontre un qui risque de manquer le but, par une délicatesse exagérée dans le choix des moyens, c'est un tort qu'on doit admirer, même en le regrettant.

Faute de mieux, il fallut donc se contenter de l'ambassade de M. Chesnelong. Mais au moment où il allait partir, une difficulté l'arrêta. M. le comte de Chambord avait quitté Frohsdorff, sans dire et en défendant même à ses gens de tâcher de savoir où il allait. Pendant plusieurs jours, il fut impossible de savoir de quel côté il s'était dirigé. Évidemment, il voulait se soustraire à des instances qu'il prévoyait, et l'intention de nous tenir dans l'incertitude jusqu'à la dernière heure était de plus en plus évidente. A force de recherches cependant, on découvrit qu'il était allé passer quelques jours chez son beau-frère, le duc de Modène, dans la Haute-Autriche. Ce n'était pas précisément là qu'il pouvait trouver les inspirations d'un libéralisme éclairé. Quoi qu'il en soit, c'est là que lui parvint la demande d'audience du *Comité des neuf*, et c'est de là qu'il y répondit, en indiquant aux délégués le jour où ils pourraient le rencontrer à Salzbourg en Bavière.

Je vis M. Chesnelong chez M. Ernoul la veille de son départ. J'insistai de nouveau sur l'urgence de la décision. Nous n'avons plus un instant à perdre, lui dis-je, le terrain se dérobe sous nos pas. Ce qui est encore possible, aujourd'hui, ne le sera peut-être plus à votre retour. M. Chesnelong me parut pénétré de cette vérité, et je fus, de mon côté, très satisfait de sa conversation.

Il me parut plus au courant de l'état de l'opinion que les royalistes de profession imbus dès l'enfance de leurs préjugés de famille, et plus en état de la faire comprendre. A la vérité, il était par là même aussi plus exposé à ressentir, en face d'une personne royale, un trouble respectueux que n'éprouvent pas ceux qui ont vécu de bonne heure dans une si haute compagnie.

M. Chesnelong partit, accompagné de MM. Lucien Brun, Cazenove de Pradines et Carayon La Tour, amis personnels du Prince. Leur voyage fut connu de tout le public, et les dix jours qu'il dura peuvent compter au nombre des plus singuliers de notre histoire. On était informé par le télégraphe que

l'ambassade officieuse était arrivée à Salzbourg, que le Prince l'y attendait, qu'elle avait été reçue, que la conférence entre le Prince et M. Chesnelong avait eu lieu de telle heure à telle heure, qu'elle avait été reprise le lendemain, et s'était prolongée avant dans la nuit. Mais pas un mot ne transpirait sur la nature et l'issue de l'entretien. Il y avait, convenons-en, dans cette manière de traiter du sort d'un grand pays, à l'étranger et à huis clos, quelque chose de choquant dont la dignité nationale pouvait se tenir pour offensée. Nous avions beau dire qu'après tout il ne s'agissait que de préliminaires, sans valeur légale, et que la souveraineté de l'Assemblée restait entière, le public ne nous écoutait guère et s'impatientait de ne rien savoir sur des intérêts qui le touchaient de si près. Entre nous, il n'avait pas si grand tort.

On peut s'imaginer aussi quelle était pendant ces jours d'attente, notre situation, à nous ministres. Trois d'entre nous, MM. Deseiligny, Magne et du Barail (ministre de la Guerre), étaient très opposés à la combinaison dynastique : M. Deseiligny, parce qu'il craignait peut-être que la prédominance de la noblesse ne fermât la porte à des influences bourgeoises; M. Magne, en sa qualité d'ancien ministre de l'Empire, attaché à la famille Bonaparte par reconnaissance. Quant au général, il partageait, il faut le dire, les sentiments de tous les chefs supérieurs de l'armée. Les ministres monarchistes dont je faisais partie, attendaient la mystérieuse réponse pour savoir s'ils pouvaient rester d'accord. On juge, d'après ce partage de sentiments, quelle aisance devait régner dans les Conseils que nous tenions pourtant régulièrement trois fois la semaine, devant le Maréchal, et dans lesquels nous discussions pour la forme une nouvelle loi municipale et une loi sur la presse.

BROGLIE.

(A suivre.)

SILHOUETTES ÉTRANGÈRES

HITLER

« Dans notre profond désespoir, nous avons trouvé en vous celui qui montre le chemin de la foi. Vous nous avez fait comprendre la force bienfaisante d'une idée nouvelle; vous nous avez appris comment il faut mettre tout, tout en œuvre pour réaliser cette idée, comment il faut être prêt à vaincre avec elle ou à disparaître. Vous avez été pour nous comme l'accomplissement d'un mystérieux désir. Vous avez adressé à notre angoisse des paroles de délivrance, vous avez forgé notre confiance dans le miracle à venir. C'est pour tout cela que nous vous disons merci! »

A quel prophète, à quel messie des temps nouveaux ces actions de grâces ardentes et pieuses sont-elles adressées? Quel rédempteur a su inspirer à ses fidèles, avec un enthousiasme aussi brûlant, une aussi totale dévotion? Les lignes qu'on vient de lire sont extraites d'une lettre de Goebbels, chef des *nazis* de Berlin, à Adolphe Hitler, créateur et *leader* du parti dont la rapide fortune a éveillé, en Allemagne et dans le monde, d'abord l'étonnement, et bientôt l'inquiétude. En moins de dix ans, les nationaux-socialistes prenaient position dans les diètes de Saxe, de Thuringe et de Bade, s'installaient au conseil municipal de Berlin, enlevaient de haute lutte 107 sièges à l'Assemblée d'Empire, multipliaient par vingt, et même par trente le nombre de leurs adhérents dans toute l'Allemagne, obligeaient enfin le Gouvernement du Reich à compter avec eux comme avec une force dont il faut admettre les exigences, si l'on ne veut pas les subir.

Causer avec Hitler est impossible à un Français. Le chef du parti national-socialiste, qui reçoit volontiers les Américains, les Italiens ou les Anglais, se refuse à toute rencontre avec « les seuls ennemis de l'Allemagne » : c'est ainsi qu'il nous désigne. En usant de quelque précaution, un Français peut voir Hitler, l'entendre parler dans une réunion publique. Mais il n'en est pas beaucoup plus avancé. Hitler, au physique, n'a rien d'un Mussolini; il se prête fort mal au portrait, à peine à la caricature. Taille médiocre, traits irréguliers, regard mobile et un peu trouble, bouche mal fendue, que surmonte une moustache carrée, à l'américaine. Le personnage ne respire ni le charme, ni la majesté. Les gestes ont quelque chose d'automatique, qui s'accorde assez bien avec un débit rude et saccadé. Et pourtant, tel qu'il est, cet homme exerce sur un auditoire allemand une action profonde et irrésistible. Ses paroles aiguës fouillent, labourent les âmes germaniques. Nulle voix ne contredit la sienne : il commande, on l'obéit.

Qui est Hitler, d'où sort-il? Son histoire nous le révélera peut-être mieux que sa figure. Le chef des nationaux-socialistes allemands est né en Autriche, de parents autrichiens, mais pourtant issus de la Bavière méridionale. Le grand-père d'Adolphe était ouvrier agricole; son père, âme inquiète, abandonna tout jeune le village natal pour aller, avec trois florins dans sa poche, chercher fortune à Vienne. Il chercha pendant vingt-cinq ans, au bout desquels il fut tout heureux d'obtenir une petite place dans l'administration des douanes. Il résidait, quand Adolphe naquit, à Braunau sur l'Inn; puis on l'envoie à Passau, sur la frontière allemande, puis à Linz; mis à la retraite, il achète une petite terre aux environs de Lambach, modeste bourg de Haute-Autriche. C'est là qu'il meurt, laissant à son fils de treize ans cette suprême recommandation : suivre son exemple et devenir fonctionnaire. Deux ans après, Adolphe perdait sa mère.

On l'avait élevé en petit bourgeois, fait instruire à l'*Oberrealschule*; mais on ne lui laissait pas de quoi vivre. Orphelin, obligé de gagner son pain avant l'âge où l'on peut aborder une profession ou un métier, Adolphe Hitler ne songe d'abord qu'à réaliser son rêve, qui est de devenir peintre. Il part pour Vienne, se présente aux examens de l'Académie, y échoue;

pourtant, ses juges lui reconnaissent d'heureuses dispositions pour le dessin, et peut-être une vocation d'architecte. En attendant, il faut vivre. Le jeune homme entre chez un peintre en bâtiments, comme aide-badigeonneur. Cinq années de misère physique et morale : ce fils de bourgeois est brimé, bafoué par les ouvriers, ses camarades. Il découvre par eux, en même temps, la cruauté de l'homme et sa naïveté ; comment ceux qui souffrent aiment à faire souffrir, et de quelles utopies se repaît leur misère. Dès cette époque, Hitler a voué au marxisme une haine violente et définitive.

Cependant de simple apprenti il est devenu ouvrier-peintre, puis vernisseur. En 1909, — il a vingt ans, — on le trouve établi à son compte comme dessinateur et aquarelliste. Trois ans plus tard, il quitte Vienne pour Munich, où il espère ouvrir un petit cabinet d'architecte. Au moment où il va réaliser son rêve, la guerre éclate. C'est dans l'armée bavaroise qu'Hitler s'engage, quitte à perdre sa nationalité autrichienne. Mais il déteste trop les Habsbourg, « traîtres au germanisme et amis des Slaves », pour entrer à leur service et porter leur livrée. Son régiment est transporté vers l'ouest, vers les Flandres. En cours de route, extase d'Hitler, qui, par la porte ouverte d'un fourgon, contemple le Rhin pour la première fois.

Le 7 octobre 1916, il est blessé grièvement. On l'évacue sur l'hôpital de Beelitz, aux environs de Berlin, et il fait connaissance avec la capitale de l'Empire. Renvoyé au front, en mars 1917, il prend part l'année suivante aux deux grandes offensives. Le 14 octobre 1918, sur l'Yser, il est atteint par les gaz ; on l'envoie dans un lazaret de Poméranie, et c'est là qu'il apprend la défaite et la révolution. Pendant quelque temps, les gaz l'ont rendu aveugle. Sa vue, quand il la recouvre, est trop affaiblie pour qu'il puisse plus jamais dessiner. Après l'armistice, il rentre à Munich. Nommé officier instructeur dans la *Reichswehr*, Hitler fait son apprentissage d'orateur en donnant aux soldats des cours et des conférences. Il se lie d'amitié avec Gottfried Feder, qui rêve de fonder un nouveau parti. Le parti est fondé ; il s'appelle *Deutsche Arbeiter-partei*, parti allemand des ouvriers. Hitler s'y fait inscrire. Le 24 février 1920, il tient à Munich une première réunion publique, dont le succès est éclatant. Désormais, son sort est fixé.

Si l'on veut comprendre l'action politique d'Hitler, il ne

faut pas oublier quel en fut le point de départ. Du contraste entre ses années d'enfance bourgeoise et ses années d'adolescence ouvrière, cet homme a dégagé une doctrine confuse, qui le pousse alternativement vers l'ordre et vers la révolte. De son séjour à Vienne, il a rapporté la haine et le mépris des Juifs. Enfin de la vie dans les tranchées, il a gardé le dédain des combattants pour les politiciens de l'arrière, pour les « barbouilleurs de lois ». Si l'Allemagne a perdu la guerre, c'est, selon Hitler, parce qu'elle ne l'a pas conduite avec assez d'énergie; et de ce manque d'énergie les responsables sont les civils, les ministres, les députés du Reichstag et surtout les social-démocrates. C'est un gouvernement socialiste qui a signé le traité de Versailles, c'est un autre gouvernement socialiste qui a admis et fait admettre au Reichstag le *tribut* du plan Dawes. Depuis douze ans, l'histoire de l'Allemagne est dominée, infestée par le marxisme. Comment la purifier, comment la délivrer de ce fléau? Hitler est persuadé que « la terreur marxiste ne peut être vaincue que par une terreur encore plus violente ».

La première application de ce principe, c'est le *putsch* bavarois de 1923 : elle conduit l'auteur devant les assises de Munich, et de là en prison. C'est durant sa captivité de Landsberg qu'Hitler écrit, sous le titre de *Mein Kampf* (ma lutte), la curieuse confession à laquelle nous avons emprunté plus d'un trait. Il sort de l'aventure bien résolu à recommencer, mais en préparant les voies avec plus de méthode. Dès lors, on assiste en Allemagne à un double travail hitlérien : organisation d'une sorte d'armée révolutionnaire (les fameuses sections d'assaut), et propagande électorale destinée à faire pénétrer l'influence et les idées du parti dans les corps municipaux des grandes villes, dans les Diètes des États, dans l'Assemblée d'Empire. Ainsi, selon les circonstances, Hitler aura le choix entre les moyens violents et les moyens légaux.

La poursuite d'une telle entreprise suppose beaucoup d'argent. Le leader nazi, à ce qu'il semble, n'en a jamais manqué. D'où lui sont venus les subsides? La cotisation versée par les membres inscrits au parti fournit, depuis quelques années, une somme qui n'est point négligeable, et dont Hitler est parvenu, dit-on, à tripler l'importance en rendant payantes les réunions publiques où il prend la parole. Voilà les ressources

avouées. Il y en a d'autres. Ce n'est plus un secret pour personne en Allemagne que plusieurs magnats de l'industrie lourde et les dirigeants des banques qui ont avec eux partie liée, ont subventionné l'action hitlérienne et continuent à la soutenir très largement. On s'est fort diverti à Berlin d'un certain déjeuner qui réunissait à la même table Hitler, ses lieutenants et quelques princes de la haute banque allemande, le 14 octobre 1930, jour où la fraction nationale-socialiste déposait sur le bureau du Reichstag une motion tendant à exproprier et à nationaliser tous les établissements de crédit.

On parle encore d'autres ressources, qui proviendraient de l'étranger. Les analogies que présente le mouvement hitlérien avec le fascisme d'Italie et celui d'Autriche éclatent à tous les regards. De là à prétendre que Rome et Vienne accordent aux nazis allemands, outre leur sympathie et leur appui moral, un concours matériel, il y a un pas, que les journaux socialistes ont franchi hardiment, sans d'ailleurs jamais apporter la preuve de leurs allégations. Nous estimons, avec plus de réserve, qu'il y a encore assez d'argent en Allemagne pour permettre à quelques généreux amateurs d'y « financer » la révolution.

C'est, comme on se le rappelle, aux élections générales de 1930 qu'Hitler devait connaître le grand triomphe. Six millions et demi d'Allemands et d'Allemandes, répondant à son appel, avaient « voté la liste n° 9 », et fait entrer au Reichstag cent sept députés nationaux-socialistes, alors que l'ancienne assemblée n'en comptait que douze. Décidément, l'emploi des « moyens légaux » procurait à l'agitateur des résultats plus brillants et plus solides que les *putschs* de naguère. Quel que puisse être l'avenir, la journée du 13 octobre 1930 comptera dans les annales de la République allemande. A trois heures après-midi, on vit entrer dans l'hémicycle du Parlement, en ordre militaire, les cent sept élus nazis. Tous portaient la chemise brune, les uns avec le bra-sard rouge, timbré d'une croix gammée, les autres avec les manches retroussées jusqu'aux coudes. Beaucoup étaient jeunes, bien que déjà chauves ; plusieurs avaient l'air de vrais gamins. De leur banc, ils échangeaient en riant le salut fasciste avec leurs amis des tribunes.

Lorsque le président de l'assemblée d'Empire procéda à l'appel des nouveaux élus, le premier nazi qui entendit son

nom répondit en hurlant : « Présent ! Vive Hitler ! » Tous les camarades hurlaient avec lui. Aux invectives des communistes, les nationaux-socialistes ripostaient par des cris d'animaux et des trilles prolongés de leurs sifflets à roulette. Un moment vint où, pour s'injurier de plus près, les extrémistes de droite et de gauche quittèrent leurs bancs et s'affrontèrent au centre de l'hémicycle. On les sépara, non sans peine ; et le président Herold, — un vieillard de quatre-vingt-trois ans, — trouva des paroles courtoises pour inviter ces malotrus à regagner leur place.

Pendant ce temps, dans la *Leipzigerstrasse* et sur la *Potsdamerplatz*, à moins d'un kilomètre du Reichstag, d'autres nazis brisaient à coup de pierres et de gourdins les glaces des magasins et des cafés, dont les enseignes ou les propriétaires ne leur étaient pas sympathiques. La bataille entre nazis et *schupos* se prolongea dans les rues jusqu'au soir. Hitler était à Berlin. On attendait de lui un blâme sévère à l'adresse des énergumènes qui avaient tout de même un peu terni le pur éclat de sa victoire. Rien ne parut, qu'une protestation contre la brutalité, — d'ailleurs certaine, — dont les hommes de police avaient usé vis-à-vis d'une jeunesse étourdie et irresponsable. Tout en exploitant avec succès les voies légales, Hitler hésitait à répudier catégoriquement les moyens violents. Le moment de choisir ne lui semblait pas encore venu.

Depuis ce jour mémorable, le *leader* national-socialiste est allé de victoire en victoire. Au mois de novembre 1930, les élections municipales dans l'État de Bade donnaient à ses partisans, soit la majorité, soit la seconde ou la troisième place dans 34 arrondissements sur 40 ; dans 96,7 pour 100 des communes badoises, les nazis avaient recueilli des suffrages plus ou moins nombreux. En 1931, nouveaux succès aux élections d'Oldenbourg, de Hambourg, d'Anhalt, de Mecklembourg et de Hesse. L'échec du plébiscite prussien organisé par l'« opposition nationale » interrompt, à vrai dire, assez brutalement, cette heureuse série ; mais Hitler en rejette habilement la responsabilité sur la maladresse des nationaux-allemands et sur la trahison des communistes. Avec une égale désinvolture, il tire son épingle du jeu au lendemain de la grande réunion de Bad-Harzburg, d'où l'opposition nationale, qui avait voulu faire parade de ses forces, sortait amoindrie et divisée. Mais

quel besoin avait désormais Hitler de ménager Hugenberg et Dingeldey, lorsque le chef de l'État et le chef du gouvernement reconnaissent, en lui donnant audience et en traitant officiellement avec lui de puissance à puissance, la valeur efficace, pour ne pas dire la nécessité de sa collaboration? Le 10 octobre au matin, — deux jours après la constitution du nouveau cabinet Brüning, — le maréchal Hindenburg recevait Hitler et s'entretenait longuement avec lui. Cette marque de déférence accordée à un agitateur sans mandat et sans nationalité fit quelque scandale; et une feuille humoristique de Berlin crut pouvoir annoncer que le président Hindenburg « recevrait incessamment M. Staline, chef du parti communiste allemand ».

Après cela, on s'étonne moins de voir le chancelier d'Empire négocier avec Hitler, et peut-être lui offrir de partager avec lui les responsabilités du pouvoir. Mais c'était déjà trop tard; les prétentions du *leader* nazi dépassaient les offres du chancelier. Le pouvoir dont M. Brüning semblait disposer à lui céder une partie, Hitler le réclamait tout entier et pour lui seul. Bien plus, il agissait, il parlait déjà comme s'il en était réellement investi. Aux premiers jours de décembre, il envoie à Londres un ambassadeur; il convoque au *Kaiserhof*, en face du palais de la Chancellerie, les représentants de la presse étrangère, — moins les Français, — et développe devant eux son programme de gouvernement: ce qu'il pense des réparations et des dettes privées; quels créanciers il paiera et quels il ne paiera point; comment il traitera avec la Grande-Bretagne et avec les États-Unis; quelle attitude il compte prendre dans le prochain débat sur le désarmement.

Voilà où en est Hitler. Jusqu'où ira-t-il? nous l'ignorons. Mais avant de l'abandonner à son destin, cherchons à démêler les raisons qui semblent expliquer cette extraordinaire fortune.

* * *

Ce qui retient d'abord l'attention, c'est la grande diversité des éléments qui composent la clientèle hitlérienne. Nous avons sous les yeux le numéro du *Voelkischer Beobachter* (1) où est publiée la liste des élus du parti à l'assemblée d'Empire,

(1) Numéro du 6 novembre 1930.

avec leur adresse et leur profession. On y trouve 8 écrivains et journalistes, 10 agriculteurs, 16 commerçants et artisans, 1 confiseur, 1 industriel, 8 officiers qualifiés comme tels, 14 professeurs de lycée ou instituteurs, 1 juge, 1 pasteur, 9 fonctionnaires, 4 avocats, 16 ingénieurs ou employés de fabrique, 8 ouvriers, 3 artistes, 6 propriétaires, 1 conducteur de taxi, 1 pharmacien. Un député nazi fait hardiment suivre son adresse de cette qualification singulière : *Vehmemoerder* (assassin de la Sainte-Vehme).

Comment s'explique cette diversité ? En grande partie, par le fait qu'Hitler, tout en ayant une doctrine, n'a pas de programme défini. Selon qu'il s'adresse aux bourgeois, aux étudiants, aux paysans, aux ouvriers, le *leader* national-socialiste parle des langages différents. Avec une habileté remarquable, il a exploité, tantôt le désespoir de ceux que l'inflation a ruinés ou que la crise économique a laissés sans ressources, tantôt la lassitude et le dégoût inspirés par les hésitations et les faiblesses d'une série de gouvernements impuissants, ou bien encore ce qu'il appelle « les scandales de la corruption », mis, dans chaque province, à la charge des adversaires du parti. Après l'avoir entendu, les plus sceptiques se disent : « En vérité, cela ne peut pas aller plus mal. Alors, cela n'irait-il pas mieux avec lui ? »

Écoutez ce discours, prononcé par Hitler à Brunswick, le 20 octobre 1930, sur la tombe d'un de ses fidèles, le major Dineklage : « Du fait de la guerre perdue, notre peuple allemand a été livré à un sort tel qu'on n'en avait encore jamais vu. Mais ce qu'il y a de plus affreux, c'est que ce peuple se révèle indigne de son grand passé. Ce qui nous tourmente le plus cruellement, c'est qu'à cette heure grave et décisive, des millions de nos concitoyens n'ont plus dans le cœur aucun sentiment national ; c'est que des millions d'Allemands ne veulent plus être Allemands. Partout, la lâcheté et le vice semblent triompher. Si nous mesurons à cet état présent les possibilités de l'avenir, nous arrivons à cette conclusion amère, que, si notre peuple ne devient pas un autre peuple, l'avenir allemand n'a plus de but : car on ne vit pas seulement pour vivre et pour manger... Mais le jour où ce peuple voudra encore une fois servir et consacrer son effort à un but plus élevé, nous avons l'assurance qu'un miracle s'accomplira. Seu-

lement, pour que le miracle s'accomplisse dans la masse du peuple allemand, il faut d'abord qu'il se réalise dans chaque individu. »

Le *miracle* : voilà le grand mot lâché ! « Prometteur de miracles », s'écriait l'autre jour le chancelier Brüning en parlant d'Hitler : il marquait ainsi l'une des plus grandes forces de son adversaire. En réalité, ce prometteur de miracles ne promet rien de précis ; ou plutôt il fait luire aux yeux de chacun des espoirs assez différents. Ses théories politiques, sociales, économiques, financières, sont bourrées d'équivoques et de contradictions. Mais qu'importe, s'il annonce, s'il promet à tous un sort meilleur ? Nous faisons observer un jour à un hitlérien cultivé et plutôt réfléchi qu'après tout, son chef n'avait pas de programme. « Il a des idées, ce qui est plus rare », telle fut sa réponse.

Il existe pourtant un programme du parti national-socialiste : c'est ce qu'on appelle « *les vingt-cinq points d'Hitler* ». Mais il n'est pas d'Hitler lui-même, il est de Gottfried Feder, et le chef nazi ne se considère pas comme engagé par ses prescriptions. Les quatre articles cardinaux sont : lutte contre le capitalisme, lutte contre le marxisme, lutte contre les Juifs, lutte contre l'étranger. Si l'on regarde de plus près ce programme singulier, on trouve que les « commandements » de Feder concernent : de 1 à 3, la politique extérieure ; de 4 à 10, l'idée et la forme de l'État ; de 11 à 17, la politique économique et sociale ; de 18 à 20, les institutions juridiques ; 21 et 24, la politique culturelle ; 22, la politique militaire ; 23, la politique intérieure. L'article premier prescrit l'application à l'Allemagne du principe des nationalités et l'abolition des traités de Versailles et de Saint-Germain. Puis vient la définition du citoyen allemand fondée sur le principe du sang et de la race, excluant par suite tout ce qui est juif ou d'autre origine non-germanique. Observez qu'en Thuringe cette doctrine est enseignée officiellement dans une chaire d'« anthropologie sociale » qu'occupe le professeur Gunther.

Le premier devoir du citoyen allemand est de *créer*, physiquement et spirituellement : à quoi correspond le premier devoir de l'État, qui est de pourvoir d'une manière égale à l'existence de tous les citoyens. L'idée centrale du système économique est l'abolition de ce que Hitler appelle *Zinsknechtschaft*,

littéralement : servitude de l'intérêt (au sens d'intérêts d'un capital). Ce principe a pour corollaires l'étatisation des sociétés d'entreprises, le partage des bénéfices de la grande industrie, l'organisation des assurances pour la vieillesse, la protection de la jeunesse, la création d'une classe moyenne saine, la socialisation du commerce de gros et une réforme agraire répondant aux besoins du pays.

Comment ces mesures peuvent s'accorder en même temps avec les deux principes d'apparence contradictoire, lutte contre le capitalisme, lutte contre le marxisme, c'est le secret des glossateurs officiels, tels que Gottfried Feder, Alfred Rosenberg, Hans Buchner, et quelques autres. Nous ne les suivrons pas dans le dédale de leurs interprétations; mais nous relèverons ici les observations très intéressantes d'un jeune étudiant, à qui la rédaction d'un grand journal avait demandé d'expliquer son attitude et celle de ses camarades vis-à-vis de la doctrine hitlérienne. Elle est pour nous, — a répondu ce jeune Allemand, — l'objet d'une connaissance. Cette connaissance n'a besoin d'aucun fondement rationnel. Imaginez un désir, une impulsion, née de l'inquiétude et du désespoir que nous inspire le vide de notre existence. Devant cette sorte de connaissance, toute science pâlit.

« Le programme, poursuit-il, n'a aucune importance. Ce qui en a, c'est la foi dans l'action d'un individu, la foi dans le chef et la soumission à ses ordres. La lutte d'Hitler nous apparaît comme un moyen de *débrouiller* le monde chaotique où nous vivons. Ce n'est pas, comme dans le marxisme, une lutte de classes, aboutissant à la destruction du capitalisme. C'est une manière de s'évader du fatalisme de l'évolution. Le national-socialisme veut arrêter le mouvement mécanique de la roue capitaliste, mettre un frein à cette roue, puis la faire tourner en sens inverse jusqu'à son premier point de départ et, à ce point, la stabiliser. C'est, si vous voulez, une aspiration au repos, à la détente, un désir de rattacher la vie à quelques idées essentielles comme l'attachement à la glèbe, le foyer, la propriété, formes de vie du capitalisme primitif. Comment vous dire cela? Nous estimons que cent mille maîtres-cordonniers libres et indépendants valent mieux, soit au point de vue économique, soit au point de vue politique, que cinq gigantesques fabriques de chaussures. »

On saisit ici sur le vif la façon dont Hitler exploite au profit de son mouvement l'effroyable malaise, le profond déséquilibre créés en Allemagne par la mécanisation outrancière des industries, le super-outillage, les excès de la concentration et de la rationalisation des entreprises. On y observe aussi le respect d'une certaine forme de l'individualisme, base spirituelle de cette organisation d'une « classe moyenne saine », sur laquelle Hitler revient avec complaisance dans ses discours et dans ses écrits. Ce *Mittelstand*, qui constituait la meilleure force de l'Allemagne, a été, plus qu'aucune autre classe sociale, touchée, ruinée, démoralisée par les crises politiques, monétaires et économiques qui se sont succédé depuis treize ans. C'est précisément sur ces éléments moyens, sur ces débris de l'ancienne bourgeoisie qu'Hitler a porté son effort. Et on aperçoit par là comment son but, en somme, est de refaire en Allemagne tout ce qu'y ont détruit la défaite, la révolution et la faillite.

Dans son entreprise de conquête du monde ouvrier, Hitler s'est heurté au communisme ; mais il s'est appuyé, avec succès, sur le sentiment national, qui détourne beaucoup d'ouvriers d'un parti dont la direction n'est pas en Allemagne. Dans son entreprise de conquête de la bourgeoisie, il devait rencontrer l'opposition du Centre catholique, opposition politique et même religieuse. L'attitude d'Hitler vis-à-vis du christianisme, de son dogme et de sa morale, demeura quelque temps assez ambiguë. Quelques affirmations imprudentes fournirent pourtant à l'épiscopat allemand l'occasion d'intervenir. Quelques semaines avant les élections pour le Reichstag, l'évêque de Mayence condamnait formellement certains points du programme hitlérien comme contraires à la doctrine enseignée par l'Église. Pour peu qu'on se reporte à l'analyse du scrutin, on s'aperçoit que le *veto* du clergé catholique a nettement entravé les progrès du mouvement national-socialiste dans des régions comme la Silésie, la Bavière et la Rhénanie.

Cet obstacle, le plus sérieux qu'Hitler pût rencontrer en Allemagne, a perdu une grande partie de sa force, depuis qu'on a vu le chancelier Brüning, l'homme d'État le plus en vue du parti catholique, donner audience au chef nazi et envisager ouvertement l'idée d'une collaboration entre le Centre et le

national-socialisme. Le récent voyage de Mgr Kaas à Rome n'avait-il pas pour objet de rendre le Vatican favorable à ce rapprochement, et de faire revenir l'autorité ecclésiastique sur l'interdit qu'avait prononcé l'évêque de Mayence? On l'a du moins prétendu. A vrai dire, la pensée religieuse d'Hitler et de ses disciples semble se relier plus directement à la vieille mythologie germanique qu'au christianisme et à l'Évangile; la force brutale et la haine y tiennent plus de place que l'amour et la charité. Le seul idéalisme qu'on y trouve est constitué par une certaine notion du sacrifice que la doctrine impose à ses adhérents et par le sentiment d'une mission à accomplir en Allemagne et dans le monde : mystérieuse idée dont tout Allemand se réclame et qu'aucun Allemand ne se soucie de définir! Cet idéalisme hitlérien, on le trouve assez bien exprimé dans une phrase de Goebbels, extraite de son pamphlet « la seconde Révolution » : « Quand de lâches mercenaires du capitalisme viennent nous dire que nous avons été mis au monde pour souffrir, pour jouir et pour mourir, ce n'est pas vrai. Nous avons ici une mission à remplir. Le sentiment de cette mission, les uns l'éprouvent confusément, les autres avec plus de force. Pour nous, nous sentons brûler dans nos âmes comme une flamme de sacrifice. »

Si l'on se reporte aux manifestations les plus récentes de la pensée hitlérienne, on remarque un certain souci d'éviter tout propos de nature à heurter la croyance religieuse des catholiques et leur doctrine morale. Hitler se contente de refuser au Centre, « organisation politique », le droit de parler au nom des catholiques allemands. « Le Centre n'est pas le catholicisme », telle est sa dernière position, négative comme toutes les autres.

Et maintenant, l'on se demande : si, dans huit jours ou dans six mois, Hitler arrivait au pouvoir, soit par les voies légales, soit par d'autres moyens, comment ferait-il pour tenir tant de promesses contradictoires et pour combler les vœux très différents de tous ceux qui ont cru en lui? Car enfin, la soumission absolue, l'obéissance aveugle durent autant que l'espoir qui les a inspirées, mais ne peuvent guère lui survivre. En même temps que l'heure d'agir, sonnera pour Hitler l'heure de choisir et de déclarer son choix. Il semble bien que la prévision de ce danger hante le cerveau de l'homme qui, à tort ou

à raison, se considère dès à présent comme le maître de l'Allemagne. Pour maintenir parmi ses troupes, à défaut d'une discipline matérielle dont il ne montre pas grand souci, la cohésion spirituelle indispensable, Hitler compte sur le caractère urgent, impérieux, de quelques problèmes, comme ceux des réparations, du désarmement et de la revision des traités, qui l'autoriserait à reléguer au second plan, durant une période assez longue, les questions économiques, sociales, administratives et autres, sur lesquelles ses partisans ne sont pas d'accord entre eux. D'abord, il s'agit de rendre à l'Allemagne, avec l'égalité de droits au regard des autres Puissances, sa dignité, son orgueil et la confiance en ses propres forces.

Mécontent, aigri jusqu'à la fureur, et pourtant optimiste; passionné et méthodique; patriote ardent, quoique sans patrie; antisémite chrétien, et païen mystique; adversaire également fougueux du capitalisme et du marxisme, Hitler confond et noie tous ces sentiments contradictoires dans une aspiration, dans un rêve fanatique et intransigeant : l'hégémonie germanique. Le héros, le dieu de son enfance fut, nous a-t-il dit lui-même, ce libraire de Nuremberg, Jean-Philippe Palm, que Napoléon fit fusiller en 1806, pour avoir répandu une brochure vengeresse intitulée, *le Profond Avilissement de l'Allemagne*. Hitler, depuis lors, n'a pas changé de religion.

VERAX.

CHATEAUBRIAND A ROME

VU PAR DES YEUX DE SEIZE ANS

EN ce temps-là, Sa Majesté le roi Charles X était représenté auprès de Sa Sainteté le pape Léon XII par Sa Seigneurie M. le vicomte de Chateaubriand, pair de France. Car le poète du *Génie du Christianisme* et des *Martyrs* était devenu, depuis 1815, l'un de ces jeunes premiers de la nouvelle pairie, tout férus de parlementarisme à l'anglaise, dont les Italiens disaient assez drôlement : *Sono milordi francesi*. Avec quel sentiment de délivrance, le ministère Martignac, à peine éclos, l'avait vu partir pour la Ville éternelle ! « Dominant, s'il entrait dans le Conseil, hostile s'il était dehors, explique Lamartine, M. de Chateaubriand consentit, après de longues négociations, à accepter un exil opulent et nécessaire. »

Le 16 septembre 1828, il se mit en route sans joie : « Je ne fus pas plutôt parti avec M^{me} de Chateaubriand, nous confient les *Mémoires d'outre-tombe*, que ma tristesse naturelle me rejoignit en chemin. » Chaque tour de roue de sa voiture de voyage ne l'éloignait-il pas de Juliette, la divine M^{me} Récamier ? A peine arrivé, il écrivit à l'absente : « J'ai traversé cette belle contrée remplie de votre souvenir ; il me consolait, sans pourtant m'ôter la tristesse de tous les autres souvenirs que je rencontrais à chaque pas. »

Il y avait, au début du mois de mars 1828, trois semaines que Chateaubriand était descendu à l'ambassade de France, le palais Simonetti, occupé aujourd'hui par la Banque de Rome. Quatre colonnes montaient du seuil le long de la façade et portaient, à la hauteur du premier étage, un majestueux balcon,

d'où l'ambassadeur avait contemplé le va-et-vient de la foule sur le Corso et l'étrange petite église (1) qui se dresse de l'autre côté de ces Champs-Élysées romains. « Logis de garçon », disait avec dédain M^{me} de Chateaubriand, car son époux y succédait à un célibataire, le duc de Laval, « boudoirs à l'anglaise ».

C'est dans une de ces petites pièces inconfortables que les familiers de l'ambassade pouvaient parfois entendre les plaintes de René, — un René qui déclarait excessive la chaleur de l'appartement. Si l'on en croit le vicomte d'Haussonville, attaché de dix-neuf ans, qui devait être plus tard, comme son fils, membre de l'Académie française, M^{me} de Chateaubriand ne répondait rien ; mais elle ne tardait pas à sonner et « commandait à un domestique de mettre une bûche de plus au feu ». Était-ce contre le froid et les courants d'air que son mari réclamait ? Le même jeu se reproduisait et les gens de la maison recevaient bientôt « l'ordre de tenir les portes grandes ouvertes ou d'entre-bâiller les fenêtres du palais. M. de Chateaubriand avait conscience de cette petite guerre intestine et de ces procédés intentionnellement offensifs, mais il ne semblait même pas s'en apercevoir. Son attitude était celle d'un mari très patient, résigné et plutôt complaisant. Il avait tant à expier » ! M. d'Haussonville a décrit les soirées ordinaires, qui étaient assez ternes, les brefs tête-à-tête de l'ambassadeur et de M. Belloc, le premier secrétaire, tandis que l'abbé Delacroix, attaché à Saint-Louis des Français, exposait à l'ambassadrice attentive « les affaires ecclésiastiques de la Cour de Rome ». Voici maintenant la partie d'échecs ; Chateaubriand joue avec le deuxième secrétaire, M. Desmousseaux de Givré, qui finit le plus souvent par « donner l'échec fatal », comme dit le poète Delille :

Enfin l'heureux vainqueur donne l'échec fatal,
Se lève et du vaincu proclame la défaite.
L'autre reste atterré dans sa douleur muette
Et, du terrible mat à regret convaincu,
Regarde encor longtemps le coup qui l'a vaincu.

Mais non, René est beau joueur, et réserve sa tristesse pour des malheurs plus cruels. Il va se poser debout « devant la

(1) Voir le livre si intéressant de M^{me} M. J. Durry, *l'Ambassade romaine de Chateaubriand*, p. 7.

glace, les jambes écartées, le dos légèrement voûté, car il n'est pas grand, et les deux coudes appuyés sur le rebord de la cheminée, avec les mains passées dans ses cheveux et croisées sur son large front ». « A quoi pense-t-il ? » se demande curieusement l'attaché, qui répond sans hésiter : « A M^{me} Récamier ou à sa rentrée au ministère des Affaires étrangères. »

Le 10 novembre 1828, au contraire, la soirée était des plus brillantes au palais Simonetti : l'ambassadeur de France donnait une fête à l'occasion de la Saint-Charles, en l'honneur du Roi. Il avait tenu à faire admirer à ses hôtes les voix des meilleurs artistes du théâtre Valle, cette Boccabadati, dont la verve bouffonne était fameuse en Europe, et ce Jean David pour qui, dix années auparavant, Rossini avait écrit la *Donna del Lago*. L'invité de marque était le prince héréditaire de Prusse, fils charmant de la reine Louise, le futur roi Frédéric-Guillaume IV, frère aîné du futur empereur Guillaume I^{er}. Accompagné de son gouverneur, M. Ancillon, il achevait son éducation artistique en Italie.

Tous les ambassadeurs étrangers sont venus : voici M. de Celles, qui représente le roi des Pays-Bas. C'est un gentilhomme belge, issu d'une vieille famille, les Vischer, barons de Celles depuis 1686. Fils d'un chambellan de l'Empereur et de Philippine, comtesse Coloma, dame du palais de l'archiduchesse Christine, gouvernante des Pays-Bas autrichiens, il est devenu Français par l'annexion de la Belgique en 1795 et il a fait la campagne d'Austerlitz dans l'armée de Napoléon. Le baron de Celles, comte de l'Empire depuis 1808, préfet de Nantes en 1806, puis d'Amsterdam après la réunion de la Hollande, s'est montré administrateur habile et fort énergique. Chateaubriand le goûte peu : « Le comte de Celles, nous dit-il, avait épousé M^{lle} de Valence, aujourd'hui morte : il en a eu deux filles, qui par conséquent sont petites-filles de M^{me} de Genlis. M. de Celles est resté préfet, parce qu'il l'a été ; caractère mêlé du loquace, du tyranneau, du recruteur et de l'intendant, qu'on ne perd jamais. Si vous rencontrez un homme qui, au lieu d'arpents, de toises et de pieds, vous parle d'hectares, de mètres et de décimètres, vous avez mis la main sur un préfet. »

Par bonheur pour l'infortunée victime de Chateaubriand,

l'impitoyable correcteur des *Mémoires d'outre-tombe*, le comte de Marcellus, qui se trouvait à Rome en 1828, rectifie ce jugement sommaire : l'ambassadeur des Pays-Bas, nous explique-t-il, « se défendait assez bien lui-même contre les malices du monde. Il saisissait volontiers le côté plaisant des choses humaines et luttait parfois de sarcasmes avec l'ambassadeur de France ». Et le même Marcellus, afin de prouver l'exactitude de ses dires, cite la lettre suivante, à lui adressée par M. de Celles, le 4 octobre 1828 : « Notre hiver va être très curieux. Un bateau à vapeur a remonté le Tibre jusqu'à Ripa Grande. Six cardinaux sont allés voir le prodige et tout Rome y court. Quelques rois s'annoncent ; on attend bon nombre d'altesses malades, de souverains en retraite, de princes cadets en demi-solde, de Russes poitrinaires ; cent douzaines environ d'Anglais accompagnés de leur petite famille, Walter Scott, M^{me} l'impératrice Christophe et ses *demoiselles*, M. de Pradt et ses œuvres pies. Ce M. de Poitiers (car, — il faut être correct, — il n'a jamais été archevêque de Malines) est toujours si vif dans son allure, qu'il a perdu sur les bancs législateurs même sa calotte d'abbé de 1789. Maintenant il espère voir un conclave à Rome, une éruption au haut du Vésuve ou une révolution au bas. Enfin M. de Chateaubriand approche : tant de célébrité méritée m'épouvante. Il me semble qu'en l'appelant mon collègue, je lui dirai, moi indigne, une grosse sottise. » « Cet ambassadeur des Pays-Bas, ajoute M. de Marcellus, est-il donc resté si préfet ? »

A sa fête, Chateaubriand a invité les deux petites-filles de M^{me} de Genlis, Pulchérie et Antonine de Celles, qui épouseront plus tard, l'une le comte Henry de L'Aigle, l'autre le comte de Caumont La Force (1), second fils du duc de La Force. Antonine est âgée de seize ans. Elle a du sang espagnol par sa grand mère Coloma : elle est brune avec une lourde chevelure tombant autour de sa tête, en épaisses boucles, un front bien dessiné, de beaux yeux noirs, un petit nez en l'air, une bouche aux fins contours, une expression intelligente et spirituelle. Il nous reste d'elle un buste en marbre blanc, œuvre de Bartolini : « On croit qu'il va parler », disait la

(1) Auguste, comte de Caumont La Force, puis duc de La Force (1803-1882).

duchesse d'Orléans, qui l'avait vu au salon de 1827. Que sont mille de Celles pour Chateaubriand au comble de la gloire? Peu de chose. Elles n'ont sûrement pas cette habitude redoutable des jeunes Anglaises, qui tiennent un journal, notent leurs impressions sur les hommes célèbres et, revenues en Angleterre, les communiquent à la presse britannique. M. d'Haussonville, dans le vestibule du palais Simonetti, s'est diverti plus d'une fois, quand il remettait les manteaux « sur les blanches épaules » des belles insulaires, qui lui disaient les yeux au ciel : « Ah ! si vous saviez quelle conversation je viens d'avoir avec M. de Chateaubriand !... comme inspiré... et si aimable ! » Car il savait, lui, Haussonville, que M. l'ambassadeur n'avait qu'un seul thème, bien qu'il eût deux débuts, qui servaient alternativement selon que ses interlocutrices avaient, ce jour-là, visité le musée du Vatican ou celui du Capitole.

Antonine, à cette fête du 10 novembre, regarde de tous ses yeux. Lorsqu'elle sera rentrée dans sa chambre de l'ambassade des Pays-Bas, elle écrira, écrira... car elle tient un journal, elle aussi. Pour le moment, elle note dans sa tête.

La fête bat son plein. Le prince royal de Prusse est arrivé. Antonine le connaît depuis quelque temps. Il a dîné l'autre soir chez l'ambassadeur des Pays-Bas. Elle a remarqué « sa tête toute ronde, qui ressemble à tous les portraits de la famille de Prusse », la gaieté de son caractère, le sans-façon avec lequel il dit à M. de Celles : « Mon oncle, je vous baise les mains. » Plaisanterie qu'il trouve spirituelle, parce que le roi des Pays-Bas a épousé la sœur du roi de Prusse et que M. de Celles le représente. « Il n'a pas beaucoup de dignité dans les manières, songe Antonine, mais du moins on ne dira pas qu'il est raide et que son abord a de la morgue ou de la hauteur, et les critiques de ce genre sont bien, à mon avis, les pires pour un prince (1) »...

Voici que l'on couvre d'applaudissements les deux vedettes du théâtre Valle. Des amateurs pleins de talent leur succèdent : la comtesse de Lutzw, ambassadrice d'Autriche, puis Mme Merlin, qu'Antonine a entendue, au Palais-Royal, dans les salons de la duchesse d'Orléans. L'ambassadrice « chante

(1) *Journal inédit d'Antonine de Celles* (Archives de l'auteur).

joliment », constate la jeune fille; Mme de Lutzow « chante bien, constate à son tour Chateaubriand, toujours le même air ». Antonine est ravie : « Je m'amusais beaucoup à ce concert, rapporte le *Journal*; le prince de Prusse cria bien souvent : *Mon oncle, mon oncle!* On ne savait à qui il parlait; cela nous fit pâmer de rire. J'étais dans le salon, dans un certain coin, où je voyais parfaitement, pendant le concert, le prince de Prusse et M. de Chateaubriand, et mes yeux étaient bien plus souvent fixés sur le second. » La vue de l'enchanteur opérait son miracle habituel : « Il a un sourire plein de grâce, de dignité et en même temps très bon, note l'observatrice de seize ans, mais il a le tic de mettre presque toujours son mouchoir sur sa bouche. Il n'a pas beaucoup parlé ce jour-là. En vérité, je crois que tout ce monde l'ennuyait. Il faisait à toutes les personnes qui arrivaient, son certain petit sourire si joli et puis il ne disait pas grand chose. Mais j'ai trouvé sa figure charmante et je n'ai plus fait attention à son petit corps, qui ne va pas très bien avec sa tête (1). Mme de Chateaubriand a été fort bonne pour nous. Elle était parfaitement bien arrangée. Je suis sûre qu'elle a dû être très jolie; elle a beaucoup de charme dans les manières, de grâce et on dit qu'elle a aussi de l'esprit (2). » Beaucoup plus d'esprit que de beauté. Avec son long nez pointu, Céleste Buisson de La Vigne, vicomtesse de Chateaubriand, était loin d'être ennuyeuse. On goûte ses *Mémoires*, même après les splendeurs d'outre-tombe. C'est elle qui, assistant en silence à une discussion interminable sur des questions universitaires, étonna quelque peu les interlocuteurs, — c'étaient Fontanes et Joubert, — en laissant tomber ce vers trop bien adapté :

L'ennui naquit un jour de l'Université.

IL naquit un autre jour d'une fête que le prince Gagarin, ministre de Russie, donna peu de temps après celle de l'ambassadeur de France. Le prince, « exilé dans les grandeurs passées de Rome pour des amours évanouies », nous dit Chateaubriand, ouvrait ses salons aux Romains en l'honneur de la grande-duchesse Hélène, épouse du grand-duc Michel. Le

(1) Sainte-Beuve écrira trente-deux ans plus tard : « M. de Chateaubriand avait une trop forte tête, la plus belle du monde, sur un trop petit corps. »

(2) *Journal inédit d'Antonine de Celles* (Archives de l'auteur).

prince Paul de Wurtemberg, père de la grande-duchesse, était, lui aussi, à Rome vers cette époque, mais il allait « peu dans le monde, n'étant pas seul : Son Altesse voyageait avec une dame et une charmante petite-fille de cinq à six ans ». La grande-duchesse, au contraire, se prodiguait et il n'y avait qu'une voix sur « son esprit, son amabilité, sa grâce et sa beauté » (1).

Comme « la centaine de femmes » qu'avait invitées le prince Gagarin, M^{lles} de Celles, placées auprès de M^{me} Narischkin, virent, « au bout de cinq gros quarts d'heure », arriver Son Altesse Impériale. La « bonne Hélène » était en deuil de l'impératrice douairière de Russie, — un deuil éblouissant. Antonine n'en perdit aucun détail : « sur la robe de moire noire garnie de blondes noires ainsi que le corsage, cinq rangs de grosses perles fines attachées par de nombreux diamants, une *sérigné* de diamants, » « deux immenses chaînes de grosses perles fines, descendant sur les épaules admirables » jusqu'au-dessous « d'une taille charmante ». Sous « la coiffure de marabout », « les beaux cheveux blonds, nattés en perles », jetaient mille feux, faisaient valoir l'élégance du cou, la fraîcheur du teint. Captivé par « la jolie expression des yeux » et le séduisant sourire, on oubliait l'irrégularité des traits. Tandis que la princesse Gagarin présente ses invités, Son Altesse Impériale passe « la petite revue » traditionnelle en distribuant les paroles bienveillantes. Hier, recevant « à son auberge des *Iles britanniques* ambassadeurs et ministres, elle parlait à M. de Chateaubriand de ses ouvrages avec beaucoup d'étendue » (2). Nul doute, — *bis repetita placent*, — qu'elle ne vienne de lui en reparler ce soir.

Conduite dans la salle de concert, elle s'assoit « en grande cérémonie », « sur le canapé du milieu », entre l'ambassadrice d'Autriche et l'ambassadrice de France, et toutes les femmes se rangent depuis l'un des bouts du canapé jusqu'à l'autre, pour « deux mortelles heures » : « J'avoue, dit Antonine, qu'ainsi casée *en cercle*, je m'ennuyais beaucoup et je bâillai plusieurs fois. La belle M^{me} de Marcellus, qui était à deux pas de là, ne fit pas autre chose tout le temps, ce qui

(1) *Note historique* du comte de Celles, du 15 avril au 1^{er} mai 1829 (Archives de l'auteur).

(2) *Journal inédit d'Antonine de Celles* (Archives de l'auteur).

l'enlaidissait fort, quoiqu'elle soit belle comme le jour. Le bouffon Filio chanta toute sorte d'airs assez drôles. M. de Chateaubriand se pâmait de rire ; moi, je voyais cela et je regardais la prodigieuse froideur et le cérémonial du cercle, où personne n'avait l'apparence de l'envie de rire et où je suis bien sûre que tout le monde, depuis moi jusqu'à Son Altesse Impériale, s'ennuyait à crever. » Surveillant l'hilarité de Chateaubriand, Antonine songe : « Peut-être qu'il rit de nous et de notre ennui. » Si ce sont les chanteurs qui, par leurs bouffonneries, provoquent ses éclats de rire, il « est de bien bonne grâce à cet homme supérieur de s'amuser avec de semblables niaiseries. Mon Dieu, qu'on est heureux d'être célèbre, sous quelque rapport que ce soit ! On vous sait gré des moindres choses, auxquelles on ne penserait pas, si d'autres les faisaient. Je ne lui ai jamais entendu dire que des choses indifférentes : ces choses mêmes avaient de la grâce dans sa bouche et inspiraient une envie de l'écouter que je ne saurais dépeindre. »

Mais la grande-duchesse se lève pour sortir, le prince de Prusse s'apprête à la suivre. Depuis quelques minutes, il s'était rapproché de M^{me} Narischkin et de M^{lles} de Celles et s'était montré « très aimable et même très drôle ». « Malgré cela, écrira Antonine sur son cahier, j'avais bien plus de plaisir lorsque M. de Chateaubriand venait dire quelques paroles insignifiantes dans notre petit coin et, dès qu'il s'approchait, je ne pensais plus ni au prince de Prusse ni au bel habillement et au gracieux sourire de la grande-duchesse (1). »

UN dîner de quinze personnes chez le comte de Celles, à la villa Miollis, alias Aldobrandini, ambassade des Pays-Bas, à deux pas du Quirinal. Chateaubriand est assis auprès d'Antonine, qui remplace sa mère, morte depuis une année environ. La jeune fille cause distraitemment avec son autre voisin de table M. Ancillon, d'ailleurs « aimable, instruit et spirituel » : lieux communs sur le prince de Prusse, qui assiste au dîner avec l'un de ses oncles, « sur la bonté de notre reine », tante du prince, « sur la fertilité de la Belgique ». Antonine ne fait attention qu'à René. Elle a « rassemblé

(1) *Journal inédit d'Antonine de Celles* (Archives de l'auteur).

toutes ses idées et recueilli tout ce qu'elle avait de bon sens, pour lui répondre à peu près ». Elle est tout heureuse, parce qu'il vient de commencer l'éloge d'une de ses amies, Louise Vernet, fille du peintre Horace Vernet, nommé, l'été dernier, directeur de l'Académie de France à Rome. Chateaubriand célèbre cette jeune fille, qui devait épouser un jour le peintre Paul Delaroche, il vante sa « figure aérienne, angélique » : « C'est un charmant petit oiseau, ajoute le grand homme. Lorsqu'elle est dans une chambre, j'ai toujours peur que l'on n'ait oublié de fermer une fenêtre et qu'elle ne remonte vers le ciel, d'où elle semble descendue (1). » Louange « aussi nouvelle que poétique, remarque Antonine, et digne de l'élégance de M. de Chateaubriand. Il est impossible de l'avoir vu quelquefois, sans vivement désirer de le revoir. »

Son admiration pour « l'élégance de M. de Chateaubriand » ne l'empêche ni de sourire du génial écrivain ni de le critiquer avec verve. Le pape Léon XII étant mort le 10 février 1829, chaque ambassadeur, selon la coutume, est allé, à son tour, faire un petit discours aux cardinaux dans la sacristie de Saint-Pierre. Le 18, Chateaubriand prononce le sien. Le passage suivant a vivement frappé M^{lle} de Celles : « Ici, a fait observer aux cardinaux l'auteur du *Génie du Christianisme*, Vos Éminences reconnaîtront ces vues cachées de la Providence, cette fragilité, cette rapidité des choses humaines, qui doivent être surtout présentes à la pensée de cette assemblée des princes de l'Église, où j'aperçois tant de courageux confesseurs de la foi. Que vous dirai-je, Messieurs, que vous ne sentiez mieux que moi ? » Ayant lu ces lignes éloquentes, Antonine écrit dans son *Journal* : « M. de Chateaubriand me paraît avoir fait un compliment d'un genre nouveau à Leurs Éminences, lorsqu'il dit qu'il voit parmi eux tant de courageux confesseurs de la foi. Ce sont, j'aime à le croire, de fort bons prélats, qui seraient peut-être de courageux martyrs dans l'occasion, mais comme, fort heureusement pour leur peau, elle ne s'est pas encore présentée, il me paraît qu'ils n'ont aucun droit à l'épithète glorieuse de *confesseurs de la foi*. »

(1) *Journal inédit d'Antonine de Celles* (Archives de l'auteur).

Le Sacré-Collège était peut-être de cet avis, car le cardinal Gamberini émit cette opinion, qui remplit de joie M^{lle} de Celles : « *L'ambasciatore di Francia ha ben parlato, sicuro, ma quello di Paesi-Bassi ha piu toccato il punto* (1). »

Le 12 mars, Antonine lut avec un pieux orgueil, — « l'amour-propre filial, disait-elle, n'est point vanité (2) », — les compliments que Chateaubriand adressait à son père : « C'est excellent, monsieur le comte, excellent sous tous les rapports. Je vous remercie d'avoir bien voulu me donner une copie de ce noble discours, que j'envoie ce matin même à mon gouvernement. Mille compliments empressés, monsieur le comte. »

Ce jour-là, Chateaubriand était moins René que d'ordinaire.

Cependant étrangers et Romains ne cachaient pas leur « désespoir », la mort du Pape ayant supprimé les réjouissances : « Au nombre des *pleureuses du carnaval*, observe Antonine, j'inscris d'abord la comtesse Samoiloff, qui m'a dit toutes les duretés imaginables, parce qu'excepté les pertes des marchands, je ne me sentais pas du tout touchée de la suppression des plaisirs. Cette jeune dame est un peu étourdie et elle eût été plus sensible à quelques jolis bals où elle eût eu un ajustement à la mode, qu'à tout le classique mérite d'un conclave. »

Par bonheur, il est toujours avec le ciel des accommodements : la princesse Massimo crut pouvoir donner un déjeuner « en petit comité » dans sa villa Negroni. Ce petit comité se composait de « soixante-treize amis intimes », dont beaucoup se voyaient pour la seconde fois de leur vie. On les répartit en une grande table et cinq petites, auxquelles s'assirent la maîtresse de maison, ses deux filles mariées, ses deux fils, sa belle-fille, l'aimable princesse d'Arsoli. M^{lles} de Celles et leurs amies M^{lles} Canning se trouvaient à la table de la comtesse del Drago, que Chateaubriand cite pêle-mêle dans les *Mémoires* avec les beautés romaines : « l'Altieri, la Palestrina, la Sigarola, la Del Drago, la Lanti, la Lozzana », énumère-t-il d'une plume indifférente. De peur de porter ombrage à M^{me} Récamier, il ne fait sortir du rang que la Falconieri, dont il ne se

(1) *Ibidem.*

(2) *Ibidem.*

soucie guère, « la charmante Falconieri, qui se tient toujours auprès d'une porte, prête à s'enfuir sur le mont Mario, si on la regarde ». Ruse d'outre-tombe, qui ne trompe personne. Le vicomte d'Haussonville « se souvenait parfaitement d'avoir, comme les autres attachés de l'ambassade de France, porté force bouquets, de la part de son chef, à M^{me} la comtesse del Drago. »

Le voici justement qui s'approche, le galant ambassadeur. Il vient s'asseoir à la table de la *contessina*. Antonine remarque aussitôt combien il est « occupé de la jeune femme... Rien ne m'a jamais paru plus singulier, songe-t-elle, que de voir cette tête à cheveux gris, ayant si peu la solidité de son âge sous ce rapport. Du reste, M^{me} del Drago est fort jolie et, quoiqu'elle n'ait pas beaucoup d'esprit, elle a tant de naturel et si peu de prétention que je suis sûre que c'est cette naïveté enfantine qui a plu à M. de Chateaubriand ». Et la fille de l'ambassadeur des Pays-Bas esquisse rapidement ce petit tableau de l'école hollandaise : René, attablé auprès de la belle comtesse, « mangeant peu, émiettant tout son pain dans sa tasse de chocolat, avec l'air de la plus grande distraction et finissant par renverser à moitié sa tasse sur ses genoux. M^{me} del Drago, ajoute M^{lle} de Celles, fut en petite picoterie agréable avec lui le reste de la matinée ; je ne pouvais m'empêcher d'en rire en moi-même ; enfin tout ce que j'en puis dire, c'est que je reste persuadée que les robes ont toujours de l'attrait pour les lauriers, lors même qu'ils sont vieux (1) ».

UN dimanche de carême dans la tribune de l'ambassade de France à Saint-Louis des Français. Dans cette tribune, outre l'ambassadeur, on peut voir M^{me} de Chateaubriand et M^{lles} de Celles que l'ambassadrice a fait monter auprès d'elle. Les jeunes filles sont venues pour entendre prêcher le Père Rosaven de Lissèques, un Jésuite qui a le titre d'assistant de France et qui est leur directeur. Elles l'écoutent, avec quelle religieuse attention ! Mais bientôt Antonine n'est pas aussi fascinée qu'elle le voudrait par les belles choses que dit le savant théologien auquel nous devons les *Considérations sur la doctrine et*

(1) Journal inédit d'Antonine de Celles.

l'esprit de l'Église catholique, la Vérité défendue et prouvée par les faits contre les calomnies anciennes et nouvelles, sans compter les Réflexions sur les réclamations de l'abbé Baston contre M. de Maistre. Le sermon est sur la prière. « J'avoue, confiera Antonine à son *Journal*, que j'en perdis un peu, car M. de Chateaubriand était à côté de moi, enveloppé dans son manteau, comme dans son portrait de Girodet et, soit qu'il écoutât ou non, ses yeux et toute sa figure avaient une expression pénétrée qui m'a distraite tout le temps que ce bon Père Rosaven nous exhortait à invoquer Dieu (1). » Beau manteau romantique dont tous les plis renferment de la grâce, que ne pouvez-vous sur l'esprit d'une jeune fille ! Si pieuse qu'elle soit, elle en oublie de prier.

QUELQUE temps auparavant, le 23 février 1829, René avait écrit à Juliette : « Nous irons voir chaque soir si les scrutins sont brûlés, si la fumée sort d'un certain poêle ; le jour où il n'y aura pas de fumée, le Pape sera nommé et j'irai vous retrouver, voilà tout le fond de mon affaire. »

Six mois se sont écoulés. Le cardinal Castiglione est, depuis le 31 mars, le pape Pie VIII. « Mon Pape », disait avec orgueil Chateaubriand. Mais l'ambassadeur des Pays-Bas remarquait : « Tout Rome s'est beaucoup amusé de cette jonglerie historico-diplomatique du noble pair et on a trouvé bien de la poésie dans le rapport qui a dû précéder le *Moniteur* véridique (2)... Les dénominations de *Pape français*, d'*Anti-Jésuite*, prodiguées par les journaux de France, d'après les rapports de M. de Chateaubriand, ont beaucoup irrité le pape Pie VIII et très nécessairement il veut, par une concession majeure, détruire son prétendu *anti-jésuitisme*... Il y a, me dira-t-on, de la maladresse de la part de l'ambassadeur de France d'irriter ainsi le Pape, déjà d'un caractère irascible ? Ma réponse est que M. de Chateaubriand se moque de tout cela, pourvu que son parti le prône et le porte au ministère des Affaires étrangères : c'est là tout l'homme (3). »

Ce haut poste, en cette fin de l'été 1829, Chateaubriand n'a

(1) *Ibidem*.

(2) Comte de Celles (Note historique du 15 avril ou 1^{er} mai 1829, N° 1, Archives de l'auteur).

(3) *Ibidem*. N° 2.

plus aucun espoir de l'occuper. Le ministère Martignac est tombé. Le ministère Polignac lui succède. Chateaubriand, qui ne veut pas servir le nouveau gouvernement, ne consent même pas à garder son ambassade. Bien que « M^{me} de Chateaubriand ait la tête tournée d'être ambassadrice à Rome », il donne sa démission le 18 août 1829. Flagorné par les journaux, par des thuriféraires qui, selon sa propre expression, « brûlent force encens devant l'idole de bois descendue de son autel », il est accablé de lettres de condoléances. Il répond à Lamartine, à Lacretelle. J'ai dans mes archives la réponse qu'il fit le 22 septembre à son ancien collègue le comte de Celles qui se trouvait alors dans son château de Schiplaeken, près de Malines : « Je vous remercie infiniment, monsieur, de votre lettre et de tout ce que vous voulez bien me dire. Votre vie et vos opinions seront toujours dignes de vous, de votre temps et de votre pays. Je suis encore une fois précipité ; mais vous savez que l'habitude est une seconde nature ; rentrer dans la retraite est pour moi une vraie joie. Si j'ai bien, monsieur, compris votre lettre, vous resterez ambassadeur à Rome et vous viendrez à Paris dans trois mois, après avoir rempli vos fonctions de député. Dans trois mois, nous serons à la veille de nos Chambres et des grandes justices. M^{me} de Chateaubriand et moi, monsieur, nous serons ravis de vous revoir.

« Agrérez, je vous prie, les sentiments d'attachement et de haute considération que je vous ai voués sur les grandes scènes de la Ville éternelle. »

Antonine fut-elle sensible au post-scriptum : « Mes respectueux hommages, je vous prie, à M^{lles} de Celles » ?

LA FORCE.

SCÈNES DE LA VIE CHINOISE

Soirée à Changhaï

18 septembre 1931.

Est-ce un rêve? Le navire vient à peine d'accoster dans l'eau bourbeuse du fleuve, me laissant aux prises, sous les lampadaires du quai, avec la douane et le coolie au visage buriné, plissé d'attention serviable. Me voici transporté dans un salon étincelant de lumières, devant une table où fument, dans les porcelaines anciennes, le potage aux nids d'hirondelles et le ragoût d'ailerons de requins. J'ai, à ma droite, le ministre de l'Instruction publique du gouvernement de Nankin, dont le regard intelligent m'observe afin de mieux comprendre mon chinois mal assuré encore, à ma gauche une jeune fille, toute menue et fort élégante, qui, en un français très pur, me parle du symbolisme : « Il n'y a pas de musique dans les vers de Laforgue, mais il y en a en ceux de Rimbaud. » J'écoute d'une oreille, tâchant de saisir en même temps le discours animé du convive qui me fait face, vieil homme jovial. J'y suis : il parle d'une fleur étonnante, dont il vient de faire l'acquisition. C'est un des plus riches et habiles négociants de cette ville immense où l'on brasse tant d'affaires de toute sorte. Il s'attendrit en décrivant le blanc pur des pétales et leur parfum qui endort la pensée.

Je me souviens. Le temps d'extraire le smoking de la malle-cabine, chez l'ami français qui m'héberge, et l'auto m'emportait jusqu'à l'extrémité de l'avenue Joffre, qui traverse la concession française et a plus de quinze cents numéros. M^{lle} Tcheng venait à ma rencontre jusqu'au seuil, radieuse :

— J'avais si peur que vous ne fussiez pas arrivé! Vous avez bien reçu ma dépêche à Singapore?

Sous le feu de ses larges yeux noirs, la fatigue du voyage se dissipe à l'instant. Amie charmante et d'une fidélité à toute épreuve, voilà bien des années déjà que je la vois briller ainsi, allumant l'enthousiasme, excitant le courage. Elle n'a pas changé; la flamme dont elle brûle ne la consume pas, la nourrit au contraire, l'âme de grâce ardente et de vivacité fantasque. Née à Canton, dans une des plus anciennes familles de cette Provence chinoise, elle a été gagnée, dès l'enfance, aux idées révolutionnaires et patriotiques, toujours vivaces en un pays qui n'a jamais accepté qu'à contre-cœur la domination de l'empereur mandchou. Au sortir du collège, elle allait à Pékin, pour y prendre part à la lutte, et fut au nombre de ces jeunes filles intrépides dont plusieurs ont payé par de cruels supplices leurs actes séditeux. Sauvée non sans peine, réfugiée en Europe, je l'ai connue à Paris, dans un étroit appartement d'un quartier excentrique où elle trouvait moyen de recevoir et de faire vivre un groupe d'adolescentes avides d'instruction, gardant intactes, en ces temps difficiles, sa générosité native, l'aristocratique mépris des difficultés matérielles et l'aisance enjouée du grand monde.

— Venez vite, vous êtes en retard, on vous attend.

Me précédant à petits pas précipités, elle me présente aux invités, ministres, généraux, diplomates, qui me félicitent d'un bienveillant sourire quand je prononce, en insistant sur l'accent tonique, la formule de courtoisie : « *Kiòù yàng*, *kiòù yàng*, depuis longtemps j'élevais mes regards », ce qui signifie, comme chacun sait : « Je désirais faire votre connaissance. » Mais ma voisine, avec un léger salut, s'est éclipsée. La maîtresse de maison, d'une autre table, lui a fait signe, elles changent de place :

— Vous avez fait un bon voyage? Et votre femme? Et vos enfants? Pourquoi ne sont-ils pas venus avec vous? Vous vous servez bien des baguettes. Je n'ai pas voulu qu'on vous donne une fourchette. Quand irez-vous à Nankin? J'irai peut-être avec vous. Comment trouvez-vous Changhaï? Cette jeune fille parle bien français, n'est-ce pas? Elle n'a que seize ans. Videz cette coupe avec moi.

La coupe est grande comme un dé à coudre, mais il faut

la vider souvent, à la santé d'un convive, puis d'un autre, qui rend la politesse, et le valet qui tourne autour de la table prend soin de la tenir pleine, inclinant le bec de l'aiguière en cuivre émaillé où reste tiède le vin de riz, alcool léger dont le parfum rappelle, mais avec plus de finesse, celui du vieux marc.

Dans le jardin où l'on sert le café, chaises et bancs font face au perron. Deux princesses des temps anciens, luisantes de riches soieries, lentement en descendent. L'une incline la tête sous le diadème fleuri d'une dame de la cour, pendant la dynastie des Ming; l'autre porte fièrement la tiare haute et la robe à plis droits du costume mandchou. On applaudit. Elles répondent d'un salut à peine perceptible, mais comme un souffle d'air a froissé les feuillages, la seconde vient à moi, soucieuse : « Il fait trop froid, rentrons. » Je reconnais notre aimable hôtesse, et lui dis ma surprise de sa transformation.

Dans le salon débarrassé des tables, la princesse chinoise s'avance, rose à la fois d'émotion et de fard, les yeux baissés ne laissant voir qu'un croissant mince du vif regard, émue, timide, exquise. Un artiste, sur le violon à deux cordes, au son égal et clair, trace la ligne de l'air où elle attache, par plaintes entrecoupées, sa voix artistement tremblante. Héroïne d'un drame célèbre, injustement condamnée pour un crime qu'elle n'a pas commis, elle renonce à fléchir le destin, mais n'en peut comprendre la cruauté. Quelle douceur! Quelle innocence! Son mari, homme d'État éminent, représente la République chinoise à la cour de la Haye.

Après elle, une enfant prend place devant l'assistance égayée. Elle a sept ans, le geste court, le visage rieur, mais sait déjà esquisser les vocalises, les ports de voix, les trémolos qui font l'ornementation délicate de la musique théâtrale et la gloire de ses virtuoses.

— J'aurais voulu mieux vous recevoir, mais le temps m'a manqué.

— Je pense, comme je vous l'ai dit depuis longtemps, que vous êtes une fée.

— Je ferai ôter ces colonnes de stuc, qui sont laides. Je viens d'acheter la maison; il faut la rendre tout à fait chinoise.

Luth chinois

L'orchestre d'instruments anciens a joué sous la véranda, les auditeurs assis ou debout à leur guise, sur la pelouse. J'ai demandé à m'approcher, quand un soliste, sur la guitare chinoise, a exécuté, avec une agilité de doigts et une variété de sons dignes de ses émules espagnols, un concerto de bravoure, décrivant la victoire, sur un rival féroce, du chef habile qui fonda la dynastie des Han, deux cents ans avant l'ère chrétienne. Mais, pour écouter le luth, il faut entrer dans l'édifice, car ce n'est pas un instrument de plein air.

Déjà il est en place, long étui de bois noir, à plat sur une table, et le maître à moustaches grises, la main aux chevilles dont le râteau déborde la face inférieure, vérifie l'accord. Cela ne suffit pas. Il faut aussi un exact équilibre, et d'après ses indications un élève glisse ou retire des cales de papier sous les pieds de la table.

Tout est en ordre, et le musicien lève déjà l'index, pour attaquer la première corde, quand un tumulte affreux déchire l'air. C'est un haut-parleur du voisinage qui vient d'entrer en action et nous envoie, par les fenêtres ouvertes, ses grossières fanfares. Il faut, au risque d'étouffer par cet après-midi brûlant, nous barricader contre l'envahisseur. Mais nous n'étouffons pas. Personne ne pense à la chaleur, dès que s'élève le chant aérien, apportant avec lui une fraîcheur surnaturelle.

C'est d'abord la *Chanson du pêcheur après boire*, dont le refrain joyeux résonne aux cordes graves, coupé par des frissons de brise, des miroitements d'eau, tout un jeu de sonorités fugitives, qui se dégradent en reflets successifs avant de s'effacer, puis, plus lente, la méditation sur l'*Immensité automnale* où les idées s'appellent l'une l'autre et naissent toutes formées, sans rien qui les accroche ni les soutienne, exhalées tour à tour comme le souffle harmonieux de la musique qui respire.

Le luth chinois fait songer à Mozart, et plus encore à Debussy.

Pèlerinage

22 septembre.

Cinq heures d'express, entre Changhaï et Hangtcheou. Arrivés à deux heures de l'après-midi, nous partirons dès six heures, mais une auto nous attend à la gare. Mon compagnon est M. Tchou Min-yi, membre du Comité central de contrôle du gouvernement; il a mis son insigne; les détachements de soldats, sur les quais des stations, le saluent en joignant les talons et en poussant un cri rauque. C'est le premier Chinois que j'aie connu à Paris, voilà plus de vingt ans, quand l'empire des Mandchoux durait encore. D'une vigueur peu commune et d'une habileté infailible, il excelle en tous les métiers. J'ai goûté de sa cuisine, admiré son adresse à lancer du pied le volant chinois, essayé des cerfs-volants de sa fabrication, pris avec lui des leçons de gymnastique. Entre temps, il a fait, jusqu'au doctorat, ses études de médecine, dirigé l'école franco-chinoise de Lyon, accompli plusieurs missions en Europe. Très bon, très dévoué, c'est l'homme pratique du parti. Tout ce qu'il fait sera bien fait.

Sur une route excellente, comme toutes celles de cette province heureuse, épargnée par la guerre civile, l'auto file rapidement, entre les hôtels pour villégiature et la promenade publique, le long du lac limpide. On se croirait en quelque station climatique de Suisse ou d'Allemagne, sans les majestueuses proportions du paysage.

A mi-hauteur de la colline, la pagode se dégage des arbres. On y accède par une chaussée de pierre, qui monte comme un escalier. Elle a treize étages, marqués par les toitures qui la ceignent et s'abaissent pour se relever, comme repoussées par le sol. Les escaliers s'ajustent à l'intérieur des murs à huit côtés, par angles obtus, dans une ombre grisâtre. Il nous suffit du premier étage pour découvrir, accoudés à la balustrade, le fleuve calme où glissent des jonques aux voiles annelées, entre deux thuyas séculaires, dont les troncs et les branches semblent tracés, en lignes énergiques et l'une dans l'autre articulées, par un pinceau chinois. Affinité de style entre la nature d'un pays et de son art.

Pour la deuxième fois, nous quittons la voiture et nous enfonçons dans un chemin ombragé, où de nombreux promeneurs vont et viennent, au bord d'un ruisseau qui murmure. Une falaise de rocher se dresse, creusée de cavernes. Audessus de chacune, la pierre creusée encadre une image, un bas-relief, du Bouddha ou de ses disciples. Le long du chemin, se touchant presque, des boutiques où l'on vend des fruits, des sucreries, des images de piété, des rosaires, et aussi des baguettes pour la table, en un bois du pays, renommé pour cet usage. C'est un lieu de pèlerinage. La foule cependant semble lâneuse plus que dévote. On vient là en famille, pour goûter la fraîcheur. Cette vieille dame pourtant, qui marche en s'appuyant à chaque pas sur une canne, implorera peut-être, en portant une aumône à la pagode prochaine, la guérison de son rhumatisme, ou ce jeune ménage, qui chemine en silence, l'enfant qui manque à son bonheur.

Nous arrivons à la pagode, par un heureux hasard, pour un office. Les bonzes en robe jaune, l'écharpe sur l'épaule, sont assis sur des bancs, devant la table où sont ouverts les livres, dans un coin de la salle haute dont le centre est occupé par la statue géante du Maître. Deux par deux, ils suivent le texte, comme nos musiciens d'orchestre, l'un tournant la page pendant que l'autre continue de mémoire. La mélodie, en sa simple douceur, ressemble à notre chant grégorien, mais est constamment soutenue par les voix graves, immobiles sur la même note, ce qui produit de belles résonances, et fortement scandée par un moine maître de chapelle, qui frappe d'une baguette un bois creux et sonore. M. Tchou, qui connaît le programme de notre journée, m'appelle. Je feins de ne pas l'entendre. Il me touche à l'épaule. Il faut partir.

Autour du bassin rectangulaire, presque toutes les tables sont prises sous le toit protecteur, mais personne ne dit mot. C'est qu'on regarde les poissons dans l'eau de la source voisine, appelée la source de Jade, si pure qu'elle en devient invisible, sans reflet ni couleur. Rouges, noirs, et quelques-uns blanchis par l'extrême vieillesse, ils sont tous gros et gras, et mesurent jusqu'à un mètre de longueur. On boit le thé léger qui désaltère, mais si on achète ces galettes plates, ce n'est que pour les émietter dans la mare, et voir les monstres

lourdement s'ébranler. Il y a là des hommes graves, qui semblent méditer sur le bonheur du poisson dans l'eau, dont un sage très ancien a fait l'objet d'un dialogue célèbre entre deux philosophes : « Qu'ils sont heureux ! — Comment savez-vous qu'ils sont heureux ? — Et vous, comment savez-vous que je ne sais pas qu'ils sont heureux ? »

Mais ce jeune homme debout contre la balustrade a certainement d'autres pensées. A son costume européen et son air d'assurance, on devine un étudiant. La jeune fille qui est restée à la table est une camarade, les cheveux courts, la jupe étroite, mais les ongles polis, le visage soigné, comme il convient quand on sort d'une bonne famille. Il la regarde d'un air vainqueur et pour elle se ruine en gros sous, à jeter galette après galette, le plus loin possible, dans l'eau qu'il finit par troubler.

Nous allons maintenant, par un sentier de forêt, coupé de ronces, envahi d'herbes hautes, jusqu'au monastère du Saut du Tigre, où un moine affable vient à notre rencontre et nous offre un thé parfumé dans un belvédère qui s'ouvre sur la vallée verdoyante. Il s'informe avec intérêt de mon nom, de mon pays, du but de mon voyage. Nous échangeons nos cartes. Le titre monastique inscrit sur la sienne serait, dans un couvent de France, celui du Père hôtelier, chargé de recevoir les voyageurs. Il s'acquitte fort bien de sa tâche et on ne peut qu'approuver le supérieur qui la lui assigna. Son visage est empreint de calme religieux, d'aménité charitable. Je lui demande la permission de faire son portrait, et il y consent volontiers, examinant avec une intelligente curiosité l'appareil. Je quitte à regret ce séjour de recueillement et cet excellent homme. Nous échangeons un « au revoir » que l'un et l'autre nous savons trompeur, tout au moins pour la présente existence.

Un philosophe

25 septembre.

« Bonjour, monsieur Laloy ! » De sa voix qui jamais ne s'anime et jamais ne dévie, M. Li me salue, sur le seuil de la jolie maison où habite et m'invite avec lui le maire de Nankin.

Voilà quatre ans que je ne l'ai vu. Mais, démentant cette apparence de froideur, sur son visage aux traits purs, comme sculpté dans l'ivoire, quel lumineux sourire !

Suen Yi-sien, ou, comme on disait au pays de Canton, Sun Yat-sen, le fondateur de la République chinoise, aujourd'hui vénéré comme un saint, et dont ce matin je visitais la tombe, ou plutôt le temple, aux abords de la ville, n'a pas eu d'adepte plus fervent ni plus obstiné. M. Li Yu-ying a quitté sa famille, une des plus honorées et des plus puissantes à Pékin, il a renoncé aux biens de fortune et à la carrière qui lui était promise, pour aller en Europe, y vivre pauvrement, mais achever les études scientifiques qu'il estimait nécessaires pour la prospérité future de son pays. C'est en France qu'il a trouvé les maîtres qu'il lui fallait. Sa reconnaissance s'est traduite depuis, par de nombreuses œuvres d'éducation, à Changhaï, à Nankin, à Pékin, où la langue des sciences européennes est le français et non l'anglais comme presque partout ailleurs. Dans les événements qui ont précédé et suivi la chute de l'empire, son rôle fut considérable, mais volontairement effacé. A l'exemple de Sun Yat-sen n'acceptant la présidence de la République nouvelle que pour s'en démettre aussitôt, il a toujours refusé le pouvoir, afin de garder pure sa pensée. Aujourd'hui encore, il n'est que l'un des membres du Comité central de contrôle, mais un de ceux dont l'avis est indispensable, avant toute décision importante, et dont l'autorité sans discussion s'impose par l'ascendant de la vertu, la rigueur de la raison, la fermeté inébranlable du caractère.

Il est arrivé hier par avion de Pékin, où je croyais le retrouver dans quelques jours. On a besoin de lui à Nankin : un détachement de l'armée japonaise vient d'occuper Moukden, en Mandchourie. Assis auprès de moi, il m'interroge sur mes projets. Son regard un peu voilé se pose avec douceur, mais sans broncher, presque palpable, comme la main d'un ami qui n'admet pas de résistance. Avec l'âge, une barbe lui est venue, qui le fait mieux encore reconnaître pour ce qu'il est : un philosophe. Comme je lui dis l'émotion avec laquelle nous suivons les phases de l'actuel conflit, il me répond par deux maximes de quatre mots, en style antique, dont l'une définit la paix : « A chacun sa place » ; l'autre la guerre : « Double défaite, double ruine. »

Tombeaux

Dans le chemin creux, la voiture s'arrête. Le valet de pied descend, cherche un éclat de pierre. « Voyez, me disent-elles, la roche est violette » : avec les deux princesses de l'autre soir, cette fois en costume de ville à l'européenne, toujours princesses par le geste et la mine, nous traversons la montagne, au sud de Nankin, appelée la montagne d'Or pourpre. La route s'est élevée, lentement d'abord, le long des métairies si pareilles aux nôtres avec leurs tas de paille et leurs étables à porcs, puis a gravi des pentes plus marquées, dans les bois légers et frais où je crois reconnaître le genêt, le frêne, la charmillle. Le ciel aussi est doux, aéré, comme en France, sans la concentration de chaleur, ni la lourdeur d'orage qui rend si pénible le climat de Changhaï.

La voiture s'arrête encore. A droite de la route, on aperçoit une stèle debout, avec son inscription verticale et, pour la supporter, le dos bombé d'une tortue géante. C'est l'entrée d'un tombeau. L'allée commence au delà; ce n'est plus qu'un sentier entre les buissons d'aulnes et d'aubépine, mais les gardes sont toujours là, deux par deux, de distance en distance, rigides sous leur manteau de pierre. Voici les chevaux de bataille qui se cabrent, maintenus par les palefreniers aux traits figés par l'obéissance. Voici les animaux symboliques, moutons arrondis, lions en colère. La tombe n'est plus loin, puisque ces militaires sont en faction, la main au sabre, cuirassés d'écailles, et nous laissent passer jusqu'aux officiers civils en robe longue, courtois et pensifs. Mais le mort, où le trouverons-nous? Sans pierre qui le couvre, sans monument, sans même un nom, il est allé dormir sous ce tertre couvert d'arbrisseaux et de fleurs. Ce cortège qui l'annonce et témoigne jusqu'à nos jours de sa grandeur terrestre, il l'a quitté, au dernier instant, pour entrer seul dans la nuit sans réveil, livrant son âme au jugement du ciel et son corps à la terre, qui a droit de reprise sur toute forme matérielle.

Ce fut un bon serviteur de son prince, pour qui, au début de la dynastie des Ming, il a chassé les derniers des Mongols qui avaient asservi la Chine, depuis un siècle. Il ne s'est pas moins distingué par son talent militaire que par son humanité,

qui sut épargner les vaincus. Non sans émotion nous lisons l'inscription ancienne, et d'autres, plus récentes, sur des tableaux de pierre au bord de la route : le gouvernement de la République et plusieurs associations patriotiques y rendent hommage à sa mémoire, et citent son exemple. La Chine de nos jours a grand besoin de pareils caractères.

Un soupir régulier, cadencé, derrière nous, sur la route. C'est un cultivateur, qui porte attachés au bambou pesant sur son épaule, comme deux plateaux de balance, deux lourds paniers de fruits et de légumes. Les deux amies battent des mains, l'arrêtent. De ses paniers posés à terre on extrait par brassées les piments doux et les haricots verts que le valet et le chauffeur portent dans la voiture. L'homme sourit, compte les sous, et nous souhaite bon voyage. Si j'étais un poète chinois, je voudrais décrire, en deux quatrains, après la méditation sur la tombe, cette rencontre élégante et champêtre.

Dans la même contrée que son ministre, mais plus près de la ville qu'il a prise pour capitale, repose l'empereur qui délivra la Chine du joug mongol au xiv^e siècle. C'était le fils d'humblés cultivateurs, d'abord novice en un couvent bouddhique avant de se distinguer dans les combats. Entre deux collines boisées on aperçoit les hauts créneaux du rempart, intact jusqu'à nos jours. Le cortège de pierre est plus long, plus solennel. Des chameaux y ont pris rang, à genoux, attestant la soumission des tribus nomades. Il aboutit au temple où l'image du défunt sur le mur montre une extraordinaire figure, toute en retrait depuis la pointe du menton jusqu'aux yeux obliques sous les sourcils froncés, contractée par la concentration de la pensée, rongée par les soucis du pouvoir. Combien devait lui être nécessaire, pour son repos, le bon regard de l'impératrice grasse et calme, dont le portrait auprès du sien partage les honneurs funèbres et la gloire d'avoir fondé la dynastie des Ming !

Après une esplanade de marbre entourée d'arbres verts, un tunnel montant conduit à la colline, bruisante de pins toujours verts, où la dépouille auguste est ensevelie. La voûte est sombre, et les dalles glissantes. Les dames chinoises ont peur, ou font semblant, avec de petits cris d'oiseaux.

Lorsque nous revenons à la lumière, le soir s'annonce, et comme on voit, vers le couchant, un vigoureux contour

d'arbres et de rochers mordre le globe rouge, celle à qui je parlais me quitte au milieu d'une phrase, court à la balustrade, et s'écrie en sa langue imbue de souvenirs, formant sans y penser un titre de poème : « Oh ! le soleil qui descend sur la montagne de l'Ouest ! »

Campagnes

26 septembre.

L'express qui monte vers Pékin, aujourd'hui Pei-p'ing, parcourt en quarante heures un millier de kilomètres à peine. Mais les wagons-lits sont excellents, et la vitesse modérée ne cause aucune fatigue. C'est une promenade. Une théière est devant moi, renouvelée d'heure en heure par un conducteur attentif. Le paysage passe sans hâte, et se laisse contempler à loisir. C'est le Chantoung, province illustre où naquit Confucius. Plaines unies où l'on cultive le sorgho et le seigle, et d'où surgissent brusquement les montagnes tranchantes. Sillons étroits, serrés, d'une propreté minutieuse, que trace la charrue au soc pointu. Hameaux de pisé, villages de pierre, villes en miniature, avec leurs maisons qui se touchent, formant la rue, mais chacune a ses arbres devant la façade et dans les cours intérieures. Les champs sont nus comme dans tous les pays à céréales, sauf par endroits, où des boqueteaux tiennent à l'ombre des réserves gazonnées, que les sillons contourment ; le sol s'y relève, de place en place, comme si de grosses taupes y avaient creusé leurs galeries ; ce sont des tombes, que le calcul des bonnes influences a placées là. Bien peu ont une stèle. La plupart sont anonymes, sans mémoire, les familles éteintes. Mais le cultivateur, qui pourtant n'a pas trop de terre à ensemer, les respecte toujours.

Il n'y a d'arbres, dans la campagne chinoise, que pour ombrager les demeures des vivants ou des morts. La montagne n'en a pas davantage, à moins qu'elle ne porte une pagode, entourée de pins et de thuyas, en promenades et en labyrinthes. Partout ailleurs, elle drape noblement l'horizon de ses escarpements violets ou pourpres, aux raides cassures de brocart.

Pas de ruisseaux en ces étendues plates, ni de torrents sur

les pentes arides. Les seuls cours d'eau sont des rivières, qui viennent de loin. Mais la terre est à tel point poreuse, qu'il suffit d'y creuser un puits, d'y ouvrir une fosse, pour trouver ce que nous appelons en Franche-Comté l'eau de niveau, rivière souterraine, mais dont l'infiltration ici s'étale dans la plaine entière. On comprend pourquoi Confucius, ayant remarqué cette pénétration, a fait de l'eau l'image de la connaissance. Et la montagne représente pour lui la vertu de l'humanité, parce qu'on y respire un air pur où l'égoïsme s'évapore, et depuis le sommet, on découvre les séjours de toutes les nations.

Le séjour du bonheur

1^{er} octobre.

« Le pain n'était pas bon? Je l'ai pris cependant à une boulangerie française. » Me voilà obligé, avec une dernière tasse de thé, d'avaler encore une tranche de mie spongieuse, pour ne pas affliger mon domestique Tchang, qui ressemble, avec sa longue robe noire et l'air de componction que lui donnent ses paupières tombantes, à un vieux frère de couvent, pieusement attentif aux plus humbles devoirs.

Il guettait mon réveil, dans la galerie en bois ciselé, d'un rouge sombre égayé de bleu vif et de vert, dont un vitrage me sépare. Au premier signe de vie, il entre gravement, portant théière, tasse et assiette. Je lui donne mes instructions pour la journée, qu'il répète après moi, pour prévenir tout malentendu : « C'est bien cela? » C'est cela, mais pour plus de sûreté, il me redit la phrase une ou deux fois encore ; il ne sait pas un mot d'aucune langue étrangère : qualité précieuse, mais il en a d'autres encore.

D'une probité rigoureuse, il me permet de laisser tous mes tiroirs ouverts, et si je le charge d'acheter des timbres ou un paquet de cigarettes, me présente le compte, tracé d'un pinceau minutieux, et non sans élégance. Quand je rentre, à quelque heure que ce soit du jour ou de la nuit, à peine ai-je traversé la première cour que je le vois accourir, essoufflé ; il me salue, sans obséquiosité, d'une légère inclinaison de tête, les mains jointes sur la poitrine, et pour franchir les trois marches des seuils successifs, me soutient par le coude, comme la politesse

le prescrit à l'égard d'un homme âgé ou d'un maître. J'ai à peine eu le temps d'ôter mon manteau, que déjà il m'apporte le thé.

Le pavillon où je suis logé forme le côté occidental de la troisième cour carrée et dallée, mais plantée de pommiers sauvages dont je vois, le matin, les jeunes domestiques cueillir, en sautant jusqu'aux branches, les fruits rouges et à peine plus gros que des cerises. La toiture est de tuiles vernissées, portées par des solives en relief. Mais dans la chambre, on a mis un grand lit de fer, à l'européenne, et même disposé, derrière une cloison, la salle de bains où rien ne manque. Ces bâtiments ont été concédés à l'Académie nationale de Pei-p'ing, fondée et dirigée par mon ami Li Yu-Ying, qui de Nankin a donné les instructions nécessaires. Mais ils faisaient partie du palais impérial, en bordure de la Ville interdite, de l'autre côté du Lac du centre où les grands nénufars commencent, en ce mois d'octobre, à se flétrir. Pour donner mon adresse, il vaut mieux user du nom ancien : « *Tchoung hai, Fou lou kiu*, Lac du centre, Séjour du bonheur. »

Qui donc y habitait jadis, au temps de la splendeur impériale ? Non pas sans doute une des grandes dames à qui la faveur du souverain faisait franchir la muraille de couleur lie-de-vin qui trempe dans l'eau du lac, pour les combler de toilettes et de bijoux en l'un de ces édifices aux toits élevés qui aujourd'hui, transformés en musées, suffisent à peine à contenir les bronzes et les jades, les tableaux anciens et les devises calligraphiées par un lettré célèbre ou même par l'empereur. C'étaient des femmes du palais, celles qui, selon l'expression des annalistes, étaient « nourries ensemble » et passaient leur existence dans une attente oisive et langoureuse, comme cette Tchao kiun, en des temps plus anciens, mais sans différence de mœurs, si longtemps délaissée, et dont la mélancolique aventure a inspiré un des plus beaux drames du théâtre chinois, le *Chagrin au palais de Han*. Mais le chagrin, pour elle, ce ne fut pas de voir fuir, sans émoi, de paisibles journées ; ce fut ensuite, au comble de la joie et de la tendresse partagée, d'y devoir renoncer, pour prendre le chemin du désert et devenir, afin d'épargner la guerre à son pays, l'épouse du Khan des Tartares, sous sa hutte de feutre.

L'existence humaine — n'a qu'un temps,
 Elle passe — comme le flot.
 J'ai obtenu — la suprême faveur,
 Entre toutes et tous — au sommet de la béatitude.
 Je garde en mon cœur — la joie parfaite,
 Sans plus compter — sur le bonheur terrestre.
 Plaintes de femmes — abandonnées,
 Il y en eut — toujours.

Ainsi se consolait, à peu près vers le même temps, une autre femme du palais, rejetée en ces demeures sans espérance par une intrigue du cour, heureuse cependant, parce qu'elle y pouvait contempler à loisirs d'inoubliables souvenirs. Instruite, délicate, elle savait, avec des vers coupés d'une forte césure, à la mode du temps, sur un rythme distrait qui décroît et s'efface, embaumer son regret, enchanter sa douleur.

Légende

Au bas de la montagne, on quitte la voiture. Les palanquins sont là, fauteuils d'osier sur des brancards ; chacun est porté par quatre hommes, deux en avant, deux en arrière, la perche sur l'épaule, l'un derrière l'autre ; si un porteur change son fardeau de côté, l'autre le maintient, sans arrêter la marche. Escaladant les rocs, franchissant les ravines, ils vont d'un pas alerte et cadencé, qui secoue durement le voyageur. Je me crois changé en un sac de noix ; mais les noix qui se tassent, ce sont mes pauvres viscères. Est-ce par jeu que ces gaillards infligent un tel supplice à l'étranger ? Mais à un tournant, j'aperçois en arrière les têtes de mes amis chinois qui dodelinent à l'envi. Au même instant, le porteur d'avant m'adresse une observation que j'entends mal ; ajoutant le geste à la parole, il m'invite à me tenir droit, pour ne pas compromettre l'équilibre.

Partis de Pei-p'ing hier au matin, nous avons passé l'après-midi et la nuit dans le petit établissement thermal des *Sources tièdes* qui contient aussi un collège de jeunes filles, au bord d'un étang qui dort entre les jones, à l'abri des peupliers. La montagne de l'Ouest où nous sommes parvenus est boisée, parce qu'elle porte des couvents et des tombes, qui l'ont défendue contre les bûcherons. De plus, près de la cime, une station forestière entretient une pépinière des arbres qui la

couvrent. D'une espèce inconnue, je crois, en Europe, leur nom latin est *Ginkgo biloba*, et dérive sans doute du nom chinois, *Yin kouo*, fruit d'argent. Ils ont des feuilles glauques, membraneuses, irrégulièrement découpées, et remontent par leur origine à une époque géologique dont presque toutes les formes vivantes ont péri depuis lors. Leur croissance est très lente, mais sous ce climat, ils atteignent, avec les siècles, la taille et le diamètre des cèdres du Liban ou des sequoias d'Amérique.

L'appuie-main de droite, en chaque palanquin, est perforé d'un trou qui porte le parapluie chinois, gros comme le bras. Le brouillard du matin se résout en pluie fine; mes compagnons se mettent aussitôt à couvert et me font signe de les imiter. Je me laisse mouiller, par une obstination qu'ils doivent estimer stupide. Aucun Européen ne parle sans sourire du parapluie que le soldat chinois porte en son équipement. Mais en quoi le parapluie accuse-t-il moins de courage que le capuchon ou le manteau imperméable? Inexplicable préjugé, dont pourtant je ne parviens pas à me dépêtrer.

La pluie tombe encore, quand nous sortons de nos véhicules, devant l'entrée du couvent bouddhique, sans moines aujourd'hui, mais toujours fréquenté par les pèlerinages, qui a pour titre, ou, comme on dirait en pays chrétien, pour patron le *Grand Réveil*, *Ta Kiao*. Le gardien nous accueille, et nous voyant trempés nous invite à venir nous réchauffer un peu dans son logis. Je n'ai vu jusqu'ici que des habitations luxueuses ou des palais. Pour la première fois je suis reçu dans une des maisons où vit l'immense multitude.

Le papier des fenêtres atténue encore la faible lumière, et la chaleur est douce. Le poêle rond de fonte, la scie, le chevalet sur la terre battue rappellent la baraque d'un bûcheron de France, d'un « coupeur » du Jura. Mais la théière est sur le poêle, et le fond de la pièce, à droite de la porte, est comblé par le k'ang, gradin de briques où la sciure de bois lentement se consume dans le vide intérieur. Une lame de feutre le couvre, et l'hôte nous invite à nous y étendre, car rien ne vaut, pour le repos du voyageur las et transi, cette molle tiédeur. Les tasses de thé fument près de nous. N'ayant pris pour lui qu'une chaise, il nous observe avec bienveillance, en tirant de brèves bouffées de sa pipe dont le fourneau de cuivre

adhère au tube droit, comme un gland de chêne à la branche.

Mon compagnon m'ayant demandé en français si je n'avais besoin de rien, il s'intéresse : « Quelle langue avez-vous parlée ? » Je tâche de lui expliquer où se trouve la France, et à combien de distance. Il murmure : « Si loin ! si loin ! » surpris et flatté, pour son pays, qu'on entreprenne, sans autre dessein que d'en voir les merveilles, un si énorme voyage.

Nous le complimentons sur les arbres majestueux dont le feuillage domine de haut sa maison.

— Vous ne verrez pas le plus beau, répond-il tristement. La douairière Ts'eù-hi l'avait pris en haine.

La douairière Ts'eù-hi, c'est la terrible impératrice qui régna sous le nom de son petit-fils Teh-tsong ou Koang-siuh, le tint séquestré après sa vaine tentative d'empire libéral en 1898, détourna contre les étrangers la révolte des Boxeurs en 1900, et eut la chance de mourir, en 1908, avant d'assister à la chute, dont elle fut en grande partie responsable, de sa dynastie. J'ai vu, au palais qui fut à Pékin celui des premiers Présidents de la République, sa chambre mortuaire, son lit intact, dans l'ombre, et son portrait où elle apparaît, âgée déjà, longue figure sans joues, au regard vitreux, implacable. J'ai vu, au nord-ouest de la ville, le palais à balcons et coupoles qu'elle avait cru construire dans le goût européen, meublé d'armoires à glace et de commodes à toilette, et au palais d'été, ses collections de pendules, de bronzes d'art venus de nos grands magasins, et d'animaux en porcelaine, comme on en vend à nos amateurs de chinoiserie. Sans instruction, sans goût, son intelligence et son énergie supérieures ne furent pour son pays, et finalement pour elle-même, que des instruments de malheur.

— Je n'étais qu'un enfant, continue notre hôte, quand l'ordre est venu du palais impérial d'abattre le yin-kouo dont elle croyait l'influence néfaste. Je me souviens pourtant, comme on l'entendit gémir sous la hache, avec une voix humaine : Ouh ! Ouh ! On sentait sa douleur. Il a fini par tomber mort, mais elle est morte aussi l'année suivante.

Le temps s'est éclairci. Le sentier rocailleux que double maintenant un ruisseau rapide s'élève jusqu'à un escalier, le long d'un mur de pierre dont les assises se joignent si exactement et sont polies avec tant de soin qu'il semble d'une pièce.

Il supporte une terrasse où s'élèvent trois dômes de porphyre. Le plus grand domine les deux autres, qui semblent prosternés devant lui. C'est la tombe du Septième prince, septième fils de Tao-koang et arrière-grand père de Koang-siu, qui voulut, au siècle dernier, reposer en terre sainte, auprès du couvent, sans se séparer des deux épouses qu'il aimait.

Au bas de l'autre face, ce qui reste de l'arbre est encore là. C'est la base du tronc, noirci par les années. Couché à terre, la grosseur en dépasse la taille d'un homme. Il a cessé de souffrir, et sa vengeance est accomplie. Est-elle terminée pour tant ? Qui peut le dire ?

Le meurtre de Raspoutine n'a pas été funeste seulement à la dynastie des Romanov. On peut croire, si l'on est supers-titieux, que depuis lors la rancune tenace du moine diabolique met la Russie à la torture. La Chine, déchirée depuis vingt ans par la guerre civile, aujourd'hui sous la menace de la guerre étrangère, expie peut-être un autre crime, qui est l'assassinat d'un arbre.

Théâtre

16 octobre.

Les voitures se poussent l'une l'autre, dans la rue étroite, encombrée de foule et obstruée d'enseignes en longues banderoles, devant un seuil lumineux. Les badauds font cercle et contemplent les élégantes en manteaux chamarrés qui effleurent de leurs mules brodées la boue noire, soutenues par leurs maris, ou leurs frères, engoncés de fourrures. Cette maison est le club des marchands de tissus. Un riche banquier y fête le quatre-vingtième anniversaire de son père par une représentation théâtrale. Il s'est assuré le concours des meilleurs artistes de la Chine et même, pour terminer la soirée, celui de l'illustre Mei Làn-fàng.

Je connais Mei Làn-fàng qui m'a déjà reçu dans sa somptueuse demeure, pour m'y offrir non seulement un thé exquis, des friandises rares, mais ce qu'il savait me plaire davantage encore, un concert de musique où j'ai entendu d'anciens airs du palais impérial et un extraordinaire virtuose du violon à deux cordes. J'ai pu apprécier l'intelligence et le goût de cet hôte charmant, mais ne l'ai vu que sous les traits d'un jeune

homme bien pris en son veston pincé à la taille, très franc d'allure, le regard vif, le sourire amical. Je n'ai pu l'applaudir sur la scène, les théâtres étant clos, en signe de deuil national. C'est pourquoi j'ai accepté avec joie l'invitation qu'il m'a fait tenir pour ce soir.

M. Tch'en-louh m'accompagne ; ce diplomate expérimenté, qui fut longtemps ministre à Paris, est aussi un poète de talent, et aime tout ce qui est beau. Bien qu'il aille rarement au théâtre, par horreur de la foule, il admire profondément Mei Lân-fang, chez qui il m'a conduit le jour même de mon arrivée. Depuis lors, il n'a cessé de me combler d'attentions affectueuses, ayant le cœur aussi délicat que l'esprit, et j'ai trouvé en sa maison accueillante mieux encore qu'un ami, une famille adoptive. Mais, ce soir, il accomplit pour moi un sacrifice, plus grand encore que je ne pensais, car au moment de descendre, je veux qu'il prenne les devants, puisque je ne connais personne en cette compagnie, et il me répond, hochant sa tête fine et clignant des yeux sous les lunettes d'or : « Ni moi non plus. »

Nous contourçons de compagnie, en trébuchant un peu, car nous sommes myopes l'un et l'autre, le mur en écran qui, dans toutes les maisons chinoises, barre la route aux mauvais esprits. Au fond de la cour, sous l'auvent qui donne accès à la salle, nous avisons un homme de haute mine, au menton dur, en robe confortable, et lui disons nos noms. C'est en effet le financier qui donne la fête, ou l'un de ses parents proches, car il nous indique une table où aussitôt les serviteurs s'empressent à nous verser le thé, en attendant qu'on nous trouve une place. Le spectacle est déjà commencé, et nous voyons, aux derniers rangs, les derniers arrivés qui restent debout, en masse compacte.

Il nous faut fendre cette foule, guidés par un jeune homme qui porte une fleur de papier rouge au revers de son veston ; c'est l'insigne qui distingue les membres de la famille, le rouge étant la couleur de la joie. La salle est tendue de soie rouge où sont inscrites, en lettres d'or, des adresses de félicitations ; des vœux de longue vie. Le programme qui nous est donné porte aussi, en or sur fond rouge, les noms des acteurs et les titres des pièces. Dans la galerie du premier étage où l'on se serre pour nous faire place sur un banc, j'ai devant moi une

compagnie de fillettes, qui parfois quittent des yeux la scène pour consulter leur miroir, vérifier l'alignement sur le front de leurs cheveux lustrés, ou se taquiner l'une l'autre en se poussant du coude, parfois même échanger leurs places, par caprice amical; elles ont la fleur rouge, elles aussi, épinglée près du col de leur robe montante. Dans les loges qui s'ouvrent de chaque côté, on aperçoit des familles avec leurs enfants, qui montrent du doigt les acteurs et demandent qu'on leur explique la pièce. Du thé et des gâteaux circulent. Au parterre, personne ne bouge; c'est la réunion des amateurs. De temps à autre seulement, un bras se lève. Un domestique posté le long du mur jette un paquet blanc, attrapé au vol: c'est une serviette imbibée d'eau chaude, pour essuyer les mains et le visage, bientôt renvoyée de la même manière.

Trois acteurs sont en scène: la mère, la fille et son gendre. Ce sont trois acteurs, parce que depuis longtemps le théâtre chinois n'admet plus le mélange des sexes. De nos jours seulement, quelques actrices de profession se montrent, ont du succès; mais la tradition se défend, et durera longtemps encore.

La mère est une de ces bonnes bourgeoises, rondes et joviales, comme on en rencontre tant dans les rues commerçantes, marchandant aux étalages d'épicerie ou de mercerie. La fille minaude avec grâce. Le gendre porte le bonnet des fonctionnaires au temps des Ming et une barbe noire en minces filaments: c'est un jeune lettré. Ils font mauvais ménage. La vieille dame s'efforce de les réconcilier pour la nuit. Ils cèdent, mais nous ne verrons pas dresser pour eux un lit de vaudeville. Le théâtre chinois, très chaste, interdit au comédien de se coucher à la vue du public; il reste assis, le menton sur la main fermée si c'est un homme, ouverte pour les femmes.

Chacun comprend ce langage figuré. C'est ainsi que le couple s'installe, de part et d'autre de la table. Sitôt que l'un semble dormir, l'autre le regarde sans bienveillance, et se plaint à mi-voix de son sort. Paix trompeuse et menaçante. Le mari le premier se lève, pour vaquer à ses affaires. Ses mains croisées et décroisées signifient qu'il ouvre la porte, son pas plus lourd qu'il descend l'escalier. Mais de son portefeuille il a laissé échapper une lettre, dont sa femme s'empare. Elle hésite

d'abord à y jeter les yeux, mais la curiosité l'emporte. Son visage s'éclaire de joie maligne : c'est une lettre compromettante. Du bruit dehors. Elle se replace dans le lit fictif, feint de dormir. Le mari monte en hâte l'escalier. Le voici qui cherche à terre, sous la table, dans la tige de sa botte, sous la robe de sa femme, inquiet, bientôt tremblant de peur. Scène muette, que l'orchestre groupé de côté accompagne de ses cymbales, à coups pressés. La salle entière a fait silence, car le moment est pathétique, le geste éloquent. De plusieurs points, des *hao* approbateurs éclatent : « Bien ! » C'est la manière chinoise, qui certes vaut la nôtre, de crier : « Bravo ! » On applaudit ensuite, comme la pluie vient après la foudre, mais l'ondée est courte, pour ne pas arrêter le mouvement dramatique.

Ces manifestations ne se produisent jamais à la fin de la pièce, signalée seulement par la sortie des personnages et l'entrée des accessoiristes qui viennent déplacer la table et les chaises. Ce n'est pas que ces ouvrages soient sans valeur, mais au contraire que la valeur n'en est plus discutée. Le théâtre chinois est un théâtre de répertoire. Les auteurs modernes eux-mêmes se bornent le plus souvent à l'adaptation d'un drame ancien, ou empruntent l'intrigue, sans presque y rien changer, à l'histoire ou au roman.

Un drame héroïque fait admirer ensuite de superbes tournois où les guerriers se délient, se poursuivent, s'affrontent en cadence, mais sans air de musique, portés seulement par les chocs alternés de la cymbale grave et de la crécelle stridente, tenus comme en suspens et renvoyés de l'une à l'autre, dans l'angoisse de leur destin. On nous repose avec une scène de comédie où l'on voit l'étudiant pauvre, relégué au grenier par un important aubergiste, qui change de ton à la nouvelle que son client, reçu premier au concours, va devenir un puissant magistrat. L'acteur a beaucoup de verve et ne craint pas de moderniser son texte : « Non, mais, pour deux sous, tu te crois peut-être à l'hôtel des Wagons-lits ? »

Il est deux heures du matin, quand une rangée de lampes électriques à coquilles de cuivre s'allume devant la scène, en même temps que l'orchestre disparaît dans la coulisse. Un murmure joyeux parcourt l'auditoire : *Mei Làn-fàng* va venir. Le célèbre artiste n'est pas seulement interprète, mais aussi,

comme Molière, directeur de théâtre. Il amène ses compagnons, et aussi les innovations qu'il a introduites dans la mise en scène, sans altérer en rien la tradition du genre.

Sous la coiffe fleurie et le manteau étincelant, cette jeune fille qui chante tristement, est-ce donc lui ? Sans doute, décomposant les traits du visage, j'y retrouve, étant prévenu, le contour du menton, l'éclat des yeux, l'enjouement du sourire. Mais d'où lui est venue cette voix cristalline qui vole de note en note, se pose, frémit, s'élance et mollement retombe, avec des trilles et des battements ailés ? et ces paroles, où subsiste un chant vague comme un souvenir, si nettes cependant que même un étranger comme moi ne perd pas une syllabe ? Surtout, cette ondulation de la taille flexible, jusqu'à la tête penchante qui bouge à peine, assez cependant pour trahir, comme l'oscillation lente de l'arbre sous la brise imperceptible, la palpitation intérieure ?

C'est une femme du palais, une de celles dont la foule inutile peuple quelque *Séjour du bonheur*. Un tyran s'est emparé du trône. Elle a pris le vêtement et la parure d'une princesse impériale, qu'il a fallu lui promettre en mariage. Par cette ruse elle s'approchera de lui, et en fera justice. Elle a peur, mais n'hésitera pas. Il apparaît, gonflant la cuirasse de son torse robuste, féroce ment barbu, le regard flamboyant d'ivresse et de convoitise. Coquette, elle s'approche, lui offre à boire encore, et bientôt, confuse, lui demande de renvoyer les servantes. Cette cuirasse, il faut qu'il l'ôte en un jour de bonheur ; elle veut la lui retirer elle-même. Il se prête à ce qu'il croit une tendre sollicitude, et s'affale derrière les rideaux de l'alcôve, où il l'appelle. « J'enlève, lui dit-elle, mes épingles à cheveux, ma tunique, mes souliers, ma jupe. » Mais elle a tiré de sous ses vêtements une dague et la contemple, tremblant de tous ses membres. Il ne répond plus ; il dort. Le moment est venu.

Cette suite de sentiments vrais ou feints tour à tour est traduite par des mouvements où chaque détail a un sens et prend exactement sa place, comme le mot dans la phrase. Rien n'est laissé au hasard de l'improvisation ; une composition rigoureuse produit une image achevée, en traits qui mordent et se gravent dans l'esprit. Ce n'est pas une femme entre les femmes que nous avons devant les yeux. C'est la beauté de la

femme, sa douceur, sa faiblesse, son courage, sa ruse, ses mensonges, son héroïsme. Cette interprétation est celle d'un art classique, qui atteint la vérité en dépassant l'accidentel. Les accents et les gestes sont jetés sans retouche ni bavure, d'une décision souveraine et d'une sûreté infaillible, comme en un dessin de maître ou mieux encore en une de ces inscriptions chinoises où le pinceau du calligraphe a laissé dans les pleins et les déliés, les étans et les retours, les courbes et les angles, la trace indélébile de l'émotion génératrice. C'est une grâce écrite, dont l'écrivain est un grand artiste.

Soirée artistique

25 octobre.

Dans la cour que les lampes des galeries éclairent à peine, le bois de genévrier répand des flocons de fumée odorante, qui se perdent parmi le feuillage des arbres, et la braise rougeoit sous le gril. Un diner mongol nous attend. Les amateurs de couleur locale regretteront les chameaux, le désert. Mais la couleur locale n'est qu'une convention. C'est la couleur qui seule importe, et certes elle ne manque pas à notre groupe où je suis le plus mongol de tous, avec mon bonnet de fourrure acheté au marché couvert de Pei-p'ing ; auprès de moi, M. Tchen-louh en pardessus, Mei Lân-fâng debout et nu-tête, les autres convives en robes chinoises, les deux filles du maître de maison nous servant de leurs mains fines : voilà un tableau pittoresque.

La cuisine en Chine est un art ; non contente des merveilles qu'elle a inventées selon le goût de chaque province, elle s'intéresse également aux saveurs exotiques. Mais c'est pour s'en inspirer, et en leur retirant ce qu'elles peuvent avoir d'ingrat ou de sauvage, les soumettre aux bonnes règles du style. La viande de mouton, nourriture des Mongols, n'a rencontré qu'en Chine cette saumure aromatique où elle macère avant d'être mise sur le gril. Chacun puise du bout de ses baguettes un morceau, qu'il regarde cuire et grésiller en le retournant quand il faut. Le goût est délicieux, et nous sommes surpris nous-mêmes de pouvoir à ce point nous gorger de viande, comme de vrais Mongols.

Le lettré raffiné qui est ce soir notre hôte nous réserve encore un autre régal. Nous prenons place dans la cour, devant

une fenêtre qui s'éclaire. Des ombres colorées s'y projettent : on reconnaît un empereur, des magistrats, des soldats. Ce sont les personnages des pièces qui vont être jouées devant nous. Je suis prié de choisir celle qui me plaît, dans une longue liste de titres, inscrits sur les deux faces d'une lame de bois courbée. Ce sont les mêmes que l'on représente au théâtre, et je choisis, parce que j'en connais le sujet, l'histoire de ce novice en un couvent bouddhique, poursuivi par l'épouse qu'il a quittée, et qui est une magicienne. Voici le supérieur du couvent, branlant la tête, et le novice à genoux devant lui. Puis le déluge, suscité par la magicienne, menaçant les murs du monastère sur la montagne, les luttes avec des monstres, dont l'un crache du feu derrière l'écran de papier huilé. Le violon chante, et la guitare se moque, avec ses notes sèches, en rythme de scherzo. Le moine est retourné à son logis et a retrouvé son épouse qui lui présente leur enfant. Il ne pense qu'à se débarrasser d'elle, qui ne se doute de rien, et presse le nourrisson sur son cœur.

La musique change. Ces sons graves et pénétrants, c'est le cymbalon chinois qu'on frappe de baguettes flexibles. Il découpe sans arrêt ses arpèges auxquels s'accroche, tantôt un violoncelle à trois cordes, plus doux que le violon, tantôt une voix de ténor, agréable et nuancée. C'est une berceuse, d'une tendresse inquiète, mélancolique et délicieuse. Il faut féliciter les artistes. Celui qui fait mouvoir les silhouettes découpées dans le parchemin, n'y emploie qu'une main; l'autre soutient le tuyau de sa pipe qu'il fume, l'air satisfait et un peu moqueur. Le chanteur vers le fond de la chambre a son livre ouvert devant lui et ne s'en laisse pas distraire. Les deux musiciens sont âgés, puisqu'ils portent barbiche, et les traits nets de leurs visages sont creusés par les rides. Tous quatre répondent d'un salut aimable à mon compliment. Mais leurs visages s'éclairent d'un heureux sourire quand j'ajoute : « Je m'en souviendrai en France. »

Enfants

5 novembre.

J'ai vu bien des enfants chinois, des riches et des pauvres, tous d'une gentillesse qui fait honneur à l'éducation qu'ils ont reçue, et d'une confiance innocente, comme si la cruauté de

L'homme leur était inconnue. Quand nous traversions les villages, c'était, parmi les gamins de la rue, à qui nous tirerait son chapeau; si nous nous arrêtions, ils venaient nous poser des questions sur notre voyage, ou le mécanisme de la voiture. Près du tombeau des Ming, aux environs de Pei-p'ing, un marmot de trois ans m'apportait deux de ces fruits rouges, communs en ce pays, qu'on appelle en Europe de leur nom japonais, des khaki; ils contiennent une pulpe fraîche et savoureuse. Comme je lui en demandais le prix, il répéta la question, sans la comprendre: personne ne lui avait encore appris que toute chose peut se payer en ce monde.

Le dernier enfant de la Chine que j'aie rencontré se promenait, à deux heures de l'après-midi, près de la gare de Tch'ang-tch'ouen, entre Moukden et Kharbine. Nous étions sortis de la ville, parce que nous avions une heure d'arrêt et mon compagnon de route, un ingénieur américain rencontré à Dairen, avait encore deux ou trois plaques à utiliser avant la frontière russe, dans son appareil. Ce petit garçon vint poser volontiers, mais refusa d'accepter quoi que ce fût pour sa peine. Il se contenta de nous tenir compagnie pendant le reste de notre promenade, me racontant, dans le pur dialecte de Pei-p'ing, qu'il allait à l'école, qu'il avait quatorze ans, me montrant au passage un soldat, un douanier, un chasseur portant une bête morte, assez pareille à une petite fouine, qui était une zibeline. Il nous a escortés ainsi jusqu'au train, consentant enfin à croquer quelques bonbons achetés pour lui au buffet de la gare. Il était propre, bien tenu, de figure avenante, avec un tablier bleu montant et un bonnet de fourrure à la mode de Mandchourie, les pans relevés et noués d'un ruban au sommet de la tête. Il a certainement de bons parents qui veillent sur lui et le soignent de leur mieux. Le train partait qu'il nous faisait encore, avec un sourire un peu triste, des signes d'adieu. Souvent je pense à ce petit Chinois dont le pays maintenant est menacé par des armées rivales. Pourvu qu'il ne lui arrive pas malheur!

LOUIS LALOX.

REVUE LITTÉRAIRE

LES ROMANS NOUVEAUX (4)

Il y a depuis un an quelque chose d'un peu nouveau dans la jeune littérature : c'est que les auteurs se décident volontiers à raconter une histoire. Le pur impressionnisme est en décadence. On a fini par s'apercevoir qu'une collection de sensations ne formait ni un personnage ni un livre. Le public a contribué à cette évolution en manifestant une certaine lassitude pour les ouvrages composés d'une série de notations minutieuses. Il lit pour se divertir et depuis qu'il y a des conteurs leur mission véritable est d'écrire des contes, auxquels ils donnent, s'ils le peuvent, un air de beauté et un sens qui invite à penser.

Si naturel et si fort est ce penchant du lecteur qu'il se résigne parfois à feuilleter des ouvrages peu littéraires, quand il y trouve un récit, une intrigue et un dénouement. C'est par réaction contre une littérature à la fois trop subtile et trop vide que s'est développé le goût des romans policiers. Quand le public a été fatigué des mémoires que les jeunes gens rédigeaient sur leur enfance et des analyses quintessenciées, il a ouvert sans déplaisir le livre à bon marché où étaient relatées les aventures des détectives, comme un buveur excédé des boissons compliquées des bars à la

(4) Saint-Exupéry, *Vol de nuit* (Gallimard); Jacques Deval, *Marie Galante* (Albin Michel); Philippe Hériat, *L'Innocent* (Denoel et Steel); Jean Fayard, *Mal d'Amour* (Fayard); Robert Bourget-Pailleron, *Champsecret* (Gallimard); Jean Pallu, *Port d'Escale* (Rieder); A. Couillet-Tessier, *Chambre à louer* (Grasset); Robert Poulet, *Le Trottoir* (Denoel et Steel); Claude Aveline, *Trois histoires de la nuit* (Émile-Paul); Paul d'Estournelles, *Mort d'une Étoile* (Gallimard); Pedro Mata, *L'Oiseau dans la cage* (Ed. des Portiques); Aldous Huxley, *Deux ou trois Grâces*, avec préface d'Edmond Jaloux (Stock).

mode se satisfait d'un petit vin du pays, un peu vulgaire, mais naturel. Dans ces romans policiers écrits en Angleterre et en Amérique, il discernait d'ailleurs beaucoup de mouvement, des traits de mœurs curieux et souvent même beaucoup plus de psychologie qu'il n'attendait. Tel est le cas de ces curieuses *Émeraudes sanglantes* qui semblent du Carco américain. Par le détour des histoires rajeunies de voleurs et de gendarmes, il est revenu à une considération nouvelle de sujets éternels, le bien, le mal, l'amour, la fidélité, la ruse, la vengeance, l'argent, l'effort de volonté, toute la comédie et toute la tragédie humaine.

Ni M. Pierre Benoit, ni M. François Mauriac, ni M. Jacques de Lacretelle n'avaient, dix ans avant 1930, négligé la formule durable du roman, la formule balzacienne. Mais dans l'abondante production des années d'après guerre, si vite oubliée, il y avait un nombre très grand de livres qui n'avaient du roman que le titre. Cette époque a reçu un nom significatif : elle a été appelée par M. Saurat et par M. René de Planhol « le règne de la sensation ». Le genre qui consiste à collectionner des impressions est aussi légitime qu'un autre, s'il est bien traité. Il réclame des dons et un style. Il y a eu de beaux livres de Pierre Loti qui n'étaient pas autre chose. Et avec une méditation intellectuelle en plus, certaines des premières œuvres de Maurice Barrès sont apparentées à la même famille.

Peut-on faire entrer dans une catégorie analogue le *Vol de nuit* de M. de Saint-Exupéry, ouvrage remarquable par la puissance des sensations ? L'essentiel du livre est dans des pages où l'auteur décrit le vol des aviateurs : celles où est racontée la course de l'avion perdu tantôt parmi les brumes et tantôt parmi les étoiles, sont magnifiques.

M. Antoine de Saint-Exupéry est pilote. Ses camarades louent tous son courage, son adresse et sa bonne humeur. Ces belles qualités ne supposent pas forcément des dons d'écrivain, mais elles ne les excluent pas. Et M. de Saint-Exupéry le fait bien voir. Ce qu'on serait même tenté de reprocher à un homme, qui a une expérience personnelle d'aventures si nobles, c'est d'avoir quelque penchant pour un style assez tendu, pour les formules cherchées et même parfois un peu précieuses. Pour peindre les montagnes couvertes de neige, vues par un pilote, il dit : « Les neiges de l'hiver avaient fait la paix dans cette masse, comme les siècles dans les châteaux morts. » Voilà qui est d'un artiste réfléchi, qui découvre

les mots correspondant exactement à ses sensations. Mais voilà aussi qui prouve qu'après avoir rempli sa mission de courrier, et volé à plusieurs milliers de mètres au-dessus de terre, l'aviateur se retrouve naturellement styliste. C'étaient naguère les marins qui avaient le privilège, après avoir fait leur métier, de s'exprimer en poètes. Voici l'âge de l'air. Le *Vol de nuit* a eu un des prix de décembre, le prix Fémina-Vie Heureuse : il le méritait certainement, d'autant plus qu'il avait brillamment été précédé du *Courrier Sud*.

Ce qui est fort beau, dans ce sobre récit, c'est la manière dont est présenté le destin de ces trois courriers d'Amérique du Sud, qui doivent ou qui devraient tous trois atterrir à l'heure dite et qui sont soumis à des contingences. L'un arrive régulièrement, l'autre échappe à la tempête et finit par se sauver, le troisième est perdu. Hasard, domination des forces obscures de la nature, tout ce qui s'oppose à l'exploit humain est là, indiqué avec force. Nulle sensiblerie, nul parti pris de pessimisme, nulle puérile croyance à un progrès protecteur des prouesses : l'éternelle opposition de l'homme et de l'univers, de l'esprit et de la matière, et la clairvoyante appréciation des chances qui font gagner ou perdre, toute une philosophie impliquée dans le récit, virile, sans considérations.

Et, en même temps, toute la poésie et tout le pathétique de cette aventure. Un homme, une simple et fragile créature, qui a dans la ville sa vie terrestre et humble, sa femme, son logement, son équipement, sera quelques heures plus tard à trois mille mètres, plus haut ensuite, près des constellations, au péril de sa vie, à la merci des puissances mystérieuses. Tout le drame de l'aviation est dans ce contraste. Toute l'émotion du livre est dans cette antithèse : grandeur et misère de la condition humaine, superbe élan du courage, brutalité de la nature, néant terrestre et divines espérances. N'y a-t-il là qu'impressions d'un pilote ? On est tenté de voir dans l'ouvrage le récit d'une aventure pleine de mystère, une grande tragédie poétique.



Par là *Vol de nuit*, malgré la forme, malgré l'apparente absence de sujet, est vraiment une histoire, et qui touche le cœur, une histoire vraie ou vraisemblable. Ce goût du réel, plus vif aujourd'hui qu'il y a quelques années, rend nécessaire dans un livre ce que Paul Bourget, d'un terme expressif, a nommé la « crédibilité ».

Le romanesque pur est arbitraire ; il est hors de l'ordre commun ; il reste, logique ou sentimental, une combinaison fabriquée, un jeu facultatif. Après avoir été patiemment curieux de ce qui est rare, exceptionnel ou même monstrueux, le public éprouve le besoin de s'intéresser à ce qui est proprement humain.

Parmi les causes qui influent sur le roman moderne, il faut certainement compter l'intérêt que le public contemporain porte aux livres d'histoire. C'est un signe que le succès des beaux ouvrages de Pierre de La Gorce sur *Louis XVIII*, *Charles X*, *Louis-Philippe*, un signe que le succès de *la Fronde* de Louis Madelin, du *Napoléon* de Jacques Bainville, des deux volumes sur *Thiers* de Robert Dreyfus, du *Seize Mai* de Maurice Reclus, des *Mémoires* de Robert Challes, ce colonial du temps de Colbert, dont M. Augustin Thierry a conté l'existence. Il n'est pas jusqu'à la faiblesse du public pour les vies romancées qui n'ait eu un sens. Le genre était très contestable, quand il n'était pas sauvé par le talent de l'auteur et une imagination vraiment poétique. Mais, en l'acceptant, le public a témoigné de son éloignement pour l'extravagant, et de son intérêt durable pour ce qui est près de la réalité.

Il y a en ce moment en Angleterre toute une école d'écrivains très raffinés qui préfèrent une certaine distinction d'esprit, et même une grande subtilité, à tout ce qui est universel. Mme Virginia Woolf en est le représentant le plus éclatant. M. Aldous Huxley, le célèbre auteur de *Contrepoint*, semble approuver cette esthétique. Dans un essai, il a parlé sans ménagement de la vulgarité d'un grand nombre de romanciers, parmi lesquels il a rangé Dickens. Un de ses admirateurs, M. Jaloux, a fait à ce sujet une remarque très juste. Il s'est demandé pourquoi, avec des dons exceptionnels, M. Huxley n'atteignait pas ce degré d'intensité et de vie qui en ferait un très grand romancier, et il a conclu qu'en condamnant Dickens, M. Huxley avait signé sa propre condamnation. Ce que l'auteur anglais nomme, en effet, la vulgarité de Dickens, c'est l'intérêt qu'il porte aux manifestations de l'existence sociale, sa réaction sensible aux spectacles accoutumés, son goût des détails familiers. Il n'y a pas de romancier sans le sens de ce qui est quotidien, et ce qui est quotidien n'est pas tout le temps sublime, comme l'a vu Balzac plus puissamment encore que Dickens.

Que dirait M. Huxley de quelques romans nouveaux qui sont cependant parmi les plus originaux de l'année ? Ce sont des livres

consacrés à la peinture de la vie populaire. Les aventures n'y ont rien de raffiné. On y voit des gens humbles, dont quelques-uns sont de braves cœurs, et d'autres de faibles têtes ; ils travaillent ; ils peinent ; ils manquent d'argent ; ils sont malades ; ils ont des enfants à élever tant bien que mal. Et dans tout ce grouillement il y a de la vérité, et il y a de la pitié humaine. Tel est, en particulier, le curieux roman, écrit avec talent, de Mme Coulet-Tessier, qui a pour titre *Chambre à louer*. Tel est aussi cet étrange livre de Robert Poulet, *le Trottoir*, histoire d'un Français, opérateur d'une firme de cinéma, qui travaille en Allemagne. Tel est *Port d'escale*, roman remarquable de Jean Pallu. Toute l'histoire de *Port d'escale* se passe dans une petite exploitation industrielle. Il n'y a là que quelques employés, un voyageur de commerce, une dactylographe, un patron familier et bourru. Ce petit monde est peu à peu bouleversé par l'arrivée d'un nouveau comptable, personnage qui a l'air bien tranquille et qui s'efforce d'être pareil aux autres. Mais il ne l'est pas. Il a eu de la fortune, il a vécu en Amérique du Sud. Le seul mot géographique qu'il laisse un jour échapper dans la conversation, joint au mot piastre, suffit à reconstituer sa légende. Le comptable, sur lequel on ne sait cependant rien, devient le symbole de l'aventure ; il est transformé dans l'esprit des autres, et il les transforme. Il y a de l'admiration et de l'hostilité dans la curiosité qui l'entourne. Le jour où il disparaît, car il retourne en Amérique, personne ne s'étonne. Les imaginations un instant excitées, on le sent, vont désormais s'apaiser ; mais elles ont été éveillées, et peut-être la petite usine, malgré sa routine, ne retrouvera-t-elle jamais sa médiocre tranquillité.

Le roman de M. Jacques Deval, *Marie Galante*, est plus coloré et plus vaste. C'est l'histoire mélancolique d'une petite prostituée, enfant de l'Assistance publique, née à Bordeaux, que les hasards conduisent à Panama. Ce récit a généralement plu, parce qu'il est touchant et parce que le décor est pittoresque. Marie Galante a gardé, parmi les tristes aventures de sa vie, une tendresse pour son pays, et c'est le sentiment le plus pur qui l'habite. Elle a, toutes les fois qu'elle rencontre un compatriote, de la honte et de la joie. Mais elle s'abandonne sans réserve à son émotion, si elle voit une carte postale illustrée qui représente un monument de Paris ou une reproduction de la tour Eiffel. Elle voudrait bien être rapatriée. Elle fait des démarches ingénieuses et déchirantes qui laissent l'Administration insensible. Elle ne réussira pas à revoir sa patrie.

Elle mourra, d'une manière dramatique, tuée par un douanier. Toute son existence est une lamentable épreuve ; elle est une victime de sa propre faiblesse et des circonstances, une pauvre petite chose, qu'on exploite, qui est officiellement vouée au plaisir et dont personne ne prend au sérieux les peines. Bien que l'auteur se montre discret, et qu'il évite d'appuyer, le caractère dominant du livre est d'être sentimental, ce qui le préserve d'être atroce, et peut-être est-ce là une des causes de son succès. La jeune littérature a eu son heure de brutalité : le sentiment reprend ses droits.

La scène du livre est à Panama, et M. Jacques Deval a très adroitement utilisé tout ce qu'il sait de l'histoire de la région. Il n'a pas seulement lu des récits de voyage. Il s'est sérieusement documenté sur ce qui s'est accompli dans la contrée. Son livre a certainement des bases solides, qu'il ne laisse pas voir. On aimera les jolis paysages, la grâce triste d'épisodes comme l'enterrement du nègre, les traits de mœurs. Et on s'intéressera aussi à la science réelle qu'a l'auteur de tout ce qui touche le pays.

M. Jacques Deval a choisi son sujet parce que tel était son désir et sans autre préoccupation que de suivre son penchant. Sans probablement s'en douter, il a cédé, en homme qui écrit dans l'année 1931, aux habitudes qui sont devenues celles de ses contemporains. L'exotisme est tout à fait familier à la littérature d'aujourd'hui. Et peut-on même dire que ce soit de l'exotisme ? Toutes les rives sont prochaines. Il est peu de livres qui ne nous mènent aux quatre coins du monde. Les voyages, la multiplicité des traductions, le cinéma, les affaires internationales, tout a contribué à rapprocher de nous ce qui paraissait jadis divers et lointain. « Rien que la terre », comme dit M. Paul Morand.

* * *

Notre temps possède une géographie littéraire, qui est fort différente de celle d'autrefois. Il y a cinquante ans, les héros de roman avaient assez, pour leurs voyages, du mont Saint-Michel, de la Côte d'Azur, de Venise. Après quoi, on a poussé jusqu'à l'Attique, jusqu'à Constantinople et jusqu'à l'Asie-Mineure. Tout cela est bien changé. Entre 1914 et nos jours, l'influence américaine a marqué les esprits. New-York est la capitale cosmopolite des romans, comme jadis Paris. Les Indes et le Cambodge ont remplacé Constantinople. Le Pacifique a succédé à la Méditerranée. On parle de la mer des Caraïbes comme jadis de la Lagune.

Les îles Marquises sont plus familières que les Baléares. Et dans la littérature, Rudyard Kipling, qui avait pourtant beaucoup voyagé, mais qui était resté partout le représentant de la civilisation occidentale, et spécialement de l'Angleterre, est moins cité que Conrad, grand vagabond de l'univers.

Que les dieux du monde moderne nous préservent de méconnaître les innombrables avantages de cet élargissement de l'horizon ! Il faut un peu d'entraînement cependant pour que les têtes les mieux faites enferment tant d'images bigarrées. Et, pour le noter en passant, c'est un des mérites de M. Jacques Deval d'avoir gardé un bon équilibre parmi une foule cosmopolite. Mais il n'est pas sûr que tout le monde ait sa solidité. La démesure est pour le moment un des résultats de la nouvelle géographie littéraire. La dimension des maisons de New-York est le symbole des images qui hantent l'esprit des écrivains. Il n'y a pas seulement les maisons. Il y a les civilisations. Quand le romancier, après avoir traversé toute l'étendue des États-Unis, quitte la Californie et complète ses expériences en franchissant le Pacifique, il retrouve l'Extrême-Orient et la Chine, mais il trouve aussi le Bolchévisme. Rien que la terre ? Sans doute, mais toute la terre, et c'est beaucoup. Les auteurs ont droit à quelque indulgence, s'ils éprouvent un peu d'étourdissement.

N'en doutons pas : ils en éprouvent. Tant d'expériences qui se succèdent hâtivement ne donnent pas la science. A force de contempler des spectacles variés, on finit par avoir de la peine à faire cette opération de l'esprit qui est de comprendre. Il est vrai que cette opération même a été contestée. On s'est demandé s'il n'y avait pas là une survivance des âges classiques, lesquels sont considérés comme bien démodés. En somme, pourquoi ne pas se contenter des images qui se succèdent et de l'impression que chacun reçoit, sans chercher à savoir à quoi elles répondent et quelle en est la substance ? Pourquoi vouloir expliquer ? Pourquoi ne pas admettre que la seule attitude sage soit de prendre intérêt au déroulement fatal d'un monde imprévu et peut-être absurde ? De là le goût du mystère.

On le trouve à l'état modeste et élémentaire dans nombre de romans d'aventures. On le trouve dans des récits plus subtils, comme le *Trottoir* de Robert Poulet, et dans *Port d'escale* de Jean Pallu, dont j'ai parlé plus haut. On le trouve dans un récit comme *Mort d'une Étoile*, de Paul d'Estournelles, qui nous conte la

fin d'une vedette de cinéma, dans *l'Oiseau dans la cage*, de Pedro Mata, surtout dans *Trois histoires de la nuit* de Claude Aveline, qui a eu soin de mettre en tête de son ouvrage une citation d'Edgar Poe. Pour certains écrivains, le mystère n'est que la forme tourmentée du scepticisme. Pour d'autres, il est la forme altière du pessimisme. Et dans le *Vol de nuit* de Saint-Exupéry, n'est-il pas une sorte de résignation stoïque?

Le trait le plus frappant que confère à la littérature contemporaine cette multiplicité des images que j'ai souvent indiquée, c'est que toute notion de la personnalité a disparu. Les livres sont pleins de personnages à la recherche de leur moi. Presque jamais on ne se trouve en présence d'un héros qui ait un caractère. Il y a désormais une sorte de vertige psychologique. Ayant considéré des peuples, des villes, des civilisations, les auteurs ont des doutes sur ce que peut être une créature vivante.

Cette instabilité de la personne, elle est dans presque tous les livres. Elle est dans la littérature étrangère comme dans la française. Une peinture vive du désarroi de la jeunesse allemande se trouve dans le beau livre d'Ebermayer, traduit par M. Raymond-Henry, *Mont-Odile*. Et ce n'est pas là un état d'esprit né des circonstances. C'est devenu une doctrine. De là toute une littérature qui tient pour la souveraineté de l'instinct et rejette toutes les lois de la raison.

Donnons-nous cependant le plaisir de signaler quelques livres qui sont d'une autre école. M. Philippe Hériat, qui a obtenu le prix Théophraste Renaudot, a écrit un roman, *l'Innocent*, qui n'est pas tout à fait dégagé des défauts de notre époque, mais qui laisse deviner de la vigueur, de l'observation, les signes d'un robuste talent. Le jeune Blaise, l'un des personnages principaux du livre, est évidemment un garçon dont la personnalité est faible. Mais encore cette faiblesse n'est-elle pas présentée comme une fatalité psychologique. Elle est explicable et expliquée, non sans complaisance. Blaise a été dominé toute son enfance, toute sa jeunesse, par une sœur plus âgée que lui. Il a pour elle une sorte de culte passionné, et bien que par moments il garde assez d'esprit critique pour la juger, il subit son prestige. Il reste devant elle l'enfant, un peu tendre, un peu trouble. Il est à la fois sportif et ingénu, peu viril, inhabile, tourmenté; et, au demeurant, le nom d'innocent lui convient assez bien. Mais si intéressant que soit ce jeune homme, il ne remplit pas le livre entier. Et le mérite

de M. Philippe Hériat est de s'être montré capable de construire tout un roman, de faire vivre une famille, de dessiner et d'animer les personnages épisodiques. Les parents, bourgeois cossus et maniaques, en particulier, sont excellents. La mère, aimable, bien portante et heureuse, en somme, qui se croit fragile, effacée et contrainte, est originale. Et la sœur indomptée, capricieuse, terriblement indépendante et volontiers déchaînée, comme d'ailleurs le père, est le personnage le plus vigoureux et le plus curieux du livre. Le jeune auteur qui a mis debout tous ces êtres a des facultés de création ; il a de la puissance.

On goûtera de même *Champssecrét*, premier livre de M. Robert Bourget-Pailleron, qui, dès son début, fait preuve de beaucoup de maîtrise et d'une rare maturité d'esprit. Le dessein général du roman frappe par la simplicité et la fermeté. Et ses héros ne sont pas de ceux à qui on reprochera de manquer de caractère. Ils sont vivants ; ils ont des passions profondes ; ils y résistent ou ils les suivent ; mais, en toutes circonstances, ils prennent conscience d'eux-mêmes et ils savent ce qu'ils désirent. Les derniers mots du livre expriment fortement ces dispositions : « Il sut, écrit l'auteur à propos du personnage principal, qu'elle venait de le comprendre une fois de plus et qu'il ne vivrait pas sans elle : alors, la pressant contre lui, il accepta tout son destin. » C'est par cette phrase que nous apprenons que Simone aime Laveline de tout son être et qu'elle le préfère au jeune Jacques, le propre fils de Laveline. Tout l'art du jeune écrivain a été de laisser le drame intérieur se jouer entre les trois personnages, sans nous livrer par avance le secret qu'eux-mêmes ne découvrent que peu à peu. Autant il s'est plu à évoquer les paysages, la campagne, les vignes et à peindre avec bonheur des figures secondaires, toujours pittoresques, autant il a mis de discrétion à s'expliquer sur les trois héros qu'il nous laisse connaître progressivement par leurs actes et les propos. Il y a une science réfléchie du cœur, et en même temps une fermeté et un tour de main remarquables.

Le *Mal d'amour* de M. Jean Fayard, qui a obtenu le prix Goncourt, nous offre aussi un roman où il n'y a presque plus trace de ce déséquilibre moderne des personnages. Nous disons « presque », parce que le personnage principal, Jacques Dolent, est bien un peu tourmenté et compliqué : il y a par moments quelque dilettantisme dans la manière dont il croit aimer ; il y a de la littérature dans

les discours qu'il tient et l'auteur lui-même nous en avertit. Mais cela même, ce n'est pas chez Jacques Dolent de l'abandon, le signe d'une nature amorphe et instable : c'est un trait de caractère chez un homme encore très neuf, qui achève son service militaire et qui rêve d'amour.

M. Jean Fayard a fait connaître son jeune talent par un roman paru il y a quelques années et qui avait pour titre : *Oxford et Margaret*. Il l'avait écrit à la suite d'un séjour en Angleterre. M. Jean Fayard faisait alors partie d'un groupe de jeunes gens qui vivaient selon les goûts de leur âge, et qui ont écrit parce qu'ils avaient le sens des lettres et des dons : Paul Brach, subtil auteur de *la Femme impossible*, Pierre de Régnier, fantaisiste et réaliste poète de *Colombine* et de *la Vie de Patachon*, René Guetta, voyageur, historiographe des vedettes de cinéma, conteur de *Trop près des Étoiles* et de *l'Île sans rêve*. *Oxford et Margaret* était un roman où il y avait une sensibilité fraîche, de l'observation, de l'ironie même, une sorte d'humour et un sens comique des choses. Le *Mal d'amour* a plus d'ampleur. On sent que quelques années ont passé et que l'auteur a fait des réflexions plus graves. C'est un très beau et bien grand sujet que celui du *Mal d'amour* : toute l'inégalité que sent un jeune homme entre le rêve et la réalité y tient. Jacques Dolent voulait aimer et voulait être heureux. Il songeait à quelque chose d'enchanteur, ayant de la force et de la plénitude, et occupant la vie. L'expérience lui révèle tout ce qu'il y a de nécessairement incomplet dans ce qui devient réalité, et tout le cortège de tourments, qui accompagne la passion et fait corps avec elle, comme la douleur avec le plaisir. Il ne connaîtra d'apaisement que lorsque celle qu'il aime ne sera plus. Alors il croira un instant que l'accord entre elle et lui est parfait, que les paroles, les sentiments ont désormais une harmonie éternelle. Et encore cette illusion périra elle-même. Jacques Dolent connaîtra une forme suprême de la jalousie. Il découvrira que cette Florence, aimée par lui, et aimée par d'autres, vit ainsi dans la pensée d'autres hommes et qu'elle y vit avec plus d'intensité, avec plus d'amour que dans sa propre mémoire. C'est le vieux peintre anglais, qui a été toute sa vie l'ami de Florence, qui tente de lui donner la consolation de sa propre philosophie. Il explique doucement à Jacques que le tourment, l'effort, la recherche inquiète sont l'étoffe même de la vie. Il sait qu'il n'y a que des moments ici-bas, que nos cœurs sont imparfaits, que nous devons être recon-

naissants au destin du rayon intermittent qui brille, et que si tout se défait, le sort nous a accordé du moins le don merveilleux du souvenir. Jacques a l'exigence de la jeunesse qui requiert l'absolu et il ne croit pas le vieux peintre. Peut-être M. Jean Fayard a-t-il quelque préférence pour la véhémence déraisonnable de son héros : mais c'est dire la qualité de son livre que d'évoquer les idées sur lesquelles il nous invite à réfléchir.

Il y a dans le livre de M. Huxley, *Deux ou trois Grâces*, un passage bien curieux. Un des personnages, Kingham, vient d'accomplir un très long voyage. Il est revenu. Il retrouve des amis, qui sont mariés et vivent tranquillement. Il les envie. Il leur tient un langage plein de philosophie. Il a couru le monde. Au début, il a connu l'ivresse du changement, le plaisir d'une vie intense qui lui paraissait pleine, la curiosité, le doute. « Le bien, le mal, la justice, la civilisation, la cruauté, la beauté, vous croyez, dit-il, savoir ce que ces mots signifient, et vous le savez peut-être bien à Kenington. Mais allez-vous-en dans l'Inde ou en Chine. Là vous ne savez plus rien. » Le résultat de son voyage, c'est qu'il s'est rendu compte du cours des choses, qu'il apprécie le sens et la valeur de la stabilité, et qu'il se sait, désormais, capable de les apprécier vraiment. Il a gagné le droit à une espèce de fixité. « C'est là, conclut-il, le rôle de l'amour et de la vie familiale, sans parler de Dieu, de la mort, de l'immortalité de l'âme et de tout le reste. » Quand on bouleverse en voyageant ses vieilles certitudes, ses préjugés et ses habitudes d'esprit, alors, ajoute-t-il, on commence à se rendre compte du sens véritable du bien-être familial, on goûte, on comprend la réalité des autres choses stables.

C'est précisément à cette conception de l'univers que je songeais en lisant la traduction récente de *Puck, lutin des Collines*, de Rudyard Kipling. Le grand poète a chanté dans toute son œuvre ces choses stables qui donnent un sens à la vie. Il a toujours voulu que l'être humain, perdu dans l'univers, fût rattaché à une discipline, à une tradition, à une croyance, à une patrie. Dans tout ce qu'il a écrit, on voit briller cet ordre humain qui est la civilisation ; c'est d'une pareille foi que la jeune littérature a manqué depuis dix ans et qu'elle referra la découverte.

ANDRÉ CHAUMEIX.

NOTES ET IMPRESSIONS

LA RENTRÉE DE LA CONFÉRENCE

De la galerie, qu'on a gagnée non sans peine et d'où l'on observe, — en fraude, — cette solennité annuelle, interdite aux profanes, la séance de rentrée de la Conférence du stage, nous surplombons toute l'assistance.

Dans la lumière blonde, pailletée d'or, de ce surprenant après-midi de décembre, une table immense règne, de bout en bout, sur la grande salle de la Bibliothèque. Je ne sais pas si les choses voient, comme l'assure M. Estaunié, mais elles ont bien, surtout ici, leur éloquence ; comme chacun des participants de ce grand gala judiciaire a posé là son couvre-chef, rien n'empêche d'imaginer qu'autour de cet intrus, le micro, qui, pour la première fois, diffusera le discours du bâtonnier, un dialogue étonné s'échange entre la toque rouge et or de M. Berthélemy, doyen de la Faculté de Droit, et le schapska noir et violet de M. Konic, président du Conseil supérieur des avocats de Pologne, la toque noire et surdorée de M. le président Lescouvé, les deux toques noires du bâtonnier de Bruxelles, M^e Soudan, et du nouveau bâtonnier de Paris, M^e Léouzon le Duc, et la seule coiffure civile qu'on remarque dans l'assistance, le huit reflets, si chatoyant sous ce soleil gascon, de M. le Garde des Sceaux, Léon Bérard, Athénien de Sauveterre en Béarn.

Mais soudain, à la voix de M^e Léouzon le Duc, tous les avocats se lèvent, ainsi que leurs invités, leurs confrères de Belgique, de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Luxembourg, du Canada.

Durant cinq minutes graves, pathétiques, deux cent trente noms retentissent, ceux des avocats du barreau de Paris, morts au champ d'honneur. Et puis, un silence recueilli comme une

rière, et les regards haussés vers la plaque de bronze où s'inscrivent les deux cent trente noms, vers les couronnes de roses, d'œillets et de glaïeuls, vers les lauriers vivants, les palmes vertes, aux trois couleurs de France, aux trois couleurs de Belgique, qui frémissent au soleil de gloire.

Le charme douloureux est rompu. La foule, noire et rouge, s'est rassise, dans un grand fracas de toges froissées. Que d'avocates, surtout très jeunes ! Ne nous révélera-t-on pas, tout à l'heure, que, sur six cent neuf stagiaires, on en compte cent vingt-cinq du sexe faible ? Aussi, de mon observatoire, qu'il est divertissant de contempler, émergeant de ce morne océan de calvities masculines, ces îlots ombragés, les chevelures des avocates, blondes, rousses, rarement brunes, ondulées, calamistrées, bien disciplinées par la mise en plis, des bouclettes sur la nuque, qui n'est plus, — grâce au ciel ! — rasée à la garçonne, quand un chignon court n'y met pas son accent féminin.

Autour de la grande table, où s'accourent tant de nos amis de Belgique, M. Renkin, président du Conseil, le bâtonnier Janson, ancien ministre de la Justice, le bâtonnier Théodor, qui garde le souvenir des geôles allemandes, et le bâtonnier de Liège, et le bâtonnier de Charleroi, et ceux de Genève, de Luxembourg, de Prague, de Québec, que de visages subtils, finement ciselés ! Bien que célèbres aux assises, le bâtonnier Henri-Robert et son collaborateur d'antan, son biographe d'aujourd'hui, M^e Campinchi, n'évoquent en rien la grosse éloquence, orageuse, tonitruante, dont certains croient devoir foudroyer le jury : celui-là, tout en nuances nobles et sereines, si Français de traits et d'esprit, le second, cire perdue où l'on retrouve non seulement le pouce d'un modeleur à la Carpeaux, mais jusqu'au tranchant de son ébauchoir.

Encadré à gauche par M^e Soudan, bâtonnier de Bruxelles, le nouveau bâtonnier prend la parole.

A vrai dire, son discours pourrait s'intituler : « Défense du rôle et de la condition de l'avocat dans la Cité de ce temps. » Les barreaux de France sont, eux aussi, en pleine crise. Crise de recrutement. Pourquoi ? Et ici, l'orateur se tourne vers le Garde des Sceaux, qui, maintes fois interpellé, ne cessera d'approuver : « Les charges d'avocats sont lourdes, on leur demande trop. » Dès son inscription au barreau, l'avocat est écrasé par la patente. Ne paie-t-il pas la patente sur le même taux que les banquiers ? Pour l'assistance judiciaire, elle réclame, à l'heure

présente, de qui la pratique un véritable esprit de sacrifice. Quant à la question des honoraires, on doit la mettre en harmonie avec les exigences d'un âge d'airain, et, à cet égard, nos amis de Belgique peuvent nous offrir d'utiles suggestions.

La réforme du stage, décrétée en 1930, et ce, sur des bases bien sévères, ne paraît pas avoir provoqué l'enthousiasme des nouveaux. Et tout ce qu'il y a de jeune dans l'auditoire d'applaudir, avec frénésie, à ces paroles émues : « Mes chers confrères, quand on avance dans la vie, on est porté à se rapprocher de plus en plus de la jeunesse, son charme vous conquiert ; ... on est disposé à tout faire pour l'amener à soi et favoriser ses débuts... » Et voilà qui nous élève au-dessus des questions purement corporatives. « Maintenir et accroître, s'il est possible, les effectifs des barreaux, est une question d'ordre national. » Pourquoi ? Parce que c'est dans le barreau que se trouve « la principale des places fortes de l'élite française ».

Pour aider à ce recrutement de la jeunesse, le nouveau bâtonnier n'hésitera pas à agir et il conclut sur cette anecdote : « On conte qu'un stagiaire parisien, qui, plus tard, devint ministre, fut, un jour, présenté à Guizot comme un jeune optimiste. Guizot lui dit : « Vous avez raison, monsieur, d'être optimiste. Les optimistes sont ceux qui agissent, les pessimistes les regardent faire. » L'enseignement est à méditer. Il m'a paru, mes chers confrères, qu'en m'appelant à la direction de l'Ordre, vous n'entendiez pas que je regarde faire les autres. »

Il appartenait au premier secrétaire de la Conférence d'évoquer le souvenir de M^e Busson-Billault. Avec un goût singulièrement plus raffiné qu'Armand Dumaresq dans le portrait qu'en 1887 il fit de l'ancien bâtonnier, portrait qui orne aujourd'hui le musée de l'Ordre, M^e Marcel Roger joua la difficulté et gagna la partie, en brossant une très spirituelle esquisse de l'avocat et de l'homme du monde.

Solennité éminemment parisienne, que cette rentrée de Conférence : il n'y manqua ni le soleil, ni les jolies femmes ; mais celles-ci, comme la Portia de Shakespeare, portaient le rabat et la toge.

VOICI DES FRUITS, DES FLEURS

Une charmante idée, bien faite pour séduire nos Parisiennes. A la galerie Durand-Ruel, on a réuni des fleurs, des natures mortes, peintes sous la Troisième République : naturalisme,

symbolisme, impressionnisme, pointillisme, néoimpressionnisme, cubisme, expressionnisme, de Courbet à Picasso, toutes les formules de la peinture moderne mises au service de Flore et de Pomone.

A peine regrettera-t-on quelques oublis. Les natures mortes d'un Dufresnoy, d'un Désiré, d'un Charles Guérin manquent ici ; mais ces pommes de Courbet empruntées, semble-t-il, à Chardin ont bien de quoi nous consoler, et aussi ces *Huitres* de Manet, prêtées également par M. Ernest Rouart, splendide camaïeu, d'accent très espagnol, où l'écran japonais met près du seau à glace une note si 1880.

De la même époque, rouges, jaunes, vertes sur un fond bleu, d'autres pommes, illustres celles-là, puisqu'elles sont de Cézanne, et que plusieurs générations de peintres les ont pastichées sans parvenir à les faire « tourner » de la sorte, vivre, s'animer en une sorte de miracle. Et voilà qui rappelle la première rencontre de Cézanne et de Forain, contée à M. Vollard par le maître d'Aix : « Vers 1875, étant un jour au Louvre, j'ai vu un jeune homme qui copiait un Chardin ; je me suis approché, et, après avoir regardé son ouvrage, j'ai pensé : il arrivera, car il s'applique à dessiner dans la forme ! C'était votre Forain ! »

Fut-ce à l'occasion de l'Épiphanie de 1881 que Claude Monet peignit, sur leurs claies de paille, ces galettes dorées, d'un trompe-l'œil imprévu, qu'accompagne un flacon de vin doux ?

Mme la marquise de Ganay a bien voulu confier aux organisateurs de cette curieuse exposition *les Crabes* de Van Gogh, d'une puissance poussée au paroxysme et qui, plus que tout, justifient encore ce mot de Cézanne à Van Gogh : « Sincèrement, vous faites une peinture de fou ! »

Heureusement, comme antidote à cette toile vénéneuse, il y a les fleurs. Fleurs d'Odilon Redon, coquelicots, marguerites, cœurs de Jeannette et surtout fleurs de songe, qui, dans leur vase d'un vert Céladon, rappellent les compositions très simples et très subtiles des Tcheng-Sie et des Li-fang-ing ; ces autres fleurs de Chine, œillets et iris jaunes, dont Renoir nous a conservé l'émail éphémère ; dahlias et chrysanthèmes de Berthe Morisot, pivoines de Pissarro, rose blanche et rose rose de Vuillard, d'une sensibilité douloureuse ; des études directes de Bonnard d'après les bleuets, les coquelicots, d'une telle fraîcheur de vision que, pour exprimer à ce point la vie florale, je ne vois que le mystérieux Maître aux

fleurs
les pa
cule
F
de L
aném
patho
avec
quasi
et pa
Q
la fe
signa
qu'on
époq
S
épris
S
prim
Le
méli
Ville
qu'il
M
S'il
la m
dans
assis
rieur
port
psy
si re
L
vol
port
les
com
et r
rail

fleurs qui, à la fin du ^{xv}^e siècle, semait de corolles frémissantes les pages des livres d'heures (le plus beau, un chef-d'œuvre minuscule trop ignoré, est à l'Arsenal).

Fleurs sur fleurs, comme dans la cantilène d'Ophélie. Dahlias de Lebasque, dont les oranges ont une couleur si chantante, anémones et soucis de Laprade, tulipes d'Henri Matisse, gerbe pathétique de Vlaminck, tulipes et dahlias interprétés par Luce avec une rare tendresse, et, dans le même sentiment de douceur quasi féminine, pieds-d'alouettes de Coubine, où s'entr'ouvrent et palpitent de désuètes roses du Bengale.

Quant à Georges d'Espagnat, peintre exquis de la fleur et de la femme, plus qu'ici, où pourtant trois tableaux portent sa signature, c'est ailleurs, chez Druet, à son exposition d'ensemble, qu'on en peut vraiment savourer le charme unique à notre époque.

Songez donc ! D'Espagnat, âme tendre et esprit cultivé, reste épris de la grâce, de la fraîcheur, de la jeunesse.

Son grand panneau, *Méditerranée*, affirme en lui les vertus primesautières et si harmonieuses d'un petit neveu de Tiepolo. Le voilà, le décorateur qui doterait de cartons immortels les métiers des Gobelins et de Beauvais. Qu'attend-on, à l'État, à la Ville de Paris, pour confier à Georges d'Espagnat les murailles qu'il est à peu près seul, de nos jours, à pouvoir « décorer » ?

Mais cet enchanteur n'est pas uniquement un « fresquiste », S'il a horreur du noir qui fait trou dans la toile, — comme dans la muraille, — il excelle à marier les valeurs les plus sourdes, comme dans tel tableau recueilli où il nous montre une jeune femme assise. Intimiste, il l'est, non seulement dans ses charmants intérieurs où rêvent de jolies filles dévêtues, mais aussi dans ses portraits qui semblent à peine esquissés et sont d'une rare psychologie : le portrait de Raymond Koechlin, l'amateur d'art si regretté, en est le meilleur exemple.

Et cependant, ces « intérieurs », comme d'Espagnat les quitte volontiers pour la magie du plein air, pour les joies colorées d'un port tel que La Rochelle, où les verts Véronèse, les bleus paon, les jaunes safranés, les rouges de Saturne et les blancs d'argent composent de six beaux hymnes à la gloire de la mer !

Après Claude Lorrain et Turner, le port avec ses eaux lourdes et miroitantes, ses mâts chargés de voiles multicolores, ses murailles mordues par les embruns, sa vie d'une énergie sublimée,

violentée par l'appel du large, ses couleurs mouvantes et splendides, vient de trouver un nouveau peintre, un nouveau poète.

TRIOMPHE D'UNE GITANE

La voici, la petite Carmen au nez mince, aux narines palpitantes, à la bouche couleur de piment, tantôt souriante, tantôt dédaigneuse, si triste aussi, aux yeux d'un noir d'Orient, d'un noir liquide et diamanté, tels qu'on en pouvait voir luire à Eyoub, le vendredi, entre les tombes, avant le Ghazi. Sa peau n'est point de celles que le diable « tanna », comme dit le bon Gautier, quand il veut rimer richement avec gitana : sous le fard et sous la poudre, elle évoque plutôt la pâleur dorée de ces fleurs de magnolia, qui sèment leurs odeurs exaltantes dans les patios d'Andalousie.

Le diable, il a donné de sa beauté à cette « jitanilla » aux bras ronds et, chose rare, aux jambes parfaites, à cette brune Joselito dont les mains claquent comme des castagnettes, dont les pieds s'exaspèrent dans l'attente de la danse.

Car ce *cante fondo*, ce chant profond, refoulé, de la tribu gitane, venu du fond des âges, que commenta pour nous, salle Gaveau, M. Roland Manuel, et qui évoque, de si près, la plainte déchirante du muezzin, Joselito, debout, figée d'émotion, ou assise près de Juan Relampago, son guitariste noble et mélancolique, ne s'y abandonne, ne s'y donne que pour mieux déchaîner tout à l'heure l'irrésistible délire du *baile flamenco*.

Admirables chants populaires qui, depuis tant de siècles, hantent, à Grenade, les grottes du Sacro Monte. Il n'en est pas de plus beau que la *Tana*, chanson et danse des gitanes de Grenade. Toute la poésie du « royaume gitane », qu'avant nos romantiques Cervantès sentit magnifiquement, vous la trouvez dans ces couplets mimés, que chante de son grave mezzo la Joselito et que mime son corps presque immobile :

En l'Alhambra qui rassemble tant de beautés enchantées
Naquit cette gitane more dans une grotte du Mont Sacré !
Aux accords de la *Zambra*, il n'est personne qui ne me remarque.
Parce que mes yeux de *cani* valent plus de millions que l'Alhambra,
On dit pour cela que je suis une gitane ensorceleuse,
Les hommes qui me regardent me parlent de cette façon :
« Ah ay, Tana, Tana, ay Tana, je t'adore.
« Ay, petite gitane, que ne suis-je sultan more pour faire de toi ma sultane ! »

« Elle n'est pas jolie, elle est pire. » Le mot fameux qu'inspira

Marie Dorval à Hugo, comme il sied à cette Joselito, qui est jolie pourtant, mais qui est beaucoup mieux que cela, surtout quand, pour chanter *caracoles* et *soleares*, elle apparaît, sa noire chevelure piquée d'œillets blancs, et, sur la robe blanche à pois noirs, arborant le grand châle noir à ramages blancs, à longues franges de soie blanche ! *Blanco y negro*, vraies couleurs d'Espagne, pathétiques, funèbres, chères à Velasquez et à Goya.

Mais où Joselito triomphe, c'est au *baile flamenco*, aux danses de sa race andalouse et gitane. Elle est alors, en vérité, la première danseuse de ce temps.

Les derniers *soleares* soupirés avec tant de tristesse (*Ne m'appelle pas Maria, appelle-moi Solea...*), voici qu'Albeniz la réclame, interprété par M^{lle} Hélène Léon, et Séville, et les danses populaires de Grenade et de Triana.

La bouche fermée, la voici, le bras levé, presque immobile, dans une attitude sacrée, puis les lèvres s'entr'ouvrent pour un *ollé*, et tout chante, tout pétille, depuis le grand peigne qui s'écroule, jusqu'aux castagnettes affolées, jusqu'aux souliers d'or qui claquent nerveusement comme des sabots de mules grenadines.

Maintenant, la guitare nationale rythme les vieux airs gitanes, aux cadences d'Asie : *jarruccas*, *alegrias*, qu'accompagne tout d'abord si gentiment Carmen, en battant des mains. Mais la voici déchainée, voici ce coup brutal, qui lui est si particulier, donné avec la hanche et avec le pied, voici les secousses tétaniques qui la secouent tout entière et la précipitent en avant. Les doigts craquent comme des crotales ; le corps tressaille ainsi que sous des brûlures. Une danse farouche, qui rappelle les tortures de l'autodafé : titubante, épouvantée, accroupie à la mode persane, la petite gitane agite ses bras comme des flammes. Mais, d'un coup de jarret, la voici debout, et, de nouveau, pilonnant le plancher de ses pieds infatigables, de son galop de mule échappée, ivre de liberté.

Puis, c'est le *zapateado*, obsédante chorégraphie dont seule, il y a douze ans, la pauvre Nati Bilbainita, tombée en pleine jeunesse, nous donna de beaux exemples. Costume noir et tabac, tel qu'en peignit tant Goya sur les bords du Manzanarès. Sous le boléro de velours noir, un visage sévère, enfermé, muré. Et c'est le piétinement sur place, le rythme intense et têtue qui va sans cesse croissant, jusqu'au paroxysme. On voudrait demander grâce,

réclamer une pause ; pour échapper à la sécheresse brûlante de cette cadence inexorable, on souhaiterait, fût-ce pour quelques secondes, une oasis de silence. Mais non, la gitane ne connaît ni fatigue ni pitié... A présent, d'un pied dur, elle foule la vendange, ou joue à la balle, avec les cœurs. Toujours immobiles, son visage et ses bras. Quel adorable profil, quand elle arpente la scène, sous la lueur tango des projecteurs ! Sur les paravents écrus, son ombre palpite, dessinée, semble-t-il, par Zuloaga...

La guitare se déchaîne, et la voici enfin dégrisée, la Carmencita. Elle danse sur un pied, et puis, soudain, d'un geste des bras, paraît faucher ses jambes sous la balayeuse d'argent. Un rythme prodigieux la parcourt, l'électrise. Et les petits pieds d'or claquent sans répit, comme les castagnettes affolées, jusqu'au *ollé* final, auquel le public debout, halluciné, dompté, répond par un long cri de stupeur.

AU DINER DE LA REVUE

« Depuis quelques années, constatait l'an passé, en un discours étincelant, M. Maurice Donnay, la *Revue* est dans le train d'inviter, un soir de décembre, trois cents personnes autour de ses tables. M. Renan disait une fois, sous la Coupole : « Il y a chaque année un jour où la vertu est récompensée. » Eh bien ! à la *Revue*, il y a chaque année un soir où les collaborateurs sont nourris. »

Pas seulement les collaborateurs... A ces fameux dîners de décembre qu'abrite le Cercle interallié, Tout-Paris défile. Entendez : le Tout-Paris masculin. Car le féminisme n'a pas encore conquis sa place aux agapes de la *Revue* et les seules robes qu'on y puisse rencontrer sont des robes ecclésiastiques. Il n'y en eut point cette année, mais, en revanche, il y avait quelques uniformes, ceux des généraux Gouraud, Braconnier et Réquin, parmi la foule des habits noirs, qui se pressaient dans le salon Foch, tout battant neuf. Comme le maréchal Lyautey, le généralissime Weygand était en civil, en « pékin », comme on eût dit sous le Second Empire, en cet âge chimérique où, harcelé par le comte de Palikao, qui eût voulu avoir son duché, tout comme un Pélissier ou un Mac Mahon, Napoléon III s'en débarrassait, en lui disant, avec un sourire oblique : « C'est entendu, mon cher Montauban, je vais vous faire duc de Pékin. »

Quand on pénètre dans l'immense salle à manger qui donne

sur les jardins de l'avenue Gabriel, et qu'autour des vingt-sept tables, si joliment fleuries, toutes égales, on cherche le carton de sa place, on imagine la diplomatie qu'exige le placement de trois cents convives, et plus : *the right man in the right place*.

Table N. C'est M. Paul Doumer qui la préside, comme il préside la République, c'est-à-dire avec une affabilité souriante qui n'exclut pas la fermeté. A la droite du Chef de l'État, le Prince royal de Suède, grand, mince, d'une minceur athlétique, le visage glabre aux traits bien inscrits ; sur le noir de l'habit, un beau bijou scintille : la plaque de la Légion d'honneur. Le vicomte d'Avenel s'entretient avec ses voisins, M. Carton de Wiart, notre grand ami de Belgique, et le maréchal Lyautey, de la baisse du coût de la vie... au lendemain de l'An Mil. L'inépuisable érudition du comte Ehrenswärd se donne libre cours en une charmante causerie avec le Garde des Sceaux, M. Léon Bérard, au sujet de M. de Staël, son prédécesseur à l'ambassade de Suède à Paris. Le baron de Gaiffier d'Hestroy, ambassadeur de Belgique, M. de Souza-Dantas, ambassadeur du Brésil, s'entretiennent avec un ancien Président de la République française, M. Millerand. Comme quoi, l'on peut réaliser, un soir, au dîner de la *Revue*, le vœu de M. Paul Valéry à Genève et fonder la Société des esprits.

Coup d'œil sur les autres tables. Ici, non loin du duc de Broglie, le marquis d'Andigné, « mainteneur » de la beauté de Paris, cause avec M. Paul Léon, directeur des Beaux-Arts, de l'aide qu'apporte la Ville de Paris à nos théâtres subventionnés ; M. Henri Duvernois trouve en M. Philippe Roy, ministre du Canada, le plus Parisien des Parisiens de Paris ; l'étonnamment jeune M. Barrère, tout aussi Romain que Français, et ce Vénitien de Versailles, M. Henri de Régnier, s'inquiètent auprès du général Weygand de savoir comment on pourra satisfaire aux demandes de billets pour sa prochaine réception qui déjà affluent à l'Institut.

A la table de M. Paléologue et du général Debeney, le sucre et l'acier s'affrontent en la personne de M. Sommier et de M. Schneider. On ne pouvait mieux situer M. Corpechot, historien des *Jardins de l'Intelligence*, qu'à la droite de M. le duc de la Force, portraitiste de Lauzun et de la Grande Mademoiselle.

Voici l'équipe des globe-trotters : Jean-Louis Vaudoyer, qui chanta la Havane, Guy de Pourtalès qui est allé parler de Liszt dans l'Inde, Jérôme Tharaud retour de l'A. O. F., Jacques de Lacretelle, qui, après avoir interrogé la Pythie, se dispose à aller

visiter Tout-Ank-Amon. Seul, François Mauriac, de plus en plus janséniste, ne pense pas au voyage. Le souvenir des docks de Bordeaux, gorgés de richesses séculaires, suffit à contenter son goût de l'aventure.

A la table de MM. Paul Hazard, Marcel Bouteron, Henri Malo, Raymond Lécuyer, on cherche tout naturellement ces anciens collaborateurs de la *Revue*, Stendhal, Balzac, M. Thiers et George Sand.

Place aux jeunes ! A la table AC, trône le cacique de première année Bousquet, soleil levant de l'École normale (section des Lettres), entouré de ses satellites, les caciques de deuxième et troisième années, Soustelle et Bonifacio, et voisinant avec le président de l'Association des étudiants, M. Labès. Les « moins de vingt ans » eux-mêmes n'ont pas été oubliés ; c'est une tradition de la *Revue* de convier à ses fêtes la France de demain.

De la table Y, ne disons rien. M. Roland Dorgelès, qui s'y connaît en mystification, la qualifiait de table pas sérieuse. Calomnie pure. Au moment des discours, celui de M. René Pinon, souple et nuancé comme ses chroniques politiques, celui du Prince royal de Suède, pensé et prononcé en un français impeccable, et celui du Chef de l'État, si applaudi, la table Y, malgré la présence de MM. Francis Carco, Jacques Deval, André Demaison, Pierre Brisson, André Gavoty... et Raymond Escholier, se tint fort bien.

Conscients de nos responsabilités, la gorge angoissée, nous n'ignorions pas que, pour éviter tout incident d'ordre diplomatique, il nous incombait de dissimuler, dans nos lointaines régions, aux yeux de notre hôte royal, la personne désespérément montante de l'auteur de *Jérôme*, 60^e latitude Nord, M. Maurice Bedel.

Vaines inquiétudes. Quelques minutes plus tard, les derniers applaudissements éteints, l'auteur de *Jérôme* allait prendre le café au Salon Foch, tout près de Son Altesse Royale de Suède.

RAYMOND ESCHOLIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LES RÉPARATIONS ET LES DETTES

Les crises monétaires, les embarras financiers qui se prolongent n'ont pas seulement pour effet de troubler la politique des peuples, elles exercent encore sur leur vie psychologique et morale une influence perturbatrice et semblent obnubiler chez eux jusqu'au sentiment de la justice et du droit. S'il est souvent vrai que la malignité des hommes se réjouit, comme l'a dit le poète latin, de contempler chez les autres les maux dont elle est exempte, il est encore plus certain qu'elle impute aux autres la responsabilité des maux dont elle souffre par sa propre faute.

La France en fait, en ce moment, la déplorable expérience. Elle est, de toutes parts, attaquée et comme investie par une conjuration de malveillances calomnieuses et d'accusations imméritées. Les uns, — c'est l'Angleterre, — ne peuvent se faire à l'idée que la livre anglaise, dominatrice des marchés, instrument par excellence des règlements internationaux, ait pu se trouver ébranlée et avilie sans qu'il se cachât quelque part un responsable qui, naturellement, n'est pas l'Angleterre elle-même et qui ne peut donc être que la France où l'or britannique, bien malgré nous, venait chercher un abri qu'il ne croyait plus trouver dans les coffres de la Banque d'Angleterre. Les autres, — c'est l'Amérique, — qu'aucun péril ne peut menacer, qui n'ont jamais connu et qui ne peuvent pas connaître l'invasion et qui, pourtant, ont dépensé 25 milliards pour avoir la plus puissante marine du monde, s'étonnent que la France ne renonce ni à obtenir des garanties de sécurité, ni à se protéger elle-même et dénoncent son « impérialisme ». D'autres, enfin, cherchent par tous les moyens à ébranler la puissance fran-

çaise parce que la France est, avec ses amis et alliés, l'obstacle principal à cette destruction de l'Europe de 1919 à laquelle les uns ont un intérêt évident et dont les autres espèrent profiter.

Il y a pire. L'abandon par la Grande-Bretagne du *gold standard* a mis en goût cette spéculation spéciale qui s'abat sur les monnaies ébranlées comme la vermine sur les bêtes malades, et elle cherche maintenant à s'attaquer à toutes les monnaies stables, à commencer par le dollar, le florin, le peso argentin et le franc français. Une campagne de fausses nouvelles savamment distillées entretient l'inquiétude et paralyse les affaires. Si l'économie générale était laissée à son évolution normale, nous devrions apercevoir la fin de cette crise mondiale qui a semé tant de ruines et la situation tendrait à se stabiliser à un niveau sans doute inférieur à celui de 1928, mais qui permettrait la reprise de l'activité industrielle et commerciale, car les stocks de surproduction commencent à s'épuiser. Mais l'insécurité financière paralyse les transactions et l'insécurité financière est elle-même entretenue par l'insécurité politique. Dans plusieurs pays, mais surtout en France, si la confiance en l'avenir se rétablissait, si un printemps nouveau ramenait le soleil réchauffant, on verrait sortir des coffres privés d'innombrables billets qui ne demandent qu'à s'employer. S'il est un fait démontré, c'est que, si les gouvernements d'Angleterre, des États-Unis, de France, d'Italie se déclaraient résolus à maintenir le statut politique et territorial établi par eux en 1919, on verrait, comme par enchantement, la situation se détendre et, dans tous les domaines, la consommation s'accroître ; or, la crise de surproduction est aggravée, sinon entièrement produite par la sous-consommation et il n'y a malheureusement aucune chance pour qu'il en arrive ainsi. La politique et l'économie ont l'une sur l'autre de nécessaires répercussions : la sécurité politique amènerait la détente économique, qui elle-même entraînerait la stabilité financière ; la tranquillité politique s'en trouverait, par un naturel détour, renforcée. Mais est-il dans le destin des peuples de connaître le repos, ou bien n'est-il pas plus vrai qu'ils doivent s'accoutumer à vivre dangereusement ?

Ces derniers jours de 1931 et les deux premiers mois de 1932 sont et seront particulièrement agités. Certes, l'approche de la Conférence pour la limitation des armements, qui doit s'ouvrir à Genève le 2 février, n'amène pas le désarmement moral. On se bat de plus en plus à propos de la paix. Et, en attendant, le vieux

problème toujours nouveau des réparations et des dettes est de nouveau sur le tapis.

C'est la téméraire initiative imposée au Président Hoover par la haute banque de New-York, le 20 juin, qui a rouvert le débat et remis en question ce plan Young qui devait apporter « la solution complète et définitive » des réparations. L'intervention du Président n'a nullement amélioré la situation des banques; les crédits énormes, imprudemment avancés à l'Allemagne, y sont restés gelés; mais gelée aussi est la confiance dans les engagements et les signatures qui semblaient les plus sacrés. Comment le crédit, fondé sur la confiance, survivrait-il au régime auquel, depuis la fin de la guerre, on le soumet? Ce fut d'abord la Russie soviétique qui refusa de reconnaître les dettes de la Russie tsariste. Il suffit de changer de gouvernement pour que tombent les engagements. Ce fut ensuite le Sénat des États-Unis refusant de faire honneur à la signature du Président Wilson et ce perpétuel conflit, en Amérique, du législatif et de l'exécutif, qui se continue en ce moment même et par quoi les engagements pris avec d'autres États deviennent l'enjeu d'une mesquine polémique de partis. Et puis ce furent les efforts persévérants de l'Allemagne pour se dégager du traité qui lui rappelle l'agression de 1914 et la défaite de 1918. L'Angleterre, maintenant, désavoue le plan Young qu'elle a tant contribué à faire établir, parce que ses banques sont devenues, par esprit de lucre et de spéculation, créancières de l'Allemagne. Où est, en tout cela, l'honnêteté, la fidélité aux engagements souscrits? En vérité, il n'y a plus ni foi, ni loi; c'est la foire d'empoigne! Et l'on s'étonne que le crédit, qui est le fondement du système capitaliste, soit ébranlé!

Depuis le 7 décembre, le Comité consultatif des experts financiers siège à Bâle, à la Banque des règlements internationaux. La France y est représentée par M. Rist. Il s'agit de régler les conséquences du moratoire d'un an imposé par M. Hoover. La France n'ayant donné son consentement qu'à la condition que le plan Young resterait en principe respecté, M. Hoover et M. Laval étant tombés d'accord, lors de la visite de ce dernier à Washington, pour que la négociation restât dans le cadre du plan Young, l'Allemagne a dû se conformer à cette nécessité, et c'est en vertu du plan Young qu'elle a demandé la convocation du Comité consultatif dont les attributions consistent, dit le rapport des experts, à « examiner les circonstances qui ont engendré un état

de choses tel que l'Allemagne considère que son change ou sa vie économique peuvent être sérieusement menacés par d'autres transferts de la fraction différable de l'annuité, et à procéder à une enquête complète sur la situation de l'Allemagne relativement aux obligations qui résultent pour elle du présent rapport ». Le Comité consultatif n'a donc pas à s'occuper de la tranche inconditionnelle des annuités, celle qui représente, à proprement parler, les réparations; elle est considérée comme intangible.

L'Allemagne, naturellement, ne l'entend pas ainsi. Ce qu'elle veut, c'est la suppression complète des réparations. Elle fait plaider par ses avocats, que c'est le paiement des réparations qui a fait naître les difficultés avec lesquelles le Reich est aux prises. Nous avons souvent montré qu'il n'en est rien. Les réparations ne sont qu'une raison accessoire de la détresse financière de l'Allemagne; la cause principale est un gaspillage financier qui multipliait les emprunts onéreux pour une double fin : créer des valeurs qui se retrouveraient intactes après l'inévitable faillite; ne plus payer les réparations en haine du « diktat » de Versailles. L'Allemagne croit aujourd'hui toucher au but. Elle veut la suppression complète des réparations.

La *Germania*, organe du chancelier, écrivait dernièrement : « L'Allemagne rend à l'univers un grand service en ne permettant plus qu'on se livre à des absurdités dans les négociations imminentes. Voilà pourquoi, complètement indépendant du texte de tous les traités, le Gouvernement du Reich devra exprimer qu'une puissance supérieure rend absolument impossible la continuation des paiements de réparations. Ce n'est pas l'Allemagne qui veut déchirer le plan Young, mais la situation mondiale a mis un terme à son exécution. Il va falloir mettre un définitif point final, parce qu'une solution provisoire ne peut pas chasser le grave facteur d'insécurité de la crise présente. » Sous cette apparente franchise transparait le plus hypocrite des raisonnements malhonnêtes. L'expert allemand, M. Melchior, a reconnu dans son exposé que le montant des dettes à court terme de l'Allemagne n'était pas de 7 milliards de marks, chiffre donné en août au comité Wiggin et inséré dans le rapport de sir W. Layton, mais bien de 12 milliards. L'erreur n'est pas mince ! L'échéance de février prochain est de 42 milliards de francs. Il reste à expliquer comment une situation aussi critique est compatible avec une balance commerciale qui présente un excédent de 350 millions de marks par

mois. L'économie allemande a évidemment besoin de réformes aussi radicales que la gestion financière.

Le point de vue français a été exposé, au début de la Conférence, par une note simple et claire. S'inspirant des termes du communiqué donné à Washington après les entretiens de M. Laval avec le Président Hoover, le Gouvernement français reconnaît la nécessité de prendre des mesures pour venir en aide à l'Allemagne dans ses difficultés temporaires ; le moratoire d'un an devra sans doute être prolongé, mais le principe même des paiements de réparations doit être maintenu, parce qu'il n'est pas prouvé que l'Allemagne restera toujours en état de faillite et parce qu'il est nécessaire et juste de sauvegarder le caractère sacré des accords internationaux. Il convient d'élucider la question importante des avoirs allemands à l'étranger et des mesures nécessaires pour en assurer le rapatriement. Le Gouvernement français se refuse à reconnaître aux dettes privées à court terme un droit de priorité sur les réparations. D'ailleurs, les deux problèmes n'en font qu'un, celui de la capacité de paiement de l'Allemagne et du respect des contrats. Une modification du principe posé par le plan Young pour le paiement des réparations ne serait possible qu'en corrélation avec une réduction des dettes intergouvernementales, étant entendu que le bénéfice d'une telle réduction profiterait à l'Allemagne.

Le point de vue du Gouvernement britannique s'inspire uniquement de l'intérêt actuel de l'Angleterre. Il représente qu'en prêtant de l'argent à l'Allemagne, il s'est sacrifié à l'intérêt général qui exigeait le rétablissement de l'économie allemande, qu'il ne peut plus supporter seul le poids de telles avances et que le Gouvernement français doit en prendre sa part. Les dettes privées doivent donc passer avant les dettes de réparations, qui ruinent les finances allemandes et qui n'ont été payées jusqu'ici que grâce aux avances prêtées par l'Angleterre et les États-Unis. Il faut donc faciliter le règlement des dettes à court terme, arriver à un règlement définitif et final des réparations. La France n'a pas plus le droit de demander un solde net, toutes les dettes étant compensées, pour les réparations, que l'Angleterre et les autres pays alliés pour les pensions...

L'exposé du Gouvernement de Londres oublie de préciser que les prêts consentis par les banques anglaises à celles d'Allemagne, loin d'être des sacrifices, étaient des affaires que l'on croyait

excellentes, parce que l'on prêtait à 7 ou 8 pour 100 et plus des sommes empruntées en France à 4 pour 100 ; l'esprit de lucre entraînait, certes, dans de pareilles opérations, pour une plus large part que l'esprit de sacrifice, et parce que la combinaison s'est révélée désastreuse, ce n'est pas une raison pour que la France soit obligée d'en prendre sa part. L'avait-on invitée quand on croyait l'affaire avantageuse ? La vérité est que le relèvement de l'Allemagne était une opération dirigée contre la France. L'Allemagne n'a pas payé pour plus de 10 milliards de marks pour les réparations et elle a reçu des prêts pour un total dépassant 28 milliards. Le surplus a servi, sans parler des dépenses militaires clandestines, à un équipement industriel et commercial de premier ordre, dont l'Allemagne a déjà bénéficié et qui lui permettrait, le jour où ses finances seraient rétablies, d'écraser l'économie britannique et de prendre le premier rang parmi les Puissances exportatrices.

Les travaux du Comité de Bâle semblent, à l'heure où nous écrivons, approcher de leur fin ; mais les conclusions ne sont pas aisées à formuler. L'enquête a abouti à constater que l'intérêt annuel de la dette à court terme du Reich est d'environ 1 700 millions de marks et le revenu de ses avoirs à l'étranger de 300 à 300 millions. Si l'on ajoute à ce dernier chiffre l'excédent de la balance commerciale de 3 milliards, on trouve un excédent de la balance générale des comptes d'environ 1 600 millions de marks, suffisant pour couvrir l'annuité Young (1 635 millions pour 1931-1932). Ces chiffres ne confirment pas l'exposé poussé au noir de M. Melchior. La thèse britannique ne pourrait être partiellement acceptable que si le Gouvernement des États-Unis paraissait disposé à entrer dans la voie de l'annulation des dettes, et ce n'est pas le cas.

Le Président Hoover, aux prises avec une constitution qui réalise si bien la séparation des pouvoirs chère à Montesquieu, qu'elle institue entre eux un conflit permanent, fait des efforts méritoires pour regagner quelque popularité et convaincre les sénateurs récalcitrants. C'est maintenant seulement que le Congrès discute le « moratoire Hoover » réalisé depuis le mois de juin. La Chambre des représentants l'a ratifié par 317 voix contre 100 ; et la ratification du Sénat a été acquise malgré l'opposition du sénateur Hiram Johnson, par 69 voix contre 12, mais avec des réserves qui constituent une critique très nette de la politique de M. Hoover.

Ces débats ont été l'occasion de déclarations très précises contre toute revision de l'accord sur les dettes. M. Hoover, MM. Mellon et Stimson ont acquis par expérience la conviction que l'Amérique ne retrouvera sa prospérité que si la situation internationale s'améliore, mais les membres du Congrès sont moins éclairés. Le sénateur David A. Reed, de Pennsylvanie, a fait, contre la propagande pour l'annulation des dettes, des déclarations très précises. L'opinion générale est que la France est assez riche pour payer. La conséquence logique devrait être de soutenir la politique française dans ses revendications envers l'Allemagne, car il faut bien qu'on sache que, si l'Allemagne cesse de payer, la France ne continuera pas. Quant à l'Angleterre, sa situation est encore plus difficile, car ses paiements, par suite de la dévaluation de la livre, se trouvent majorés d'environ 45 pour 100. Il serait d'ailleurs injuste de reprocher aux Américains de ne pas faire aujourd'hui le geste qui leur aurait été avantageux à eux-mêmes il y a quelques années, car leur budget se trouve pour l'exercice actuel en déficit d'environ deux milliards de dollars. Le Président, dans son message du 8 décembre, propose d'y faire face par de grosses augmentations d'impôts et demande la création de deux puissants organismes destinés à fournir du crédit aux différentes branches de l'activité nationale. Une campagne alarmiste se développe dans certains journaux pour l'abandon de l'étalon-or. Les difficultés que traversent les États-Unis ont, pour l'Europe, les plus fâcheuses conséquences ; car ce n'est que par le retour de la prospérité en Amérique que commencera à se rétablir la situation en Europe. L'économie des deux continents est étroitement liée, mais puisque la tendance générale est aujourd'hui à l'isolement et que nous n'avons jamais tenté de faire pression sur le Gouvernement des États-Unis, nous lui demandons amicalement, mais fermement, de nous laisser seuls juges de ce qui regarde notre sécurité. Quand les Américains auront pour voisins l'Allemagne de Guillaume II ou d'Adolf Hitler, ils seront fondés, en matière de désarmement, à exprimer une opinion. La mystique de la paix peut fleurir sans danger dans un pays qui ne court aucun risque : elle ne doit pas être un article d'exportation.

La ratification du moratoire Hoover et les travaux du Comité de Bâle auront leur conclusion dans une conférence européenne qui se réunira dans la seconde quinzaine de janvier, vraisemblablement à La Haye. Quelle issue trouvera-t-elle ? Nous n'en voyons qu'une.

L'Allemagne, comme l'a fortement montré M. Jèze, dans un article de la *Dépêche de Toulouse*, a tout fait pour ruiner elle-même son crédit ; il est de toute justice et de toute nécessité de lui appliquer le régime de tous les débiteurs insolvable qui se sont mis eux-mêmes dans le cas de ne pas payer ; il conviendrait donc d'instituer une caisse d'amortissement qui serait dotée d'une partie des revenus du Reich et contrôlée par une commission européenne. C'est le seul moyen d'obtenir que l'Allemagne ne tienne pas, une fois de plus, ses engagements les plus solennels pour chiffons de papier et fasse honneur à sa signature.

Quant à la France, dans cette passe difficile de son histoire, elle doit rester ferme et résolument attachée à la ligne de conduite qu'elle s'est tracée. M. Pierre Laval, le 20 décembre, a, dans un discours concis et nerveux, fait à ce sujet des déclarations qui seront approuvées par tous les Français. Une conférence va se réunir : qu'y dirons-nous ? « D'abord, que la situation de l'Allemagne ne peut être envisagée que pour une période limitée, la période de dépression économique, comme nous l'avons affirmé à Washington. C'est seulement dans le cadre du plan Young que nous traiterons de l'annuité inconditionnelle, comme nous l'avons fait en juillet dernier, et nous n'accepterons pas que les réparations soient sacrifiées aux dettes privées. Dans certains pays, on a trop vite affirmé que les dettes et les réparations devraient être annulées. Devant l'attitude des États-Unis, ceux qui envisageaient cette initiative audacieuse seront sans doute moins empressés à la soutenir. De toute manière, les délégués de la France ne pourraient transiger dans un tel débat. »

Le président du Conseil a parlé ensuite de la prochaine conférence pour la limitation des armements et il n'a pas été moins net : « Les représentants de la France se trouveront à Genève à la date prescrite. Il feront apparaître notre pays sous son vrai visage pacifique, ayant la haine de la guerre... Nous ne nourrissons aucun dessein d'hégémonie. Nos crédits militaires sont utilisés exclusivement pour la défense et non pour l'agression. Ce n'est pas chez nous qu'on a jamais trouvé, comme on le constate dans différents pays, une jeunesse élevée tout entière dans un sentiment militariste et agressif... Notre passé nous commande la prudence. Nous ne devons pas nous laisser aller à des improvisations qui, au lieu de garantir notre sécurité, risqueraient de la compromettre avec la paix du monde. Nos délégués ne refuseront pas d'examiner et,

au besoin, ils suggéreront toute forme d'assistance mutuelle, pourvu qu'elle soit efficace, c'est-à-dire effective et rapide. Nous ne commettrons jamais l'imprudence d'accepter seulement des formules d'espoir et de compromettre ainsi la sécurité de notre pays. » Un tel langage est d'un heureux augure. L'attitude ferme de la France ralliera autour d'elle tous les vrais amis de la paix, c'est-à-dire ceux qui ne la voient assurée que dans le statut politique actuel de l'Europe. La raison finira, une fois de plus, par avoir raison ; elle dissipera les nuages que les mystiques sophistiquées ou intéressées amoncellent autour de l'idée si simple de paix et de droit.

La guerre de tarifs qui commence en Europe ne constitue pas, pour le désarmement moral, une heureuse préface. L'Angleterre, en élevant, autour de son économie malade, une muraille de Chine, agit dans la plénitude de son droit. La campagne de xénophobie, dirigée surtout contre la France, s'y développe. Si l'Angleterre croit de son intérêt de suivre une telle politique, libre à elle. Elle ne devra pas s'étonner que le continent s'organise contre elle. Ce qui s'est passé, il y a peu de jours, à la Chambre belge, est à noter comme un intéressant symptôme. Trois députés, un socialiste, un libéral, un catholique, ont déposé, à la suite d'une interpellation, un ordre du jour demandant la négociation d'accords pour une collaboration économique étroite avec la France et les Pays-Bas, qui ne fut repoussé, malgré l'opposition du ministre des Affaires étrangères, qu'à deux voix après une épreuve douteuse. Si l'Angleterre persiste avec intransigeance dans la voie où elle est entrée à pleines voiles, le monde sera bientôt divisé en quelques grands territoires économiques : les États-Unis, l'Empire britannique, l'Europe continentale, la Russie soviétique. Il deviendrait alors assez facile de négocier, entre ces grands groupements, des traités de commerce. Pour le moment, les barrières se dressent et se hérissent. Est-ce bien le moyen de mettre fin à la crise dont tous les pays souffrent ?

M. BRUNING ET LA POUSSÉE HITLÉRIENNE

En Allemagne, les succès des nationaux-socialistes ne se ralentissent pas ; ils viennent de s'affirmer aux élections municipales de Stuttgart. Persuadés que l'heure approche pour eux de l'épreuve du pouvoir, toujours difficile pour les partis de violence et de des-

truction, ils cherchent à préciser leur programme et même à l'édulcorer. Ils n'y parviennent guère. Le député Strasser déclare qu'avec la France il n'y a pas d'autre solution que la guerre. Et, dans un autre discours, il annonce la guerre civile ; on sera dur, brutal, « quand il s'agira de balayer l'ordure républicaine ». « Personne ne portera la main sur nous et nous édifierons dans le calme le nouvel État national-socialiste quand la peste marxiste aura été exterminée. » M. Rosenberg, qu'Hitler a envoyé comme ambassadeur à Londres, se vante d'avoir trouvé l'opinion anglaise enfin éclairée sur « la folie hystérique de Paris ». « C'est la tâche commune de tous les peuples vraiment civilisés que de parer à l'explosion des folies de la France et de satisfaire aux droits que l'Allemagne tient des traités pour sa sécurité nationale. » Le chef, Hitler, tient à peu près le même langage. L'acquiescement, par le tribunal de Gratz, de M. Pfrimmer et de ses complices, auteurs du *putsch* de Styrie, montre qu'un Gouvernement hitlérien trouverait des complicités en Autriche. Le tribunal a considéré que le régime républicain se fonde sur « une constitution illégale » qu'il est licite de renverser par tous les moyens. « L'Autriche sera emportée par le tourbillon hitlérien », déclare M. Strasser. Si de pareils fanatismes arrivent au pouvoir, le Gouvernement français peut se trouver, en quelques heures, en présence des plus graves résolutions.

Le chancelier Brüning lutte avec courage, soutenu par le Président Hindenburg, contre la marée montante, et prend des mesures draconiennes pour redresser l'économie allemande par voie d'autorité. En même temps que, dans un discours, il prend position en face de l'agitation hitlérienne et déclare qu'il ne cédera pas devant elle et combattrait impitoyablement toutes les tentatives inconstitutionnelles, il promulgue une série de décrets-lois (8 décembre) qui ont pour objet la baisse simultanée des prix, des salaires et de l'intérêt des valeurs à revenu fixe. De telles mesures, dont nous ne saurions donner une analyse, même brève, ont-elles quelque chance d'agir efficacement sur l'économie nationale ? Il est permis d'en douter, malgré l'esprit de discipline du peuple allemand ; elles constituent en tout cas une tentative hardie, dont on doit souhaiter le succès au moins temporaire, pour abaisser les prix de revient et imposer d'autorité une diminution du prix de la vie. Mais les moyens employés, la suspension de toute liberté, l'accroissement considérable des impôts, la contrainte sous toutes

ses formes, ne risquent-ils pas d'accroître le nombre des mécontents ? Des mesures d'ordre public complètent le décret-loi : interdiction du port de l'uniforme et d'insignes aux adhérents des associations politiques ; réglementation du port et du commerce des armes ; aggravation des peines destinées à protéger les citoyens contre l'injure et la diffamation. Ces mesures constituent un effort extraordinaire qui mérite d'être suivi avec attention et sympathie, mais dont il est permis de craindre qu'il n'arrive trop tard.

Une partie de la presse française, au mois d'août, a passionnément discuté un projet de pacte de non-agression entre la France et l'U. R. S. S. Le texte de ce projet, qui a été paraphé *ad referendum*, le 24 août, par M. Berthelot et M. Dovgaleski, ambassadeur des Soviets, vient d'être publié. L'intention du ministère français des Affaires étrangères, en entrant dans cette voie scabreuse, était de lier à un pacte de non-agression une négociation commerciale afin de redresser la balance des échanges qui présente un solde bénéficiaire considérable en faveur de la Russie soviétique, en sorte que c'est l'argent français qui, pour une part, fait vivre le Gouvernement communiste. Sur le terrain commercial, l'entente n'est pas faite. D'autre part, il est entendu avec la Pologne, qui a été tenue au courant de toute la négociation, qu'en aucun cas un accord ne pourrait être signé sans qu'elle ait elle-même conclu avec Moscou un accord de même nature, qui est en négociation depuis longtemps. La Pologne, de son côté, d'accord avec la France, a pris le même engagement à l'égard de la Roumanie, de la Lettonie, de l'Estonie, de la Finlande.

Il est donc invraisemblable que ces accords aboutissent. Mieux vaut qu'il en soit ainsi. Le Gouvernement soviétique n'est pas un Gouvernement comme les autres. Son but, son programme avéré est de porter la révolution et le désordre dans tous les pays ; on doit donc s'attendre, s'il signe un texte quelconque, à ce qu'il ne s'en serve que dans l'intérêt de ses desseins subversifs. Or, certains articles du projet, interprétés tendancieusement, peuvent devenir très dangereux, tel, par exemple, l'article 3 qui semble exclure la possibilité de résister à une politique de dumping en fermant la porte à l'importation de marchandises soviétiques. La France n'a jamais songé à attaquer l'U. R. S. S. Si donc le Gouvernement dictatorial de Moscou cherche à conclure un pacte de non-

agression, alors qu'existe déjà le pacte Briand-Kellogg de 1928, c'est sans doute qu'il médite de le faire servir à ses fins spéciales. On ne saurait, avec de tels partenaires, prendre trop de précautions pour ne pas aboutir à une duperie ou à un danger.

Non sans peine, le Conseil de la Société des nations est parvenu, le 10 décembre, à faire accepter aux deux parties intéressées un règlement de la question de Mandchourie. Il reste entendu que les Japonais, conformément aux traités, se retireront dans la zone du chemin de fer, mais aucune date n'est fixée et les Japonais restent libres de poursuivre les bandits partout où ils se cachent. Comme il est malaisé de distinguer les soldats plus ou moins réguliers des bandits, les Japonais ne manqueront pas d'en profiter pour occuper Tchîn-tcheou sur la rive occidentale du golfe de Pet-chi-li, pour en finir avec Chang-hsue-liang qui représente, en Mandchourie, le Gouvernement de Nankin et pour refouler les Chinois au delà de la Grande Muraille. Le Conseil envoie en Mandchourie une Commission de cinq membres chargée de lui signaler les dangers que pourrait courir la paix et de l'informer de l'exécution du règlement du 10 décembre. La Société des nations sauve ainsi, tant bien que mal, la face. Le Japon reste, en Mandchourie, le maître.

Mais, à Nankin, l'opinion publique, représentée par quelques centaines d'étudiants nationalistes et anarchistes, a compris que la Chine subissait un échec moral ; les étudiants se sont fait tatouer sur le bras le caractère qui signifie « honte » et ont manifesté. Le maréchal Chang kaï-chek a donné sa démission et, quelques jours après, s'est envolé. L'influence révolutionnaire de Canton devient prépondérante à Nankin et il est probable que la guerre civile va reprendre avec un nouvel acharnement. A Tokio, malgré son succès diplomatique, le cabinet Wakatsuki, du parti *Minseitô*, a donné sa démission ; le ministère *Seiyukai* qui l'a remplacé, sous la présidence de M. Inukai, va procéder aux élections générales et a immédiatement abandonné l'étalon-or. Le yen, suivant le sort de la livre, va se déprécier. Au Japon, comme en Europe, la question financière et monétaire domine la politique.

RENÉ PINON.

S
a
r
e
s
t
e
n
a
s
t
t
s-